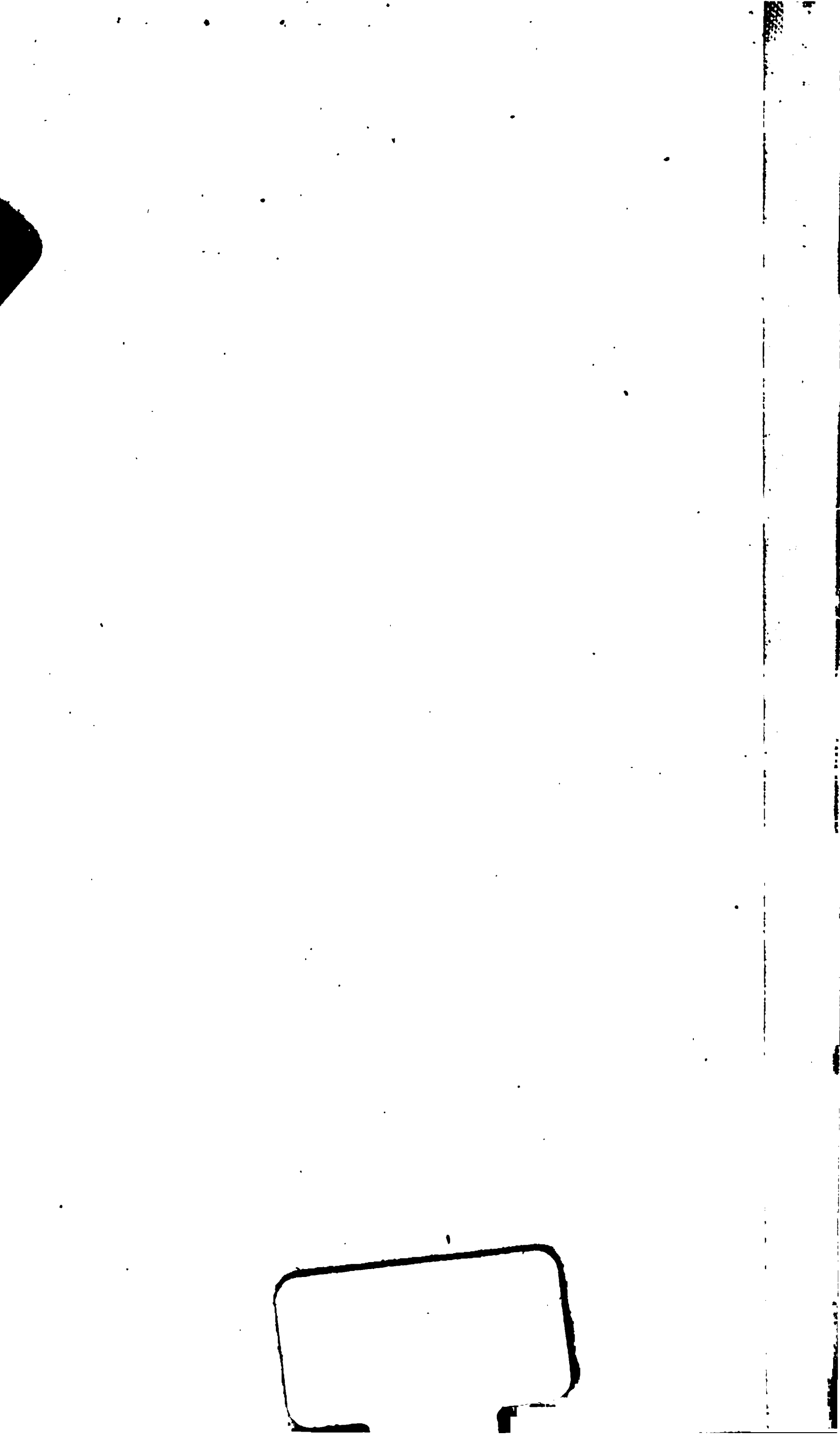




HISTOIRE

DE FRANCE,

PENDANT

LE DIX-HUITIÈME SIÈCLE;

PAR CHARLES LACRETELLE,

MEMBRE DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE,
PROFESSEUR D'HISTOIRE A LA FACULTÉ DES LETTRES, CHEVALIER DES ORDRES DE SAINT-MICHEL ET DE LA LÉGION-D'HONNEUR.

CINQUIÈME ÉDITION.

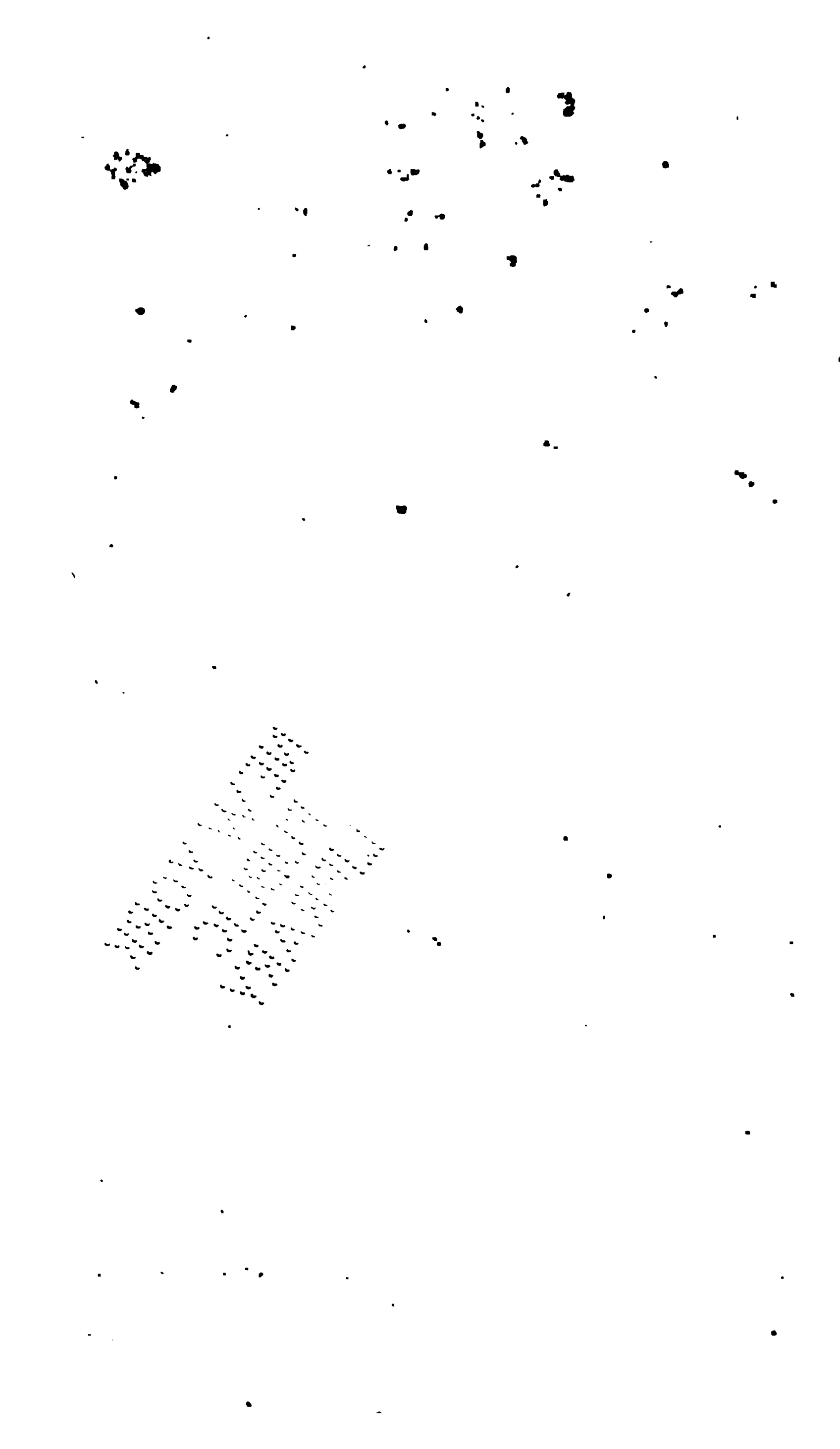
TOME CINQUIÈME.



PARIS.

DELAUNAY, LIBRAIRE
DE SON ALTESSE ROYALE MADAME LA DUCHESSE D'ORLÉANS,
PALAIS ROYAL.

1830.



HISTOIRE

DE FRANCE,

PENDANT LE XVIII[e]. SIÈCLE.

LIVRE QUINZIÈME.

RÈGNE DE LOUIS XVI : MAUREPAS, NECKER, VERGENNES, ETC.

Près d'atteindre au terme de mon entreprise, je vois des obstacles que je n'ai point la puissance de renverser, et que je ne veux point éluder par de lâches détours. En retraçant dans l'année 1811 des faits qui me conduisent jusqu'à l'année 1789, je ne rencontre pas seulement les difficultés d'une histoire contemporaine, je trouve celles d'une histoire faite pour exciter des débats opiniâtres. Nul malheur éclatant n'a rempli l'époque à laquelle je dois m'arrêter; mais la catastrophe la plus terrible et la plus imposante qui ait changé les destins de l'univers, préparée de plus loin, commen-

çait alors à s'annoncer, et les signes en étaient mal interprétés ou méconnus.

Si c'est le comble de la cruauté que de montrer à un homme qui a beaucoup souffert, combien il fut imprévoyant, et d'opposer le rêve de ses espérances à de tristes réalités; cette tâche est encore pénible, mais du moins elle est utile, nécessaire peut-être, lorsqu'il s'agit d'un peuple entier, de toute une génération. Ici les faits ne conduisent point l'historien au rôle d'un accusateur; en vain chercherait-il à expliquer des événemens tragiques par de profonds complots. La haine ne fut jamais plus loin du cœur des Français qu'au moment où ils approchaient d'une révolution; ils ne combinaient que des plans pacifiques : jamais ils n'avaient été plus ligués pour vaincre tous les maux dont la nature nous impose le tribut, et ceux qui pénètrent par mille voies dans les institutions sociales. Ils luttaient contre la nécessité dans l'orgueilleux espoir d'en renverser les lois, et se croyaient appelés par la Providence même à désarmer toutes ses rigueurs. D'étonnantes fureurs allaient se déclarer, et la pitié la plus active remplissait les âmes. Ce que craignaient le plus les hommes opulens, c'était de passer pour insensibles. A mesure qu'on croyait voir diminuer la somme des maux, ce qui restait d'infortunés n'en excitait

qu'un intérêt plus tendre. J'ai examiné scrupuleusement les faits de cette époque; et, loin d'y trouver des traces du crime, je n'ai trouvé que rarement celles d'une méchanceté réfléchie. Sans doute il y avait alors des penchans très-déréglés que favorisaient une interprétation arbitraire des lois de la morale, et un fatal dédain pour les préceptes religieux; mais les passions haineuses cédaient à l'ivresse commune des rêves philanthropiques.

Il est un trait distinctif que les Français développèrent graduellement durant le cours du dix-huitième siècle : c'est le besoin d'agitation. Au temps de la régence, ils l'exercèrent en se livrant à des plaisirs licencieux. Calmés plutôt que contenus par la sagesse du vieux cardinal de Fleury, ils s'occupèrent de controverses religieuses, et trouvèrent bientôt ce genre de discussion ridicule et suranné. Les spéculations brillantes et audacieuses de la philosophie leur parurent plus dignes de leurs recherches; ils furent charmés d'être impétueux avec méthode. Les malheurs, les fautes et les vices de Louis XV, le despotisme précaire de ses dernières années, avaient fait languir cette exaltation : les vertus et la jeunesse de son successeur l'eurent bientôt ranimée. La courte administration de Turgot dirigea les esprits vers un ensemble de réformes qui présentait une nouvelle orga-

nisation sociale (j'ai déjà retracé ces différentes époques). La révolution d'Amérique, dont les Français furent les instigateurs et les auxiliaires, les passionna pour les institutions et surtout pour le mot et les formes de la liberté. Ils tressaillirent de plaisir en voyant que la faiblesse du roi, la prodigalité d'une cour étourdie, l'embarras des finances, les témérités malheureuses des ministres qui tentèrent sans prudence de grandes opérations, et sans courage des remèdes violens, et enfin que l'opposition altière des premiers corps de l'État, entraînaient un changement politique dont l'imagination ne pouvait assigner les bornes. Voilà ce qui me reste à peindre dans un ouvrage qu'on peut considérer comme une introduction à la plus imposante des histoires, à celle qui semble renfermer les catastrophes de vingt peuples et de vingt siècles. Ce fut depuis 1789, et surtout depuis 1792, que se manifesta, dans toute sa violence, une exaltation qui bientôt n'eut plus rien de commun avec les principes, ni avec les douces illusions dont elle s'était alimentée. Il y eut pendant plusieurs années un autre peuple français. Mais aux grands crimes succédèrent les grands exploits, et le peuple français fut retrouvé. Le dix-huitième siècle finit, et ce besoin d'émotions vives, d'événemens prodigieux,

prit sa direction vers les travaux de la gloire.

Je puis, en montrant tous les dangers du penchant aux révolutions, n'insulter ni aux fautes, ni aux malheurs d'une génération qui fut entraînée par l'ivresse progressive des deux générations précédentes; je puis, en nommant des hommes dont la jeunesse fut livrée à de brillans prestiges, signaler des erreurs sans accuser des intentions perverses. Je m'occuperai plus à peindre le mouvement général des esprits, qu'à retracer des intrigues particulières. Je placerai rarement sur la scène historique des personnages qui, appelés à y figurer par leur naissance, n'y montrèrent ni grandes vertus, ni vices odieux. Il y aura plus de justice dans mon silence que dans une complaisante apologie ou dans une lâche satire. Je m'abstiendrai de tout effort pour peindre le caractère d'hommes qui ne sont aujourd'hui qu'au milieu de leur carrière, et à qui sont ouvertes des routes plus faciles de bonheur et de gloire. Voilà des précautions que la morale prescrit, encore plus impérieusement que la prudence à l'écrivain de toute histoire contemporaine; elles ne me coûteront aucun sacrifice, aucune omission remarquable dans deux Livres destinés à retracer les grands effets de la révolution d'Amérique, ni dans celui où je jetterai un der-

nier coup d'œil sur les mœurs et les opinions d'un peuple qui allait subitement changer de caractère et de lois ; mais elles me forceront de presser beaucoup ma marche dans le dernier Livre, qui contiendra l'intervalle de la première assemblée des Notables à l'ouverture des États-Généraux. Là, ce n'est plus le prélude d'une révolution ; c'est presque la révolution même. Dès qu'on arrive à une telle époque, le récit se précipite, peint la rapidité des événemens qui se heurtent, et suit avec désordre la chute accélérée de la plus ancienne et de la plus florissante monarchie de l'univers.

La cour, après la retraite de Turgot.
1776

Qu'après deux années de règne un jeune monarque, s'arrachant par un salutaire effort aux penchans de son âge, renvoie des ministres accusés d'avoir flatté ses passions, et fourni de fatales ressources à sa prodigalité, cet aveu indiscret des fautes qu'il a commises, cet engagement tacite de les réparer, loin d'affaiblir l'autorité royale, l'environne de tout ce que l'amour du peuple y ajoute de grâce et de vigueur. Mais Louis XVI était dans une situation bien différente après la disgrâce de Turgot et de Malesherbes. Il semblait dire : « J'ai été sé» duit par des illusions de bien public ; je met» trai mes soins à m'en défendre. Les systèmes » nouveaux que j'avais étudiés, et que je ché» rissais, vont faire place aux vieilles habitudes

» qu'on attaque depuis un demi-siècle. Le savoir et le génie ont leurs dangers : j'aime mieux m'adresser à la médiocrité ; l'austère probité ne peut réussir à la cour, même quand je l'y protége. Je cherchais les ressources de l'ordre ; je me livre aux expédiens. » La nation s'attendit à faire une seconde épreuve d'un roi sans volonté. Tous les hommes d'une activité inquiète jugèrent qu'il serait commode d'attaquer le despotisme lorsqu'il n'y avait point de despote.

Les corps privilégiés, et le parti déjà nombreux que la retraite de Turgot laissait sans chef, ne regardèrent point comme terminé le débat important qui venait de s'élever entre eux. « Le caractère irrésolu du roi, disaient les uns, ne nous permettra jamais de renverser entièrement les projets des novateurs. — Le roi, disaient les autres, sera ramené par ses affections et par ses intérêts à de vastes plans, sur lesquels repose son salut aussi-bien que celui du peuple. » Cependant les deux partis firent une espèce de trêve momentanée, pour observer l'aspect que la cour allait prendre, et quelle influence s'y ferait sentir. L'un et l'autre s'aperçurent bientôt que les vertus du roi étaient immuables, mais privées de fermeté ; que sa timide indulgence lui ôtait jusqu'à l'autorité d'un chef de famille ; qu'il manquait de

discernement pour faire sentir à sa jeune compagne combien il lui convenait mieux d'être respectée qu'adorée de la cour; que cette princesse, tout occupée de plaire, n'aurait jamais que par caprice l'ambition de gouverner; que la cour restait frivole pendant que la nation devenait ou se croyait grave; que, des deux frères du roi, l'un semblait détourné des affaires par le goût de l'étude, et l'autre par les goûts de son âge; que tous les autres princes n'étaient attentifs qu'à se créer des amusemens divers dans leur fastueuse oisiveté; que mesdames, tantes du roi, et sa jeune sœur, madame Élisabeth[1], qui se formait aux vertus les plus pures, n'auraient que peu d'influence sur un roi dont le cœur était religieux et les pensées philosophiques; enfin, que le comte de Maurepas s'amuserait jusqu'à la fin de sa vie du rôle de premier ministre, et resterait au milieu de la jeune cour dont il paraissait devoir être l'unique modérateur, aussi occupé de jeux, de chansons et de railleries qu'il l'avait été dans sa retraite. Les deux partis, qui ne voyaient s'élever aucun arbitre au-dessus d'eux,

[1] Une autre sœur du roi, madame Clotilde, avait été mariée l'année précédente au prince de Piémont. C'était la troisième alliance qui unissait les deux maisons de Bourbon et de Savoie.

furent persuadés que les progrès du luxe et le désordre des finances accéléreraient le moment où l'on demanderait à l'un des sacrifices, à l'autre des conseils.

Je vais développer quelques parties de ce tableau général.

Au moment où l'on repoussait avec une feinte indignation l'égalité en matière d'impôts, il s'établissait une égalité bien plus dangereuse à la cour, dans un pays où il semble que tout doive être étonné, épouvanté d'un tel mot. C'était le besoin de plaire qui avait établi une espèce de niveau entre les courtisans. Ceux même qui dissimulaient le moins leur frivolité aspiraient à devenir les guides politiques de la reine. Le désir qu'elle avait elle-même de plaire, penchant où il entrait encore plus de la bonté de son caractère que des impressions naturelles à son âge, exaltait toutes les espérances. Elle distribuait avec grâce des mots obligeans et flatteurs; elle honorait dans les courtisans d'un âge mur un mérite que la voix publique ne leur accordait pas généralement; devinait des qualités héroïques dans ceux qui ne s'annonçaient encore que par la vivacité et les agrémens de l'esprit; s'intéressait aux malheurs particuliers et à l'ambition particulière de chaque famille; s'inquiétait pour tous ceux qui montraient à ses

fêtes quelques nuances de chagrin; s'excusait d'un oubli, d'une distraction, et réparait ces torts; consultait des hommes graves sur une parure, des étourdis sur la politique; donnait beaucoup aux pauvres pour avoir moins à se reprocher ce qu'elle faisait donner aux courtisans; paraissait éprise de tous les arts, célébrait tous les talens, et se croyait au siècle des prodiges, au séjour de la fidélité et de la reconnaissance. L'ambition, toujours crédule, et la vanité, qui l'est encore plus, interprétaient comme les signes d'un crédit tout-puissant des mots échappés à l'affabilité de la reine. Ceux qui étaient forcés de reconnaître l'illusion et la chimère de leurs espérances, montraient hautement leur dépit, et faisaient succéder l'ingratitude à la présomption. Au commencement de l'année 1776, il circula des couplets infâmes contre la reine. Le public y reconnut la vengeance de quelques courtisans jaloux : il s'en indigna moins qu'il n'aurait fait deux ans auparavant.

Tel était l'état de la cour, que la fortune n'y dépendait plus des regards du roi. Cependant quelques hommes d'un nom illustre et d'un cœur sincère s'attachaient à lui sans en rien espérer pour leur avancement. Ils lui montraient plutôt une affection noble et franche, que ce respect mêlé de crainte, qu'inspi-

rait Louis XIV.. Le roi, loin de reprocher aux autres courtisans une insolente indifférence, semblait heureux d'échapper à leurs importunités pour se livrer mieux à des travaux nécessaires, et à des études de son choix. On ne pouvait poussser plus loin l'indulgence pour des défauts dont il devait être à jamais exempt. Si la reine s'offrait à ses yeux avec une parure peu digne du rang le plus auguste, il se contentait de regretter une parure plus noble et plus simple qu'il lui avait vue la veille. S'il trouvait quelque fête trop dispendieuse, quelque spectacle inconvenant, il se bornait à montrer l'ennui qu'il en ressentait, et se retirait plus tôt que de coutume. Son absence semblait être le signal des plaisirs. Cependant chaque jour il trouvait plus d'attrait dans l'entretien de la reine. Le peu de plaisirs qu'il goûtait cessait dès qu'il la voyait affligée; nul sacrifice ne l'arrêtait pour écarter les nuages qui troublaient son bonheur. Une dépense qui lui eût été personnelle, et qui eût coûté quelque charge nouvelle à son peuple, lui eût causé des remords; mais il se résignait avec une facilité déplorable à toute dépense dont il n'était point l'objet.

C'était après une faible résistance qu'il se décidait à payer les dettes du comte d'Artois. Ce prince avait un jour commis une faute qui

avait vivement affecté le roi : le comte de Maurepas fut chargé de lui donner des avertissemens sévères; il s'en acquitta cette fois avec une fermeté dont malheureusement il n'avait pas l'habitude. *Eh bien!* dit le prince, *que peut me faire le roi?* — *Monseigneur*, reprit le comte de Maurepas, *le roi peut vous pardonner.* Jamais, je crois, la réserve d'un courtisan ne rencontra une expression plus noble.

Progrès du luxe, et ses effets.

On n'entendait à la cour d'un roi économe que ces mots : Il faut représenter avec noblesse. La maison des deux princes ses frères était montée avec une somptuosité qui surpassait de beaucoup celle de la maison du dauphin sous Louis XIV, et même sous Louis XV. Mesdames eurent plus à se louer de la libéralité du roi leur neveu que de celle du roi leur père. Les grands biens accumulés dans la branche d'Orléans n'empêchaient pas que les dépenses du duc d'Orléans et celles du duc de Chartres son fils ne fussent indirectement onéreuses au trésor royal. Les deux branches de Condé, moins riches, appelaient des secours fréquens. Des princes, jeunes pour la plupart, cherchaient à se surpasser réciproquement par quelque genre particulier de splendeur, ou par un éclat plus tumultueux dans les plaisirs. L'usage qui s'introduisait à la cour, d'imiter les goûts des sei-

gneurs les plus fastueux et les plus fous de l'Angleterre, ouvrait une source de dépenses immodérées. Le luxe des chevaux était sans bornes. Les vieux parcs tombaient pour faire place à des jardins anglais d'une savante et coûteuse irrégularité. On s'épuisait en profusion pour des courtisanes qu'on affectait d'aimer peu. Le jeu était excessif à Versailles, parce que le jeu était excessif à Londres. La reine et le comte d'Artois en supportaient le plus souvent les pertes, et le duc de Chartres en enlevait les bénéfices. Les courses de chevaux et les paris qu'elles entraînaient fournissaient un nouvel aliment à cette passion. Le roi témoignait une improbation constante, mais inutile, de tous ces usages anglais [1]. Les princes se trouvaient heureux de ressembler, par ces plaisirs à la fois mornes et bruyans, à des membres vantés de la chambre des lords ou de la chambre des communes.

[1] Le roi se trouvait un jour à l'une de ces courses que les princes et les jeunes courtisans faisaient faire par leur jockeis. Le comte d'Artois l'invita à parier pour un coursier qu'il avait fait venir à grands frais d'Angleterre : « Eh bien ! dit le roi, je parie un écu de trois livres. » Si ce mot eût été dit par Louis XIV, tous les courtisans eussent bientôt renoncé à une manie que le roi eût traitée avec un dédain si judicieux. Ils le jugèrent, dans la bouche de Louis XVI, une plaisanterie basse et digne d'une âme commune.

La vieille cour, dans sa corruption, avait entraîné moins de dépenses que n'en coûtait cette cour avide de mouvemens, ivre de nouveautés. Tant que l'étiquette fut conservée, les équipages, les meubles, les habillemens et les ornemens de tous genres eurent une ampleur, une solidité qui les soutenaient assez long-temps contre de nouveaux caprices. Mais, quand on affecta de se dégager de tout appareil magnifique pour se livrer entièrement à l'élégance, les futiles inventions de la mode furent inépuisables. Comme une reine aimable en dictait les lois, tout obéissait avec promptitude. La gêne qui existait depuis long-temps dans la plupart des grandes fortunes devint plus alarmante. Les courtisans colorèrent des demandes avides du prétexte de la nécessité. Outre la liste des pensions qui se grossissait, il y eut beaucoup de dons clandestins, et des gratifications immenses qui, consignées dans un livre secret, échappaient plus facilement au contrôle. On ne se lassait point de créer les emplois inutiles, qui déguisent la munificence du souverain, et sont pour le peuple un continuel sujet de murmures.

Le comte de Maurepas.

Sans plan, sans opinion arrêtée, le comte de Maurepas regardait ce désordre comme inhérent à une cour, essentiel à la monarchie, et semblait toujours craindre que le roi ne

se montrât trop sévère. Il le trompait par un air serein et par une gaieté où tout autre qu'un prince à la fois faible et inexpérimenté aurait vu le comble de l'égoïsme et de l'imprévoyance.

Il faisait avec esprit l'apologie de ses goûts futiles, et, comme tous les vieux courtisans de Louis XV, savait leur donner quelque apparence de réflexion profonde. « Les philo-
» sophes et les anglomanes, disait-il à ses
» familiers, menacent également la gaieté
» française. Maintenons le goût des sociétés
» délicates et légères, ou nous aurons bientôt
» des clubs; employons le vaudeville à faire
» la guerre aux traités de philosophie et aux
» écrits politiques. Le roi est sérieux; si son
» ministre l'était, on nous croirait déjà en-
» trés dans le gouffre. Les finances ne se ré-
» tablissent pas. Croyez-vous qu'elles se réta-
» bliront mieux quand tous les Français vien-
» dront aider le roi de leurs calculs? Il faut
» modérer le luxe, et non le décourager : s'il
» amène des embarras, il crée des ressources.
» Les finances n'atteignent pas l'or qui se ca-
» che; le fisc ne sait le rencontrer qu'au milieu
» de la plus active circulation. J'ai vu, sous
» le cardinal de Fleury, que l'économie du gou-
» vernement peut avoir ses excès. Il faut être,
» comme lui, calme, adroit et flexible; mais

« ce n'est plus le temps d'imiter sa parcimo-
» nie. Qui plus que moi a souffert et gémi de
» l'état où il laissa notre marine? J'espère
» bien créer une marine florissante et peut-
» être victorieuse. »

Il est vrai que la marine française recevait des accroissemens considérables. Les plans du duc de Choiseul se suivaient dans une cour dont il était écarté par l'insurmontable aversion du monarque. Le gouvernement anglais ne montrait plus son arrogance qu'à ses colonies, craignait tout mouvement qui eût fait diversion à l'entreprise déjà commencée depuis plus de deux ans, de les soumettre par la force des armes; décelait sa crainte par la timidité de ses négociations avec des puissances rivales, et, pour la première fois, n'osait nous demander compte de l'activité qui régnait dans nos ports. Les subterfuges les plus aisés de la politique suffisaient aux cabinets de Versailles et de Madrid, pour détourner l'attention des ministres de la Grande-Bretagne; ceux-ci semblaient avoir pris le parti de cacher à leurs compatriotes, et de se dissimuler à eux-mêmes un danger auquel ils n'étaient point préparés. Ainsi la France était libre de commencer une guerre maritime lorsqu'elle aurait achevé le développement de ses forces. Malgré les souvenirs importuns des désatres de la guerre

de 1740, et de celle de sept ans, on se livrait à l'espérance d'obtenir, ou du moins de partager l'empire des mers, et de fonder la restauration des finances sur un vaste accroissement de commerce. L'objet d'une guerre où il s'agissait de seconder les efforts d'une république naissante, au risque d'en propager les principes, inquiétait peu le comte de Maurepas, à qui tout danger était indifférent dès qu'il lui paraissait éloigné. La jeune noblesse, les philosophes et la plupart des commerçans hâtèrent, par leurs vœux, l'exécution du plan présumé du comte de Maurepas, et souvent accusaient la marche lente de ce ministre.

Le comte de Vergennes appliquait à des desseins vastes, mais dont toutes les conséquences n'étaient pas prévues, les ressources d'une politique habile. Son but était d'opérer la ligue de tous les pavillons contre un pavillon dominateur. On se louait de l'activité du secrétaire d'Etat de la marine. Ce département était rempli par Sartines, qui auparavant s'était montré le plus habile lieutenant de police que la capitale eût eu depuis le premier d'Argenson. On avait senti le besoin d'un magistrat sévère pour domter l'esprit insubordonné du corps de la marine. Divisé depuis long-temps entre deux factions, ce corps

Composition et vues du ministère en 1776.

fatiguait le gouvernement par l'obstination de ses débats, ne les supendait que pour résister aux ministres eux-mêmes, et surtout pour éloigner avec arrogance les plus faibles prétentions de la marine marchande. Les ducs de Choiseul et de Praslin, sans faire cesser cet état de division, avaient inspiré à la marine un vif désir d'effacer les taches que lui avaient imprimées des chefs lâches et imprudens.

Les opérations du comte de Saint-Germain, ministre de la guerre, étaient devenues un contre-sens depuis que la retraite de Turgot et de Malesherbes avait fait tomber les principes populaires. Cependant le comte de Maurepas lui permit de les continuer, sans doute pour se ménager le plaisir de les décréditer avec plus d'éclat. Le comte de Saint-Germain s'aperçut du piége, n'attaqua plus que faiblement les prérogatives militaires des nobles, et fit tomber sur les soldats les rigueurs des réformes nouvelles. Chacun des officiers-généraux et des colonels se rendit juge de ces ordonnances inconsidérées, et surtout de celle qui punissait par des coups de plat de sabre les fautes de discipline parmi les soldats. Le maréchal de Broglie prêta un appui manifeste à ceux qui refusaient d'introduire dans leurs corps la rudesse germanique du comte de Saint-Germain.

Des mots énergiques, proférés par des grenadiers, produisirent le même effet d'opposition qu'auraient pu faire d'éloquentes remontrances. L'un d'eux avait dit : *Je n'aime du sabre que le tranchant*. C'était le cri de l'honneur : il fut répété avec enthousiasme. Les partisans de la nouvelle discipline furent peu nombreux. Les majors les plus sévères pardonnaient des fautes assez graves pour n'avoir pas à les punir d'une peine trop dure. Ainsi la discipline était attaquée par le soin même qu'on avait pris d'en augmenter les rigueurs. Le roi ne voulut point faire expier un essai si malheureux au comte de Saint-Germain, par une disgrâce subite; mais il y prépara les esprits. Le prince de Montbarey fut d'abord nommé l'adjoint du comte de Saint-Germain. Six mois après il lui succéda au département de la guerre, et modifia ses mesures sans paraître abandonner tout-à-fait son système.

Quant au système bien mieux entendu et plus fortement lié qu'avait développé Turgot, le gouvernement fut bientôt entraîné à le désavouer avec un mépris indiscret.

Les corps privilégiés avaient vu dans le nouveau contrôleur général de Clugny un défenseur de leurs droits. « Vous serez fidèle, lui disait-on, aux usages antiques, vous repousserez les innovations avec autant de fermeté

que l'ont fait les plus sages de vos prédécesseurs.

Opérations du contrôleur général de Clugny.

Clugny s'empressa de mériter les éloges intéressés des hommes les plus puissans et les plus opulens du royaume. A chaque instant, des arrêts du conseil cassaient des dispositions ou locales ou partielles, que Turgot avait fait adopter pour familiariser la nation et la cour avec son système. Celles même qui n'étaient point révoquées paraissaient tomber en désuétude. Ainsi se joignait au mal de la contradiction des lois de finances entre elles, celui de leur inobservation. Toute pudeur aussi-bien que toute prudence fut écartée du conseil le jour où on y délibéra de révoquer les édits même dont, quelques mois auparavant, le roi avait commandé l'enregistrement dans un lit de justice. Nul besoin de l'État, nul péril imminent, nul murmure de la nation ne forçaient Louis XVI à s'humilier ainsi devant les parlemens. En montrant un repentir si déplacé, si pusillanime, il mettait son autorité bien plus en péril que le jour même où il vint rétablir des magistrats, enorgueillis de leur exil, sur des siéges d'où ils avaient si souvent inquiété son aïeul. Comment le comte de Maurepas put-il entraîner son élève à cette rétractation ? S'agissait-il ici de révoquer des lois violentes, tyranniques et maudites par le

peuple? Non : l'unique prétexte d'actes si contraires à la dignité du roi était de soulager les grands propriétaires de leur part à une faible taxe pour l'entretien des routes. D'abord il parut un édit pour le rétablissement des jurandes et maîtrises : ensuite on suspendit l'exécution de l'édit sur le remplacement des corvées, et peu de temps après on le révoqua définitivement. Le parlement ne se souvint que trop de cette victoire : lorsque, dans les jours qui précédèrent la révolution, le roi voulut établir un impôt territorial où la noblesse et le clergé étaient appelés à partager le fardeau des taillables et des corvéables, le parlement ne crut plus à la fermeté d'un prince qui avait déjà établi et désavoué ce principe. Je n'ai pu m'empêcher de faire par anticipation ce douloureux rapprochement, parce qu'il est juste, en écrivant l'histoire du plus malheureux des princes, de montrer quelle fut l'imprudence de son guide.

Le contrôleur général Clugny ne respecta qu'une seule mesure de Turgot; il est vrai qu'elle n'avait pas encore reçu de celui-ci un commencement d'exécution, et que le nouveau ministre était séduit par l'espérance d'en usurper l'honneur. Cette mesure était l'établissement d'une caisse d'escompte, le premier effort de ce genre qu'on eût osé faire depuis la fa-

mense banque de Law. Turgot avait pris beaucoup de précautions pour que les opérations de la caise d'escompte ne parussent pas subordonnées à celles du trésor royal, ni destinées à lui offrir une ressource dans des momens de gêne. Son successeur s'efforça aussi de faire croire à l'indépendance du nouvel établissement. La lenteur avec laquelle les actionnaires remplirent un fonds de deux millions, qui devait servir de base à la caisse d'escompte, annonça combien le crédit public avait reçu une secousse profonde.

La courte administration de Clugny fut marquée par une création fort opposée à tous les principes qui avaient dominé sous le ministère précédent : ce fut celle de la loterie de France; on substitua cet établissement à plusieurs loteries particulières, qui avaient été instituées ou tolérées sous des prétextes de bienfaisance. Des loteries étrangères avaient d'abord éveillé la passion pour un jeu dont on imitait les chances jusque dans la composition des emprunts.

Les procédés de Clugny avaient beaucoup d'analogie avec ceux de l'abbé Terray; mais, s'il n'y mettait point la même violence, il y mettait beaucoup moins d'habileté. Sous l'un le fisc prenait beaucoup, sous l'autre il laissait beaucoup prendre; et déjà le public eût pré-

féré l'abbé Terray lui-même à son faible imitateur. Le roi gémissait de ce que les finances, ainsi conduites, devenaient incompréhensibles pour lui. Le comte de Maurepas était tout prêt à sacrifier un ministre dont les forces semblaient épuisées à l'entrée de la carrière, lorsque celui-ci fut frappé d'une maladie que les médecins jugèrent mortelle. On eut le temps de procéder avec réflexion au choix de son successeur. Monsieur fit des efforts pour élever au contrôle général un intendant de sa maison. Le comte de Maurepas craignait l'ascendant qu'une telle nomination donnerait à ce prince. Pour empêcher le roi de céder au vœu de son frère, il fallait ranimer en lui la ferveur avec laquelle il avait espéré le bien public, et lui montrer un homme qui pût l'opérer par d'autres procédés que ceux de Turgot. Un banquier né dans une république, et professant la religion réformée, Necker, fut indiqué au comte de Maurepas, et obtint le suffrage d'un vieux ministre qui avait vu, sous la régence, l'ébranlement donné à l'État par le fameux Écossais. Le nom de Necker était déjà entouré d'une telle considération, que personne ne parut faire un rapprochement qui eût été injuste, il est vrai, mais qui semblait naturel.

Les finances sont confiées à Necker.

Necker, né à Genève, était venu de bonne heure s'établir en France. Il se voua au commerce en sacrifiant son penchant pour les lettres, et surtout pour la renommée. Plein de constance dans ses vues, de dextérité dans ses moyens, doué des qualités qui inspirent la confiance et qui la justifient, il fut heureux. Sa fortune rapide n'excita point de réclamations. Bientôt il la considéra comme un moyen de satisfaire l'ambition à laquelle il avait momentanément renoncé. Une discussion qu'il eut à soutenir pour la compagnie des Indes, que sa vigilance avait ranimée après la guerre de sept ans, et dont un ministre puissant avait juré la ruine, révéla au public, et peut-être à lui-même, les moyens qu'il avait de séduire et d'intéresser les lecteurs [1]. Le titre d'envoyé de la république de Genève lui fournit une occasion d'ouvrir sa maison opulente à des personnages distingués. On le voyait libéral plutôt que fastueux ; habituellement grave, mais connaissant les ressources d'un badinage agréable et d'une ironie piquante ; distrait, mais de cet air ambitieux qui semble indiquer le travail du

[1] Necker, dans cette discussion, répondait à des Mémoires écrits par l'abbé Morellet, et dans lesquels cet habile dialecticien développait les avantages d'une liberté de commerce illimitée.

génie; bon sans être simple, adoré des siens, et jouissant avec calme d'hommages qu'il ne semblait pas commander. Personne ne lui en rendait de plus sincères ni de plus empressés que sa femme. Née à Genève, élevée par un père qui avait donné à son esprit une forte culture, ajoutant à cet avantage celui d'une beauté remarquable et d'une conduite pure, elle n'avait de pensées, de combinaisons que pour l'objet de son culte. Sa société offrait un habile mélange d'hommes de cour et d'hommes de lettres. Madame Necker louait avec chaleur les talens et les vertus de plusieurs philosophes, sans paraître zélée pour la philosophie. Dans d'autres cercles, les grâces de l'esprit pouvaient être plus faciles, la gaieté plus vive; mais nulle part on ne trouvait ni des goûts plus nobles, ni des habitudes plus régulières, ni une prétention plus décidée à la perfection morale.

Necker, en défendant la compagnie des Indes, s'était trouvé, dès son début, en opposition avec les économistes. L'habitude des affaires et des calculs exacts donne souvent aux meilleurs esprits un dédain prononcé pour les théories. Soit que Necker entrevît de grands dangers dans les principes professés par Turgot, soit qu'une ambition secrète le portât à se déclarer l'adversaire d'un ministre contre lequel la plupart des grands s'étaient ligués,

il attaqua sa doctrine sur la liberté illimitée du commerce des grains. Il tint le public en balance, et se fit déclarer homme d'État à l'aide d'une brochure. Ceux qui déclamaient contre le nouveau Sully des économistes, annoncèrent dans Necker un nouveau Colbert. Il avait su préparer cette comparaison en publiant un éloge de ce ministre, dont le système était alors décrié. La palme académique qu'il obtint n'eût été qu'un succès frivole, s'il n'eût fait sentir que Colbert pouvait renaître dans son panégyriste. Ainsi s'aplanissaient par degrés les obstacles qui semblaient devoir éloigner du conseil du roi de France l'envoyé de la république de Genève. Une grande considération formait à cette époque un titre au moins égal à celui de la naissance, et pouvait même suppléer aux moyens de l'intrigue. On ne sait si Necker, pour arriver au pouvoir, eut recours à ces moyens : on pourrait le supposer par le nom de celui qui le désigna en même temps au roi et au comte de Maurepas. Ce fut le marquis de Pezay, qui, de la futile existence d'un poëte assez froidement érotique, avait passé promptement à celle d'un homme en crédit à la cour, quoique son nom fût nouveau dans ce pays. Pendant la vieillesse de Louis XV, on avait fait choix de cet officier subalterne et novice, pour donner à son petit-fils des leçons de

tactique, sans doute afin que ce prince ne se passionnât pas trop pour l'art de la guerre. Louis XVI, dès les premiers jours de son règne, voulut avoir, à l'exemple de son aïeul, des correspondances secrètes, soit à l'intérieur, soit au dehors. Le marquis de Pezay fut chargé de l'informer de tout ce que ses ministres pouvaient avoir intérêt à lui cacher, et devint un auxiliaire précieux pour le comte de Maurepas. La littérature légère que cultivait le marquis de Pezay était peu goûtée dans la société sérieuse de madame Necker; mais celle-ci se gardait bien de négliger un homme en crédit. Le marquis de Pezay sut par elle combien Necker était propre à gouverner les finances. L'entreprise d'élever cet étranger au ministère le plus important lui parut un effort patriotique dont la France le bénirait. Il sut persuader au comte de Maurepas que le suffrage de la capitale, et bientôt celui de la nation, justifieraient cette nouveauté hardie; qu'on pouvait y préparer les esprits par une nomination indirecte; qu'au moment où l'on voulait faire revivre, ou plutôt fonder le crédit public, il importait de flatter les commerçans et les capitalistes, sur lesquels Necker exerçait l'empire le plus adroit; qu'il fallait ou sacrifier l'occasion de se venger de l'Angleterre, ou se confier à un homme qui sût imiter les procédés magiques des finances

anglaises; et qu'enfin la situation d'un banquier génevois étant précaire à la cour, il aurait toujours besoin, pour se soutenir, de la même main qui l'aurait élevé.

Necker était recommandé au roi sous d'autres rapports, soit par ce même marquis de Pezay [1], soit par des hommes d'un ordre plus élevé qui avaient avec ce monarque la sympathie d'avoir l'amour du bien public pour première passion. « Le roi, disaient quelques-uns des courtisans, peut encore ouvrir son cœur à l'espérance d'établir un ordre stable et sévère, et de rendre ses vertus personnelles utiles au bonheur de la nation; le travail de M. Necker serait pour lui une source continuelle d'émotions nobles et touchantes. Plus calme et moins absolu que M. Turgot dans ses opérations, il

[1] La faveur du marquis de Pezay ne se maintint que peu de mois après la nomination de Necker. Vraisemblablement il s'enorgueillit trop d'un succès aussi important. Le comte de Maurepas ne le trouva plus aussi docile à lui soumettre sa correspondance avec le roi, et l'éloigna de la cour. Celui qui avait fait nommer le directeur des finances, et que celui-ci appelait hautement son meilleur ami, reçut le titre modeste d'inspecteur général des garde-côtes, partit pour cette mission, l'exerça avec beaucoup d'humeur et de brusquerie, succomba au ressentiment d'un intendant qu'il avait humilié, fut exilé dans sa terre, et mourut de chagrin à la fin de l'année 1777.

saurait mieux éviter la domination d'un parti. Plein de respect pour l'opinion publique, il aurait l'air et la force d'en être le guide; il agirait pour le peuple lentement, mais avec persévérance, et combinerait le soin de le soulager avec celui de l'instruire. La plupart de ses desseins seraient impénétrables, parce que, sans avoir la sécheresse de l'homme d'État, il en a naturellement la réserve. »

Voilà comment un vieux ministre, qui n'aimait point les essais hasardeux, et un jeune monarque qui commençait à s'en effrayer, furent entraînés à confier les finances, c'est-à-dire, le sort de la monarchie, à un républicain. Le contrôleur général Clugny mourut le 22 octobre 1776, après six mois d'une administration sans vues et sans caractère: on lui donna pour successeur apparent Taboureau, intendant de Valenciennes, qu'on avait moins choisi pour ses talens que pour sa complaisance. On créa pour Necker la place de directeur du trésor royal, avec des attributions assez étendues pour qu'il pût s'emparer de l'action principale du ministère. Taboureau ne fut considéré du public que comme le prête-nom de l'administrateur qu'on paraissait lui subordonner. Il n'entreprit point de lutter contre un rival qui le surpassait toujours en promesses et en ressources. Au bout

de quelques mois, il se lassa d'un rôle sans dignité, et donna sa démission. Les esprits étaient préparés à voir Necker investi de la plus vaste autorité ; il eut la modestie de ne pas prendre le titre de contrôleur général, et l'orgueil de refuser les appointemens attachés à cette place. Cette dernière nouveauté plut à la plupart des Français. Les partisans des vieux usages (et le nombre en diminuait chaque jour) gémissaient de voir le roi se prêter à cette fierté républicaine ; plusieurs des philosophes entrevoyaient que la vertu de Necker était mêlée d'ostentation.

La marche du directeur du trésor royal parut d'abord calculée d'après le principe, que la sagesse vaut mieux que le génie dans l'administration des finances ; mais il n'était pas encore assez exercé aux vues, ni même aux études de l'homme d'État, pour que cette sagesse lui fît prendre une marche sûre. Il avait superficiellement étudié le système du crédit public que l'Angleterre suivait depuis près d'un siècle ; il s'en exagérait les ressources, faute d'en avoir assez analysé les moyens. Il croyait au prodige, parce qu'il n'avait ni recueilli ni examiné tous les faits. Le crédit public lui paraissait trop se fonder sur des ressorts purement moraux, tels que l'exaltation du patriotisme, tels que l'estime

pour les vertus personnelles d'un souverain ou d'un ministre. La nécessité d'asseoir les emprunts sur un gage solide, de les combiner de manière à rendre plus abondante et plus féconde la masse des capitaux, et de préparer l'amortissement de la dette publique au moment même où l'on en accroît les charges; ces ressources, qui allaient être bientôt perfectionnées dans une nation toute vouée aux calculs [1], n'avait pas suffisamment attiré la méditation de Necker : un certain penchant de son esprit à combiner des idées vagues avec des idées positives l'empêchait de faire de grandes découvertes en finances.

Turgot, le jour même où il accepta le ministère, avait dit : *Point de nouveaux emprunts, point de nouvelles impositions*. Cette promesse était hardie de la part d'un homme qui savait que vingt-cinq millions suffiraient à peine pour égaler les recettes aux dépenses annuelles; mais des combinaisons puissantes pour améliorer les impôts par une répartition aussi juste que courageuse, rendaient conce-

[1] Les Anglais avaient depuis long-temps une caisse d'amortissement dont ils obtenaient quelques avantages pour modérer leur dette publique; mais ce fut le docteur Price qui, vers la fin de la guerre d'Amérique, imagina le plan, au moins très-spécieux, que le second Pitt mit en usage.

vable l'espérance du chef des économistes. L'audace de Necker fut vraiment incompréhensible, car son principe était : *Beaucoup d'emprunts nouveaux, et point d'impositions nouvelles*. Un art assez confus, qu'on appelle revirement de parties; un autre art bien dangereux, celui de tendre des amorces à la cupidité des capitalistes; enfin, une multitude de petits bénéfices, qui, par leur accumulation, paraissaient suppléer à un nouveau fonds de richesses : voilà les moyens par lesquels Necker, séduit lui-même, séduisit pendant cinq ans le roi, les grands corps de l'État, la ville de Paris, les villes étrangères qui passaient pour porter beaucoup de prudence dans leurs spéculations, telles que Gênes, Genève, Livourne, Hambourg, et même Amsterdam.

État des finances. Emprunts de Necker.

La quotité du déficit annuel était devenue plus que jamais difficile à constater, parce qu'il fallait ajouter à l'insuffisance périodique des revenus, des remboursemens qui devaient s'opérer à certaines échéances, et des anticipations qu'on couvrait par des anticipations nouvelles. Chacun des contrôleurs généraux avait démenti, en arrivant au ministère, les aperçus donnés par son prédécesseur sur les charges extraordinaires de l'année. L'abbé Terray, administrateur violent et injuste, mais

comptable exact et judicieux, avait le premier montré, dans son compte de 1774, quelques moyens de se guider à travers cet obscur labyrinthe. Les calculs de Turgot sur les revenus et les charges de l'État n'avaient différé de ceux de son prédécesseur que d'une somme de douze ou quinze millions; c'était la moindre différence qu'on eût encore aperçue entre deux comptes successifs de contrôleurs généraux : l'un et l'autre avaient réduit le déficit; Clugny l'avait laissé s'augmenter de nouveau. Outre le soin de le combler, Necker avait à préparer les fonds d'une guerre qui, par son objet et par sa durée présumée, devait être extrêmement dispendieuse; mais il était dangereux de divulguer des desseins dont on pouvait s'étonner que l'Angleterre n'eût pas encore pris plus d'ombrage. Quels motifs alléguer pour une augmentation d'impôts? Comment prévenir ou étouffer l'opposition du parlement ou celle des pays d'États? Chacun des membres du gouvernement tremblait à la proposition d'un lit de justice. Le comte de Maurepas, qui avait renouvelé ce sujet d'alarme et d'humiliation pour l'autorité royale, ne voulait aucune mesure qui compromît le repos et troublât les jeux de sa vieillesse, Necker était arrêté par les craintes de ce ministre, et peut-être par les siennes propres :

s'il parlait d'impôts, le parlement dirait bientôt, dans des remontrances amères, qu'un étranger avait été appelé pour exercer sans ménagement une tyrannie fiscale; le clergé attaquerait en lui un protestant; la reine et les princes viendraient avertir le roi de ces murmures : celui-ci, ébranlé dès le premier choc, renoncerait aux impôts, à la guerre, et plus promptement encore à son ministre.

Necker fut effrayé de cette position, mais il voulut paraître calme et confiant. Il parla tant des ressources de l'économie, qu'on n'attendit point, pour croire à leur prompte efficacité, de voir la réforme introduite dans le château de Versailles. On se persuada que, grâce à la multiplicité des petits règlemens, et à la suppression de quelques offices de la maison du roi, le luxe de la cour était devenu moins dispendieux. Sans doute Necker n'aurait pas voulu se borner sur ce point à une vaine et trompeuse apparence; mais il attendait que le temps et la nécessité lui donnassent assez de force pour triompher à la fois de l'apathie du comte de Maurepas, de la faiblesse du roi, et des caprices d'une cour qui était séduite à chaque instant par l'image d'une fausse grandeur et même d'une fausse élégance. Mais le temps ne rendait point de ressort à l'âme du vieux courtisan, et affaiblissait encore les réso-

lutions trop peu énergiques de Louis. La cour, adroite dans ses insinuations, perfide dans ses flatteries, tâchait de persuader à Necker lui-même, qu'avec une habileté comme la sienne on n'avait pas besoin d'une économie trop sévère. Ainsi Necker, repoussé lorsqu'il voulait limiter les dépenses [1], n'eut plus de ressources que d'améliorer les recettes en diminuant les frais de perception. Ce qu'il fit à cet égard est digne d'éloges; mais l'événement prouva qu'il en avait présenté les résultats avec exagération.

Ce fut sur la foi d'économies si imparfaite-

[1] Voici comment M. Necker, dans un ouvrage publié en 1791, après son troisième ministère, rend compte des difficultés qu'il éprouvait dans le premier :

« Que l'on rapproche maintenant de cette force immense les moyens et les tentatives d'un ministre des finances qui, perdu, pour ainsi dire, au milieu d'une cour depuis long-temps étrangère aux idées d'ordre et d'économie, s'efforce de combattre ces mêmes idées, et se voit dans la nécessité de combattre seul contre tous. On ne saura jamais toute la constance dont j'ai eu besoin. Je me rappelle encore cet obscur et long escalier de M. de Maurepas, que je montais avec crainte et mélancolie, incertain du succès auprès de lui d'une idée nouvelle dont j'étais occupé, et qui tendait le plus souvent à obtenir un accroissement de revenus par quelque opération juste, mais sévère. Je me rappelle encore ce cabinet en entresol, placé sous les toits de Versailles, mais au-dessus des

ment exécutées, qu'on ouvrit des emprunts proportionnés à la grande entreprise de rendre à la marine française la puissance et la gloire qu'elle avait perdues depuis le funeste combat de la Hogue. Necker disait, pour se déguiser à lui-même le danger des ressources hardies et presque désespérées : « Des victoires » ou même une suite de combats d'un succès » balancé amèneront une paix glorieuse, » celle-ci ouvrira un plus vaste commerce : les » bénéfices du commerce deviennent facile- » ment ceux du trésor royal; l'accroissement » progressif du revenu des douanes et de plu-

appartemens du roi, et qui, par sa petitesse et sa situation, semblait véritablement un extrait et un superflu de toutes les vanités et de toutes les ambitions. C'était là qu'il fallait entretenir de réforme et d'économie un ministre vieilli dans le faste et dans les usages de la cour. Je me souviens de tous les ménagemens dont j'avais besoin pour réussir, et comment, plusieurs fois repoussé, j'obtenais à la fin quelques complaisances pour la chose publique; et je les obtenais, je le voyais bien, à titre de récompense des ressources que je trouvais au milieu de la guerre. Je me souviens encore de l'espèce de pudeur dont je me sentais embarrassé, lorsque je mêlais à mes discours et me hasardais à lui présenter quelques-unes des grandes idées morales dont mon cœur était animé. Je semblais alors aussi gothique au vieux courtisan, que Sully le parut aux jeunes le jour qu'on le revit à la cour de Louis XIII. »

» sieurs autres taxes dispense de recourir à » des impositions nouvelles. Que la guerre » soit heureuse, et mon système de finances » est justifié. »

Les emprunts furent remplis avec une facilité qui devait paraître un phénomène six ans après une violation ouverte de la foi publique. A l'imitation d'un moyen employé en Angleterre pour attester la puissance du crédit, cinq ou six maisons de banque prenaient d'abord toutes les actions d'un nouvel emprunt, et, les faisant désirer avec art à la masse des capitalistes, ne les cédaient qu'avec un bénéfice assez considérable. Des philosophes et même des hommes d'État s'affligeaient des expédiens qu'une nécessité cruelle avait suggérés à Necker pour éveiller la cupidité des prêteurs; une grande partie de ces emprunts se constituaient en rentes viagères. Outre que ce mode paraissait le plus onéreux pour l'État, on le trouvait bien opposé à la doctrine d'un administrateur qui faisait profession d'établir une alliance étroite entre les finances et la morale. « C'est une guerre in- » testine qu'on porte dans les familles, di- » saient ces observateurs, ou plutôt ce sont » les arides spéculations de l'égoïsme qu'on » substitue à la touchante prévoyance des pè- » res, des frères, des amis et de tous les cœurs

» reconnaissans. Paris est la ville qui fournit
» le plus à ces emprunts. Veut-on décupler le
» nombre des parens sans tendresse, inviter
» aux fausses douceurs d'un repos prématuré
» celui qui n'est arrivé qu'au milieu de sa car-
» rière, et présenter à la jeunesse l'attrait
» d'une pernicieuse oisiveté? On demande au-
» jourd'hui du patriotisme. Où sera la puis-
» sance de ce sentiment parmi tant d'êtres
» froids et tristement calculateurs? Celui qui
» sacrifie sa famille à la perspective de doubler
» son aisance, saura-t-il un jour se sacrifier à
» la patrie? »

Ces raisonnemens étaient de nature à exciter la sollicitude des magistrats partisans de la rigidité antique. Le parlement de Paris enregistra les emprunts de Necker, mais non sans quelque résistance. L'esprit d'opposition n'était point permanent dans ce corps, où de graves habitudes, de grands biens et les souvenirs d'une longue disgrâce maintenaient ou rappelaient facilement l'amour de l'ordre. La résistance n'y prenait un caractère alarmant que lorsqu'elle était animée par un prince, un ministre, ou par un parti puissant à la cour. Les ministres de Louis XVI n'avaient point cet esprit tracassier qui devient bientôt factieux. Les princes étaient détournés des intrigues politiques par la multiplicité

des fêtes et l'ivresse des plaisirs. Le prince de Conti, qui s'était fait une réputation de civisme par la fidélité qu'il avait gardée au parlement, était mort peu de mois après avoir obtenu le triste avantage de contribuer à la disgrâce de Turgot et de Malesherbes.

Cependant de jeunes magistrats étudiaient ardemment, mais avec précipitation, des points difficiles de droit public et d'administration, afin de surveiller et même d'embarrasser le ministère; les uns ne songeaient qu'à étendre les prérogatives des parlemens; d'autres aspiraient à faire reconquérir à la nation des droits perdus ou interrompus depuis plusieurs siècles : aucun d'eux ne s'annonçait avec plus d'éclat que Duval d'Éprémesnil. La fougue et l'audace qu'il portait dans la discussion inquiétaient ceux même des conseillers qui avaient montré le plus de vigueur dans la lutte hardie contre l'autorité royale. Il avait rencontré Necker dans les assemblées de la compagnie des Indes, et s'était déclaré son adversaire. Quelle brillante occasion pour lui d'avoir à combattre le même rival, lorsque celui-ci parlait au nom du roi, et que lui, du sein d'un corps si respecté, paraissait parler au nom de la nation! Le vice d'un système de finances qui exagérait les effets du crédit public, sans le fonder sur une

base solide, fut bientôt dévoilé aux yeux de d'Éprémesnil. Il s'attacha constamment à montrer que Necker imitait, sans les entendre, les ressources des ministres anglais ; en même temps il enseignait à ses jeunes collègues à traiter les affaires d'État, dans le parlement de Paris, avec les mêmes développemens, et surtout avec la même passion qu'on les traite au parlement d'Angleterre. Souvent on faisait un bizarre amalgame des constitutions si différentes de deux peuples rivaux. Les vieux jurisconsultes étaient entraînés à parler des droits de la nation, eux qui n'avaient parlé, dans leur jeunesse, que des libertés de l'église gallicane. La proposition d'un appel aux états généraux fut faite par d'Éprémesnil, dès la proposition du premier emprunt ouvert par le directeur du trésor royal. C'était une grande innovation que de rappeler l'existence et de provoquer, même indirectement, le retour de ces assemblées dont la longue interruption, ou plutôt l'abolition tacite, donnait encore plus de force aux parlemens que de sécurité au roi. Mais une proposition qui, douze ans après, devait tout bouleverser, ne parut alors que ridicule. Le parlement, après avoir enregistré les emprunts de Necker, adressa au roi des représentations secrètes, dans lesquelles il l'invitait à se défier des plans d'un étranger

moins occupé de lui assurer des ressources permanentes, que de séduire la nation. Le comte de Maurepas était attaqué dans ces mêmes représentations : une vive censure de ses conseils frivoles lui apprenait combien il faut peu compter sur la reconnaissance d'un corps ambitieux. A mesure qu'on vit la guerre approcher et réaliser quelques-unes des espérances qu'on en avait conçues, le parlement se modéra dans son opposition. Depuis le commencement des siècles la monarchie française, avait avec le gouvernement mixte de l'Angleterre cette analogie, que l'autorité du roi y était plus compromise pendant la paix que pendant la guerre.

Tableau général des causes de la guerre d'Amérique.

Quelle était la situation politique et intérieure de l'Angleterre dans le moment où elle excitait à la fois parmi nous un imprudent esprit d'imitation et un salutaire esprit de rivalité? En traçant ce tableau, j'entre dans une suite de faits compliqués. C'est ici, surtout, que nous allons voir l'opinion commander aux événemens, et les événemens réagir sur elle. L'histoire de France devient nonseulement l'histoire de l'Europe, mais celle du monde entier. Londres, Paris et l'Amérique septentrionale s'offrent particulièreme comme trois théâtres où se développe une même action. Les deux hémisphères sont liés par une

chaîne invisible; mais, dans le mouvement commun qui les agite, l'un se trouve conduit à une glorieuse indépendance, et l'autre à un épouvantable bouleversement

Situation politique de l'Angleterre. Plan de lord Bute sur les colonies anglaises.

Georges III, quoique fidèle en apparence à l'usage de former et de renouveler le ministère, suivant le vœu présumé de la nation, c'est-à-dire, d'après les fluctuations de la majorité dans les deux chambres, donnait toute sa confiance au lord Bute, qui était le chef secret de ses conseils. Celui-ci, plus opiniâtre que courageux, prenait beaucoup de moyens obliques pour étendre une prérogative que la révolution de 1688 avait contenue dans de sévères limites. Son but était surtout d'établir avec force le pouvoir du roi dans les colonies, dont un système sage et des guerres heureuses avaient augmenté le nombre, l'étendue et les richesses. Il avait supposé que le parlement d'Angleterre, rendu, par les progrès de la corruption, plus docile aux vœux de la couronne, verrait sans ombrage des entreprises qui ne menaçaient d'aucun danger apparent la liberté domestique des Anglais. La compagnie des Indes orientales, bizarre espèce de république où des capitalistes associés agissaient comme des législateurs, et surtout comme des conquérans, rendait presque indépendantes du pouvoir du roi les vastes possessions du Ben-

gale, des côtes du Malabar et du Coromandel, et de tout le territoire que la perfidie ou la violence avait détaché de l'empire du Mogol. Mais cette compagnie, livrée à des discordes continuelles, et trompée souvent dans les calculs de son avarice, paraissait devoir être bientôt forcée de prendre le roi pour médiateur, et par conséquent de l'accepter pour maître. Le Canada, dont les habitans étaient accoutumés au régime monarchique, recevait avec respect les ordres du roi de la Grande-Bretagne; les Iles-du-Vent et les Antilles montraient la même soumission : c'étaient les anciennes colonies de l'Amérique septentrionale qu'il s'agissait de soumettre à des lois bien différentes de celles qui régissaient l'Angleterre et l'Écosse. Le roi se servait du parlement pour consacrer des mesures arbitraires dont seul il eût surveillé, modifié ou étendu l'exécution. Mais ses vues secrètes, ou plutôt celles de son conseiller, n'échappaient ni aux démocrates dont Wilkes animait les bravades séditieuses, ni à de puissantes familles qui, depuis l'expulsion de Jacques II, se maintenaient dans l'autorité à l'aide d'une ligue aristocratique dans le fond, et populaire dans la forme. Le combat entre les deux partis, des Whigs et des Torys, était aussi animé que dans les dernières années de la reine Anne. Les premiers, en prêtant

leur appui aux colons américains, prétendaient défendre la liberté anglaise; les seconds saisissaient avec ardeur l'occasion de condamner des principes fortement imbus de républicanisme, et que les Américains appuyaient par des actes de rébellion. Jamais des discussions plus brillantes n'avaient eu lieu au parlement d'Angleterre; mais l'éloquence du parti de l'opposition échouait presque toujours devant la vénalité flegmatique du parti ministériel.

Lord North. Bill du thé pour les colonies. Ses suites.

Un homme habile dans les intrigues parlementaires et dans les opérations de finance, le lord North, avait été mis par le lord Bute à la tête du ministère, et lui promettait de vaincre la résistance des colonies. Ce ministre, d'un caractère irrésolu, affectait la fermeté : il proposait des partis violens, et les exécutait avec mollesse; il excitait la haine sans inspirer la crainte. Le cabinet britannique perdit sous lui le caractère d'audace et de vigilance que le duc de Newcastle, et surtout Pitt, avaient imprimé à leur administration triomphante. La querelle des colonies parut absorber toute son attention; il lui tardait de montrer le roi Georges vainqueur de ses sujets d'Amérique, afin de rendre l'autorité royale plus imposante aux yeux des Anglais. Cependant, occupé à recruter une petite armée, ou plutôt à marchander des soldats auprès du landgrave de Hesse et

du duc de Brunswick, il laissait aux Américains le temps d'organiser une armée nationale. L'impôt sur le thé était devenu leur grief, depuis qu'ils avaient su s'affranchir de l'impôt du timbre. La résolution qu'ils avaient prise de renoncer à l'usage du thé paraissait faite pour éteindre ou pour suspendre cette querelle. Les ministres anglais affectèrent de croire qu'une telle résolution n'était point unanime, et serait peu durable. Ils firent expédier, sur la fin de l'année 1773, plusieurs navires chargés de thé pour le port de Boston : c'était de toutes les villes américaines celle qui se montrait le plus animée à secouer le joug de la métropole. Le peuple vit dans cet envoi déplacé une insulte faite à ses délibérations patriotiques, et le projet formé par le commerce anglais de ne fournir aux colonies que les objets dont il serait embarrassé.

Famine de l'Inde. 1768 et 1769.

Les deux mondes retentissaient alors d'un événement fait pour exciter contre les Anglais la plus juste indignation. Des agens de la compagnie des Indes orientales, et le lord Clive lui-même, gouverneur dont les talens et surtout les perfidies avaient fondé un empire nouveau sur les rives du Gange, s'étaient livrés aux spéculations d'un infâme et odieux monopole. Après s'être emparés de tout le commerce du tabac et du bétel, ils avaient exercé leur tyran-

nique avarice sur les terres des malheureux Indiens. L'art funeste avec lequel ils avaient rompu des baux, exigé des redevances, et levé des impositions, avait fait passer entre leurs mains presque tout le riz, subsistance principale et nécessaire de ces contrées, où la religion défend de se nourrir de la chair des animaux. La famine la plus désastreuse dont les annales des temps modernes fassent foi, avait été bientôt le résultat de la cupidité de ces lâches conquérans. La patience de leurs victimes fit encore plus ressortir leur froide férocité. Point de soulèvement, point de murmures de la part de ce peuple affamé : les Indiens semblaient heureux d'échapper par la mort au joug le plus dur qu'une longue succession de maîtres divers leur eût encore fait subir. Languissans, inanimés, ils respectaient l'animal qui cherchait à côté d'eux la pâture. Ce crime coûta la vie à plusieurs millions d'Indiens. Ainsi, le dix-huitième siècle, qui semblait être voué à la philanthropie, vit se renouveler ces grands attentats sur les peuples, que l'histoire, l'éloquence et la poésie ne cessaient de reprocher aux Espagnols du seizième siècle.

Le parlement d'Angleterre montra d'abord l'intention de punir les auteurs de cette calamité; mais les orateurs les plus véhémens s'accordèrent bientôt à voiler des détails qui eussent

excité l'horreur des nations. L'opulence fondée sur le crime acheta son pardon, et des débats insignifians n'annoncèrent que trop l'impunité des attentats dont les Indes pourraient encore être le théâtre. Le lord Clive fut accusé au parlement d'Angleterre, non pour la famine de l'Inde, quoiqu'il eût indirectement attiré ce fléau par différentes espèces de monopole, mais pour une épouvantable série de crimes commis sur des princes indiens. Il fut acquitté et même en des termes honorables; mais ni ce témoignage du parlement, ni la jouissance de la plus grande fortune qu'il y eût en Europe, n'imposèrent silence à ses remords : après avoir passé quelques années dans un état alternatif de convulsions et d'abattement, il se délivra d'une vie que ses crimes lui avaient rendue insupportable.

Sans doute les colons américains ne pouvaient craindre que la métropole irritée lançât sur eux un si terrible fléau. Ce peuple agriculteur s'enrichissait déjà par une exportation de grains; mais sa défiance s'était accrue dans une querelle ouverte depuis dix ans : il voyait le germe de tous les genres de tyrannie dans le système colonial de l'Angleterre. Dès qu'une fois le mot de monopole a retenti parmi le peuple, il n'y a plus de terme à ses alarmes, plus de frein à son indignation. Enfin, c'etait

surtout à Boston et à Philadelphie que le cri des Indiens opprimés avait retenti long-temps. A la nouvelle que des navires chargés de thé mouillent dans le port, et que d'autres sont encore attendus, plusieurs habitans de Boston s'assemblent, et jurent de ne point souffrir qu'on débarque cette denrée soumise à un impôt arbitraire. Une vingtaine d'entre eux se déguisent en sauvages, donnent à la fureur qui les transporte l'apparence d'un jeu, se font suivre par le peuple, entrent dans les navires, et jettent dans la mer plus de trois cents balles de thé. Voilà l'événement qui décida une guerre à laquelle les plus puissantes nations de l'Europe devaient bientôt concourir.

Insurrection de Boston et de la province de Massachusset,

Un fait d'armes éclatant n'eût pas excité plus d'enthousiasme parmi les colonies anglo-américaines, que cet affront fait au système fiscal du ministère britannique. C'était sous les yeux d'une garnison anglaise que les Bostoniens avaient porté ce défi à la métropole. Tout faisait craindre qu'ils n'expiassent leur zèle par la ruine de leur commerce. La province de Massachusset, dont Boston est la ville principale, se déclare en *insurrection* contre les actes du gouvernement anglais. Le mot d'*insurrection* parcourt toute l'Amérique septentrionale; il se forme dans chaque province des assemblées dont l'autorité se substitue à celle des délégués

du roi de la Grande-Bretagne. Le plan d'une confédération est tracé. Une grande portion du continent américain va reproduire une ligue semblable à celle qui fit compter à la Grèce une nouvelle ère de liberté, malgré les efforts des tyrans de Macédoine et de tous les rois élevés sur les conquêtes d'Alexandre; plus semblable encore à celle qui consolida la liberté de la Suisse et de la Hollande. Trois millions d'hommes, qui formaient alors la population de ces colonies, se divisaient en plusieurs nations, dont les intérêts, les travaux et les cultes étaient difficiles à concilier; il fallait mettre à la fois de la vigueur et de la flexibilité dans le faisceau qu'on voulait former de ces États divers. Dix ans passés dans une controverse politique avaient beaucoup accru parmi les Américains le penchant à s'occuper des premiers principes de législation. Les écrits des publicistes qui se sont fait l'image la plus élevée de la liberté, tels que ceux de Sydney et de Locke, étaient depuis long-temps pour eux des livres sacrés. La Caroline vénérait ce dernier comme son législateur[1]. Ce qui, pour la

[1] Le plan de constitution que Locke avait rédigé pour la Caroline fut modifié au bout de quelques années, parce que plusieurs articles avaient été jugés inexécutables; mais l'esprit de cette constitution subsistait.

plupart des peuples européens, devait être considéré comme des hypothèses hardies ou chimériques, faisait la base de leurs institutions municipales. Les ouvrages des philosophes français étaient bien plus adaptés à leur position qu'à celle des peuples de l'Europe. Le titre de républicains n'était plus qu'un mot à ajouter à leurs mœurs déjà républicaines. Pour en connaître tout l'orgueil, il fallait cesser d'être tributaire. Les publicistes américains dirigeaient leur patrie vers l'indépendance, mais sans déclarer encore l'étendue de leur projet, parce que le sentiment de fraternité avec les Anglais n'était pas éteint dans tous les cœurs. Plusieurs colons, surtout dans les contrées méridionales, s'effrayaient des maux de l'espèce de guerre civile dont le signal était donné. De riches planteurs, environnés de Nègres, ne pouvaient se passionner pour la liberté ni pour l'égalité, comme les familles frugales et laborieuses qui bâtissaient des fermes sur les rives de l'Ohio. Les militaires ne renonçaient pas à tout espoir de retour et d'avancement dans la mère-patrie. Mais vingt ou trente hommes, pour la plupart voués à l'étude des lois ou aux méditations de la philosophie, avaient résolu de ne pas laisser échapper une occasion d'appliquer des principes dont ils espéraient la gloire et la prospérité de leur patrie; ils brû-

laient d'attirer sur leurs travaux l'attention de l'univers. Leurs vœux furent comblés quand ils eurent provoqué un congrés de députés des diverses colonies.

Congrès américain. Déclaration des droits. 1774.

Le congrès, composé de cinquante-un membres, se rassembla le 17 septembre 1774, à Philadelphie. On n'y vit point régner cette impétuosité qui agite le peuple, et entraîne ses chefs à l'approche des crises politiques. Loin de dissimuler les dangers attachés à une résolution courageuse, ces députés affectaient de les envisager avec calme. L'unanimité de leurs vœux augmentait le sentiment des ressources de la patrie. Leur ton était modéré, et leurs principes absolus. L'un des premiers actes du congrès fut de rédiger une déclaration des droits. En revendiquant les leurs, les Américains semblaient rappeler à toutes les nations ceux qu'elles avaient perdus. Les révolutions des républiques d'Italie, de Suisse, de Hollande, et celles même d'Angleterre, avaient toutes été concentrées dans le pays même auquel elles avaient donné ou promis la liberté. La révolution américaine prit, par l'effet des différens manifestes qui l'appuyèrent, et surtout de la déclaration des droits, un caractère d'abstraction, de généralité et d'audace philosophique, qui devait en étendre au loin les principes. Les écrivains français crurent reconnaître dans

cet acte, qui fut depuis développé et rendu plus philosophique encore dans les constitutions particulières de plusieurs des États-Unis, une application exacte et un résumé judicieux de leur théorie [1]. On réalisait quelques-uns de leurs vœux au delà de l'océan Atlantique; ils se confirmèrent dans l'opinion que les principes d'une législation universelle étant une fois bien posés, devaient changer les destinées du globe.

Comme cette déclaration de droits pouvait paraître aux ministres anglais un signal de guerre, et leur servait au moins de prétexte pour dire que toute composition avec les colonies devenait impossible, les membres du

[1] La déclaration des droits, qui forme le préambule de la constitution de la province de Massachusset, est le type de celles qui furent adoptées dans les autres provinces; elle est encore plus (et l'on ne peut trop s'en étonner) le type de celle qui fut adoptée en France pour une constitution où l'on avait cru conserver le principe monarchique. Les provinces méridionales des États-Unis, dans lesquelles l'esclavage des Nègres subsiste encore aujourd'hui, n'hésitaient pas à reconnaître le principe absolu, que tous les hommes étaient nés libres et indépendans. Les maximes générales dont le peuple, parmi nous, devait faire d'extravagantes applications, n'excitèrent ni enthousiasme, ni même attention, parmi les dernières classes du peuple en Amérique.

congrès exprimèrent des sentimens pacifiques dans des proclamations et des adresses dont le but était d'augmenter le nombre de leurs partisans en Angleterre. L'art avec lequel ces pièces étaient composées produisait bien plus d'effet que les vulgaires artifices des manifestes diplomatiques : c'était le langage d'hommes sanctifiés en quelque sorte par une habitude constante de la morale, religieux et tolérans, nourris des connaissances qui supposent une société perfectionnée, exempts des petites fraudes qui semblent être le partage d'une société corrompue. Ces adresses étaient rédigées par Thomas Jefferson et par John Adams ; l'une exprimait un reste d'affection pour le roi de la Grande-Bretagne ; l'autre une affection non filiale, mais fraternelle pour le peuple anglais. Une troisième réveillait dans le cœur des Irlandais la haine pour des lois oppressives qui les traitaient comme un peuple conquis. La dernière appelait la colonie du Canada à faire cause commune avec d'anciennes colonies qui lui enseignaient le prix de la liberté. Des mesures actives étaient jointes à tous ces manifestes : le congrès promettait secours et délivrance à la province de Massachusset. Le cabinet britannique, par une prudence pusillanime, avait affecté de reporter sur cette province toute la vengeance de la

rébellion. Boston, occupée par des troupes anglaises, avait vu son commerce interdit par un bill du parlement : rien ne pouvait ni entrer ni sortir du port auparavant le plus fréquenté de l'Amérique septentrionale. Le congrès usa de représailles envers l'Angleterre, et défendit de recevoir, dans aucun port, les marchandises qu'elle voudrait y porter. Une prise d'armes générale était ordonnée; les milices s'organisaient avec activité. Cette vigueur, mêlée de circonspection, obtint le suffrage du plus grand homme d'État qu'eût alors l'ancien monde. Voici en quels termes lord Chatam s'exprimait à ce sujet dans la chambre des pairs :

Discours de lord Chatam. 1775.

« L'histoire, milords, a toujours été mon » étude favorite. Fier d'être Anglais, j'ai mis » mon plaisir et mes soins à me nourrir de » tous les grands exemples du patriotisme » de la Grèce et de Rome. Eh bien! je dé» clare que, dans ces deux terres classiques de » la liberté, je ne vois ni peuple ni sénat » dont la conduite me paraisse plus noble et » plus ferme que celle du congrès de Phi» ladelphie. En méditant les actes et les dis» cours de ces sages députés, je me dis : Les » bravades et les manœuvres de nos ministres » sont aussi impuissantes pour dégrader de pa» reils caractères, que les forces de notre île,

» secondées par plusieurs milliers d'esclaves
» armés de la Hesse, le sont pour subjuguer
» un pays où, sur un espace immense, res-
» pirent la passion de la liberté et toutes les
» vertus qui la fondent. Aveugles ministres !
» ne voyez-vous pas que l'Amérique a ses
» Hampden et ses Sydney ? Cet esprit d'op-
» position qui l'anime aujourdui, c'est le même
» qui enflammait nos ancêtres lorsqu'ils ré-
» sistaient à des taxes arbitraires, et lorsque,
» dans un âge reculé, ils gravaient la maxime,
» qu'aucun sujet de la Grande-Bretagne ne peut
» être taxé que de son consentement. Félici-
» tons-nous de ce que le cri des Whigs, de
» ces gardiens fidèles des principes de notre
» constitution, retentit au delà de l'Atlan-
» tique ! C'est à nous, Whigs, à reconnaître
» plus que jamais les Anglo-Américains pour
» nos frères. Ils ont nos sentimens; ils parlent
» notre langage; leur chaleur patriotique s'est
» allumée à la nôtre : la nôtre, peut-être, avait
» besoin d'être réveillée par leur énergie. C'est
» à nous à presser, par des représentations
» assidues, leur réconciliation avec la mère-
» patrie. Pas un moment n'est à perdre pour
» l'opérer : elle peut encore faire la terreur
» de la France et de l'Espagne, et prévenir
» des liens sacriléges; elle n'offensera point
» notre gloire. Notre armée n'a pas encore

» éprouvé de défaites en Amérique...... Je vois
» qu'on s'étonne à ce mot. Nos ministres af-
» fectent de ne rien craindre de milices inex-
» périmentées ; et moi, je crains beaucoup
» les milices d'hommes libres. Mais quels
» sont les moyens de cette réconciliation ?
» Est-ce de révoquer tel acte d'abord, et tel
» autre ensuite ? Non, révoquez à la fois tout
» ce qui humilie, tout ce qui aigrit vos frères,
» et surtout commencez par éloigner de Bos-
» ton une armée qui ne semble là que pour
» attendre un affront.

Premier combat des insurgens à Lexington.
19 avril. 1775.

Le pressentiment de lord Chatam ne tarda pas à se vérifier. Les habitans de la province de Massachusset s'armaient en foule pour délivrer les Bostoniens. Le général anglais Gage, après avoir épuisé les moyens de persuasion, résolut de dissiper par la force leurs rassemblemens. Quelques compagnies sortirent de Boston pour parcourir la campagne, et se dirigèrent sur Lexington ; elles rencontrèrent au delà de cette ville un corps de milice provinciale. Le commandant de la troupe anglaise s'avança en criant : *Dispersez-vous, rebelles !* Les Américains restent immobiles ; le combat s'engage : les provinciaux plient, mais ils se montrent disposés à défendre un pont qu'ils avaient fortifié à la hâte. On les poursuit, on les attaque vivement ; le pont

est emporté. Les soldats anglais, croyant n'avoir plus rien à craindre d'ennemis qui ont montré plutôt l'intention que les moyens de se défendre, vont çà et là détruire des magasins de vivres. Tandis qu'ils les pillent ou les brûlent, les provinciaux, qui ont reçu des renforts nombreux, se placent en embuscades sur plusieurs points, tirent sur les Anglais qui marchent au hasard, fondent sur eux quand ils cherchent à se rallier, les poussent en désordre jusque sur Lexington; rien n'eût préservé cette avant-garde d'une destruction entière si le général Gage n'eût envoyé un détachement pour protéger sa retraite. Mais la ville de Lexington est bientôt cernée par le nombreux concours des milices américaines; les Anglais se retirent et rentrent dans Boston pour y être assiégés.

Les renforts arrivaient de toutes parts à la province de Massachusset, et prévenaient souvent les ordres du congrès. Vingt-cinq ou trente mille hommes armés au hasard, mal pourvus d'artillerie, n'ayant point encore de chefs, et n'offrant qu'une image très-imparfaite d'organisation militaire, campaient sous les murs de Boston, sans que les Anglais, maîtres de la mer, fissent aucun effort pour se dégager d'une position aussi honteuse qu'incommode. Enfin, l'arrivée d'un convoi qui portait l'armée

Autre combat sous les murs de Boston. 17 juin. 1775.

anglaise à dix ou douze mille hommes, et la présence des généraux Howe, Clinton et Burgoyne, officiers dont on vantait les talens militaires, permirent aux assiégés de tenter une attaque sur les retranchemens de leurs ennemis. Les Anglo-Américains ne voulurent point se retirer sans combattre.

Ils avaient élevé une redoute sur une hauteur nommée Breedshill, d'où ils pouvaient jeter des bombes dans la ville. Le 17 juin 1775, un corps de l'armée anglaise vient attaquer de front ce poste redoutable, tandis qu'un autre, par un mouvement assez compliqué, cherche à couper la retraite aux Américains. Il s'agissait, pour y parvenir, de s'emparer de la petite presqu'île de Charles-Town, séparée par un court trajet de mer de la langue de terre qui domine Boston. Les forces anglaises ainsi divisées ne furent point assez imposantes pour frapper de terreur les Américains. L'attaque de front fut faible et infructueuse ; le succès de l'autre fut chèrement acheté. En débarquant dans la presqu'île, sous la protection de leur flotte, les Anglais commencèrent par mettre le feu à Charles-Town, qui, vu sa proximité de Boston, en est considérée comme le faubourg. Les habitans viennent se réfugier jusque sous les retranchemens de Breedshill ; et, par l'indignation qu'ils excitent dans l'âme

des soldats, ils doublent leur courage. Les Anglais s'approchent de la redoute, et s'apprêtent à la tourner : les Américains font de toutes parts le feu le plus vif; la lueur de l'incendie de Charles-Town leur servait à ajuster leurs coups : ils visaient si juste, que tous les officiers anglais furent blessés ou tués, à l'exception du général Howe qui dirigeait l'attaque. Un renfort amené par Clinton vint rétablir le combat : les Américains avaient épuisé leurs munitions; leur retraite fut conduite avec un ordre qu'on ne pouvait attendre de soldats nouveaux. Ils s'éloignèrent si peu, que le blocus de Boston ne pouvait être regardé comme levé. La conquête de la presqu'île de Charles-Town avait coûté aux Anglais plus de onze cents hommes tués ou blessés. Au bout de quelques jours ils jugèrent prudent de l'abandonner, et rentrèrent une seconde fois dans Boston.

Ce combat, moins heureux pour les Américains que celui de Lexington, paraissait cependant être un présage plus décisif pour le succès de la guerre. Ils avaient soutenu avec courage l'effort des troupes d'élite de l'Angleterre, commandées par des généraux habiles, et dont les opérations avaient été appuyées par l'artillerie de la flotte. Le congrès rendit des honneurs à la mémoire des guerriers qui

avaient payé de leur sang une journée glorieuse : le nom du docteur Waren fut inscrit le premier sur la liste des généreux martyrs de la liberté américaine : il l'avait déjà défendue par des discours empreints d'un profond patriotisme, et le premier il avait quitté des travaux paisibles pour courir aux armes; personne n'avait plus contribué que lui à la belle défense de la redoute de Breedshill. Sa mort héroïque répandit de l'éclat sur des vertus qu'il avait pratiquées sans orgueil. Le général américain Putnam avait commandé en chef pendant cette action; il avait droit à des éloges, il en obtint, et prouva la sincérité de son civisme en passant avec joie sous les ordres de Washington, que le congrès nomma généralissime. Ce poste avait été brigué par le général Lee, homme ardent, ambitieux, militaire instruit, orateur habile; né Anglais, il s'était voué à la défense des colonies dès qu'il avait eu l'espérance de les voir révoltées. Il n'avait à proposer que des partis extrêmes : suivant lui, on ne se prononçait pas assez tôt pour l'indépendance, on n'échauffait pas assez le peuple; on ne sévissait point avec assez de rigueur contre les royalistes. Si le général Lee eût été donné pour chef à la révolution américaine, elle n'aurait peut-être produit que

l'anarchie. On choisit Washington, on eut la liberté.

Cet officier avait couvert, par une suite d'actions d'éclat et par des traits non moins nombreux de modération et de fermeté, le malheur qu'il eut d'assister à cette scène cruelle où Jumonville fut tué, et qui décida la guerre de sept ans. Il avait été le libérateur de l'armée anglaise après le désastre du général Braddock. Depuis la paix il s'était voué à des travaux agricoles, mais sans perdre de vue les intérêts de sa patrie, et sans renoncer à ses études militaires. Doué d'une figure pleine de noblesse et d'aménité, riche, économe et bienfaisant, modeste sans être timide, il suppléait au génie par la perfection d'un sens juste et d'un esprit prévoyant. La gloire lui était moins nécessaire qu'une bonne réputation. Il en était de ce caractère accompli, comme de ces monumens où règnent des proportions harmonieuses, et qu'on admire davantage après les avoir long-temps contemplés.

Washington reprend sur les Anglais la ville de Boston. Avril. 1776.

En arrivant à l'armée qui bloquait Boston, Washington fut effrayé de voir combien peu elle offrait d'élémens d'un bon régime militaire. Chacune des provinces y avait envoyé des corps plus ou moins nombreux, qui n'avaient promis qu'un service limité, et de-

vaient, pour la plupart, se retirer dans quelques mois. Le congrès n'avait pas pris, et ne sut jamais prendre une autorité centrale suffisante pour enchaîner également et les provinces et les individus à la cause commune : c'était l'exemple, et ce n'était pas la loi qui décidait tous les efforts patriotiques. Que la chaleur des esprits vînt à se modérer un moment, tout était rompu. Washington corrigea quelques effets d'un mal dont il ne pouvait détruire le principe. Les engagemens furent un peu prolongés, et l'on n'eut plus à craindre que cette armée de vingt-huit ou trente mille hommes se trouvât en un seul jour diminuée de moitié ou des deux tiers. Les Anglais se virent resserrer plus étroitement dans Boston; le ministère britannique semblait les y avoir oubliés. Leurs provisions s'épuisaient; mais de jour en jour elles pouvaient être renouvelées. Washington n'avait point assez d'artillerie pour faire un siége régulier; d'un autre côté il ne pouvait, en livrant un assaut, exposer au pillage, à l'incendie une ville américaine qui avait donné le signal de la liberté. Le succès de ses opérations fut assuré lorsqu'il réussit à chasser les Anglais des hauteurs du Dorchester. Quelques bombes qu'il jeta sur la flotte anglaise, mouillée dans le port de Boston, causèrent les plus vives inquiétudes à

l'amiral Howe. Les Anglais, réduits à capituler, furent heureux que Washington leur promît de ne point inquiéter leur embarquement.

Divers succès des Américains.

Quelle joie pour les provinces, et surtout pour celle de Massachusset, d'avoir arraché aux Anglais la ville qui avait le plus affronté leur colère, et qui en avait ressenti si longtemps les effets! Les Bostoniens, en racontant leurs souffrances, excitèrent une vive indignation contre ceux des habitans de la même ville qui s'étaient joints à leurs oppresseurs. Tel est l'effet des révolutions, lors même que, bornées à un seul objet, elles ne changent point le système entier des mœurs et des habitudes; tel est l'effet de ces crises redoutables, qu'on y commence toujours par imiter ou par surpasser les excès de l'autorité qu'on veut abattre. Dès le premier choc on rompt violemment le droit commun, avec l'espoir incertain d'y revenir un jour et de le perfectionner. Les insurgens ne se contentèrent point de confisquer les biens de ceux qui avaient suivi les Anglais à leur départ de Boston; la même peine fut appliquée à des royalistes timides qui s'étaient à peine éloignés de la neutralité dans cette cause. Plusieurs furent déclarés, par jugement, traîtres à la patrie. Un an après, dans les villes qui avaient à craindre

l'approche de l'ennemi, d'autres royalistes furent déclarés suspects, et enfermés comme tels. Les provinces prenaient l'initiative de ces mesures, et le congrès les confirmait souvent. Les royalistes, quand les événemens devinrent plus favorables à leur parti, usèrent de représailles. Cependant les Anglo-Américains s'abstinrent, dans le cours de leur révolution, de tout acte sanguinaire, et ne mêlèrent point l'appareil des échafauds à celui des combats.

C'était dans les provinces méridionales que les royalistes se montraient les plus nombreux et les plus redoutables; ils s'armèrent dans les deux Carolines, sur la foi d'une puissante invasion que les Anglais avaient promis de faire dans ces provinces. Les patriotes résolurent de les accabler avant qu'ils pussent réaliser le projet d'ouvrir à leurs auxiliaires les passages les plus difficiles de cette contrée. Un seul choc termina ce mouvement. Les royalistes y furent vaincus, et la plupart des chefs se rendirent à leurs compatriotes, qui les reçurent comme des prisonniers de guerre.

Un détachement de la flotte anglaise, sous le commandant du lord Dunmor, avait fait dans la Virginie une odieuse tentative, c'était celle de soulever les noirs contre ceux des planteurs qui suivaient la cause de la liberté. A peine l'agent de ce projet eut-il formé des

bandes de révoltés, qu'elles furent en proie à tous les fléaux : la famine et des maladies contagieuses en détruisaient promptement la plus grande partie. Le reste, en se sauvant sur les vaisseaux, y fut assailli par la tempête. Charles-Town, capitale de la Caroline méridionale, fut vivement attaquée par la flotte et l'armée anglaises. Le général Lee fit avec peu de troupes une défense qui sauva cette ville, et qui excita le plus vif enthousiasme parmi les Américains.

Le commerce anglais était troublé dans les Antilles, et jusque sur les côtes européennes, par de nombreux corsaires sortis des ports de l'Amérique méridionale.

Un seul événement malheureux interrompit cette glorieuse suite de succès qui couronnait les premiers efforts de la liberté américaine.

Après avoir traversé, tantôt en vainqueurs et tantôt en amis, une grande partie du Canada, les Anglo-Américains furent forcés de lever le siége de Quebec, et d'abandonner une colonie qui offrait aux Anglais les meilleurs points d'appui pour des attaques successives. Trois mille hommes avaient tenté cette expédition, et y avaient montré un courage dont leur retraite même n'effaçait point la gloire. Le colonel Arnold, qui devait, dans cette guerre, se montrer d'abord sous l'aspect Expédition du Canada 1775.

le plus honorable, et ensuite sous l'aspect le plus ignominieux, avait commencé ce mouvement avec une noble témérité. Une attaque soudaine et habilement concertée, qu'il avait faite avec une poignée d'hommes sur les forts de Ticonderago et de la Couronne, avait ouvert aux Américains le chemin du Canada. Les Anglais n'y avaient laissé qu'un petit nombre de troupes. Montgommery, qui, jeune encore, s'était distingué dans la guerre de sept ans, fut chargé par le congrès de pénétrer dans cette colonie, et de gagner les Canadiens à une cause qui, de la situation d'un peuple conquis, les ferait passer à celle d'un peuple libre. Ses armes et son éloquence obtinrent d'abord un égal succès. Plusieurs forteresses lui cédèrent, et après un siége poussé vivement, Montréal lui ouvrit ses portes. Il fut bientôt sous les murs de Quebec. Carleton, officier anglais très-estimé pour sa prudence et sa bravoure, avait rassemblé dans cette ville huit cents soldats mêlés à des milices françaises. Montgommery vit que tout délai compromettait son entreprise, et se hâta de donner un assaut à la ville. Comme il s'élançait sur une batterie anglaise, il fut frappé à mort. Le bouillant Arnold fut blessé en voulant le venger. Un autre capitaine, Morgan, fut enveloppé avec tout un détachement, après avoir combattu avec une rare

intrépidité. Les assiégeans se retirèrent affaiblis et découragés ; mais Arnold ne leur permit pas de lever le siége. Peut-être eût-il obtenu le prix de sa courageuse persévérance, si les dispositions des habitans du Canada n'eussent tout à coup changé. Les prêtres de la colonie s'étaient déclarés pour les Anglais ; ils refusaient la confession et les sacremens à qui n'embrassait point le même parti. Les Canadiens renoncèrent, par un scrupule religieux, à l'espoir de l'indépendance. Le général américain, après de nouvelles tentatives, vit qu'il était temps de s'ouvrir un chemin à travers un pays qui abandonnait sa cause, et ramena en bon ordre sa petite armée à Ticonderago.

Le congrès célébra cette entreprise comme si elle eût eu d'heureuses conséquences. Toute cette assemblée exprima des regrets pathétiques sur la mort de Montgommery. La mémoire de ce brave officier fut honorée jusque dans le parlement d'Angleterre. Le parti de l'opposition se faisait un devoir d'exalter l'héroïsme, l'humanité et l'enthousiasme civique de celui que les ministres traitaient de rebelle. « Que les ministres, dit Charles Fox, » ne m'accusent pas de pleurer un ennemi ; » je les accuse, moi, d'avoir fait pour nous un » ennemi d'un guerrier doué de toutes les

» vertus, et d'avoir détaché de notre cause » tant d'hommes qui avaient concouru et qui » concourraient encore aux triomphes de la » patrie. »

Déclaration de l'indépendance des Etats-Unis.

4 juillet. 1776.

Un nouveau congrès s'était formé sous les auspices les plus favorables. La présence de Franklin avait doublé les forces de cette assemblée. Il revenait d'Angleterre, où son adroite et courageuse mission, comme représentant des colonies, avait suscité mille embarras aux ministres, et souvent fait avorter leurs projets. C'était de là qu'il avait donné à ses compatriotes le signal de l'insurrection, en les prévenant de mesures dont il avait surpris le secret, et en leur transmettant des lettres ministérielles qu'il avait osé intercepter. « Voilà » le sort qu'on vous prépare, avait-il écrit; » *armez-vous.* » Lorsqu'il fut de retour parmi ses compatriotes, les premiers mots qu'il leur dit furent ceux-ci : « Vous avez tiré le glaive; » vous l'avez fait avec succès : on vous craint, » on va vous flatter. Si vous ne voulez être » bientôt traités en rebelles, déclarez-vous » indépendans. Le roi de la Grande-Bretagne » ne respire que votre esclavage. Ses ministres » serviront toujours un projet dans lequel il » est inflexible, parce qu'il ne sait pas en » calculer les dangers. Ne craignez point d'ef- » frayer, par une résolution hardie, le parti

» qui réclame pour vous en Angleterre. L'inu-
» tilité de ses efforts depuis dix ans l'a aigri,
» et lui fait craindre de voir renaître des jours
» d'oppression. Il tombe, si vous cédez. Il
» n'y a plus de liberté anglaise, s'il n'y a pas
» une liberté américaine. Le nombre des
» Whigs diminue dans les deux chambres :
» les Torys triomphent. Combattez comme
» vous l'avez fait; triomphez comme vous ve-
» nez de le faire, et vous aurez dans la métro-
» pole des amis utiles, parce que votre courage
» et votre résistance les auront rendus puis-
» sans. Les ministres actuels, confondus dans
» leurs plans et dans leurs mesures, expieront
» l'incendie et le ravage qu'ils ont portés dans
» nos paisibles contrées. D'autres ministres
» reconnaîtront notre indépendance garantie
» par des victoires. L'indépendance! voilà cette
» grande déclaration qu'attendent la France
» et l'Espagne pour aider notre cause de leurs
» flottes et de leurs armées. Jusque-là elles
» craindraient toujours une réconciliation qui
» ferait tourner contre elles les chances de la
» guerre. Combattez avec tous les avantages
» de votre position, ou cessez de combattre. »

Ainsi Franklin déconcertait d'avance un projet de conciliation que le ministère britannique voulait faire appuyer par une armée de cinquante-cinq mille hommes. De grands

pouvoirs pour la guerre et pour la paix avaient été confiés aux deux frères Howe; l'un commandait la flotte, et l'autre commandait les troupes de terre. Leur nom était cher aux Américains, parce qu'un de leurs frères les avait vaillamment dirigés, en 1760, dans la guerre du Canada, où il avait trouvé une mort glorieuse. Le général Howe, depuis son départ de Boston, s'était présenté successivement devant plusieurs ports. Maître de tout le pays de Long-Island, il y recevait de puissans renforts. Ses propositions avaient ébranlé plusieurs provinces; mais, quand le parti le plus courageux fut proposé par Franklin, deux des provinces qui s'étaient prononcées contre l'indépendance, celles de Maryland et de la Pensylvanie, donnèrent de nouveaux pouvoirs à leurs députés. Le 4 juillet 1776, la déclaration d'indépendance fut arrêtée par tous les membres du congrès. Le soin de la rédiger avait été confié à Franklin, à Thomas Jefferson et à John Adams. Si la déclaration des droits faite par le premier congrès avait déjà frappé les esprits par l'application des maximes les plus hautes et les plus abstraites de la philosophie à des intérêts politiques, l'acte d'indépendance devait produire une impression plus vive et plus profonde, parce que les Américains se saisis-

saient des droits qu'auparavant ils avaient revendiqués. Les combats de Lexington, de Boston, de Charles-Town, et ceux du Canada, servaient de garantie à tous les sentimens dont Franklin, Adams et Jefferson étaient les interprètes. Voici le préambule de cette déclaration :

« Lorsque le cours des événemens humains » met un peuple dans la nécessité de rompre » les liens politiques qui l'unissaient à un » autre peuple, et de prendre parmi les puis» sances de la terre la place séparée et le rang » d'égalité auxquels il a droit en vertu des » lois de la nature et de celles du Dieu de la » nature, le respect qu'il doit aux opinions » du genre humain exige de lui qu'il expose » aux yeux du monde et déclare les motifs » qui le forcent à cette séparation.

» Nous regardons comme incontestables et » évidentes par elles-mêmes les vérités sui» vantes : Que tous les hommes ont été créés » égaux ; qu'ils ont été doués par le créateur » de certains droits inaliénables ; que parmi » ces droits on doit placer au premier rang » la vie, la liberté et la recherche du bon» heur ; que, pour s'assurer la jouissance de ces » droits, les hommes ont établi parmi eux » des gouvernemens dont la juste autorité » émane du consentement des gouvernés ; que

» toutes les fois qu'une forme de gouvernement quelconque devient destructive de ces » fins pour lesquelles elle a été établie, le » peuple a droit de la changer et de l'abolir, » et d'instituer un nouveau gouvernement, en » établissant ses fondemens sur les principes, » et en organisant ses pouvoirs dans les formes » qui lui paraîtront les plus propres à lui pro» curer la sûreté et le bonheur. A la vérité, la » prudence dictera que l'on ne doit pas chan» ger, pour des motifs légers et des causes pas» sagères, des gouvernemens établis depuis » long-temps; et aussi l'expérience de tous les » temps a montré que les hommes sont plus » disposés à souffrir, tant que les maux sont » supportables, qu'à se faire droit à eux» mêmes en détruisant les formes auxquelles » ils sont accoutumés. Mais lorsqu'une lon» gue suite d'abus et d'usurpations, tendant » invariablement au même but, montre évi» demment le dessein de réduire un peuple » sous le joug d'un despotisme absolu, il a le » droit, et il est de son devoir de renverser un » pareil gouvernement, et de pourvoir, par de » nouvelles mesures, à sa sûreté pour l'avenir. » Telle a été la patience de ces colonies dans » leurs maux, et telle est aujourd'hui la néces» sité qui les force à changer leurs anciens sys» tèmes de gouvernement. L'histoire du roi

» actuel de la Grande-Bretagne est un tissu » d'injustices et d'usurpations répétées, tendant toutes directement à établir une tyrannie absolue sur ces États. Pour le prouver, » exposons les faits au monde impartial. »

Les hommes vertueux et paisibles, qui avaient rédigé ce préambule foudroyant, se dissimulaient sans doute à eux-mêmes les conséquences de leur doctrine absolue sur le droit d'insurrection. Tous les gouvernemens européens, fiers de leurs bases antiques, n'aperçurent point combien de tels principes pouvaient les ébranler. Aucun souverain, aucun homme d'État ne témoigna la moindre alarme. Le roi de Prusse, dont l'Europe admirait le coup d'œil sûr et la vaste prévoyance, condamnait hautement les principes des Torys d'Angleterre, et montrait de l'admiration pour les sages du congrès [1]. Catherine II pa-

[1] Je crois devoir montrer, par un fragment des Œuvres du roi de Prusse, combien peu ce génie pénétrant entrevoyait les conséquences des troubles de l'Amérique et des principes du congrès. L'indignation du chef d'une monarchie militaire contre le *despotisme* du roi Georges est assez remarquable.

« L'Angleterre était engagée dans une guerre civile » avec ses colonies, entreprise par esprit de despo- » tisme, conduite avec maladresse. C'est l'Écossais » Bute qui gouverne le roi et le royaume. Semblable

raissait applaudir avec un zèle philosophique à une révolution qui, en abaissant la suprématie commerciale de l'Angleterre, pouvait rendre plus florissant le commerce de ses États. Deux rois, dont l'un avait humilié des républicains, et dont l'autre avait été humilié par eux, Gustave III et Stanislas-Auguste, louaient avec complaisance les maximes des législateurs de l'Amérique : elles excitaient en Hollande

» à ces esprits malfaisans dont on parle toujours et » qu'on ne voit jamais, il s'enveloppe, ainsi que ses » opérations, des plus profondes ténèbres. Ses émis- » saires, ses créatures, sont les ressorts avec lesquels » il meut cette machine politique selon sa volonté. » Son système politique est celui des anciens Torys, » qui soutiennent que le bonheur de l'Angleterre de- » mande que le roi jouisse d'un pouvoir despotique. » Impérieux et dur dans le gouvernement, peu sou- » cieux sur le choix des moyens qu'il emploie, sa » maladresse dans le maniement des affaires l'emporte » encore sur son obstination. Un million de livres » sterling que la nation paye annuellement au roi » pour l'entretien de sa liste civile, ne suffisait qu'à » peine pour contenter la vénalité des membres du » parlement. La nation, dégradée par le souverain » même, n'eut depuis d'autre volonté que la sienne. » Mais, comme si ce n'était pas assez, le lord Bute » engagea le roi à taxer des impôts arbitraires les » colonies américaines, autant pour augmenter ses » revenus que pour donner un exemple qui, par la » suite des temps, pût être imité dans la Grande-Bre-

un enthousiasme qui menaçait le pouvoir du stathouder. Les diverses déclarations des droits des treize États-Unis circulaient en Espagne sans y craindre la censure de l'inquisition; et cette cour, catholique et despotique, allait les appuyer par ses armes.

Les ministres anglais parurent ne point comprendre la doctrine des législateurs de l'Amérique; ni eux ni leurs partisans, quelle que fût la passion qui les animât, ne devi-

---

» tagne. Les Américains, qu'on n'avait pas daigné corrompre, s'opposèrent ouvertement à cet impôt, si contraire à leurs droits, à leurs coutumes, et surtout aux libertés dont ils jouissaient depuis leur établissement. Un gouvernement sage se serait hâté d'apaiser ces troubles naissans; mais le ministère de Londres agit d'après d'autres principes. La dureté et la violence achevèrent de soulever les Américains. Ils tinrent un congrès à Philadelphie, où, renonçant au joug anglais, qui désormais leur devenait insupportable, ils se déclarèrent libres et indépendans. Dès lors voilà la Grande-Bretagne engagée dans une guerre ruineuse, avec ses propres colonies. La France, toujours rivale de l'Angleterre, voyait avec plaisir ces troubles; elle encourageait sous main l'esprit de révolte, et animait les Américains à soutenir leurs droits contre le despotisme que le roi Georges III voulait y établir, en leur présentant en perspective les secours qu'ils pouvaient en attendre. »

Œuvres de Frédéric III, t. IV.

nèrent l'effet qu'opéreraient de tels manifestes sur l'imagination des peuples. Il ne partit de la salle de Westminster aucun avertissement sinistre pour effrayer les cabinets dont la politique, en secondant les insurgés, semblait consacrer un code raisonné d'insurrection; seulement une brochure publiée en Angleterre vers la fin de 1777, et qu'on croit avoir été inspirée par le ministère britannique, renfermait des avis et des prédictions dont voici la substance : « Vous armez, monarque imprudent, y disait-on en s'adressant à Louis XVI; oubliez-vous dans quel siècle, dans quelles circonstances et sur quelle nation vous régnez? Les artifices de votre diplomatie ne peuvent plus nous le déguiser, vous armez pour soutenir l'indépendance de l'Amérique et les maximes du congrès. Il est une puissance qui s'élève aujourd'hui au-dessus des lois; c'est celle des raisonnemens ambitieux, elle conduit une révolution en Amérique; peut-être elle en prépare une en France. Les législateurs de l'Amérique s'annoncent en disciples des philosophes français; ils exécutent ce que ceux-ci ont rêvé. Les philosophes français n'aspireront-ils point à être législateurs dans leur propre pays? Des principes qui ne peuvent se plier aux lois anglaises s'accorderont-ils mieux avec les bases de votre monarchie? Quel dan-

ger n'y a-t-il point à mettre l'élite de vos officiers en communication avec des hommes enthousiastes de liberté? Vous vous inquiéterez, mais trop tard, quand vous entendrez répéter dans votre cour des axiomes vagues et spécieux qu'ils auront médités dans les forêts d'Amérique. Comment, après avoir versé leur sang pour une cause qu'on nomme celle de la liberté, feront-ils respecter vos ordres absolus? D'où vous vient cette sécurité, quand on brise en Amérique la statue du roi de la Grande-Bretagne; quand on dévoue son nom à l'outrage? L'Angleterre ne sera que trop vengée de vos desseins hostiles, quand votre gouvernement sera examiné, jugé et condamné d'après les principes qu'on professe à Philadelphie et qu'on applaudit dans votre capitale.»

Débats du parlement d'Angleterre. 1776 et 1777.

Les principes que réfutait cet écrit étaient préconisés avec enthousiasme dans les deux chambres du parlement d'Angleterre, par une opposition peu nombreuse, mais toute brillante de vertus, de talens et de gloire. Jusqu'à cette époque les débats du parlement d'Angleterre n'avaient que faiblement excité la curiosité de l'Europe, et même de la France. Le soin d'y démêler de grands projets était abandonné aux hommes d'État, et aux nouvellistes dont les conjectures politiques charment l'oisiveté. Des discussions re-

latives aux rouages compliqués de la constitution anglaise, et un système de finances plus compliqué encore ; des développemens prolixes et embarrassés, qui se ressentaient de la gêne de l'improvisation ; des images hardies peu conformes au génie facile de notre langue ; des sarcasmes qui blessaient la politesse de nos mœurs : voilà ce qui ôtait parmi nous un puissant effet à des discours qui, même en Angleterre, survivaient peu aux circonstances du moment. Pitt, dès le début de sa carrière, sut mêler à des résultats positifs, à de grandes vues d'administration, les mouvemens libres et les traits de flamme des orateurs de l'antiquité. L'orgueil de sa nation ne fut jamais si pleinement satisfait que dans les discours où il annonçait les succès toujours croissans de ses opérations. Les Français étaient trop humiliés dans ses discours pour les lire avec avidité. Ils pouvaient bien alors rire de leurs défaites, mais ils étaient importunés de la joie qu'elles causaient à leurs ennemis. La résolution adoptée par le ministère de dompter à tout prix la rébellion des colonies, offrit aux orateurs du parti de l'opposition le champ le plus favorable à l'éloquence. Leur compassion pour les Américains opprimés devint bientôt de l'enthousiasme pour leurs maximes : eux qui,

jusque-là, semblaient avoir regardé la liberté comme un fruit particulier de leur île, ils commencèrent à en parler comme d'un bien que chaque nation avait possédé et pouvait ressaisir. Il est vrai que ce n'était point là le caractère particulier des discours de lord Chatam, Breton superbe et jaloux, qui ne savait point estimer sa patrie sans déprécier les autres peuples; mais, puisqu'il parlait de liberté, les Français étaient attentifs : on répétait à Paris les traits les plus animés de ses harangues, et c'était par mille éloges donnés à son génie qu'on se vengeait de ses diatribes contre la France.

Personnages distingués du parti de l'opposition.

Le parti de l'opposition avait fait depuis quelques années une conquête importante; c'était celle de Charles Fox, que l'autorité de son père, lord Holland, avait d'abord attaché au parti ministériel, mais que la forte trempe de son esprit et de son caractère destinait au rôle d'un promoteur infatigable de la liberté : toutes les passions généreuses se conciliaient en lui avec des goûts effrénés; le désordre de ses actions présentait un étonnant contraste avec l'enchaînement vaste et sévère de ses idées. Son éloquence avait ordinairement la dignité d'un homme d'État, et quelquefois la véhémence orageuse d'un tribun. Grave, abondant, méthodique, il ne s'enflam-

mait que lorsqu'il arrivait au terme d'une démonstration. Chaque fois qu'il avait à parler des colonies, il se présentait comme un arbitre impassible entre le congrès et le ministère britannique, et finissait par adresser à ce dernier des reproches aussi foudroyans que s'il eût attaqué le conseil de l'un des derniers Stuarts. Le rôle de chef d'opposition qu'il remplissait à la chambre des communes, et dont il ne devait sortir qu'à de courts intervalles, lui servait à développer des principes dont toutes les monarchies absolues devaient être épouvantées; mais les rois n'écoutaient point, et les peuples prêtaient l'oreille. Burcke, l'ami et l'émule de Fox, développait avec moins de force et de profondeur, mais avec plus d'éclat, une doctrine qu'il devait un jour repousser de toutes les forces de son indignation. Les Anglo-Américains, soit dans leurs succès, soit dans leurs revers, soit dans les actes de leur législation, trouvaient en lui un panégyriste prodigue de mouvemens passionnés, d'expressions magnifiques et d'hyperboles sonores. D'autres orateurs, tels que Cavendish et le colonel Barré, se faisaient remarquer par des talens divers dans un parti que l'admiration de l'Europe consolait de ses défaites au parlement. Vilkes ne cessait de répéter, dans des écrits audacieux, que le roi de la Grande-

Bretagne forgeait dans les colonies les fers qu'il préparait à la nation anglaise, et s'indignait que les ports du royaume fussent ouverts à des soldats allemands vendus par leurs souverains pour étouffer la liberté dans les deux hémisphères. L'auteur anonyme des *Lettres de Junius* lançait contre le parti ministériel les traits de la plus accablante satire. Une brochure publiée en Amérique, et qui avait puissamment contribué à préparer les esprits à l'acte d'indépendance, le *Sens commun* de Thomas Payne, était avidement recherchée des Anglais, quoiqu'elle pût faire souffrir leur orgueil en leur montrant combien ils étaient encore loin de la liberté, telle que la concevait ce républicain dogmatique. Un publiciste aussi respecté pour ses vertus que pour la vaste étendue de ses connaissances, le docteur Price, plaidait la cause des Américains, tantôt avec la chaleur d'un missionnaire de la liberté, et tantôt avec l'onction d'un ministre de l'Évangile. La corruption ministérielle, les habitudes flegmatiques que fait contracter l'esprit de commerce, enfin la nécessité qui s'offrit bientôt de combattre les Français, les Espagnols et les Hollandais, préservèrent l'Angleterre des troubles intérieurs dont la menaçait une discussion si vive et d'une nature si périlleuse. Les prin-

cipes du congrès américain, défendus et commentés par le plus brillant concours d'orateurs qu'eût encore offert le parlement britannique, échouaient devant des institutions fixes qui remontaient au temps de la grande charte ; ainsi l'on pourrait dire qu'ils ne faisaient que passer en Angleterre pour s'établir graduellement dans un pays où les vieilles institutions étaient ébranlées, où des lois nouvelles devenaient nécessaires, où les esprits repoussaient tous les préjugés pour se repaître de toutes les illusions.

Disposition de la nation française.

Quand armera-t-on en faveur des insurgens? on n'entendait que ce cri en France. La nation trompait son gouvernement, et se trompait elle-même en exagérant les avantages commerciaux qui devaient résulter de l'indépendance des colonies anglaises. La philosophie trouvait la politique trop lente à seconder ses vœux ; les poëtes, qui depuis longtemps s'étaient faits les échos des philosophes, célébraient à l'envi les insurgens ; l'esprit de mode propageait la déclaration des droits de l'homme ; nul titre ne paraissait plus beau que celui d'un habitant de Boston. C'était dans les villes maritimes qu'éclatait avec le plus de vivacité l'enthousiasme pour la cause américaine. Elles étaient alors florissantes, et ne voyaient aucun terme à leur prospérité, si le

gouvernement profitait de cette crise de l'Angleterre. Le commerce qu'elles commençaient à ouvrir avec les États-Unis leur semblait d'un heureux augure pour le moment où les fruits de la paix et de la liberté accroîtraient leurs richesses. C'était surtout des armes que demandaient les Américains. Nantes et Bordeaux leur en avaient déjà fourni, mais par une espèce de contrebande. L'entreprenant Beaumarchais, qui se regardait comme appelé à seconder les efforts de la liberté et du patriotisme depuis qu'il s'était rendu le fléau du parlement Maupeou, résolut de procurer aux insurgens des secours plus actifs, et fit fabriquer pour eux des armes qui leur furent envoyées presque sous les yeux de l'ambassadeur d'Angleterre. Celui-ci (lord Stormont) n'épargnait ni les plaintes ni les reproches; mais il ne parlait pas au faible Louis XVI avec autant d'arrogance que le lord Stair avait parlé à l'impérieux Louis XIV. Il sera temps, disaient sans doute les ministres du roi George, de se venger de la France quand les colonies seront soumises, et cette soumission ils la regardaient comme le résultat inévitable de chaque nouvelle campagne. L'arrivée en France d'un négociateur tel que Franklin, dont l'habileté leur était si bien

connue, les inquiéta, mais sans les porter à des mesures énergiques.

Arrivée de Franklin en France. 1777.

Par l'effet que Franklin produisit en France, on eût dit qu'il remplissait sa mission, non auprès d'une cour, mais auprès d'un peuple libre. Des ménagemens imposés par la politique ne lui permettaient pas de se présenter souvent aux ministres, mais il communiquait avec tous les personnages qui dirigeaient l'opinion publique. Les hommes les plus frivoles croyaient voir en lui un sage de l'antiquité, qui revivait pour donner des leçons austères et des exemples généreux aux peuples modernes : on personnifiait en lui la république dont il était le représentant et le législateur; on faisait de ses vertus l'apanage de ses compatriotes, et l'on jugeait du caractère de leur physionomie d'après ses traits imposans et sereins. Heureux qui pouvait être admis à le voir dans la maison de campagne qu'il occupait à Passy! Ce vieillard, disait-on, joint le maintien de Phocion à l'esprit de Socrate. Les courtisans étaient frappés de sa dignité naturelle, et démêlaient en lui la profondeur de l'homme d'État; les jeunes officiers, impatiens de se signaler dans l'autre hémisphère, venaient l'interroger sur les forces des insurgens. Lorsque, avec une profonde douleur, mais avec une mâle franchise, il leur avouait des défaites

récentes qui mettaient en danger sa patrie, il excitait en eux un désir plus vif d'être appelé à secourir et à diriger des milices républicaines. On voyait partout des portraits de Franklin, avec cette inscription, que la cour elle-même trouvait juste et sublime :

Eripuit cœlo fulmen, sceptrumque tyrannis.

Les femmes partageaient cette admiration pour le sage de l'Amérique ; il savait pour elles égayer la raison dans des badinages philosophiques pleins de grâce et d'aménité, comme il avait su la rendre populaire dans la *Science du Bonhomme Richard.* Sa réserve n'avait rien de glacial : la finesse était un don particulier de son esprit ; il la conciliait avec cette activité patiente du génie qui poursuit les grandes découvertes, et cette constance de l'âme qui fait réussir les grandes entreprises. On était charmé d'apprendre de lui par quelles épreuves stoïques, par quelles privations pythagoriciennes il avait fortifié à la fois son tempérament et son caractère. Vénéré des philosophes français, il les consultait sur différens problèmes de législation, et sur des établissemens de bienfaisance et de philanthropie qu'il voulait introduire en Amérique. Ceux-ci triomphaient d'avoir trouvé un pays où se réalisaient leurs

vœux, et avaient des oracles tout prêts à donner aux autres nations, ou même aux souverains qui exerceraient leurs facultés législatives. D'après ce tableau, il serait inutile de tracer l'histoire des négociations de Franklin auprès de la cour de France : ses vertus et sa renommée négociaient pour lui. Avant que la seconde année de sa mission fût expirée, personne ne concevait plus qu'il fût possible de refuser des flottes et une armée aux compatriotes de Franklin.

Départ du marquis de La Fayette pour l'Amérique.

Un jeune officier d'un nom illustre avait devancé les ordres de sa cour, ou plutôt en avait bravé les défenses pour se mêler dans les bataillons des insurgés américains : c'était le marquis de La Fayette ; il avait à peine vingt ans, et venait de s'unir avec une jeune personne de la maison de Noailles, douée des qualités les plus aimables, et qui annonçait les vertus dont elle donna depuis les plus touchans témoignages. Tout permettait à La Fayette d'attendre au sein du bonheur les occasions d'acquérir de la gloire ; mais il était impatient, ainsi que la plupart de ses jeunes compagnons, de rendre aux armes françaises l'honneur qu'elles avaient perdu dans la guerre de sept ans. Un voyage qu'il avait fait en Angleterre lui avait inspiré plus profondément le désir de venger l'humiliation de sa patrie. Il avait puisé, dans l'entretien de

plusieurs Anglais, un vif intérêt pour la cause des Américains. On avait vu souvent des officiers français aller chercher du service dans des guerres où leur gouvernement voulait rester étranger; leur zèle était surtout excité lorsque l'Autriche avait à repousser les efforts des Turcs : c'était un dernier souvenir des croisades. Au dix-huitième siècle, ce qui restait de l'esprit chevaleresque prenait une direction toute nouvelle. Dans quelque pays qu'on fût armé pour la liberté, la jeune noblesse brûlait de se présenter en auxiliaire du patriotisme; elle avait regretté la Pologne, elle voulait sauver l'Amérique, et craignait que le gouvernement, qui avait laissé opprimer l'une de ces républiques, ne se décidât jamais à secourir l'autre. Le marquis de La Fayette fit part aux commissaires américains de la résolution qu'il avait prise de combattre sous les drapeaux de Washington. Ses instances ne furent jamais plus vives, ni sa résolution mieux arrêtée que lorsqu'il apprit une suite de défaites qu'avait éprouvées l'armée des insurgens. Les commissaires du congrès n'osaient ou ne pouvaient lui procurer un navire : il en fit équiper un à ses frais, débarqua à Georges-Town, ranima l'espoir des Américains, reçut les remercîmens du congrès, et refusa les honneurs qu'on voulait lui rendre. Il servit d'abord comme simple

volontaire ; mais bientôt il obtint deux récompenses précieuses, le grade de major général, et l'amitié de Washington.

Revers des insurgens américains.

Je n'ai encore retracé que la première époque de la guerre des insurgens américains, c'est-à-dire, les faits qui précédèrent l'acte d'indépendance. Ces faits sont peu nombreux et d'une médiocre importance, à les considérer sous un rapport purement militaire ; cependant ils ouvrent dignement cette scène de combats qui avaient pour objet la liberté d'un peuple appelé à donner un nouvel aspect politique au nouvel hémisphère. Quoiqu'on n'y remarque pas ces opérations vagues et hardies qui annoncent l'essor d'une nation guerrière, on y voit l'inspiration du patriotisme. D'autres peuples, dans une telle position, auraient pu faire briller un courage plus impétueux ; mais nul n'aurait montré plus de constance, nul surtout n'aurait mieux évité le désordre et l'anarchie qui suivent les révolutions. Mais l'ardeur et même la patience des insurgens parurent s'affaiblir dans le moment où quelque gloire acquise, les actes du congrès et l'admiration de l'Europe semblaient devoir donner à leurs âmes un nouveau degré d'exaltation. Ils avaient plutôt craint l'oppression qu'ils ne l'avaient éprouvée. La colère qu'on avait excitée en eux contre les Anglais n'avait point encore l'énergie

de la haine; ils n'étaient point animés par le fanatisme, puisque leur religion n'était point menacée. Ils n'avaient ni les ressources d'une nation opulente, ni le redoutable désespoir d'une nation qui aspire à sortir de la détresse. L'union des treize États était trop récente et trop mal cimentée pour les assujettir à un mobile prompt et uniforme. Les Américains, habitués dans les campagnes à des épargnes rigides, et dans les villes à des spéculations où il entrait de la cupidité, s'imposaient difficilement des sacrifices pécuniaires. Dans l'impossibilité d'établir un revenu fixe et suffisant, le congrès et bientôt toutes les provinces créèrent un papier-monnaie sur l'hypothèque peu spécieuse de terres, ou plutôt de pays immenses à défricher. La première chaleur du patriotisme soutint ce papier-monnaie; mais il n'était à l'épreuve ni du temps ni des revers. Enfin, c'était un malheur pour les milices américaines que d'avoir vaincu leurs ennemis dans plusieurs rencontres, sans le secours de l'art et de la discipline; obstinées à repousser l'instruction militaire, elles manquèrent bientôt de cette confiance raisonnée qui double le courage. Il y eut un moment où toutes les ressources de l'Amérique furent dans les talens et l'indomptable énergie d'un seul homme. Ce moment suivit de près la solennelle décla-

ration de ces principes philosophiques et républicains devant lesquels l'Europe s'était inclinée avec un respect religieux.

Le général Howe s'empare de Long-Island, du Nouveau-Jersey, et menace Philadelphie.

1776.

Le général Howe, dont l'amiral son frère secondait les opérations avec une flotte formidable, s'était établi à Hallifax. Des renforts de troupes allemandes lui arrivèrent successivement. La totalité des forces anglaises dans l'Amérique septentrionale s'élevait, au mois de juillet 1776, à cinquante-cinq mille hommes. La première attaque du général Howe fut sur Long-Island, dont l'Américain Sullivan couvrait les positions avec un fort détachement. Ces troupes soutinrent mal le combat, et plusieurs postes étaient emportés quand le général Washington arriva dans l'île. Il vit et ne put réparer le désordre qui régnait parmi les Américains : des corps fuyaient à la première attaque ; d'autres se laissaient tourner, et posaient les armes après une faible résistance. Sullivan, en voulant charger l'ennemi, avait été abandonné des siens, et fait prisonnier avec deux officiers généraux. Le général en chef avait pris des mesures pour que le reste de son armée fût promptement transporté de New-Yorck à Long-Island; mais, témoin d'un combat où les soldats américains trahissaient toutes ses espérances, il se garda bien de donner un ordre qui eût pu décider,

dans un seul jour, la défaite, la honte et la soumission de sa patrie. Il ne s'attacha qu'à recueillir les débris d'un corps d'armée qui venait d'éprouver une perte de trois mille hommes; et, cachant avec une rare habileté ses dispositions aux vainqueurs, il fit rembarquer neuf mille hommes sur la rivière de l'Est, et les conduisit à New-Yorck, en sauvant une grande partie de l'artillerie et des bagages. Son intention n'était pas de se défendre long-temps dans cette ville; il devait éviter toutes les actions où les Anglais tireraient un grand secours du feu de leurs nombreux vaisseaux. Il se préparait à évacuer New-Yorck, lorsque les Anglais vinrent l'attaquer vivement. Il vit ses troupes plier au premier choc, et ne conçut plus d'autre moyen de les ramener au combat, que de leur donner l'exemple d'une valeur impétueuse et d'un noble désespoir. Il n'y avait plus que lui, ses aides de camp et deux ou trois cents hommes qui combattissent dans toute l'armée américaine. Forcé enfin de rejoindre ceux qu'il ne pouvait entraîner sur ses pas, il ordonna la retraite avec le regret de laisser à l'ennemi des canons, des magasins et des tentes, tout ce qui donnait à des troupes si mal aguerries la forme et les ressources d'une armée. Outre la honte d'avoir été deux fois vaincues, elles

éprouvaient à l'approche de l'hiver tous les genres de privations et d'alarmes. La plupart d'entre elles avaient pour lâche consolation la perspective de pouvoir se retirer dans quelques mois, au terme de leur engagement, et souvent elles devançaient ce terme par la désertion. Un morne effroi régnait dans la province du Nouveau-Jersey, ouverte à l'invasion des ennemis. La moitié des habitans y courait au-devant du pardon que promettait le vainqueur. Le général Howe, en suivant plutôt ses propres penchans que les instructions du ministère britannique, se montrait plein d'humanité et de modération. La honte de céder aux Anglais était adoucie par le souvenir d'une longue fraternité. L'événement trahissait les espérances les mieux fondées de Washington. Un fort auquel on avait donné son nom, et qui était défendu par deux mille hommes, fut emporté d'assaut, et la garnison faite prisonnière. Celle qui défendait le fort de Lee l'évacua précipitamment.

Washington attendait, comme son dernier moyen de salut, un corps d'armée avec lequel le général Lee couvrait les provinces de l'est; mais cet officier, importuné de rester au second rang, et mettant la belle défense de Charles-Town au-dessus de tous les tra-

vaux de Washington, semblait se plaire à augmenter les embarras de son rival; on eût dit que sa marche était calculée pour rendre tour à tour et faire perdre l'espérance au général en chef, qui comptait à peine trois mille hommes sous ses drapeaux. Bientôt Lee porta la peine de ces mouvemens obliques et mal ordonnés. Il avait eu l'imprudence d'établir sa tente à une certaine distance de ses quartiers, croyant être à vingt milles des ennemis. Un détachement de cavaliers anglais, commandé par le colonel Harcourt, fit une incursion rapide dans le pays que traversait le général Lee, et, guidé par un royaliste américain, le surprit, le désarma et l'emmena prisonnier. Les Anglais firent subir la captivité la plus rigoureuse à un officier qui avait déserté sa patrie pour embrasser la cause des rebelles. Le général Lee dut encore s'estimer heureux d'être justifié à ce prix des soupçons que les Américains concevaient sur sa loyauté.

Washington sauve Philadelphie dans les combats de Trenton et de Prince-Town.

Décembre. 1776.

Ce qui, durant le cours de tant de disgrâces humiliantes, sauva les Américains, ce fut un sentiment bien rare dans les républiques, et surtout dans celles qu'agitent les troubles d'une révolution : ils restèrent fidèles à un chef dont la fortune n'avait ni récompensé ni lassé la constance. Le congrès, qui avait en vain ordonné des levées générales,

investit Washington d'un pouvoir illimité à cet égard : il n'en usa qu'avec beaucoup de ménagemens. Persuadé qu'un retour de la victoire pouvait seul lui rendre une armée, il résolut de combattre, dans le moment où l'ennemi ne pouvait lui en supposer ni le projet ni les moyens. Sa retraite s'était faite à travers le Nouveau-Jersey. Grâce au dévouement qu'il avait inspiré à quelques officiers, il avait eu quelques rencontres brillantes. Le général Howe, ralenti dans sa poursuite, soit par la difficulté d'assurer ses vivres, soit par l'espoir d'opérer une soumission volontaire, avait laissé à Washington le temps de se retrancher derrière le Delaware, dont celui-ci avait coupé les ponts, détruit ou emmené les bateaux. Comme on était au mois de décembre, Howe attendait que le fleuve fût arrêté par les glaces pour disperser les derniers débris de l'armée américaine et marcher sur Philadelphie, d'où le congrès s'était déjà retiré. Il avait permis à son armée, fatiguée des travaux de cette campagne, de prendre des cantonnemens fort étendus, depuis Trenton jusqu'à Prince-Town et Brunswick. A peine Washington s'aperçoit-il de la faute commise par l'ennemi, qu'il passe d'une extrême circonspection à une brillante audace. « Les Anglais, dit-il, ont trop étendu leurs ailes ; il est

temps de les leur rogner. » Il est parvenu à rassembler sept mille hommes ; mais plusieurs doivent le quitter dans huit jours, parce que leur service expire avec l'année. La veille de Noël, il fait monter ses troupes d'élite sur des bateaux qui descendent la Delaware avec beaucoup d'embarras et de périls : ce fleuve charriait des glaces. Il se présente inopinément au poste de Trenton, l'enveloppe, l'attaque avec vivacité, et fait poser les armes à trois régimens hessois, dont à peine un tiers parvient à s'échapper. Il fait ses dispositions comme pour conserver le poste qu'il a conquis. Les Anglais s'avancent de plusieurs points pour en expulser les Américains, avec l'espérance de les jeter dans la Delaware. Il s'y maintient pendant trois jours contre tous leurs efforts ; mais il faudra le lendemain recommencer le combat devant les ennemis, dont les forces s'accroissent à chaque instant. Washington trouve à la fois le moyen de se soustraire à cette apparente nécessité, et de faire aux ennemis une surprise plus cruelle et plus humiliante que la première. Il fait tenir, pendant la nuit, les feux allumés dans le poste de Trenton, et en sort avec ses troupes dans le plus profond silence. Il marche sur Prince-Town, que le général Howe a quitté la veille pour venir à sa rencontre, mais où il a laissé

un détachement nombreux. Washington y arrive par un chemin de détour, trouve deux régimens anglais sous les armes qui se disposaient à rejoindre l'armée principale, les attaque brusquement, les disperse, et leur fait des prisonniers. Ce mouvement s'était opéré avec tant d'adresse, que les Anglais, rangés en bataille devant Trenton, entendant au loin un bruit d'artillerie, le prirent pour le bruit du tonnerre. Quoique leurs forces fussent encore triples de celles des insurgens, ils résolurent de se mettre à l'abri de pareilles surprises, en prenant leurs quartiers d'hiver à une petite distance de New-Yorck. Philadelphie fut ainsi sauvée, et le Nouveau-Jersey presque entièrement reconquis.

Sans doute les Anglais et leurs auxiliaires n'avaient profité, dans cette campagne, qu'avec beaucoup d'irrésolution, de deux victoires faiblement disputées. Leurs généraux, imitateurs sans génie de la tactique allemande, avaient ralenti leurs succès par de lourdes manœuvres. Cependant, quelle adresse et quelle vigilance de tous les momens ne fallut-il pas à Washington pour leur persuader qu'ils avaient devant eux une armée, lorsque lui seul leur faisait tête ? Trois mille fugitifs dépourvus d'artillerie, de magasins, de tentes, de vêtemens, de chaussures, impatiens de retourner dans leurs foyers, voilà les moyens avec les-

quels Washington fit, pendant trois mois, illusion aux ennemis de sa patrie, et à sa patrie elle-même.

On peut regretter ici des détails qui feraient mieux connaître encore l'habileté et la constance de Washington; mais les résultats rapidement rapprochés de cette campagne de quatre mois suffisent pour peindre non-seulement le général, mais le fondateur d'une nation, l'homme qui la dirige suivant son propre caractère, et la fait marcher, par une force insensible, aux combats, à l'ordre, à la victoire. Dans la campagne suivante, celle de 1777, nous allons voir encore Washington malheureux : la victoire fuit ses drapeaux, et couronne, sous un autre chef, les efforts des soldats américains; mais la réflexion montre, dans des succès obtenus loin de lui, la noble influence de son caractère et de toutes ses vertus. Cette campagne eut deux théâtres, l'un la Pensylvanie, et l'autre les frontières du Canada; elle est importante, puisqu'elle amena le conflit, si long-temps attendu, de la France et de l'Angleterre.

Les insurgens perdent la bataille de Brandiwine. Philadelphie est menacée de nouveau, et conquise. 1777.

Le ministère britannique, étonné qu'une forte escadre et une armée de cinquante-cinq mille hommes bien disciplinés n'eussent pas suffi pour dompter la rébellion des colonies, avait arrêté un plan nouveau pour soumettre

l'intérieur de cette immense contrée. Ces opérations, qu'il était difficile d'ordonner de loin avec précision et régularité, n'eurent leur développement que dans l'été de 1777. Les commencemens de la campagne avaient été remplis par une insignifiante guerre de postes dans le Nouveau-Jersey. Le général Howe prend tout à coup la résolution de monter sur la flotte avec la plus grande partie de son armée : toutes les côtes des États-Unis sont en alarmes; on ne sait sur quel point va fondre l'orage. L'autorité dictatoriale de Washington est insuffisante pour ordonner et maintenir les préparatifs d'une défense commune, quand chaque province croit devoir veiller à sa défense particulière. Les renforts qu'il attend sont suspendus. Inquiet sur les provinces du nord, que menace une autre armée anglaise sous le commandement du général Burgoyne, il se prive de plusieurs corps qui sont restés fidèles à ses drapeaux; il en grossit l'armée du nord; avec ce qui lui reste il couvre encore Philadelphie; il reconnaît que l'amiral Howe n'a point renoncé à l'espérance de conquérir la ville du congrès, véritable capitale de ces États nouveaux. En effet, la flotte anglaise, après quelques mouvemens calculés pour répandre une épouvante générale, s'empare de la baie de la Delaware,

et les troupes sont débarquées fort près de Philadelphie.

Washington marche à leur rencontre avec dix mille hommes, et se retranche derrière la petite rivière du Brandiwine. Son dessein était de recommencer le genre de guerre par lequel il avait usé les forces et fait avorter les desseins de l'ennemi; mais les milices pensylvaines, qui formaient l'élite de son armée, ne pouvaient se résoudre à souffrir une longue dévastation de leurs champs; elles demandèrent la bataille. Trompé par les témoignages de cette ardeur belliqueuse, et encore plus par un faux avis qu'il reçut des siens mêmes, Washington se résolut à défendre le passage du Brandiwine. Les Anglais et les Hessois l'exécutèrent en présence de l'armée américaine, et à une assez longue distance des points qu'elle défendait. Une vive attaque et des manœuvres assez habiles jetèrent le plus grand désordre dans les bataillons américains. Washington, dans les soins qu'il prit pour les rallier, fut aidé par quelques-uns des siens, mais surtout par de valeureux étrangers: l'un d'eux était le comte Casimir Pulawski, cet intrépide Polonais qui, survivant seul à son héroïque famille, avait si long-temps vengé sur les Russes et voulut venger sur son roi même les maux de sa patrie. Depuis que la Pologne avait

perdu tout espoir d'indépendance, il s'était fait l'auxiliaire de la liberté américaine; quelques-uns de ses compagnons avaient cherché la même diversion à leur chagrin patriotique. On distinguait parmi eux Kosciusko, jeune alors, et qui devait un jour surpasser les exploits de tous les Pulawski, dans sa patrie un moment ressuscitée. Le comte Casimir ne manqua pas à sa renommée dans la journée de Brandiwine; il ramena à la charge un corps de cavalerie, dont le congrès depuis lui donna le commandement. Le marquis de La Fayette ne montra pas moins d'ardeur à ranimer le combat : une blessure qu'il reçut arrêta ses troupes, qui balançaient encore la victoire. D'autres officiers français, et particulièrement le capitaine de Fleury, s'étaient distingués à ses côtés. Tout ce que put opérer leur valeur, ce fut que la retraite n'eut point les suites funestes d'une déroute, mais Philadelphie fut à découvert. Les Anglais y entrèrent, et furent étonnés de trouver de nombreux partisans dans une ville où le congrès avait tenu ses majestueuses délibérations.

23 septembre 1777. Le général anglais crut avoir rompu la ligue américaine. Tranquille dans Philadelphie, et manœuvrant avec lenteur pour s'assurer le cours de la rivière de la Delaware, il attendait la soumission des provinces. Leur silence, ou

plutôt leur attitude hostile, dut le convaincre bientôt que l'armée anglaise du nord n'obtenait point de succès. Il fut instruit de la position difficile où le général Burgoyne s'était engagé; il jugea qu'à une si longue distance, des secours seraient trop tardifs, et qu'il valait mieux attirer sur lui seul les forces principales des Américains. Washington faisait le même calcul avec plus de prudence, et surtout avec un bien noble désintéressement : que l'Amérique fût sauvée, c'était là tout son vœu; il ne regrettait point qu'elle le fût ou parût l'être par un autre bras que le sien. Il pressait, il harcelait Howe de manière à ne lui permettre ni progrès ultérieurs, ni mouvemens dont l'armée du Canada eût pu tirer quelques secours indirects. La fortune avait encore une fois trahi ses espérances dans une bataille qu'il était venu livrer aux Anglais près de German-Town, à huit milles de Philadelphie; mais les Anglais étaient moins fiers d'avoir repoussé Washington, que surpris d'avoir été attaqués avec tant de vigueur. Ils abandonnèrent bientôt la ville même où ils avaient soutenu ce combat, pour concentrer leurs forces à Philadelphie. Mais bientôt Howe et Washington, en présence, entendirent partout retentir ces cris : « Une armée anglaise a posé les armes devant » les milices américaines; c'est d'aujourd'hui

» que l'Amérique est libre, indépendante. »
Suivons les événemens du Canada.

Expédition de Burgoyne dans le nord de l'Amérique.

1777.

Depuis la mort de Montgommery et la levée du siége de Québec, les Américains n'avaient conservé de leurs conquêtes dans le Canada que les rives du lac Champlain, et le fort important de Ticonderago. Pour couvrir cette frontière, ils avaient formé une flottille qui soutint avec honneur plusieurs combats contre la flottille anglaise. Le général Carleton fut obligé d'employer deux campagnes à recouvrer la possession du lac Champlain. Les ministres anglais estimaient dans le libérateur de Québec un guerrier sage et généreux; mais ils lui reprochaient trop de ménagemens pour les Américains; ils lui donnèrent pour successeur le général Burgoyne, qui était venu à Londres briguer leur suffrage, et les avait séduits par de brillantes promesses. On lui avait confié une armée peu nombreuse, mais formée de troupes d'élite. Il comptait sur les royalistes américains pour en augmenter les forces, et sur un autre secours que son prédécesseur avait toujours repoussé avec indignation; c'était celui des peuplades sauvages qui avoisinent le Canada.

Cruautés des sauvages alliés des Anglais.

Burgoyne, en armant ces hordes féroces, les avait conjurées de renoncer à leurs impitoyables lois de guerre, et d'adopter celles

des nations européennes. Les sauvages feignirent de comprendre et de respecter ces instructions; mais la première goutte de sang qu'ils versèrent réveilla toute leur barbarie. En dévastant les terres des colons limitrophes, ils ne purent s'abstenir du meurtre des vieillards, des femmes et des enfans. Les royalistes étaient, comme les patriotes, déchirés par leurs horribles instrumens de mort. Un seul trait va montrer quelle était l'aveugle cruauté de ces anthropophages. Ils avaient pénétré inopinément dans un bourg où les préparatifs d'une noce occupaient tous les habitans, et les remplissaient d'allégresse : un riche royaliste mariait sa fille à un officier anglais; ils étaient fiancés; et l'on n'attendait plus que l'arrivée du jeune militaire pour commencer la cérémonie. Les sauvages viennent tout renverser, tout égorger, et la jeune fille qui allait marcher à l'autel nuptial est livrée au plus affreux supplice. Les Américains ne tardèrent pas à être vengés de ceux qui avaient lancé sur eux cet épouvantable fléau.

Succès et revers du général Burgoyne dans le nord des États-Unis.

Burgoyne ouvrit la campagne en marchant sur le fort de Ticonderago, qui l'année précédente avait soutenu un siége honorable. La garnison, infidèle à la gloire qu'elle avait acquise, au premier bruit de l'approche d'une armée redoutable, sortit précipitamment de ce fort, que

les Américains regardaient comme leur meilleur boulevart. La lâcheté inattendue de ces soldats produisit un effet fâcheux sur l'armée américaine : elle fuit; elle défend faiblement le passage des lacs et des rivières, et, vaincue chaque fois qu'elle ose combattre, elle se retire à Saratoga. Si le général Burgoyne, qui avait fait la guerre de Hanovre, n'eût pas employé hors de propos des précautions militaires qui supposaient la présence d'un ennemi très-exercé, il avait tout à espérer de la terreur que ses armes avaient répandue. Au lieu de traverser rapidement un pays où l'on ne trouvait qu'à de longues distances des champs cultivés, il fit faire des attaques partielles de tous les forts et de tous les lieux retranchés où les troupes américaines avaient des magasins. Le mauvais succès de quelques-unes de ces attaques, et les retards causés par celles même qui avaient réussi, le mirent bientôt dans une situation où il lui était aussi difficile de rétrograder que de poursuivre ses stériles conquêtes.

Le congrès avait donné un nouveau général à l'armée du nord; c'était Gates, digne émule de Washington, et qui, comme lui, connaissait le prix d'une patiente activité dans une guerre de cette nature. Il avait sous ses ordres Arnold, le plus bouillant des officiers américains : tous deux ranimèrent l'ar-

deur des troupes. S'ils continuèrent la retraite, ce fut en la rendant un piége redoutable pour les vainqueurs. Ils savaient quelquefois les menacer de flanc, et les inquiéter sur leurs magasins.

Capitulation de l'armée anglaise, qui se rend prisonnière, à Saratoga.

Octobre. 1777.

Un corps de l'armée anglaise venait d'éprouver un échec auprès de Beninghton, lorsque le général Burgoyne se résolut trop tard à réparer ses lenteurs et à poursuivre sans relâche l'armée américaine; il passa la rivière d'Hudson, pénétra sans résistance à Saratoga, et vit devant lui un pays encore plus stérile que celui dont il sortait. Bientôt, effrayé des vastes solitudes qui s'offraient à lui, ralenti dans sa marche par la nécessité de jeter des ponts sur une multitude de petites rivières et de torrens, il n'attendit plus son salut que d'un corps de l'armée anglaise, qui, de New-Yorck, devait s'ouvrir jusqu'à lui un passage difficile. Clinton, qui commandait ce corps, ne put, malgré beaucoup de diligence et quelques premiers succès, joindre Burgoyne au jour indiqué. Pendant que Clinton remontait la rivière du Nord, en dévastant ses rivages, et s'emparait du fort de Montgommery, l'armée de Gates, que Washington avait généreusement accrue de quelques renforts, marchait à la rencontre de Burgoyne, perdu et arrêté dans les déserts. Le choc fut vif, et dura tout

un jour. Le désespoir et l'horrible perspective d'être livrés aux tourmens de la faim avaient ranimé les efforts des Anglais; mais, après un combat où la perte fut à peu près égale des deux côtés, Burgoyne ne réussit qu'à conserver des positions où rien ne pouvait soulager la misére de son armée. Déjà les rations étaient réduites; encore quelques jours, et les vivres étaient épuisés. Gates ne cessait de fatiguer cette armée affaiblie, et dont les détachemens se dispersaient en vain pour s'ouvrir de nouveaux passages. Le 7 octobre, Arnold mit en désordre l'avant-garde de l'armée anglaise, et la repoussa jusque dans ses retranchemens. Le général Burgoyne soutint cette attaque avec l'élite de ses troupes; elles pliaient, lorsque Arnold reçut une blessure. Les Américains se retirèrent aux approches de la nuit; mais une défaite désastreuse n'eût pas laissé les Anglais dans une position plus cruelle que celle où ils se trouvaient avec ce faible et dernier avantage. Plus d'espoir de s'ouvrir un chemin à travers les lignes de l'armée américaine; des déserts devant soi et derrière soi : l'armée est déjà réduite à moitié. Burgoyne se résout à la retraite, il arrive à Saratoga ; mais ses inquiétudes redoublent : l'ennemi n'aura-t-il pas fait assez de diligence pour lui ôter les moyens de repasser l'Hudson? Bientôt il apprend que

des corps américains en occupent les rives. Il marche, et à chaque ravin, à chaque ruisseau, il trouve l'ennemi prêt à lui disputer le passage.

Jusque-là Burgoyne avait montré, dans la mauvaise fortune, la vigueur et la résolution qui lui avaient manqué pendant le cours de ses succès. Mais l'accumulation des embarras et des dangers venait d'épuiser sa constance; il ne sut point recourir au comble de l'audace pour éviter le comble de l'ignominie. Le seul moyen de salut qui lui restait était de passer le fleuve sous le feu du fort Édouard, occupé par les Américains. Sur la foi de ses éclaireurs, il juge impossible une entreprise que, dans une telle situation, il devait tenter par lui-même. Il négocie et signe la convention de Saratoga. Près de six mille hommes qui forment les débris de son armée posent les armes le 17 octobre 1777, et se rendent prisonniers. Le lendemain de la capitulation, Burgoyne, qui s'apprêtait à l'exécuter, reçut un courrier du général Clinton, qui lui apprenait que, maître du fort Montgommery et de la rivière du Nord, il espérait le joindre dans sept ou huit jours, avec quatre mille hommes : c'était trop tard; et d'ailleurs Clinton fut bientôt repoussé. Burgoyne fut fidèle à la capitulation; un des articles portait que les Anglais seraient

embarqués pour leur patrie, sous la condition de ne plus porter les armes contre les États-Unis d'Amérique. Cependant ils restèrent prisonniers durant plusieurs années : sans doute c'est un juste sujet de reproche contre les Américains ; mais les Anglais portèrent la peine d'avoir, dix ans auparavant, dans la guerre de Hanovre, violé la même condition qui leur fut imposée par la convention de Closter-Severn.

Tiédeur des Américains après ce succès.

Qu'une nation vive, exaltée, eût obtenu un succès de ce genre, peu de jours lui eussent suffi pour délivrer ses foyers d'un ennemi frappé de confusion et d'épouvante. Si les insurgens eussent réuni avec célérité les troupes victorieuses de Saratoga à celles qui, sous les ordres de Washington, contenaient les Anglais dans Philadelphie, la délivrance de cette ville, celle de New-York, de Long-Island, Rhode-Island, terminaient en peu de mois une guerre que les Anglais n'eussent pu recommencer sans démence. Mais les insurgens ne surent point s'abandonner à cette impétuosité qui abrége la guerre en multipliant les triomphes. Le même flegme qui les fit s'avancer avec peu de désordre dans leur révolution, borna leur gloire et leurs succès dans la guerre ; au lieu d'achever leur ouvrage, ils semblèrent dire à la France que c'était à elle à le terminer. Washing-

ton resta presque délaissé dans son camp de Valley-Forge. L'autorité dictatoriale qui lui avait été confiée, et qu'il ne pouvait exercer avec énergie sur des États dont le lien fédératif était sans vigueur, fut encore affaiblie par la gloire qu'avait acquise un autre chef. Peu s'en fallut que lui-même n'expiât, par une disgrâce, son noble désintéressement : modeste quand ses compatriotes étaient reconnaissans, il eut de la fierté quand il les vit près de l'ingratitude. Le congrès, que les manœuvres des ennemis de Washington avaient un moment ébranlé, répara son injustice, et reconnut dans ce général le premier libérateur de la nation. La négligence qu'on avait mise à lui fournir les moyens d'une victoire éclatante, avait eu des suites funestes, et le rendait plus nécessaire. Il opposa la constance et la fidélité de La Fayette aux intrigues de quelques lieutenans jaloux. Six mille hommes qui, pendant un hiver rigoureux et dans le voisinage des montagnes, manquaient souvent d'habits, de chaussures et de vivres, lui suffirent pour contenir les Anglais dans Philadelphie. Il avait conçu un plan vaste pour les en chasser; mais l'inactivité de ses compatriotes le forçait d'en demander l'exécution aux Français.

Débats du parlement d'Angleterre.

Le 20 novembre 1777, le parlement d'Angleterre ouvrit une session dont les débats sont

immortels par l'admirable caractère qu'y déploya lord Chatam, et par les discours éloquens qui furent le testament politique de ce grand citoyen. On ne connaissait pas encore la convention de Saratoga. Les partisans du ministère exaltaient à l'envi les victoires de Brandiwine, de German-Town, la prise de Philadelphie et celle de Ticonderago. L'adresse de remercîment que, suivant la coutume, on présentait au roi, était pleine d'expressions enflées, comme si la gloire de la nation anglaise et de son souverain eût été égalée à celle des anciens conquérans de l'univers. Le comte de Chatam refusa d'y donner son suffrage. — « Je ne peux, je ne veux, mi-
» lords, dit-il, féliciter le roi de ces succès ap-
» parens, insignifians et peut-être funestes.
» Savez-vous quelle sera l'issue de cette cam-
» pagne, par laquelle on croit avoir réparé les
» fautes et les malheurs des deux campagnes
» précédentes? Vous entendrez bientôt les mi-
» nistres avouer eux-mêmes qu'on ne peut
» subjuguer l'Amérique. Quelle position so-
» lide, centrale, inattaquable, s'est-on assurée
» au milieu d'un peuple aussi calme qu'opi-
» niâtre dans son ressentiment? On a beau-
» coup souffert, on n'a rien gagné dans le
» cours de trois campages; et cependant nos
» ministres ont-ils épargné les efforts de la

» nation? ont-ils été avares de dépenses? ont-
» ils dédaigné aucun genre de secours? Ils ont
» employé jusqu'à la massue et jusqu'au scal-
» pel des sauvages de l'Amérique : voilà les
» armes qu'ils ont mêlées à celles des soldats
» anglais. » — Lord Suffolk entreprit de justifier cette dernière mesure du gouvernement, et se servit de ces expressions : *Nous avons pu nous servir sans honte et sans crime des moyens que Dieu et la nature ont mis entre nos mains*.

A ces mots, lord Chatam fut saisi de la plus violente indignation, et voici en quels termes il l'exprima :

« Je suis étonné, milords, je suis atterré
» d'entendre de tels principes professés dans
» cette chambre, dans ce pays. Je ne croyais
» pas avoir à réclamer de nouveau votre atten-
» tion, mais je me sens forcé de parler : c'est
» notre devoir à nous tous membres du parle-
» ment, à nous chrétiens, de nous élever contre
» cette barbarie. *Que Dieu et la nature ont*
» *mis entre nos mains!* Quelles idées le noble
» lord se fait-il donc de Dieu et de la nature?
» Comment ose-t-on justifier, par la loi de Dieu
» et par l'Évangile, l'acte infâme de provoquer
» la barbarie de ces cannibales, qui déchirent,
» torturent, dévorent leurs victimes, boivent
» leur sang, et se font un trophée de leur

» chevelure! J'en appelle à ce banc sur lequel
» siégent des ministres éclairés de notre reli-
» gion, pour la venger de cette inculpation sa-
» crilége. Je somme les évêques d'interposer la
» sainteté de leur robe; les juges, d'interposer
» la pureté de leur hermine pour nous mettre
» à couvert de cette profanation; je vous somme,
» milords, de venger la dignité de vos ancêtres,
» celle de votre caractère, et l'honneur de notre
» caractère national. Parmi les images qui dé-
» corent les murs de cette chambre, je vois
» celle de l'immortel ancêtre du noble lord
» auquel je réponds; je vois lord Effingham,
» ce glorieux destructeur de l'Armada, frémir
» d'indignation. En vain aura-t-il défendu la
» religion et la liberté de la Grande-Bretagne
» contre la tyrannie de Rome, si des horreurs
» plus condamnables que les plus cruels usages
» de l'inquisition sont introduites et consa-
» crées parmi nous. Vous envoyez des canni-
» bales altérés de sang, contre qui?..... contre
» vos frères protestans. L'Espagne fit marcher
» dans les rangs de ses soldats, des chiens de
» guerre... Qu'elle ne se vante plus d'avoir tout
» surpassé en barbarie. Nous avons déchaîné
» d'autres chiens de guerre contre nos com-
» patriotes, contre ceux qu'unissent à nous les
» liens les plus sacrés. Que les saints prélats de
» notre religion se hâtent d'accomplir une cé-

» rémonie lustrale pour purifier notre pays de
» cette souillure, de ce crime monstrueux.
» Milords, je suis vieux et faible, et ne puis
» plus en dire davantage; mais il m'était im-
» possible d'en dire moins; je n'aurais pu ce
» soir poser ma tête sur mon oreiller, si je n'a-
» vais exhalé mon indignation. »

Toute l'assemblée avait paru partager les sentimens que lord Chatam venait d'exprimer avec tant d'énergie. Cependant un plan de conciliation avec l'Amérique, qu'il avait présenté, fut rejeté à la majorité de quatre-vingt-dix-sept voix contre vingt-huit. Mais ses plus sévères prédictions furent bientôt justifiées, et les ministres se virent forcés de faire connaître au parlement la convention de Saratoga. Les deux partis furent saisis d'une stupeur égale en apprenant une disgrâce aussi humiliante. On baissait les yeux, on gardait le silence. Les adversaires des ministres semblaient recueillir les forces de leur indignation pour les terrasser d'un seul coup. Lord North, dont le flegme dédaigneux allait quelquefois jusqu'à feindre le sommeil pendant les philippiques avec lesquelles on croyait le foudroyer; l'insensible lord North versa des pleurs, et, changeant tout à coup de langage, prétendit qu'il n'avait conseillé des préparatifs de guerre que pour donner plus d'efficacité à

des négociations ; il condamna tous les projets de taxe sur les Américains, et parla de leur accorder plus de droits qu'eux-mêmes, avant la déclaration d'indépendance, n'en avaient demandé. A la manière dont il décelait ses terreurs et proposait des sacrifices, on jugea qu'il regardait la guerre avec la France comme désormais inévitable.

Débats au parlement d'Angleterre sur l'indépendance de l'Amérique.

1778

L'humiliation que subissait le ministère eût été bientôt suivie de sa chute, si l'événement d'une guerre maritime n'eût été envisagé diversement par les deux chefs les plus considérés du parti de l'opposition, le comte de Chatam et le marquis de Rockingham. Le premier désirait cette guerre, comme le terme des affronts que sa patrie supportait en silence depuis dix ans : ni l'âge, ni les infirmités, ni l'approche de la mort, ni la philosophie religieuse dont il consolait ses derniers momens, ne modéraient sa haine nationale contre la France. Édouard III, Henri V et Marlborough n'avaient pas été transportés d'une haine plus vive contre nos aïeux. Un sentiment d'horreur le saisissait dès qu'il entendait parler de flottes françaises, fussent-elles inactives dans les rades de Brest et de Toulon. Le traité de Paris lui avait été odieux, parce qu'il avait laissé quelques vaisseaux à la France. La guerre des colonies lui avait été plus

odieuse encore, parce qu'elle faisait perdre le temps d'incendier nos vaisseaux, ou de les amener dans les ports de l'Angleterre. Son zèle pour la cause des Américains fut amorti dès qu'il espéra une guerre avec la France. Le temps était passé, suivant lui, de ne montrer aucune alarme; et reconnaître l'indépendance des Américains au moment où la France la reconnaissait, c'était éviter le combat au prix d'une ignominie.

Le marquis de Rockingham pensait, au contraire, que la politique et l'honneur prescrivaient de donner aux colonies la seule satisfaction qui pût les empêcher d'unir leurs armes à celles de la France; que toute diversion offrait un grand péril, quand la maison de Bourbon, secondée par la jalousie secrète ou déclarée de toutes les puissances maritimes, allait défier les forces navales de l'Angleterre; que toutes les troupes auxquelles on ferait traverser l'Atlantique pour les porter encore une fois dans les déserts du Canada ou sur les rivages tout armés des États-Unis, manqueraient à la défense des Antilles, des Iles-du-Vent, des possessions vastes et mal assurées des Indes orientales, enfin de l'Angleterre elle-même. Un traité de commerce avec les États-Unis paraissait au marquis de Rockingham un dédommagement heureux de tout ce

qu'avait coûté leur séparation de la métropole. Les ministres, heureux de se ranger au parti du lord Chatam, et de répéter avec lui les termes d'un accommodement devenu trop tardif, abandonnaient les inflexibles maximes des Torys.

Dernier discours de lord Chatam ; sa mort.

Ce grand débat, qui donnait une face nouvelle aux délibérations du parlement, allait se décider le 7 avril 1778. Le parti de Rockingham se flattait d'un triomphe que lord Chatam ne pouvait disputer, et gémissait en même temps de la cause de son absence. Depuis plusieurs jours ses souffrances ne lui avaient plus laissé de relâche : l'Angleterre attendait dans la plus profonde douleur le moment où elle apprendrait la perte d'un homme qu'elle regardait comme son génie tutélaire. Le duc de Richemond avait proposé de reconnaître l'indépendance de l'Amérique. « N'envisagez plus, disait-il, l'étendue de cette perte, mais considérez combien elle est certaine. L'indépendance de l'Amérique est établie comme celle de tout autre État. Nos regrets seraient aussi superflus, que si nous gémissions encore d'avoir perdu autrefois la Normandie, la Guyenne, et presque toute la France. »

Tandis que le duc de Richemond parlait, on annonça lord Chatam : il n'avait pu résister au désir de venir assister de ses conseils sa

patrie en danger. Il entra dans la chambre des pairs, conduit ou plutôt porté par son gendre et par celui de ses fils qui devait bientôt succéder à sa gloire, à sa puissance, à l'orgueil de ses vues et à sa haine implacable contre les Français. A cet aspect vénérable et touchant, tous les lords se lèvent. Il s'avance au milieu d'eux en les saluant avec grâce et noblesse. Il était couvert d'un riche habit de velours qui cachait la flanelle dont tout son corps était enveloppé; sa figure était pâle, sa maigreur effrayante, mais ses regards brillaient encore de la flamme du génie et du patriotisme.

Quand le duc de Richemond eut fini de parler, lord Chatam se leva. « C'est la dernière » fois, milords, que j'entre dans ces murs où » j'ai vu prendre tant de résolutions utiles à » la gloire et à la prospérité de mon pays, et » j'y entre accablé d'un chagrin qui me rend » insensible à mes souffrances, à la mort que » j'attends. Que nous sommes loin de ces jours » où nous étions craints dans l'ancien monde » et respectés du nouveau! Par quelle série de » fautes et de disgrâces a-t-on pu être amené » au point d'entendre proposer dans cette » chambre que l'Angleterre renonce à la sou- » veraineté de l'Amérique? Je rends grâces au » ciel de ce que la tombe ne s'est pas fermée

» sur moi avant que j'aie pu élever ma voix
» contre le démembrement de cette ancienne
» et noble monarchie. Je voudrais retrouver
» assez de forces pour indiquer à mon pays
» quels efforts il faut faire, quelles mesures
» il faut suivre pour se soustraire à cette
» ignominie ; et je n'en trouve que pour vous
» dire combien elle me révolte, combien je
» trouve lâche de faire le sacrifice de nos
» droits, et d'abandonner les possessions les
» plus florissantes. Un peuple si long-temps
» la terreur du monde va-t-il se prosterner
» aux pieds de la maison de Bourbon ? » Ici la voix de lord Chatam s'altéra, et l'on remarqua même un peu de confusion dans ses idées. Il termina son discours par ces mots : « Tout parti, milords, vaut mieux
» que le désespoir. Faisons un dernier effort ;
» et, si nous devons tomber, tombons en
» hommes. »

En répliquant à l'illustre vieillard, le duc de Richemond déclara qu'aucun moyen ne s'offrait à son esprit de pouvoir soutenir la guerre contre la maison de Bourbon, si l'on continuait celle des États-Unis. Il invita lord Chatam à déclarer les mesures qu'il pouvait concevoir. « Quel Anglais, ajouta-t-il, résoudra un tel problème, s'il est au-dessus du génie du noble lord ? »

Le comte de Chatam voulait répondre à cet appel; mais, après avoir montré l'effort d'un homme, qui, travaillé d'une grande idée, cherche l'expression la plus énergique, il éprouva une convulsion qu'on crut être celle de l'agonie. Ses amis le prirent dans leurs bras. Les pairs se séparèrent en prononçant l'ajournement de ce débat. Lord Chatam se ranima quelques momens après, et put être transporté à sa maison de campagne, où il expira le 11 mai 1778, dans sa soixante-dixième année. La nation anglaise sentit profondément le vide que laissait dans le conseil national la perte de ce grand homme. Une mort que depuis six mois chaque instant faisait craindre aux Anglais, les frappa comme un coup imprévu. Lorsqu'on délibéra au parlement sur les honneurs à rendre à sa mémoire, il ne fut plus possible de distinguer ses amis d'avec ses adversaires. Le plus beau des hommages qui lui furent décernés fut le bill qui, pourvoyant avec magnificence au sort de sa famille, acquitta les dettes de l'homme d'État désintéressé qui avait doublé les richesses de la nation. Sa bienfaisance, et non son faste, avait porté ses dettes jusqu'à vingt mille livres sterling. Son fils eut la gloire de laisser une même succession, après une plus longue administration des revenus de l'État. Lord Chatam différa en

un point des personnages les plus distingués du dix-huitième siècle : chacun de ceux-ci fut ou affecta d'être profondément pénétré de cette bienveillance universelle qui paraissait préparer des jours nouveaux aux nations. Toutes les facultés de l'esprit, toute l'énergie de l'âme, étaient subordonnées, chez le premier Pitt, à un patriotisme arrogant, impérieux, et, pour tout dire, insulaire. Il s'obstinait à supposer au faible Louis XV, à Louis XVI, plus faible encore, et surtout plus scrupuleux, un projet de monarchie universelle; que Louis XIV lui-même n'avait pas sérieusement conçu; et, sous ce vain prétexte, il dirigeait les Anglais vers la domination exclusive des mers : il eut l'orgueil d'avouer cette prétention, d'en faire une loi pour son pays, pour ses rivaux, pour ses élèves. Que la guerre de sept ans se fût prolongée de sept ans encore, et son projet eût été sans doute accompli par lui-même, toutes les colonies tombaient sous le même vasselage, tous les ports subissaient les mêmes affronts. Ce que le cours de la victoire eût donné alors à l'Angleterre, elle chercha, après lord Chatam, et sous la conduite de son fils, à l'obtenir par un cours de fraudes politiques. Ainsi les vertus de lord Chatam ne firent point le bonheur du monde, et l'Angleterre elle-

même doit gémir à son tour de l'impulsion qu'elle reçut de ce génie audacieux. Depuis 1758, toute l'Europe obéit à deux mouvemens contraires : l'un vif, indiscret, exagéré, qui tendait à unir les peuples dans la recherche d'une félicité générale; l'autre, morne et taciturne, qui tendait à les diviser pour les amener à une humiliation commune. Dans le récit que je viens de faire des événemens qui préparaient la guerre d'Amérique, j'ai montré lord Chatam comme l'un des propagateurs de l'esprit de liberté dont cette guerre alluma les plus vives étincelles; mais il ne fut point en cela un homme du dix-huitième siècle : il fut un Anglais, un Wigh, un membre de l'opposition.

Le parlement, d'après l'autorité de lord Chatam, refusa de reconnaître l'indépendance des États-Unis de l'Amérique. Les ministres ne parlèrent plus des concessions qu'ils avaient proposées; ils avaient atteint leur but, celui de ranimer l'orgueil de la nation. Les partis ne se divisèrent plus que sur les moyens de combattre la France avec plus d'énergie. On résolut de l'accabler avant qu'elle eût appelé des forces auxiliaires. La presse des matelots, loi de guerre qui se ressent à la fois de l'anarchie et du despotisme, fut exercée avec une rigueur proportionnée aux dangers de la

patrie. Les Anglais virent sans ombrage lever parmi eux plus de troupes que leur gouvernement n'en avait employé pendant la guerre de sept ans. On fit de nouveaux traités avec ceux des princes d'Allemagne qui grossissaient leurs trésors en vendant le sang de leurs sujets. Des escadres, continuellement exercées et montées par des hommes qui avaient triomphé dans les quatre parties du monde, promettaient de protéger de nombreuses colonies, et de conquérir plusieurs de celles que l'Angleterre voyait, avec une jalousie toujours croissante, au pouvoir de la France, de l'Espagne et de la Hollande. On spéculait sur les convois et les bâtimens de commerce qui allaient devenir la proie d'innombrables frégates. Le crédit public fléchissait peu, parce que les capitalistes étaient appelés, par les calculs de l'intérêt, aux efforts du patriotisme. Ce qui surtout soutenait la confiance des Anglais, c'étaient les témoignages d'une admiration indiscrète que les Français, depuis vingt ans, ne cessaient de leur prodiguer.

La France reconnaît l'indépendance des États-Unis. Décembre. 1777.

La capitulation du général Burgoyne avait mis un terme aux irrésolutions du cabinet de Versailles, mais sans le décider à cette brillante audace par laquelle les Français devraient toujours annoncer leurs résolutions.

Franklin avait habilement profité du premier effet de joie et d'admiration qu'avait produit sur la cour de France le triomphe aussi complet qu'inopiné des milices américaines. Le représentant d'un peuple victorieux fut accueilli à Versailles avec une publicité et des honneurs que la présence de l'ambassadeur d'Angleterre avait long-temps interdits. Il présenta aux ministres un plan d'où pouvait résulter le coup le plus accablant qu'eût encore reçu l'Angleterre; ce plan lui avait été communiqué par Washington. « Annoncez, disait Franklin, l'intention de secourir les Américains quand vos flottes seront déjà dans leurs baies et dans leurs ports. Faites ce que ferait à votre place un ennemi qui, dans les deux dernières guerres maritimes, vous a montré combien peu il était arrêté par des scrupules. Les Anglais s'obstinent à garder Philadelphie; l'escadre de l'amiral Howe, qui a remonté la Delaware, y reste dans une situation aussi incommode que périlleuse : qu'une escadre française, en lui fermant toute retraite, vienne la chercher et la brûler dans ces parages. » Mais Louis XVI ne pouvait se décider à une agression aussi violente. Quoiqu'il fût impossible de justifier autrement que par la raison d'État une guerre dont il faisait depuis deux ans les préparatifs, il voulait

que des hostilités exercées par les Anglais lui fournissent un prétexte ; au lieu d'accabler l'Angleterre, on fit tout pour l'impatienter.

Elle se prépare à une guerre maritime.

Les préliminaires d'un traité d'amitié et de commerce avec les États-Unis d'Amérique furent signés le 16 décembre 1777. Ce traité fut conclu le 7 février de l'année suivante. Le marquis de Noailles, ambassadeur de France en Angleterre, fut chargé de le notifier à cette puissance, en donnant l'assurance dérisoire qu'un tel acte ne changeait rien aux dispositions pacifiques de sa cour. Les Anglais n'avaient jamais été crédules ; nous venons de voir qu'à cette époque ils cessèrent d'être timides. Ils profitèrent de l'avertissement qui leur était donné, et la cour de France eut à regretter d'avoir différé une agression, qui, entreprise trois mois plus tôt, pouvait faire oublier à la marine française un siècle entier de revers. Les ambassadeurs de France et d'Angleterre avaient été réciproquement rappelés par leurs cours.

La France s'était relevée de la langueur et de la mollesse qui avaient suivi la corruption progressive du règne précédent. Sous l'empire d'une jeune cour, elle brillait de jeunesse ; elle avait l'ardeur et les vives espérances de cet âge, mais elle en avait aussi la mobilité et l'irréflexion : elle avait désiré la guerre ; le

gouvernement paraissait l'accorder à ses vœux; mais, à l'approche de ce grand événement, personne ne pouvait découvrir quel homme d'État donnerait de l'ensemble à des opérations compliquées et lointaines. Ce n'était pas d'un monarque irrésolu, entraîné à la guerre sans être guerrier, qu'on devait attendre une direction énergique et constante. Le comte de Maurepas, premier ministre, sans titre et sans volonté, dont les secrétaires d'État craignaient plutôt les railleries que la surveillance, n'exerçait ni ne laissait exercer cette action centrale, sans laquelle les opérations brillantes manquent d'utilité, et les combinaisons habiles d'harmonie. Il ne sentait pas assez, ce vieillard futile, que, par un singulier enchaînement de circonstances, le destin de la monarchie allait se décider dans cette guerre commerciale; que, vive, ardente et prospère, elle pouvait sauver les finances, et qu'elle en rendait le désordre irréparable, si des efforts dispendieux ne conduisaient qu'à des succès équivoques. Il ne sentait que faiblement combien le nouveau règne avait besoin d'être affermi par le patriotisme et par la gloire; combien il importait que la nation française, fière d'elle-même, de ses généraux et de sa marine, et satisfaite des richesses qu'elle au-

rait conquises, se lassât d'admirer et d'imiter les Anglais.

Avant de présenter le tableau très-compliqué de cette guerre maritime, je dois rendre compte de quelques faits particuliers que l'ordre chronologique réclame ici; mais j'en réserve quelques-uns pour le dix-septième Livre, où j'examinerai plus spécialement les mœurs de la nation.

Différentes sortes de débats en France.

1777 et 1778.

L'esprit polémique régnait en France; l'activité du caractère se consumait dans des disputes; le talent se prodiguait dans des pamphlets. Quelque intérêt que l'on prît à la grande querelle des États-Unis et de l'Angleterre, les cercles de la capitale n'étaient guère moins occupés d'un débat qui s'était élevé entre les admirateurs exclusifs de deux célèbres musiciens, Gluck et Piccini, l'un et l'autre appelés en France par la reine. Cette dispute eut le bizarre effet de jeter la division dans le parti philosophique, et de livrer à des haines fâcheuses les sociétés qui se piquaient le plus d'urbanité et de bienveillance. Le parlement de Paris faisait brûler de temps en temps des écrits philosophiques, et inquiétait par des décrets d'ajournement personnel des auteurs que cette disgrâce rendait subitement célèbres. Les économistes regagnaient du terrain sur leurs adversaires. L'un d'eux, l'abbé

Beaudeau, appelé devant un tribunal, avait su intéresser un nombreux auditoire au développement d'une doctrine un peu obscure. Importuné du bruit que faisait ce plaideur dogmatique, le gouvernement lui fit gagner son procès, et l'exila.

Les militaires écrivaient sur leur art. Un homme qui, par la multiplicité de ses prétentions ambitieuses, abusait des ressources d'un esprit vif et fécond, le comte de Guibert, énonçait des principes de tactique que d'autres officiers réfutaient avec animosité. Beaucoup d'oisifs disputaient sur l'*ordre mince* et sur l'*ordre profond*. Le prince de Montbarey, qui avait succédé au comte de Saint-Germain dans le département de la guerre, n'avait pas, à beaucoup près, calmé tous les débats sur la discipline militaire. Une seule opération de son prédécesseur avait été sanctionnée par la voix publique : c'était la suppression de la peine de mort pour le délit de la désertion.

Les débats du corps de la marine étaient fort multipliés ; l'*épée* y luttait contre la *plume*, c'est-à-dire, les marins guerriers contre ceux qui étaient chargés des détails d'administration, les marins nobles contre les roturiers, et les vieux marins contre ceux qui, protégés par la cour, étaient appelés les *intrus*. Le mi-

nistre Sartines tenait, d'une main incertaine, la balance entre ces partis, et les plus opiniâtres la faisaient pencher en leur faveur.

Le corps diplomatique continuait d'être divisé entre les partisans et les adversaires du système autrichien. Le comte de Broglie, Ségur et Favier avaient repris avec le roi cette correspondance dont Louis XV avait lâchement souffert que le duc d'Aguillon pénétrât et punît le mystère. C'étaient eux qui avertissaient le roi des projets ambitieux des cours du Nord, et particulièrement de l'Autriche [1].

[1] Un autre agent diplomatique employé secrètement par Louis XV, et auquel Louis XVI donna aussi sa confiance, le chevalier d'Éon, exerça singulièrement la curiosité et la gaieté des Français.

Cet être équivoque, dont le sexe a été l'objet de si longues disputes, avait été tour à tour, et quelquefois simultanément, occupé des travaux d'un diplomate, d'un érudit, d'un homme d'État, d'un jurisconsulte et d'un militaire. Peu de ses contemporains s'étaient livrés à des études et à des exercices plus virils. Son esprit avait de la justesse, et même de la profondeur sans élégance. Sa constitution était forte, endurcie à toute espèce de fatigue ; sa figure avait une rudesse repoussante : son caractère s'était montré difficile, querelleur, opiniâtre. Capitaine de dragons pendant la guerre de sept ans, il avait fait, avec sa compagnie, un corps de huit cents hommes prisonnier. Un défaut se mêlait à son courage : c'était une impatience qui le rendait presque un duelliste de

Aucun des ministres ne jouissait alors d'une considération égale à celle de Necker, qui n'avait pas même le titre de secrétaire d'État. En cherchant, par une surveillance active des détails, la réputation d'un économe probe et vigilant, il cachait ce que son système de finances avait de périlleux. On admirait ses opérations sans en connaître la base, comme on remplissait ses emprunts sans en connaître l'hypothèque. Son influence se faisait sentir jusque dans des actes de législation qui semblaient appartenir au chef suprême de la jus-

profession; il excellait dans les armes. De telles habitudes semblaient le rendre peu propre à la carrière diplomatique; elle fut pourtant le principal objet de ses soins et de son ambition. il avait fait en Russie plusieurs voyages, moins comme un agent diplomatique avoué, que comme un espion. Dans un de ces voyages, il avait paru sous des habits de femme. Ses services avaient été récompensés, après la paix de 1763, par l'emploi de ministre plénipotentiaire de la cour de France auprès de celle d'Angleterre. L'arrivée d'un ambassadeur français, le comte de Guerchi, le fit rentrer dans un rôle subalterne : il ne s'y résigna point sans murmure. Il devint, par des provocations de tout genre, un adversaire dangereux du comte de Guerchi, dont la conduite envers lui parut arrogante et même peu loyale. Louis XV, pris pour arbitre dans ce débat, que les Mémoires injurieux du chevalier d'Eon prolongeaient et envenimaient, approuva tout haut son ambassadeur,

tice. Le garde des sceaux, Huë de Miromesnil, ne jouait qu'un rôle insignifiant, conforme à la médiocrité de ses talens et à la faiblesse de son caractère. Necker eut la gloire d'inspirer à Louis XVI un des actes les plus honorables de son règne : il fit rendre un édit qui affranchissait tous les mainmortables des domaines du roi, et qui abolissait dans tout le royaume le droit de suite, reste honteux de la servitude de la glèbe. En vertu de ce droit, les seigneurs de fiefs à mainmorte réclamaient l'hé-

et chargea, en secret, le chevalier d'Éon de le surveiller avec plus de rigueur que jamais. Une pension de douze mille francs fut le prix de cette mission et d'une correspondance dans laquelle Louis XV dévoilait (du moins on l'a ainsi supposé) les secrets les plus intimes de sa politique. Louis XVI, et surtout le comte de Maurepas, furent curieux de connaître ces secrets, comme si les pensées d'un roi qui pouvait bien faire épier ses ministres, mais non les diriger, eussent dû fournir des lumières bien précieuses. Beaumarchais, que sa gaieté, ses aventures et ses intrigues rendaient cher au comte de Maurepas, fut chargé de négocier auprès du chevalier d'Éon la remise de ces lettres. Peu de jours après son arrivée à Londres, les doutes qui avaient été jetés quelquefois sur le sexe du chevalier d'Éon, se réveillèrent, furent appuyés ou démentis par des témoignages contradictoires, et donnèrent lieu à un de ces paris bizarres par lesquels les Anglais croient signaler leur originalité. Le respect pour un militaire décoré de la croix de Saint-Louis,

ritage d'un homme né dans l'étendue de leur seigneurie, lors même que, absent depuis plusieurs années, il avait porté son industrie sur un territoire franc. Voltaire, qui régnait sur une génération imbue de l'esprit philosophique, avait été le provocateur de cette loi bienfaisante. Il avait embrassé la cause de pauvres paysans de la Franche-Comté, qui, sous le nom de *mainmortables*, étaient opprimés par l'opulente abbaye de Saint-Claude: rarement ils recueillaient le prix des travaux

pour un personnage qui avait rempli les fonctions de ministre plénipotentiaire, pour le laborieux écrivain de treize volumes extrêmement sérieux, n'empêcha point de faire de ce pari une discussion juridique. Des juges anglais eurent l'indécente et téméraire confiance de prononcer que le chevalier d'Éon, qui n'était point leur justiciable, était une femme. Le comte de Maurepas voulut amuser Paris d'une discussion qui avait réjoui Londres. Beaumarchais eut l'art d'y amener le chevalier d'Éon. Il paraît que celui-ci s'attendait, pour prix du sacrifice qu'il venait de faire des lettres de Louis XV, à être reçu à la cour avec des honneurs qui le vengeraient du débat impertinent qu'il avait fait naître en Angleterre; mais, par une intrigue dont on ne peut expliquer ni la marche ni les motifs, on le vit inopinément se présenter sous des habits de femme. Les Français prirent le parti de rire d'une Clorinde sans jeunesse et sans attraits; elle garda toujours ses nouveaux habits; à sa mort, son sexe a été reconnu, c'était un homme.

de leurs pères. Les moines, qui les considéraient et les traitaient encore comme leurs serfs, trouvaient mille prétextes, dans les droits perfidement obscurs de la mainmorte, pour s'emparer de leurs modestes héritages. Voltaire goûta le double bonheur de défendre les droits de l'humanité et d'attaquer l'avarice des moines. Il éleva des doutes sur les titres dont ceux-ci se prévalaient, et défendit si bien les serfs du Mont-Jura, que, même en Pologne et en Russie, on paraissait s'intéresser à leur cause. L'obstination avec laquelle l'abbé de Saint-Claude voulut maintenir un droit odieux, fit oublier à des esprits prévenus ce que la religion avait fait autrefois pour amener l'abolition de la servitude. Cette affaire fut portée devant le parlement de Besançon, qui prononça pour l'abbé de Saint-Claude; mais l'édit de Louis XVI donna aux mainmortables de la Franche-Comté le droit d'habiter avec sécurité toute autre partie de la France. La mainmorte existait encore en 1789 dans plusieurs domaines particuliers. Necker avait craint de promulguer des principes absolus qui eussent renversé violemment les débris faibles, mais nombreux, du système féodal.

Voyage de l'empereur Joseph II en France.

Un voyage que fit en France l'empereur Joseph II fit naître d'abord beaucoup de conjectures politiques qui ne furent point justifiées,

et bientôt intéressa les Français sous d'autres rapports. Ce monarque n'avait été déterminé à l'entreprendre que par le désir de venir puiser, au centre de la civilisation européenne, les moyens de donner une splendeur nouvelle et un nouveau mouvement à ses États. Pour éviter la dépense et l'importunité d'une représentation digne du trône, il voyageait sous le nom du comte de Falkenstein. Il usa d'abord avec grâce de ce commode incognito, qui fournit à toutes les classes de Français les moyens de payer des tributs délicats à l'auguste voyageur. La reine vint au-devant de son frère, sous le prétexte d'une partie de chasse dans la forêt de Bondi: elle traversa Paris dans un équipage léger et découvert, avec le plus élégant cortége. L'empereur goûta vivement le plaisir de cette entrevue, et sourit à l'empressement d'une cour aimable. Une pluie qui survint, loin de déranger cette partie de plaisir, en rendit le désordre plus piquant et plus gai. La reine et ses jeunes amies riaient d'un contre-temps fâcheux pour tant de parures brillantes. Ce cortége traversa de nouveau Paris vers le soir, et entendit sur son passage les cris de l'allégresse la plus franche.

L'empereur passa six semaines dans la capitale de la France avec une simplicité que le peuple regardait comme l'attribut d'un bon

roi, et dans laquelle plusieurs personnes voyaient une imitation ambitieuse du roi de Prusse. Il occupait, dans un hôtel garni, un appartement à peine digne d'un officier de sa cour. Allait-il à Versailles, il semblait se faire un jeu de déconcerter le roi son beau-frère par des surprises fort gênantes. Quelquefois il assistait à son dîner comme un étranger confondu dans la foule; il attendait une audience jusque dans l'antichambre des ministres, et sans se faire annoncer : il respectait les droits des premiers arrivés. La reine, pour s'entretenir plus long-temps avec lui, et pour lui rendre la cour plus agréable, faisait gaiement le sacrifice de quelques lois d'étiquette dont elle apprenait chaque jour à se jouer davantage. Il visitait, avec deux ou trois personnages de sa suite, tous nos monumens et nos établissemens publics, s'entretenait familièrement avec ceux qu'il y rencontrait, et ne craignait pas, devant des Français, de paraître un peu frondeur. Il admirait l'Hôtel des Invalides, et ne contenait ni sa douleur ni son indignation en voyant dans l'Hôtel-Dieu, hôpital magnifiquement doté, un malade, un mourant, un mort, gisant dans un même lit. Ce fut lui qui attira le premier l'attention du public et de la cour sur une école que l'abbé de l'Épée avait établie pour les sourds-muets, et dans laquelle ce

vertueux ecclésiastique s'attachait à faire participer aux bienfaits et aux travaux de la société, des êtres privés de l'organe le plus nécessaire à l'intelligence. Quoique cet établissement ne fût pas alors ce qu'il est devenu par les combinaisons plus savantes du successeur de l'abbé de l'Épée, l'empereur Joseph II en parla avec un intérêt qui faisait honneur à son âme. Les jugemens qu'on recueillait de lui avaient en général plus d'originalité que de justesse; il semblait prendre soin de fournir chaque jour aux entretiens de Paris cinq ou six anecdotes nouvelles. On citait de lui des reparties assez gaies, et d'autres d'une délicatesse tout-à-fait française. Sa figure, habituellement grave, s'embellissait quelquefois par un sourire aimable. Quoiqu'il se fût expliqué du ton de la colère ou du mépris sur les derniers ministres de Louis XV., il eut la curiosité d'aller voir la comtesse Dubarry dans sa jolie maison de Lucienne, et fut plus respectueux devant la maîtresse d'un roi libertin, que le czar Pierre ne l'avait été devant la veuve de Louis XIV. Tous ceux qui avaient parlé au *successeur des Césars* avec une liberté que les rois accordent rarement, vantaient en lui un Marc-Aurèle. *Heureux*, disait-on, *les peuples dont le souverain aime à se montrer sans appareil, fuit le repos, cherche avidement l'instruction*,

vient au-devant des plaintes du peuple, et consulte les sages! Quoique la simplicité des mœurs et des goûts fût plus naturelle dans Louis XVI que dans Joseph II, et qu'elle y fût complétement exempte de tout artifice secret de la vanité, le premier de ces monarques perdait tout dans le parallèle qu'on faisait de lui avec son beau-frère : « L'un, disait-on, nous laisse opprimer et se laisse gêner par un luxe qu'il condamne ; l'autre, après l'avoir écarté de sa personne, sait aussi le bannir de sa cour : l'un plaint ses sujets, et l'autre les soulage : l'un n'a jeté qu'un coup d'œil superficiel sur les grands monumens de sa capitale ; l'autre visite tout, jusqu'aux ateliers, jusqu'aux hôpitaux, jusqu'aux prisons d'une capitale qui n'est point la sienne. Pourquoi ne voit-on jamais le roi accompagner son beau-frère dans ces courses où l'empereur étudie tout ce dont les souverains ne sont jamais assez instruits par leurs ministres ni par leurs courtisans[1]?

[1] Ces remarques s'offraient si naturellement aux esprits, qu'elles étaient indirectement exprimées dans des pièces de vers où l'on voulait flatter l'empereur.

Le quatrain suivant, malgré sa dureté choquante, fut répété de tout Paris :

A nos yeux étonnés de sa simplicité,
Falkenstein a montré la majesté sans faste ;
Chez nous, par un honteux contraste,
Qu'a-t-il trouvé ? du faste, et point de majesté.

Des deux frères du roi, l'un, Monsieur, venait de faire un voyage dispendieux dans les provinces du midi et de l'ouest; l'autre, le comte d'Artois, se proposait de voyager avec un train encore plus somptueux. On rapporte que le roi, n'osant refuser la demande de son jeune frère, mais voulant l'exciter à la modérer, témoigna, en présence de ce prince, sa surprise au comte de Falkenstein du faible cortége dont il était suivi : *Il m'est arrivé souvent*, reprit le fils de Marie-Thérèse, *de voyager avec moins de suite*. — *Eh bien!* reprit le roi en riant et en montrant le comte d'Artois, *voilà un jeune gentilhomme qui me demande cent cinquante chevaux pour aller à Brest.* Le comte d'Artois n'en obtint pas moins pour son voyage tout le train qu'il avait demandé.

Le comte de Falkenstein rappela quelquefois à sa sœur, d'une manière ingénieuse et touchante, la simplicité de la cour de leur mère; et le souverain, à la vue de mille superfluités fastueuses, disait : *Que de choses dont nous n'avons pas besoin à Vienne!* Jamais la reine ne fut applaudie avec plus d'enthousiasme que lorsqu'elle parut au spectacle à côté de son frère; on semblait lui dire : Voyez comme nous savons apprécier la grandeur d'un

souverain qui fuit le luxe et ménage son peuple!

Quoique l'auguste voyageur se fût imposé la loi de respecter l'opinion du jour, il lui arriva une fois de la contredire, et on lui en sut mauvais gré. Dans un cercle où il montrait un grand désir de plaire, une dame venait d'exalter les principes du congrès, et la courageuse patience des milices américaines. Piquée du silence que gardait le comte de Falkenstein, elle osa l'interroger sur son opinion : Qu'en pensez-vous, M. le comte, lui dit-elle, et quel parti tenez-vous? *Eh! mais, madame*, répondit-il, *mon métier à moi est d'être royaliste.* Cette réponse, aussi adroite que judicieuse, jeta un peu d'alarme dans les sociétés : on craignait que Louis XVI ne fût averti d'examiner en royaliste les principes des insurgens.

La déférence de l'empereur pour une mère pieuse qui voulait bien partager avec lui le gouvernement des États héréditaires, mit des bornes à l'empressement qu'il avait de converser avec les philosophes français. Lorsqu'on apprit qu'en poursuivant son voyage il se dirigeait vers Genève, on ne douta point qu'un prince ami de la gloire n'allât voir Voltaire à Ferney. Une telle visite n'était pas seulement considérée comme un événement littéraire,

on y attachait les conséquences politiques les plus étendues. Joseph II, en entrant à Ferney, eût paru mettre un vaste empire sous la protection de la philosophie : il s'en abstint, soit par fierté, soit par circonspection. Instruit des préparatifs que l'illustre solitaire avait faits pour le recevoir, il eut la cruauté de les rendre inutiles. Voltaire en ressentit un chagrin assez vif; cependant il prit soin de justifier l'empereur de ce manque d'égards. Suivant lui, la familiarité indiscrète de quelques Génevois avait excité l'impatience du monarque. Il est bien vrai que Joseph II, en visitant les provinces de France, parut souvent fatigué d'un incognito qui l'exposait à une curiosité importune : alors il s'annonçait comme un souverain altier, et quelquefois comme un souverain jaloux. Ce fut surtout à Lyon et à Bordeaux qu'il laissa éclater son dépit. Le parallèle de ces deux villes florissantes avec sa capitale semblait l'attrister. Des mots pleins d'humeur et d'injustice, qui lui échappèrent, détruisirent un peu l'effet qu'avait produit à Paris son adroite simplicité. Cependant il résulta de son voyage un effet fâcheux pour le roi son beau-frère et pour sa sœur : le public, depuis ce temps, fut disposé à condamner avec une sévérité immodérée le luxe de la cour.

Duel entre le comte d'Artois et le duc de Bourbon.

1778.

Une dispute qui s'éleva dans l'hiver de 1778, entre deux princes du sang, manifesta les fâcheuses dispositions de ce public. La reine, les princes et les princesses se rendaient souvent, à Paris, au bal masqué de l'Opéra. Dans une de ces réunions tumultueuses, madame la duchesse de Bourbon, à la faveur du masque, fit des plaisanteries amères au comte d'Artois, également masqué. Irrité, il déchira le masque de la princesse, et sortit. Le duc de Bourbon résolut de venger l'outrage fait à sa femme. Les courtisans réglèrent entre eux des formes particulières pour un duel de cette nature. Le roi, en le désapprouvant, n'osa l'empêcher, ou du moins il souffrit que d'apparentes précautions qu'il avait prises pour le prévenir fussent éludées. Les princes se battirent, et furent bientôt séparés par les témoins : ni l'un ni l'autre n'avait reçu de blessure; ce résultat déplut. Le public se déclara contre le comte d'Artois; et, comme la reine avait pris parti pour lui, elle eut part à cette espèce de disgrâce : en se montrant dans sa loge à l'Opéra, elle entendit, pour la première fois, des murmures.

Un événement plus digne d'occuper la capitale fit bientôt oublier cette aventure de cour; cet événement était l'arrivée de Voltaire à Paris. Il s'était bien gardé de négocier un re-

tour qui, annoncé d'avance, eût soulevé contre lui le clergé et la magistrature, ou du moins les vieux évêques et les vieux conseillers. Quoiqu'il eût souvent protesté contre l'opinion, où l'on était, que sa retraite sur les bords du lac de Genève était un exil, on regardait comme une sorte de convention tacite entre le gouvernement et lui, qu'il fût toujours absent, s'il ne voulait être formellement exilé. Cette étrange espèce de capitulation était tout-à-fait dans la politique et dans le caractère de Louis XV. Le jeune successeur de ce monarque, plus intimement religieux, mais aussi plus porté à s'effrayer de tout ce qui pouvait blesser l'opinion publique, n'eût jamais osé interdire l'approche de Paris au poëte qui était l'honneur de la France. Si Voltaire ne profita point, pour revoir la capitale, de la faveur que le ministère de Turgot et de Malesherbes répandait sur son parti, ce fut sans doute dans la crainte d'irriter par sa présence les ennemis de ces ministres. Il fut consterné en apprenant leur disgrâce; mais il reconnut bientôt que le parti philosophique avait acquis assez de force pour réparer cet échec. L'élévation de Necker avait surtout ranimé sa confiance. Il était impossible qu'un protestant ne prêtât point quelque appui au courageux défenseur des Calas et des Sirven. Le comte de Maure-

pas avait autrefois figuré parmi les plus aveugles détracteurs du talent de Voltaire; mais il n'osait plus se déclarer contre un homme qui savait mieux que lui lancer le ridicule. Les lettres de cachet étaient alors infailliblement détournées par la crainte de quelques traits satiriques. Voltaire, fidèle à sa coutume de se faire du théâtre un rempart contre l'autel, prétendait n'être venu à Paris que pour voir la représentation d'*Irène*, sa dernière tragédie.

De tous les événemens que je retrace, il n'en est point dont les plus légères circonstances soient mieux gravées dans la mémoire que les scènes brillantes dont se composa le dernier séjour de Voltaire à Paris. Je crois devoir faire ici une remarque qui peint le dix-huitième siècle tel qu'il fut jusqu'à sa grande catastrophe. Quand j'en expose les faits militaires et politiques, je m'adresse à une génération qui les connaît peu ou qui les a promptement oubliés. Si quelques anecdotes littéraires me semblent devoir entrer dans le plan de mon ouvrage, je les trouve si familières à tous les esprits, qu'il me suffit de les indiquer.

Un triomphe semblable à celui que les pontifes de Rome décernèrent souvent à des hommes de génie, n'eût pas été plus flatteur, plus enivrant pour Voltaire que les hommages

variés dont il fut l'objet pendant trois mois. Dans la maison où il logeait, celle du marquis de Villette [1], il n'était entouré que d'un cercle d'adorateurs. Là, comme à Ferney, il voyait des personnes qui devaient leur bonheur à sa bonté vigilante. Il goûtait le plaisir d'être réuni à son vieux ami le comte d'Argental, dont toute la vie n'avait été qu'un dévouement à ses intérêts et à sa gloire. Il s'entretenait avec d'Alembert des souvenirs et des espérances qu'éveille une longue fraternité de parti. Diderot, qui, dans son athéisme fougueux, avait souvent murmuré de ce qu'il appelait le *cagotisme* de Voltaire, concourait au triomphe qui lui était préparé comme à celui de la raison humaine. Deux littérateurs distingués, Marmontel et Laharpe, lui rendaient les soins de la reconnaissance et d'une sorte de piété filiale. Les philosophes, les poëtes, les savans, les artistes de tout genre, le voyaient, l'entretenaient, le louaient avec transport, et recevaient de lui des mots flatteurs qui devenaient leurs plus beaux titres. Le regard de Louis XIV n'avait pas produit plus d'effet sur une cour dont

[1] Le marquis de Villette venait d'épouser mademoiselle de Varicourt, que Voltaire traitait comme sa fille adoptive, et à laquelle il donnait le surnom de *Belle et Bonne*.

il était adoré, que n'en produisait le regard étincelant de Voltaire sur tous ceux qui aspiraient à la gloire ou qui savaient l'apprécier. Il ne parut jamais plus attendri que dans une entrevue qu'il eut avec Turgot. *Laissez-moi*, lui disait-il, *baiser cette main qui a signé le bonheur du peuple*. Franklin vint l'entretenir de la destinée et des institutions de sa patrie, et le pria de bénir son petit-fils. Voltaire, exalté par un si touchant hommage, prononça sur la tête de l'enfant ces paroles solennelles : *Dieu et la liberté; voilà la bénédiction qui convient au petit-fils de Franklin*.

On agitait à la cour si Voltaire y serait présenté. Séduite par l'éclat d'une si grande renommée, la reine cherchait à vaincre l'éloignement du roi pour le philosophe incrédule ; elle ne put y parvenir, mais elle ne laissa point ignorer à Voltaire quel eût été son bonheur de parler à l'auteur de *Mérope* et de *Zaïre*. Les courtisans, et même quelques-uns des princes, n'étaient point arrêtés, dans le désir de le voir, par l'opinion personnelle du moins impérieux des monarques. Le maréchal de Richelieu, heureux de saisir une occasion de se réconcilier avec le public, qui lui pardonnait peu les scandales d'un libertinage suranné, et la part qu'il avait eue à la longue corruption du règne précédent, le ma-

réchal de Richelieu s'efforçait de paraître l'ami sincère d'un poëte dont il avait été le protecteur tiède et suspect.

Le soin de plaire à tant de personnages divers, et de surpasser toujours, par la vivacité de son esprit, l'attente de ses admirateurs, n'empêchait point Voltaire de se livrer à des travaux aussi variés et aussi assidus que ceux dont il occupait sa solitude. Au bout de quelques semaines, il parut succomber à un excès de fatigues qui aurait accablé l'homme de la constitution la plus robuste. Un crachement de sang qu'il éprouva avec beaucoup de violence fit craindre pour ses jours. Paris était en alarmes; on se reprochait de n'avoir pas rendu des honneurs assez éclatans à un vieillard qui semblait, par la pureté de son goût, et surtout par son génie, le représentant du siècle de Louis XIV, tandis que, par la hardiesse de ses opinions et l'éclat de son esprit, il était le guide et le mobile du siècle présent. Le clergé voulut profiter de la maladie de Voltaire pour obtenir de lui le désaveu de ses erreurs. Christophe de Beaumont, ce prélat tantôt persécuté, tantôt persécuteur, impitoyable ennemi des jansénistes, ennemi constant, mais plus modéré, des philosophes, vivait encore, et sa bienfaisance avait fait oublier ses emportemens religieux. Il avait

gémi de l'arrivée de Voltaire à Paris, mais il n'avait osé demander son exil; et d'ailleurs Louis XVI ne l'eût jamais signé. Il résolut, avec le curé de Saint-Sulpice, de ne présenter à Voltaire, qu'on croyait mourant, que des motifs de paix, et de flatter son amour-propre pour l'amener à s'humilier profondément. Celui-ci hésitait peu à remplir des devoirs extérieurs de la religion, quand il voyait son repos compromis. Sa facilité à s'approcher de la sainte table avait souvent paru aux hommes religieux un sacrilége, et à ses disciples une sorte d'apostasie. Il fit venir en toute hâte un chapelain, entre les mains duquel il laissa une profession de foi plus socinienne que catholique : le clergé fut mécontent, les philosophes l'étaient encore plus; mais Voltaire guérit inopinément, et rétracta en riant son faible désaveu.

Triomphe de Voltaire.

La joie de le revoir exalta presque toutes les classes de la société. On l'attendait au théâtre, à ce lieu que, depuis plus de soixante ans, il avait rempli de sa gloire : on y donnait la troisième représentation d'*Irène*. Une foule immense était répandue sur le quai où il logeait. Ses disciples et lui-même éprouvèrent beaucoup de joie en voyant combien son nom et même ses écrits étaient connus de la multitude. Voilà pourtant ce qui devait

être pour eux un sujet d'effroi; ils ne retrouvèrent que trop, en d'autres temps, cette populace ignorante qui croyait avoir compris Voltaire, et ils eurent à frémir des prétendues lumières de la multitude. De plus nobles, de plus dignes admirateurs firent entendre leurs acclamations quand Voltaire parut dans une loge à la Comédie-Française. Jamais le vaste théâtre d'Athènes n'offrit un tableau plus imposant que cette salle peu spacieuse où la brillante élite du peuple français remerciait Voltaire non-seulement d'avoir fait *Mérope*, *OEdipe*, *Alzire*; mais d'avoir défendu les Calas et les serfs du Mont-Jura. Une couronne lui fut présentée dans sa loge, et ce fut le prince de Beauvau qui la posa sur sa tête. *Irène* fut vivement applaudie, et c'était la première fois que des spectateurs français applaudissaient une faible tragédie par le souvenir de plusieurs chefs-d'œuvre. Le buste de Voltaire fut couronné par les comédiens, fiers de se trouver les interprètes d'un vœu national. A la sortie du spectacle, tout s'empressa pour le voir de plus près, pour jouir de son émotion et en redoubler l'ivresse. Les hommes les plus distingués du royaume venaient tour à tour le soutenir; on baisait ses vêtemens, on tombait à ses pieds. *Vous voulez donc*, disait le vieillard, *me faire mourir de*

plaisir? Ces acclamations le suivirent jusqu'à sa demeure. Il s'entendait bénir de tous ses ouvrages, de la *Pucelle d'Orléans* comme de la *Henriade*.

Le public fit éclater les mêmes transports quand Voltaire vint assister à une séance de l'Académie française, de ce corps où, par la fécondité et la diversité de ses productions, il semblait tenir la place de dix auteurs classiques. Avide de ces honneurs, il eut une fantaisie qui pouvait paraître puérile chez un octogénaire, mais qui n'était pas sans intention chez un homme de parti : c'était d'être reçu parmi les francs-maçons, société bizarre qui remonte, dit-on, au temps de la destruction des Templiers, et qui, dépositaire d'un insignifiant secret, varie de forme et d'objet, suivant les circonstances; se voue au plaisir, à la bienfaisance, et surtout aux devoirs de l'hospitalité dans les temps calmes, et aux discussions hardies, aux intrigues dangereuses dans les temps où se préparent les orages politiques. Les philosophes alors s'en étaient rendus maîtres; ce fut là que l'auteur qui avait le plus cherché à inspirer l'humanité, fut remercié au nom du genre humain.

Sa mort. Ces émotions ravissantes épuisèrent ses forces. Il tomba dangereusement malade, et se rendit cette fois inaccessible aux ministres de

la religion : il expira le 30 mai 1778, âgé de quatre-vingt-quatre ans. L'autorité ecclésiastique prétendait toujours avoir le droit d'exercer un jugement sur les morts, en accordant ou en refusant la sépulture. Le parlement de Paris avait beaucoup restreint ce droit en faisant cesser les persécutions de l'archevêque de Paris contre les jansénistes mourans ou expirés. Il paraissait reconnu que les prêtres ne pouvaient plus se rendre juges des derniers sentimens de tous ceux qui sont nés dans la religion catholique, ni déclarer les jugemens du ciel à leur égard. Cependant le curé de Saint-Sulpice, soutenu par Christophe de Beaumont, refusa d'enterrer Voltaire, et le parlement ne se montrait point disposé à l'y contraindre. La capitale était dans la plus vive agitation, et réclamait, au nom de la France, contre l'outrage qu'on voulait faire au grand homme qu'elle pleurait. Un de ses neveux, conseiller-clerc au grand conseil, fit cesser le débat en conduisant les restes de Voltaire dans son abbaye, où les moines ne se firent point scrupule de l'inhumer. Si la nature eût accordé à Voltaire autant d'années qu'à Fontenelle, on peut présumer qu'il eût cherché à modérer les Français au moins dans leur effervescence politique; mais, s'ils avaient refusé d'écouter sa voix,

quels eussent été les alarmes et les regrets de cet ami de l'humanité!

Mort de J.-J. Rousseau.

Le rival de Voltaire, Jean-Jacques Rousseau, mourut dans la même année. Depuis quatre mois seulement il paraissait avoir retrouvé du calme; il n'avait que trop longtemps donné en spectacle à la capitale toutes les bizarreries de son caractère inquiet et de sa farouche indépendance. Pauvre, aussi fier de l'être que d'avoir produit *Émile*, il croyait vivre au milieu d'une ligue d'ennemis, parmi lesquels il faisait entrer tous ceux qui paraissaient le rechercher avec empressement, et les grands seigneurs et les jeunes disciples qui se vouaient à lui, et les étrangers illustres, et d'obscurs artisans. Ses grands travaux avaient cessé. Il ne profitait point, pour éclairer son siècle, ni pour modifier ses principes absolus, de cet âge où l'on aime le vrai, et où l'on ne voit plus que le bien possible.

Une occupation fatale à sa gloire amusait, ou plutôt empoisonnait ses loisirs. En écrivant ses *Confessions*, il retrouvait plus souvent les peines que les plaisirs qui lui furent donnés par son imagination brûlante. Un récit plein d'âme et de naturel, des détails enchanteurs, ne pouvaient sauver la tristesse générale du tableau, n'adoucissaient pas des aveux pénibles dont les lecteurs sont forcés de maudire la fran-

chise, ni des révélations que la reconnaissance devait lui interdire.

Cet ouvrage si menaçant pour ses contemporains, et dont il avait l'indiscrète faiblesse de lire des fragmens, était devenu pour lui un nouveau sujet d'inquiétudes. Enfin, vaincu par ses alarmes, et peut-être même par la pauvreté, il accepta un ami et un asile. Le marquis de Girardin le reçut à Ermenonville, où son opulence et son goût avaient créé le jardin le plus délicieux de la France. Jean-Jacques Rousseau paraissait jouir en paix de ses goûts simples, et même de sa gloire, lorsqu'il se sentit subitement atteint d'un mal qui résultait de la complication des infirmités dont il était accablé depuis long-temps. A son dernier jour, il montra la force d'âme qu'il avait toujours affectée, et la sérénité touchante que depuis vingt ans il ne connaissait plus. Il mourut le 2 juillet 1778, âgé de soixante-six ans. Il fut pleuré plus que Voltaire lui-même : l'un et l'autre avaient trouvé la mort qui semblait le mieux leur convenir, l'un dans un asile écarté, l'autre au milieu des applaudissemens. Tous ceux qui n'osaient plus aborder l'éloquent et farouche solitaire, vinrent honorer, je dirais presque adorer sa mémoire, dans l'île bordée de peupliers où le marquis de Girardin avait placé son tombeau. Après Voltaire et Jean-

Jacques Rousseau, il n'y eut plus d'homme, au dix-huitième siècle, qui imposât ses opinions à ses contemporains. Tout fut entraîné, aucun guide ne parut.

FIN DU LIVRE QUINZIÈME.

LIVRE SEIZIÈME.

RÈGNE DE LOUIS XVI. — GUERRE D'AMÉRIQUE.

Dispositions maritimes de la France. Flottes de Brest et de Toulon. 1778.

UNE escadre de douze vaisseaux de ligne, sous le commandement du comte d'Estaing, était sortie de Toulon le 13 avril 1778, avec l'ordre tardif d'aller attaquer la flotte anglaise dans la baie de la Delaware. Tout annonçait que les Anglais, s'ils pouvaient être encore inopinément assaillis dans ces parages, ne se délivreraient d'une situation si dangereuse qu'en abandonnant Philadelphie. Le début de la guerre maritime paraissait devoir être digne de toute l'ardeur de deux nations qui autrefois s'étaient haïes avec plus de violence, mais qui n'avaient jamais eu plus de motifs de rivalité. Cependant Louis XVI croyait à peine être en guerre avec le roi de la Grande-Bretagne, ou du moins il désirait avoir à dénoncer un outrage fait à son pavillon, ou des dommages causés au commerce de la France. Dans le conseil d'un roi dont l'esprit se montrait tellement irrésolu, le plan de la première campagne avait été tracé avec peu de fermeté et de prévoyance.

Les possessions françaises dans les Indes orientales y avaient été complétement oubliées ; cependant tout indiquait la nécessité de porter des secours à Pondichéry. Les Anglais en avaient cédé les ruines par le traité de Paris ; mais le continuel accroissement de leurs conquêtes, ou plutôt de leurs usurpations, avait beaucoup diminué l'importance d'une ville où l'audacieux Dupleix avait autrefois montré aux Indes un nouveau conquérant. Les timides Indiens de la presqu'île avaient trouvé dans un prince mahométan, Hyder-Ali, un vengeur des maux que leur causait depuis trente ans l'avarice anglaise. Avec des troupes un peu moins efféminées que celles de ces climats, et qu'animait l'ardeur du pillage, il faisait la désolation de ceux des comptoirs anglais qui n'avaient point de forteresses. Il avait déjà pris des engagemens secrets avec la France. On le laissa essayer ses forces, et l'on voulut juger s'il valait la peine d'être secouru. Si l'escadre qui fut, trois ans après, confiée au bailli de Suffren, eût commencé dès l'ouverture de la guerre le cours de ses exploits, les Anglais eussent porté une peine sévère de la famine du Bengale et de tous les crimes que leur politique accumulait des rives du Gange à celles de l'Indus.

Dans les deux guerres maritimes précé-

dentes, le commerce français avait été accablé sur toutes les mers, et cent millions qu'il avait perdus avaient été le premier signal des hostilités. Un souvenir si cruel prescrivait la plus active surveillance, et semblait même autoriser des représailles. Les nations ne sont que trop fidèles à répéter, même après un assez long intervalle, les violations du droit des gens dont elles ont souffert; mais ce sont les Français qui oublient le plus les anciennes offenses. Quoiqu'on les voie, dans tout le cours de leur histoire, commencer la guerre avec le plus vif élan du courage, ils la commencent sans fureur, et surtout sans cupidité. Louis XVI n'eût pas souffert que la renaissance de la marine fût souillée par un seul acte de piraterie. Malheureusement l'imprévoyance accompagnait une si noble modération. Les riches convois de Saint-Domingue et de la Martinique allaient partir, et nulle escorte ne venait au-devant d'eux. On songea trop tard à établir des croisières. Les frégates étaient peu nombreuses et mal dirigées dans leurs courses. Le principal espoir de la France consistait dans la flotte de Brest, forte de trente-deux vaisseaux de ligne prêts à mettre à la voile. On croyait qu'elle pouvait disputer avec avantage l'empire de l'Océan à une flotte que les Anglais équipaient à la hâte. Ils n'avaient, disait-on,

que de vieux vaisseaux, mais ils avaient de vieux marins. L'expérience et le savoir du comte d'Orvilliers, commandant de l'escadre; les qualités brillantes de Duchaffaut, du comte de Guichen, de Lamothe-Piquet, d'Hector et de Bougainville, inspiraient encore plus de confiance que la force et l'agilité de vaisseaux savamment construits.

Combat de *la Belle Poule*. 17 juin. 1778.

On apprit avec des transports de joie que la guerre avait commencé par le beau combat d'une de nos frégates. Laclocheterie, qui commandait *la Belle-Poule*, de vingt-six canons, et un lougre, s'aperçut, le 17 juin, qu'il était près de tomber dans une escadre anglaise : il sut l'éviter; mais une frégate ennemie, *l'Aréthuse*, vint à sa poursuite. Il osa l'attendre, refusa la visite qui lui était demandée; se tira par la vivacité de sa manœuvre d'une position défavorable; répondit au premier coup de canon par toute sa bordée; soutint pendant plusieurs heures un choc meurtrier; fut sauvé, par un calme qui survint, de l'approche de deux vaisseaux anglais; mit en fuite *l'Aréthuse*, évita l'escadre anglaise, et vint débarquer à quelques lieues de Brest. Ce brave officier avait eu cinquante-sept hommes blessés et quarante tués à son bord. Le roi le nomma capitaine de vaisseau. Son nom et le récit de son combat retentirent dans toute la France;

les Anglais avaient attaqué les premiers; la conscience de Louis XVI fut tranquille. On parut se préparer à une descente en Angleterre, non dans l'espoir de subjuguer les Anglais, mais dans celui de les humilier.

Combat d'Ouessant. 27 juillet. 1778.

Le 8 juillet, la ville de Brest fut témoin d'un spectacle imposant qui avait attiré un grand nombre de spectateurs : c'était la sortie de trente-deux vaisseaux de ligne et de quinze frégates ou autres bâtimens. L'amiral Keppel venait de rentrer dans Plymouth avec la plus forte des escadres anglaises. Il en sortit le 12, avec trente vaisseaux de ligne, dont sept à trois ponts. Le 23, les deux flottes furent en vue, à trente lieues d'Ouessant, et à une même distance des îles Sorlingues. Deux vaisseaux français s'étaient éloignés et étaient tombés sous le vent de l'escadre anglaise. L'amiral Keppel, qui cherchait à engager le combat, les fit poursuivre. D'Orvilliers ne s'inquiéta point de leur salut. On s'observa pendant quatre jours, on manœuvra pour avoir l'avantage du vent. La bataille devint inévitable le 27; les Anglais voyaient avec étonnement la belle ordonnance dans laquelle leurs ennemis se déployaient : jamais escadre française, depuis un siècle, n'avait offert une disposition si savante. Les deux armées navales occupaient un espace de trois lieues. Le vent soufflait à l'est;

il éprouva différentes variations durant le combat; les Français étaient d'abord sous le vent. Trois divisions formaient leur ligne. L'avant-garde était sous les ordres du comte Duchaffaut. Le comte d'Orvilliers était au centre, et montait le superbe vaisseau *la Bretagne*, de 110 canons. Un autre vaisseau non moins imposant, *la Ville de Paris*, que commandait le comte de Guichen, faisait partie de la même division. L'arrière-garde était, ou plutôt paraissait être sous les ordres du duc de Chartres, qu'un excellent marin, Lamothe-Piquet, était chargé de diriger. Il montait le vaisseau *le Saint-Esprit*, de 80 canons. Sa division se composait, en outre, de cinq vaisseaux de 74 et de trois de 64. Comme elle était la plus faible de l'armée française, l'amiral anglais avait conçu l'espoir de la couper par une manœuvre hardie, en portant rapidement sur elle son avant-garde, qui comptait un vaisseau de plus. Le combat s'engage dans cette disposition. Le comte d'Orvilliers craint de profiter du désordre apparent de la ligne anglaise, dont les vaisseaux cherchent à filer successivement le long de la nôtre; mais, au moment où il voit le *Saint-Esprit* et d'autres vaisseaux de l'avant-garde vivement attaqués et soutenant avec vigueur un combat inégal, il renverse son ordre de bataille; son arrière-garde

devient avant-garde, et passe à son tour sous le vent de la ligne ennemie. Cette manœuvre s'exécute avec célérité et sans confusion. Après un feu très-vif, que les Anglais avaient dirigé sur le corps des bâtimens français, et que ceux-ci avaient dirigé sur les mâts, les voiles et les vergues de leurs ennemis, nombre de vaisseaux de part et d'autre étaient grièvement endommagés : nul n'avait été pris. Les deux amiraux croyaient avoir réciproquement l'avantage du combat, et se proposaient d'en user avec vivacité; mais tous deux furent trompés dans leurs espérances par l'impossibilité de se faire entendre ou de se faire obéir dans leurs signaux. Le duc de Chartres, qui d'abord avait engagé le combat avec cette gaieté qui accompagne souvent la valeur française, manqua l'occasion de couper deux vaisseaux de la ligne anglaise. On ne sait si ce fut par inexpérience ou pour avoir cédé à des conseils pusillanimes. Keppel donna en vain au vice-amiral Palliser, qui commandait l'avant-garde, l'ordre de rengager la bataille; celui-ci ne répondit rien à des signaux répétés trois fois. *Le Formidable*, que montait Palliser, était le plus endommagé des vaisseaux anglais. Ceux de la même division se tinrent également immobiles. La nuit vint, et, dans la journée suivante, les deux armées s'éloignèrent à peu près en même temps. L'amiral

Keppel revint à Plymouth, mais il détacha quelques vaisseaux pour établir des croisières. D'Orvilliers rentra dans la rade de Brest avec toute son escadre, et sans y avoir été contraint par une nécessité impérieuse. La perte avait été faible et presque égale des deux côtés. Les Anglais comptaient cent cinquante hommes tués et quatre cents blessés. Les Français en avouaient un peu plus : aucun de leurs officiers n'avait péri. Le comte Duchaffaut, blessé, avait continué de commander la manœuvre de sa division avec une intelligence qui contribua beaucoup au salut de l'armée. Son fils tomba à ses côtés, blessé, comme lui, dangereusement, et la douleur du père ne dérangea point les opérations du chef d'escadre.

Si, dans cette bataille indécise, les Français n'eussent signalé que leur courage, Londres n'en eût éprouvé ni étonnement ni vives alarmes; mais comment une marine dont le dernier combat avait été la déroute du maréchal de Conflans, venait-elle de déconcerter les habiles manœuvres d'une marine perfectionnée par trente victoires consécutives? Voilà ce que les Anglais avaient à examiner avec inquiétude. Sans craindre de donner quelque joie à leurs ennemis, ils reconnurent unanimement que, pour eux, l'absence d'une victoire devait être considérée comme une défaite. L'amirauté re-

doubla de vigilance : tous les vaisseaux, promptement réparés, se hâtèrent de quitter la rade, et se promenèrent sur l'Océan, où ils étaient accoutumés de dominer; les uns vinrent au-devant des convois que les ports d'Angleterre attendaient des deux Indes, et les autres interceptèrent les convois de Saint-Domingue et de la Martinique. La cupidité des Anglais satisfaite adoucit les souffrances de leur orgueil. Keppel et Palliser portèrent leurs accusations réciproques devant un conseil de guerre qui, au bout de quelque temps, les acquitta l'un et l'autre.

Pendant que, par l'effet de la rentrée peu nécessaire de toute notre escadre, et du long retard qu'on lui fit éprouver pour remettre à la voile, le commerce français subissait, en différens parages, des pertes qui furent évaluées à quarante-cinq millions, Paris et même Nantes et Bordeaux célébraient avec ivresse le combat d'Ouessant. Le duc de Chartres avait suivi de près, dans la capitale, le courrier qui en portait la nouvelle. Au lieu de voir dans le retour précipité de ce prince une triste conjecture sur l'inaction de notre flotte, on se plut à penser que, s'il se présentait en triomphateur, il avait de bonnes raisons de triompher. Il fut reçu à l'Opéra comme l'aurait été le vainqueur de Fontenoy, de Rocoux et de Laufelt. On

citait, ou l'on supposait les bons mots dont, pendant l'action, il avait réjoui son équipage; et sa gaieté paraissait la meilleure garantie de son héroïsme. Des illusions que le roi, la reine et tous les ministres avaient partagées firent place à un examen plus réfléchi. On parla d'un signal que le duc de Chartres n'avait pas voulu comprendre, de deux vaisseaux qu'il avait laissés échapper, et du sourd mécontentement de d'Orvilliers et de Lamothe-Piquet. Les dispositions du roi, de la reine, des ministres et du public changèrent subitement. On accabla d'épigrammes le prince qu'on avait enivré d'éloges.

Un article de la Gazette de France, imprimé par un ordre de la cour, offrit contre ce prince une de ces inculpations vagues qui rendent l'apologie difficile. Cependant il accompagna le comte d'Orvilliers dans une seconde sortie qui fut sans résultat, et qui parut même avoir été sans objet. Les Anglais ne s'étaient plus présentés devant l'escadre française, qui avait tenu la mer pendant plus d'un mois, et le comte d'Orvilliers n'avait pas cherché les Anglais. Les marins demandaient à grands cris le rappel d'un prince qui, suivant eux, leur avait enlevé à Ouessant l'occasion du plus beau triomphe. La cour satisfit à leur vœu, et parut heureuse de se délivrer des ser-

vices maritimes du duc de Chartres, en créant pour lui la charge de colonel-général des hussards. Les plaisirs auxquels il se livra, dans une longue oisiveté, ne calmèrent point son secret dépit; ses vices s'accrurent, et la haine qu'il conçut contre le roi se développa au milieu de ces vices.

Quand les pertes du commerce furent connues, les plaintes se dirigèrent contre le corps entier de la marine; on oublia l'habileté, l'instruction et le courage calme dont il venait de donner des preuves. On lui reprocha de ne point connaître cette vigilance patriotique qui fait supporter aux marins anglais l'ennui des longues croisières, et qui les rend heureux de rendre des services sans éclat, dès qu'il s'agit des besoins du commerce. On demandait si des nobles, enivrés de leurs prérogatives, et toujours occupés à humilier la marine marchande, pouvaient être les protecteurs sincères d'un commerce dont ils affectaient d'avilir les travaux. Ces plaintes étaient exagérées. Une croisière faite par le chevalier Fabri, avec quatre vaisseaux sortis du port de Toulon, compensa un peu nos pertes par la prise de plusieurs bâtimens. Quelques frégates avaient, dans cette année 1778, soutenu des combats honorables; l'*Iphigénie*, commandée par Kersaint, revint avec de riches dépouilles.

Expédition du comte d'Estaing dans l'Amérique septentrionale.

1778.

Le comte d'Estaing, dont le caractère passait pour être entièrement opposé à celui du comte d'Orvilliers, annonça faiblement la marine française dans le Nouveau-Monde. Tourmenté par des vents contraires, il n'avait pu se présenter que le 8 juillet dans les eaux de la Delaware. L'armée anglaise, instruite à temps de son approche, avait craint d'être attaquée dans Philadelphie par des troupes françaises, tandis qu'elle eût été pressée de front par l'armée de Washington, campée à Valley-Forge. Clinton, qui avait succédé au général Howe, avait quitté cette ville dans le moment où le général américain avait peu de forces pour le poursuivre ; mais, résolu d'attendre si les événemens lui permettraient de se porter de nouveau sur une ville si importante, au lieu d'embarquer ses troupes, il avait fait une lente retraite à travers le Jersey. L'Amérique retentissait alors de chants d'allégresse. Ceux qui avaient brisé les images du roi Georges proclamaient avec les accens de la plus vive reconnaissance le nom de Louis XVI.

Ce monarque ambitionnait le titre de leur libérateur. Son ministre plénipotentiaire, Gérard, allait paraître au congrès. Les membres de cette assemblée recevaient du roi de France le titre de *chers* et *loyaux* amis, qui avait été pour la Confédération suisse le prix des services

les plus constans et les plus héroïques. Malheureusement l'ivresse qu'excitaient parmi les Américains leurs succès diplomatiques, et surtout l'attente d'un secours proportionné aux forces de la première nation de l'ancien monde, les portait à une confiance inactive qui faisait le désespoir de Washington. Ce général, dans l'une et l'autre fortune, éprouvait une peine égale à retenir sous ses drapeaux des milices qui tantôt croyaient tout perdu, et tantôt affectaient de croire tout terminé. « Laissons » peu de chose à faire aux Français, disait-il » à ses lieutenans. Ils s'approchent de nous » sur le bruit de nos victoires : qu'ils ne nous » trouvent pas languissans, énervés. Ne mettons pas trop à l'épreuve une amitié naissante, une amitié politique. La règle la » plus sûre pour trouver des auxiliaires fidèles, » c'est de combattre avec autant d'ardeur que » si l'on n'en avait point. La liberté est un bien » qu'on se donne, et qu'on ne reçoit pas. A » demain la bataille, si les Anglais veulent » nous attendre. »

Victoire de Washington à Montmouth. 1778.

Le général Lee, qui venait d'être échangé, servait alors sous les ordres de Washington, et commandait son avant-garde. Les mesures vives et hardies convenaient à son caractère; mais il se voyait avec peine l'instrument de la gloire de son rival. Il attaqua les Anglais,

qui s'étaient arrêtés et retranchés auprès de Montmouth, et combattit personnellement comme un soldat irréprochable, mais non pas comme un chef actif et opiniâtre. Le corps qu'il commandait faisait sa retraite en désordre, lorsque Washington vint avec le reste de ses troupes rétablir la bataille. Les généraux Green, Wayne et La Fayette le secondèrent avec ardeur. Les Anglais plièrent aux approches de la nuit, et dès le lendemain ils précipitèrent leur retraite; ils arrivèrent à New-Yorck. Leur armée était en sûreté : mais leur flotte paraissait exposée au plus grand danger. Composée de sept vaisseaux d'un ordre inférieur, elle était hors d'état de se mesurer avec l'escadre française, forte de douze vaisseaux de ligne, parmi lesquels il y en avait un de 90 canons, le *Languedoc*, un autre de 80, le *Tonnant*, et huit de 74. Mais de si imposantes machines ne se trouvaient point propres à remplir les desseins du comte d'Estaing, qui reconnut bientôt l'impossibilité de les faire entrer dans le mouillage de Sandy-Hook, où l'amiral Howe s'était prudemment retiré. Irrité d'obstacles imprévus, trompé, à ce que l'on croit, par des pilotes américains, d'Estaing montra de l'irrésolution dans ses manœuvres. Il savait que l'amiral Byron arrivait des Antilles avec une flotte presque égale à la sienne, pour dé-

livrer l'amiral Howe. Il craignit de l'attendre auprès de Sandy-Hook. Peu de temps après qu'il s'en fut éloigné, quatre vaisseaux, échappés à une tempête qui avait dispersé et désemparé le reste de l'escadre de Byron, se réunirent sans obstacle à celle de Howe, et rendirent à celui-ci la confiance d'aller chercher d'Estaing à son tour.

Mauvais succès de l'expédition de Rhode-Island 1778.

Par les soins de Washington et de La Fayette, les Américains et les Français venaient de convenir d'un plan qui pouvait jeter beaucoup d'éclat sur les premières opérations de leurs armes réunies. Il s'agissait de la conquête de Rhode-Island. Le général américain Sullivan devait y débarquer avec cinq mille hommes; d'Estaing devait le seconder en mouillant à l'entrée de Newport, et, après avoir pris ses mesures contre l'escadre anglaise, jeter sur un autre point de l'île les troupes de débarquement qu'il avait à bord. Sullivan tint sa promesse, et réussit à s'établir dans la partie septentrionale de Rhode-Island; mais d'Estaing ne fut pas plus tôt entré dans le port, que, soit par inquiétude sur sa position, soit par un impatient désir de livrer une bataille décisive, il fit sortir toute sa flotte, et, porté par un vent favorable, arriva précipitamment sur l'escadre anglaise, qui paraissait le fuir, mais qui manœuvrait pour recouvrer l'avan-

tage du vent. Un moment allait décider à laquelle des deux nations devait rester l'empire des mers du Nouveau-Monde. Fier de la supériorité que lui donnait, non pas le nombre, mais la force de ses vaisseaux, d'Estaing s'avançait avec peu de précaution, et sans avoir sa ligne fortement établie. Howe avait parfaitement ordonné la sienne. Le combat était engagé, lorsqu'une brise s'élève, et, devenant tout à coup le vent le plus furieux, déconcerte les manœuvres, trouble pilotes, amiraux. Bientôt on a perdu de part et d'autre tout moyen comme toute volonté de combattre : on n'a plus de force ni d'intelligence que pour résister aux élémens. De moment en moment on entend le bruit des voiles qui se déchirent, des mâts qui se fracassent. Ce ne sont pas seulement les flottes ennemies qui sont séparées; il n'est presque plus de vaisseaux qui marchent ensemble. Cette tempête, qui dura quarante heures, faillit être plus fatale aux Français que ne l'aurait été un combat désastreux. Leur vaisseau amiral, le superbe *Languedoc*, de 90 canons, errait sans mât, sans gouvernail, rasé comme un ponton. Un des plus petits vaisseaux anglais, mais un de ceux que la bourrasque avait le moins maltraités, rencontre et ose attaquer ce colosse tout à l'heure si formidable. Le vaisseau amiral, qui ne peut plus ma-

nœuvrer, et qui, de tant de canons, n'en a plus que sept ou huit en état de service, est menacé de devenir la proie d'un vaisseau qui surpasse à peine une frégate. Il n'est point de ressources du désespoir, d'inventions subites que d'Estaing n'emploie pour prévenir un tel affront; mais ses efforts seront vains, si la fortune ne le seconde. Le vent continue avec violence; le vaisseau de 54 n'en reste pas moins acharné à la poursuite du *Languedoc*. La nuit vient, et il est encore là. Enfin, l'aube du jour montre à d'Estaing son salut : ce sont des vaisseaux français qui s'approchent. Le vaisseau anglais prend la fuite, sans avoir reçu le prix ni porté la peine de sa témérité. Par un singulier jeu de la fortune, le second vaisseau de l'escadre française, le *Tonnant*, de 80 canons, rasé comme le *Languedoc*, avait été, comme celui-ci, poursuivi long-temps par un vaisseau de 54, et avait dû son salut à la même cause. D'Estaing eut le bonheur de rallier successivement tous les bâtimens de son escadre, et vint d'abord reprendre le mouillage de Newport, avec le regret de l'avoir quitté.

Le comte d'Estaing n'était point un de ces hommes savamment audacieux, qui ne s'éloignent des règles de la prudence commune que pour suivre les inspirations du génie. La conquête de la ville de Newport pouvait

encore s'effectuer, et dès lors il recouvrait tous les moyens de réparer les dommages de son escadre : celle de Howe n'avait-elle pas de son côté souffert de la tempête? pourrait-elle sortir sitôt du mouillage de Sandy-Hook, qu'elle était venue reprendre? L'Américain Sullivan n'avait point quitté Rhode-Island, et y avait reçu quelques renforts. « Débarquez, faisait-il dire aux Français; vous l'avez promis : votre départ pourrait nous livrer aux Anglais; débarquez; l'honneur et l'amitié vous en font la loi. » Le marquis de La Fayette était encore plus pressant dans ses instances auprès de ses compatriotes. Le devoir qu'il s'était imposé, de soutenir avec éclat le nom français dans le Nouveau-Monde, avait tellement exalté son imagination, qu'il avait récemment provoqué à un combat singulier le comte de Carlisle, un des commissaires anglais, en le rendant responsable des expressions injurieuses pour la France que contenait une proclamation faite au nom du roi de la Grande-Bretagne. Le comte de Carlisle n'avait point cédé à cette ardeur chevaleresque, et il avait montré, dans une réponse mesurée, quels désordres naîtraient si les querelles des gouvernemens amenaient les haines individuelles et les combats singuliers.

On juge de ce que devait souffrir le marquis

de La Fayette, en présumant que les Américains auraient bientôt à se plaindre d'avoir été abandonnés par les Français dans Rhode-Island. Les représentations qu'il fit au comte d'Estaing ne furent point écoutées. L'escadre remit à la voile, et vint réparer ses dommages dans la rade commode et sûre de Boston. Sullivan eût pu se venger en faisant à lui seul un effort qui conservait encore quelques chances de succès, car de nouveaux renforts étaient à sa portée; mais il aima mieux effectuer sa retraite, pour en faire un sujet de reproche contre les alliés des États-Unis; de là un ton d'aigreur, un langage presque hostile entre les militaires de deux nations qui venaient de célébrer leur union nouvelle avec un égal enthousiasme. Le comte d'Estaing eut besoin de patience pour ramener les insurgens, qu'un exploit fait à propos eût portés à des entreprises décisives. Le nombre des Torys ou des royalistes s'accrut dans les États-Unis, et particulièrement dans les provinces méridionales. Les Anglais tournèrent leurs regards vers ces contrées fertiles, à la défense desquelles le congrès n'avait pas suffisamment pourvu. En débarquant sur les côtes de la Géorgie, ils n'éprouvèrent qu'une faible résistance. Une victoire complète qu'ils remportèrent sur une division américaine, leur valut l'importante

possession de Savanah. Bientôt ils menacèrent les deux Carolines et la Virginie.

Prise de la Dominique. Perte des îles Sainte-Lucie et St.-Pierre. 1778.

Cependant le comte d'Estaing brûlait de profiter, soit par quelque conquête, soit par une victoire navale, de la supériorité qu'il conservait encore sur l'escadre anglaise. Il avait reçu de Boston deux nouvelles qui étaient de nature à appeler ses armes sur un autre théâtre; l'une était la prise des îles Saint-Pierre et Miquelon par une division anglaise. Elles avaient été mal défendues, et le commerce français allait recevoir un dommage considérable de la perte de ces îles nécessaires pour des pêcheries, qui, outre leurs bénéfices, avaient l'avantage d'exercer nos marins. L'autre nouvelle faisait naître une brillante espérance : c'était la prise de l'île anglaise de Saint-Dominique. Le marquis de Bouillé, gouverneur de la Martinique, avait combiné dès long-temps les moyens de surprendre cette île; il avait exécuté cette entreprise habile avec un petit nombre de frégates. Une garnison de cinq cents hommes, étourdie de la vivacité de cette attaque, avait posé les armes. Les Anglais stationnés à Hallifax avaient été assez vivement émus de cette perte, qui leur en faisait craindre beaucoup d'autres du même genre. Une partie de leur flotte avait été détachée pour aller aux Antilles. Le même jour,

d'Estaing mettait à la voile. Trois bâtimens de transport, qu'une tempête jeta au milieu de son escadre, lui apprirent qu'une division anglaise le précédait sur la route des Antilles. Impatient de combattre, il vint la chercher à Antigoa, lorsqu'elle était à la Barbade; ensuite il relâcha quelques jours à la Martinique.

Funeste combat de Sainte-Lucie.

1778.

Mais les Anglais, qui ne croyaient pas être poursuivis par une escadre si puissante, s'étaient déjà portés sur l'île française de Sainte-Lucie, et en avaient fait la conquête avec la même facilité que le marquis de Bouillé avait opéré celle de la Dominique. Le comte d'Estaing, en se présentant devant le port de Sainte-Lucie, le trouva occupé par six vaisseaux anglais et trois frégates qui s'étaient embossés. Il voulut les attaquer, mais les batteries de terre les protégeaient. Après un faible choc, il change de pensée, fait débarquer ses troupes et se met à leur tête. Que mes lecteurs se rappellent le funeste combat d'Exiles, où la valeur des Français, soutenue par une opiniâtreté qu'à cette époque ils ne portaient pas toujours dans leurs opérations militaires, ne put triompher des difficultés d'un point d'attaque mal choisi, et ils auront une idée du combat de Sainte-Lucie. Arrivé sous le feu des batteries anglaises, d'Estaings ne put par-

venir à les démonter. Tous les Français qui s'élancèrent dans les retranchemens ennemis y trouvèrent la mort. Trois assauts inutiles furent suivis d'une perte de près de quinze cents hommes tués ou blessés, ce qui formait le cinquième de l'armée assaillante; et les Anglais, fort inférieurs en nombre, n'avaient presque rien perdu. Le comte d'Estaing revint à la Martinique. Les deux escadres, peu impatientes de se mesurer, s'accordèrent réciproquement toute facilité de recevoir des renforts.

Quand les événemens peu décisifs et peu mémorables de cette année 1778 furent connus à Londres et à Paris, les deux gouvernemens et même les deux nations se plaignirent également d'avoir été trahis par la fortune dans leurs combinaisons les plus sûres, dans leurs espérances les plus légitimes; on eût dit cependant qu'elle s'était fait une loi de tenir entre eux la balance égale dans le genre de guerre où elle joue le plus grand rôle, et où il est le moins facile de l'enchaîner. Il semblait que le ciel se prêtait alors à seconder les vœux de la religion et de la philosophie, en montrant qu'aucune nation ne pouvait plus obtenir, par la guerre, d'avantages signalés. Jusqu'aux fautes des gouvernemens, des amiraux, des officiers, et

jusqu'à leurs résultats, tout avait été compensé. L'Angleterre avait mis trop tard de l'activité dans ses préparatifs; la France avait peu profité de la supériorité de ses forces navales. La bataille d'Ouessant eut des suites déplorables pour notre commerce; mais, d'un autre côté, elle apprit à toutes les nations disposées à se liguer avec nous que notre marine avait acquis l'art des grandes évolutions. L'approche d'une escadre française avait fait évacuer aux Anglais Philadelphie, et depuis elle ne les avait pas empêchés de prendre Savanah. La prise de la Dominique était pour nous un dédommagement de la perte de Sainte-Lucie. Nous n'avions pris ni perdu un seul vaisseau. Les frégates avaient de part et d'autre vaillamment combattu. Je ne fais pas ici mention de ce qui s'était passé cette année dans les Indes orientales : j'attends que Suffren y paraisse.

Les succès diplomatiques de la France furent, à cette époque, plus remarquables que ses succès militaires. Le caractère de probité que montrait Louis XVI, et les talens du comte de Vergennes, rendirent, pour dix années, à la France un rang dont le partage de la Pologne, lâchement toléré, l'avait fait descendre.

Guerre entre l'empereur et le roi de Prusse, au sujet de la succession de Bavière.
1778.

Le ministre des affaires étrangères avait deux objets à remplir : former la ligue des puissances maritimes contre l'Angleterre, et prévenir sur le continent des guerres dans lesquelles la France eût été bientôt forcée d'intervenir. Dans le temps où nos escadres allaient défier les escadres anglaises, l'Allemagne était menacée d'un embrasement qui pouvait avoir la même durée et la même violence que les deux guerres produites par la rivalité de la Prusse et de l'Autriche : c'étaient ces puissances qui se mesuraient encore, et sur ces mêmes champs de bataille qu'elles avaient tant de fois jonchés de morts et de ruines. Frédéric, vieilli moins par l'âge que par des fatigues héroïques, était armé pour contenir l'ambition de Joseph II, qui, trop fidèle imitateur de la jeunesse de ce grand homme, quittait brusquement le rôle d'un prince philosophe pour prendre celui d'un prince conquérant. Le partage de la Pologne, sur lequel il avait vaincu les scrupules de Marie-Thérèse, annonçait déjà que les maximes philanthropiques vers lesquelles il inclinait ne gênaient point sa politique. Jaloux de la France, et trop fidèle au souvenir des maux et des dangers dont les armes de cette nation avaient entouré son berceau, il croyait cependant pouvoir user sans réserve de l'ascendant qu'un traité et le mariage

de sa sœur semblaient donner au cabinet de Vienne sur celui de Versailles. Louis XVI, que le comte de Maurepas, et surtout le comte de Vergennes, avertirent de se mettre en garde contre un prince ambitieux, n'avait point pris avec son beau-frère d'engagement indiscret. Il eut bien à se féliciter de cette prudence, quand la mort inopinée de l'électeur de Bavière développa les injustes pensées de Joseph II et du prince de Kaunitz.

L'électeur de Bavière avait pour héritier l'électeur palatin, prince faible, qui était étonné et comme effrayé d'un si bel accroissement de possession. Une invasion subite de la Bavière, faite par Joseph II, sous un vague prétexte de suzeraineté, comme roi de Bohême, décida le pusillanime électeur à céder à l'Autriche les deux tiers de son nouvel État. Le prince de Deux-Ponts, son héritier, n'avait pas cinq cents hommes à opposer aux armées de l'empereur : il se taisait. Le vieux Frédéric se déclara son vengeur, et celui de tous les princes allemands. Celui qui, vingt ans auparavant, avait été traduit au ban de l'empire, prête toute la force de sa gloire et de son génie à ce corps languissant. Sa résolution est prise; ses formidables armées sont déjà dans la Bohème; voilà son premier manifeste. En vain l'Autriche l'invite-t-elle à imiter son exemple

pour s'agrandir : fidèle au rôle d'un vengeur de l'indépendance germanique, rien ne tente celui qui vient de concourir au partage de la Pologne. Joseph II est contenu dans son ardeur belliqueuse par une mère qui se pardonne à peine le sang qu'elle fit verser dans le vain espoir de reconquérir la Silésie. Vergennes, qui comprend (suivant l'expression du roi de Prusse dans ses Mémoires) que l'*Autriche se fait de la Bavière une galerie pour pénétrer dans l'Alsace et dans la Lorraine*, encourage secrètement la Prusse, intimide l'Autriche, et lui fait passer de sévères représentations par l'organe de l'impératrice de Russie. Deux armées de cent mille hommes chacune, qui sont en présence, font, sur les confins de la Bohème et de la Silésie, des marches, des contre-marches tout-à-fait semblables à celles d'une petite guerre. La politique, qui veut les séparer, se sert de l'autorité de la philosophie. Frédéric est devenu assez puissant pour se montrer un ami de l'humanité. Joseph II voit bien qu'il faut attendre une autre occasion de gloire. On pose les armes; et la cession du petit cercle de Burkausen, faite par la Bavière à l'Autriche, termine un conflit qui pouvait coûter la vie à trois millions d'hommes. La succession et tous les droits du prince des Deux-Ponts sont assurés, parce que Frédéric

Paix de Teschen. 13 mai. 1778

a interposé pour lui la majesté de son nom. Cet événement diplomatique excite la joie de l'Europe, et surtout des Français. On s'exalte, on s'enivre d'espérances : on croit que le secret de détourner la guerre peut être inscrit au nombre des grandes découvertes du dix-huitième siècle.

On se flatta un moment que la guerre maritime serait étouffée dans son principe, et que le choc d'Ouessant suffirait pour annoncer aux deux nations rivales l'impossibilité d'obtenir l'une sur l'autre un triomphe complet. La cour d'Espagne ne parlait que de médiation; elle proposait à la France et à l'Angleterre une trêve indéterminée qui eût été rendue commune aux insurgens de l'Amérique. Les Anglais auraient continué d'occuper les ports et les villes qu'ils avaient conquis dans cette contrée : toute attaque ultérieure leur eût été interdite. L'Espagne, pour tout le reste, en appelait au temps, comme au plus puissant des médiateurs; elle évitait, par des offres de cette nature, de prêter un appui direct à des colonies dont l'exemple pourrait un jour séduire les siennes. La France parut goûter de telles propositions : l'Angleterre s'offensa de ce qu'on voulait arracher d'elle, sans combat, une déclaration tacite de l'indépendance de ses colonies révoltées. *Sauvons notre gloire, si nous ne pouvons*

L'Espagne se rend médiatrice entre l'Angleterre et la France, et se déclare pour celle-ci.

1779.

sauver toute l'étendue de notre puissance : ce fut le cri de tous les Anglais. On vit cependant que le cabinet britannique n'envisageait pas sans effroi la réunion des forces navales de l'Espagne à celles que la France déployait avec honneur. La conduite de lord North fut timide envers la cour de Madrid, comme elle l'avait été quatre ans envers celle de France. Il laissa l'Espagne accroître ses préparatifs sans faire attaquer les riches convois sortis des ports du Mexique, du Pérou et des îles Philippines.

Pendant ce temps, le comte de Vergennes éblouissait Charles III par une perspective bien plus séduisante que celle qui lui avait été présentée par le duc de Choiseul vers la fin d'une guerre malheureuse. L'ambassadeur français auprès de la cour de Madrid ne cessait de lui représenter que le moment était favorable pour faire cesser le continuel affront que les Anglais, du haut du rocher de Gibraltar, faisaient à l'Espagne; pour recouvrer l'île de Minorque, station si importante dans la Méditerranée, et pour mettre à couvert les possessions du Nouveau-Monde par la conquête des deux Florides. Louis XVI promettait encore à Charles III l'importante possession de la Jamaïque. C'était encore peu que tous ces avantages. Deux flottes combinées, qui allaient

couvrir l'Océan de l'appareil le plus majestueux et le plus formidable, pouvaient détruire dans les ports de l'Angleterre ces chantiers, ces arsenaux où se forgeaient, depuis un siècle, des chaînes pour le commerce des deux mondes. Les Anglais, menacés chez eux, seraient forcés de rappeler bientôt leurs troupes disséminées dans un si grand nombre de colonies, de ports et de forteresses : arriveraient-elles à temps pour repousser quarante mille Français déjà rassemblés sur les côtes de la Bretagne, de la Normandie et de la Picardie? Quelle ardeur régnait dans cette armée, qu'on exerçait sans cesse aux manœuvres les plus savantes! Tous les princes voulaient y servir. Le maréchal de Broglie la commandait. Le plus grand signe de faveur pour les jeunes officiers, la plus belle récompense accordée aux vieux militaires qui n'avaient point trahi l'honneur de la France dans les fatales plaines du Hanovre, c'était d'aller servir sous les ordres du vainqueur de Berghen. Le marquis de La Fayette quittait l'Amérique pour venir occuper le grade de major-général dans une armée qui semblait vouée à l'humiliation de la nouvelle Carthage. Eût-elle dû remonter sur les vaisseaux après une course rapide sur ces rivages, elle les aurait couverts d'assez de ruines pour fonder

désormais la sécurité commerciale et politique du continent.

Menace d'une descente des escadres espagnole et française en Angleterre.

1779.

C'était ainsi que le comte de Vergennes faisait oublier au possesseur des trésors du Nouveau-Monde le danger d'assister des colonies révoltées contre une métropole impérieuse. L'Espagne publia son manifeste contre l'Angleterre; la France se rappela qu'elle n'avait point encore donné le sien, et répara cette omission. Pendant ce temps, les flottes alliées marchaient au-devant l'une de l'autre. Le comte d'Orvilliers était sorti de Brest le 3 juin 1779, avec trente-deux vaisseaux de ligne. L'amiral anglais Charles Hardi, avec trente-huit vaisseaux de ligne, n'avait osé ou n'avait pu se placer entre les deux escadres qui allaient se réunir : leur jonction se fit le 25 juin; elles formaient un ensemble de soixante-six vaisseaux de ligne, qu'accompagnait une multitude de frégates et de petits bâtimens. On admirait dans cette flotte le vaisseau espagnol *la Trinité*, de 114 canons, les vaisseaux français *la Bretagne* et *la ville de Paris*. Sept autres portaient 80 canons. Le comte d'Orvilliers commandait les deux flottes. Le comte de Guichen avait l'avant-garde; l'arrière-garde était sous les ordres de don Gaston. Deux escadres légères, l'une commandée par la Touche-Tréville, et l'autre par don Louis

de Cordova, allaient à la découverte. Trois cents bâtimens de transport, rangés à Saint-Malo et au Havre-de-Grâce, attendaient des troupes prêtes à s'embarquer. L'Angleterre fut exposée à ce péril dans le moment où le génie ne présidait pas aux destinées de la France. L'incertitude, l'immobilité et la pesanteur castillane ne se communiquèrent que trop aux marins français. Maîtres de la mer, ils parurent d'abord s'y admirer avec complaisance, et ensuite s'y promener avec ennui.

Cette escadre, qui avait été contrariée par les vents, mais qui s'embarrassait aussi de vaines précautions, erra deux mois avant d'entrer dans le canal de la Manche. Enfin, elle se présenta devant Plymouth le 15 août. Telle était l'infériorité des forces de l'amiral anglais, qu'il n'osait venir au secours de cette rade. Les opérations allaient commencer. Les alliés venaient de s'emparer, à la vue de Plymouth, d'un vaisseau anglais de 64, qui était parti de Portsmouth pour aller rejoindre la grande flotte. Tout à coup un vent furieux bat les vaisseaux alliés, et les chasse du canal; en vain d'Orvilliers cherche-t-il, les jours suivans, à en fermer l'entrée aux Anglais; le 30 août, Charles Hardi profite d'un vent favorable, pénètre dans le canal, et bientôt dans la rade de Plymouth; de là il brave l'escadre

alliée, qui fait de vains efforts pour l'attirer au combat, et se retire. L'équinoxe approchait; les vivres commençaient à devenir rares sur la flotte; des maladies contagieuses lui avaient enlevé près de cinq mille hommes: voilà quelles furent les excuses du comte d'Orvilliers pour couvrir l'issue languissante et peu honorable du plus vaste armement qui eût encore paru sur les mers. On revint à Brest. Les Anglais, aussi confians et plus orgueilleux qu'après la bataille d'Ouessant, protégèrent l'arrivée de leurs riches convois, et se vengèrent de la crise qu'ils venaient d'éprouver, par les riches dépouilles que leur offrirent le commerce et les galions de l'Espagne.

Conquête de l'île Saint-Vincent et de la Grenade.

1779.

La fortune parut être plus favorable aux Français dans l'autre hémisphère; mais ses faveurs furent courtes et peu proportionnées à l'enthousiasme qu'elles inspirèrent. Le comte d'Estaing avait reçu, comme je l'ai déjà dit, des renforts considérables. Les divisions que lui avaient successivement amenées les chefs d'escadre Lamothe-Piquet et de Grasse, élevaient son escadre au nombre de vingt-cinq vaisseaux de ligne. Il venait, dans la campagne précédente, d'expier tour à tour l'excès de la circonspection et celui de l'audace. Le souvenir du fatal échec de Sainte-Lucie ne l'empêcha pas de se préparer à des entreprises

dignes de l'impétuosité française. L'amiral Byron n'avait que vingt-un vaisseaux de ligne à lui opposer. Le comte d'Estaing résolut d'attaquer l'île de Saint-Vincent, et ensuite celle de la Grenade. Quelques frégates, confiées au chevalier de Saint-Romain, suffirent pour la conquête de la première. Les Caraïbes, habitans d'une partie de cette île, dont les Anglais avaient peu ménagé la sauvage indépendance, s'unirent aux Français pour investir une faible garnison qui posa les armes sans combat.

Des fortifications imposantes semblaient mettre la Grenade à l'abri d'une surprise. Le gouverneur Macartney avait sous ses ordres mille soldats soutenus par des milices du pays. Le 2 juillet, le comte d'Estaing y débarque avec deux mille trois cents hommes. Bien sûr que Byron ne tardera point à venir le chercher dans ces parages, il ne veut pas différer l'attaque. Il partage sa petite troupe en trois colonnes ; il commande celle du centre ; le colonel Arthur Dillon marche à la tête de ses braves Irlandais. Le vicomte de Noailles, guerrier non moins valeureux, est à la tête de la troisième colonne. On se dirige vers un morne fortifié qui domine la forteresse, la ville et le port. Après quelques attaques simulées, l'assaut se donne. D'Estaing saute le premier dans

les retranchemens ennemis ; les grenadiers et les canonniers le suivent : Français, Irlandais se précipitent avec une égale ardeur. Arthur Dillon, quoique blessé, ne cesse d'animer ses soldats. Tous les retranchemens sont emportés avant la nuit ; le sang des vaincus est épargné. Le lendemain, le fort capitule, ou plutôt les Anglais se livrent à la discrétion des vainqueurs.

Bientôt la fortune présente à d'Estaing l'espoir d'un triomphe plus important. Il voit, le 6 juillet, l'escadre de Byron qui s'approche, et croit encore pouvoir secourir la Grenade menacée : c'est à qui des soldats français obtiendra la permission de monter sur les vaisseaux. Les Anglais reconnaissent leur erreur en s'approchant du port ; mais il n'est plus temps pour eux d'éviter le combat : ils l'engagent au moins de manière à s'assurer une retraite facile ; les vents favorisent cette disposition ; trois vaisseaux anglais, qui ont été exposés au premier choc, sont en danger de périr ou d'être pris. Byron parvient à les rallier à son escadre, et se retire à Saint-Christophe. D'Estaing vient se présenter devant lui, et pendant plusieurs jours lui offre inutilement le combat. Les Français dominent sur la mer des Antilles.

Singulière exaltation des esprits en France, aprè la prise de la Grenade.

Les trois événemens militaires qui, sous le règne de Louis XV, et sous celui de Louis XVI, excitèrent le plus l'enthousiasme des Français, furent la bataille de Fontenoy, la prise de Mahon et celle de la Grenade. Un seul pourtant, et c'est le premier, paraissait digne d'exalter l'orgueil d'une nation qui comptait tant de grandes journées dans ses fastes militaires. La prise du fort Mahon ouvrait avec éclat une guerre qu'on n'avait pas envisagée sans terreur. Un brillant assaut avait été suivi d'une victoire navale assez bien caractérisée. La conquête de la Grenade était un événement à peu près de la même nature, mais dans de plus petites proportions. Il n'y avait pas là de fort Saint-Philippe; la bataille navale n'avait eu qu'un résultat médiocre; mais depuis vingt ans on n'avait pas entendu parler d'un de ces exploits où la valeur française brille de cette vivacité, et, si j'ose le dire, de cette grâce qui lui est particulière. On maudissait une circonspection savante qui conduisait à des résultats ou funestes, ou insignifians; on attendait tout d'un général qui rivalisait d'ardeur avec ses grenadiers.

Funeste expédition de Savanah.

1779

Tandis qu'on se plaisait à voir le comte d'Estaing arborer successivement l'étendard de France sur tous les forts anglais des Antilles, et augmenter notre richesse coloniale de possessions déjà florissantes et faites pour

exercer notre active industrie, un mouvement plus généreux que réfléchi l'avait porté au secours de ces insurgens dont, en France, on oubliait un moment la cause. Pressé par les cris des Américains, qui murmuraient contre leurs alliés, et se plaignaient de toutes les entreprises inutiles à leur salut, il avait tourné ses voiles vers Savanah, capitale de la Géorgie. En arrachant cette ville aux Anglais, il délivrait toute la partie méridionale des États-Unis. Une autre entreprise sur New-Yorck, que la même année pouvait voir accomplie, terminait cette guerre continentale. Ainsi, le comte d'Estaing renonçait volontairement aux conquêtes faciles qui pouvaient suivre celle de la Grenade; il sacrifiait une gloire presque assurée pour une expédition hasardeuse, et préférait l'honneur de sa patrie aux avantages directs qu'il lui pouvait assurer. Je dois faire ici une remarque non moins importante pour notre gloire nationale que pour l'intérêt de la morale politique. Les Français, qui se reprochaient l'affaire de Rhode-Island, brûlaient de l'expier, et ne cessèrent plus de se montrer généreux pour chacun de leurs alliés dans le cours de cette guerre maritime. Si la France fut presque toujours puissante par ses alliances, elle le dut à un caractère de fidélité héroïque qui faisait encore plus le partage

de ses guerriers que de ses hommes d'État. Elle est demeurée forte pour avoir conservé ce reste précieux de l'esprit de chevalerie. Ses intérêts politiques ont résisté à des fautes et à des malheurs multipliés, parce qu'elle a repoussé le plus souvent l'égoïsme national. Le malheur qu'éprouva le comte d'Estaing sous les murs de Savanah ne doit pas effacer le mérite d'une résolution loyale et toute française.

Cette ville était pour les Anglais une place d'armes, d'où ils faisaient de continuelles excursions, non-seulement dans la Géorgie, mais dans les deux Carolines. Les insurgens de ces contrées avaient peine à se défendre contre des royalistes nombreux. Washington était aussi occupé à étouffer des semences de dissensions intestines, qu'à contenir l'armée anglaise dans New-Yorck et Rhode-Island. Sullivan employait des troupes aguerries à punir des hordes sauvages qui avaient couvert de sang et de ruines des cantons populeux. Le général américain Lincoln, qui commandait les troupes géorgiennes, avait reçu avis de l'arrivée de la flotte française. Il vint, avec un corps peu nombreux, protéger le débarquement, qui eut lieu sans obstacle le 15 septembre, à trois milles de Savanah. Cinq mille Français se réunirent à trois mille Amé-

ricains. Ces derniers avaient dans leur rangs Pulawski et d'autres Polonais, ardens encore à défendre la liberté lorsqu'ils étaient sans patrie. Le général anglais Prevost, qui commandait dans Savanah, répondit en termes vagues et faibles, qui semblaient annoncer une intention prochaine de capituler; mais il attendait un renfort considérable. Une trêve qu'il obtint, et qu'il eut l'art de prolonger, lui permit de recevoir ce renfort et d'achever, avec le secours des Nègres, les fortifications de la place. Dès lors il changea de langage. Le siége, qu'on avait trop différé, paraissait devoir traîner en longueur. D'Estaing, confus d'avoir été joué, ne parlait que de punir sans délai un ennemi perfide. Il faisait pleuvoir les bombes sur une ville américaine. Les Anglais voyaient avec flegme la destruction de Savanah; leurs ouvrages avancés n'avaient encore que peu souffert. Le mouillage de la flotte française n'était pas sûr : on touchait à une saison qui le rendait plus dangereux. Les inquiétudes que le comte d'Estaing concevait, comme marin, lui firent faire, comme général, une faute sur laquelle l'expédition de Sainte-Lucie eût dû le rendre circonspect. Les murs de Savanah n'offraient point de brèche praticable quand il résolut de les emporter d'assaut. Le 9 octobre, les alliés s'avancent sous le feu d'une artillerie

que les Anglais dirigeaient avec beaucoup d'art et de précision. D'Estaing, Lincoln et Pulawski combattaient avec la plus noble émulation de courage. Après beaucoup d'efforts, quelques grenadiers français parviennent à sauter dans la ville : une vive canonnade arrête les troupes qui veulent les suivre. Une brèche a été ouverte sur un autre point : Pulawski y court à toute bride avec deux cents cavaliers ; il espère y pénétrer et venir aux secours des grenadiers français : comme il est près de la muraille, il reçoit une blessure mortelle. Sa troupe hésite. D'Estaing veut renouveler le même effort ; il est blessé à son tour, ainsi que les vicomtes de Fontange de Bethisi, et le baron de Steding. Il faut penser à la retraite ; elle se fait en bon ordre : faible consolation d'un tel revers. La perte des alliés, en tués, blessés et prisonniers s'élevait à près de onze cents hommes. Affaiblis à ce point, comment continuer le siége? Lincoln se rejette avec les Américains dans la Caroline ; d'Estaing regagne tristement ses vaisseaux ; il en conduit une partie aux Antilles, et revient avec le reste en Europe.

Evacuation de Rhode-Island par les Anglais. 1779.

En se représentant deux fois sans succès sur les côtes du continent américain, d'Estaing avait, par sa seule apparition, produit plus d'effet que par ses armes. En 1778, les

Anglais, sur le bruit de son approche, avaient quitté Philadelphie. En 1779, Clinton, effrayé par la même cause, abandonna Rhode-Island pour concentrer ses forces autour de New-Yock, où il ne fut point attaqué.

Comme le comte d'Estaing avait honoré ses revers par sa bravoure, l'opinion publique lui demeura plus fidèle qu'elle ne l'est ordinairement à un général malheureux ; mais il cessa d'être employé par la cour de France. On se plut à répandre que des ministres jaloux et des marins insubordonnés arrêtaient dans sa carrière le seul de nos généraux et de nos amiraux qui se fît craindre des Anglais. Dix ans après on eut une triste occasion de reconnaître que le comte d'Estaing, malgré des qualités brillantes, était bien loin de pouvoir prétendre à la réputation d'un grand caractère et d'un esprit fécond en ressources.

Prise du Sénégal par le duc de Lauzun. 1779.

Deux hommes avaient conduit avec succès, pendant l'année 1779, une expédition utile : c'étaient le marquis de Vaudreuil et le duc de Lauzun. Le premier s'était présenté avec une petite escadre devant l'établissement du Sénégal, que nous avions cédé aux Anglais par le traité de Paris. Le duc de Lauzun avait soumis avec rapidité plusieurs forts anglais sur les rivières de Gambie et de Sierra-Léona.

Neutralité armée des puissances du Nord. 1779.

Ainsi les quatre parties du monde étaient engagées dans cette guerre ; mais elle acquérait moins de vigueur que d'étendue. La France avait pour elle les vœux et les secours indirects de toutes les puissances maritimes. Les cours du nord de l'Europe, malgré les motifs permanens de rivalité, préparaient, sous les auspices et par les soins du comte de Vergennes, une ligue dont la combinaison était un événement nouveau dans la diplomatie. L'Angleterre, depuis le commencement du siècle, s'était arrogé un droit qui rendait les guerres maritimes plus profitables pour son commerce que la paix même ; elle soumettait à un droit de visite les navires des puissances neutres, les confisquait sous différens prétextes, et surtout lorsqu'ils portaient à ses ennemis des instrumens et des matériaux pour des constructions navales. L'impératrice de Russie, Catherine II, avait trop le sentiment de sa puissance et de sa gloire pour tolérer cet outrage. La crainte d'être forcée à l'endurer en silence l'avait détournée d'une guerre contre la Turquie. Ces deux empires s'étaient trouvés heureux que la France calmât leurs nouveaux différens. Le roi de Suède, Gustave III, était impatient de donner une dignité extérieure à la couronne qu'il avait en quelque sorte reconquise. Il entraîna dans ses résolutions le

roi de Danemarck, intéressé, comme lui, à ne point souffrir de gêne dans une exportation assez considérable. Ces puissances publièrent un commun manifeste pour annoncer que des croisières protégeraient le commerce de leurs sujets : voilà ce qui fut appelé *la neutralité armée* ; effort sans doute trop faible, vu l'excès de l'oppression commune, mais qui pouvait faire craindre aux Anglais d'irriter de nouveau les puissances de la Baltique. Ils affectèrent de les ménager, mais sans déroger textuellement à un droit prétendu dont ils faisaient, comme de leur acte de navigation, le palladium d'un commerce usurpateur.

Les Anglais menacent la Hollande.

Ils eurent beaucoup moins de modération envers la Hollande. Cette république expiait chaque jour le tort d'une timide déférence pour une puissance maritime qui régnait à sa place dans les mers des Indes, et paraissait, non pas protéger, mais tolérer l'existence de ses belles colonies. La maison d'Orange, autrefois si distinguée par l'énergie de son patriotisme, était devenue, depuis le rétablissement du stathoudérat, secrètement complice de l'abaissement de sa patrie. Comme elle avait besoin d'être protégée contre les ressentimens et les ombrages des vieux républicains, elle mettait tout son espoir dans l'Angleterre, et livrait la Hollande au vasselage qu'elle-même subissait.

Il tardait aux Anglais de se dépouiller du vain masque de protecteurs de la Hollande, pour fondre sur ses colonies, et saisir avidement tous les avantages d'une attaque imprévue. Le plan de campagne de leurs ministres, pour l'année 1780, était dirigé vers ce but. Les craintes qui avaient rendu long-temps leur politique timide, avaient cessé depuis la vaine apparition des escadres combinées de France et d'Espagne dans le canal de la Manche. Ils se réjouissaient surtout de ce que le siége de Gibraltar employait et consumait les forces les plus imposantes de ces deux puissances.

Gibraltar, depuis la déclaration de l'Espagne, était bloqué par terre. Les divisions de l'escadre espagnole allaient quitter successivement la rade de Brest et celle de Cadix pour fermer aux Anglais l'entrée du détroit. Déjà don Juan de Langara croisait à la hauteur du cap Sainte-Marie avec une escadre de neuf vaisseaux de ligne. L'amiral Rodney, qui avait reçu la mission d'approvisionner Gibraltar avant de se rendre aux Antilles, s'efforça de saisir le moment où les forces espagnoles n'étaient point encore rassemblées : nul des amiraux anglais ne comptait davantage sur la fortune, et l'audace de ses promesses paraissait aller jusqu'à la jactance. Il avait obtenu de

grands succès dans la guerre de sept ans. Quand celle d'Amérique éclata, il se trouvait en France. Des dettes qu'il avait imprudemment contractées le retinrent plus d'un an à Paris. Un jour, en dînant chez le maréchal de Biron, il s'était expliqué avec un égal dédain sur la timidité des marins français et sur celle de ses compatriotes. Il annonçait que, s'il se trouvait à la tête d'une escadre anglaise, il saurait bien détruire successivement les forces navales des Espagnols et celles des Français. Cette indiscrétion fut ce qui lui rouvrit le chemin de la gloire. Le maréchal de Biron tira une vengeance noble, mais indiscrète, de cette insulte faite à sa patrie : peu de jours après il acquitta les dettes de Rodney. *Partez, monsieur*, lui dit-il ; *essayez de réaliser vos promesses ; les Français ne veulent pas se prévaloir de l'obstacle qui vous empêchait de les accomplir: c'est par leur bravoure qu'ils mettent leurs ennemis hors de combat.*

L'amiral Rodney bat une escadre espagnole, et ravitaille Gibraltar.

8 janvier. 1780.

Rodney partit, vint répéter à Londres et au cabinet de Saint-James les discours qu'il avait tenus à Paris. Une flotte de vingt-un vaisseaux de ligne et un immense convoi lui furent confiés. La fortune (qu'on me permette de me servir souvent de ce mot dans le récit d'une guerre maritime) lui fit d'abord rencontrer vingt-une voiles espagnoles qui voyageaient

sous l'escorte d'un vaisseau de ligne. Il s'empara du convoi et du vaisseau. Peu de jours après il rencontra, à la hauteur du cap Sainte-Marie, don Juan de Langara, qui attendait, avec neuf vaisseaux, des renforts que la tempête et de mauvaises manœuvres avaient arrêtés dans leur marche. Rodney le força au combat. La valeur ne put que retarder l'issue désastreuse de cette lutte inégale. Les Espagnols, inférieurs en force, avaient en outre le désavantage de monter des vaisseaux trop lourds. La mer, violemment agitée, les poussait contre les rochers de Saint-Lucar. Après un long choc, un des vaisseaux espagnols s'embrase, et six cents hommes sont abîmés dans les flots. Trois autres amènent leur pavillon. Don Juan combattait encore sur son vaisseau amiral, *le Phénix*, de 80 canons. Blessé dangereusement, et n'ayant plus autour de lui que des hommes hors de combat, il se rend aux Anglais. Deux autres vaisseaux espagnols furent pris dans la poursuite; mais, par un singulier coup du sort, ceux qui s'en emparèrent furent conduits à Cadix. La tempête les avait jetés entre des écueils. Les pilotes espagnols, manœuvrant avec habileté, sauvèrent la vie de leurs vainqueurs, dont ils firent leurs captifs. Rodney entra triomphant à Gibraltar, où il amenait des provisions de toute espèce. C'était la pre-

pas moins glorieuses. Il avait remis à la voile, et c'était encore Sainte-Lucie qu'il menaçait; mais il s'aperçut bientôt qu'il ne pouvait faire de surprise à Rodney. Les deux escadres furent bientôt à portée l'une de l'autre. Guichen se retira, mais avec l'espérance que les Anglais mettraient dans la poursuite un désordre dont il pourrait profiter. Il s'arrêtait quelquefois et se présentait dans le plus bel ordre de bataille. Le 15 mai au soir, son arrière-garde fut atteinte par l'avant-garde anglaise. Le feu fut vif et ne produisit d'autre effet que d'endommager de part et d'autre des vaisseaux qui vinrent en bon ordre rejoindre leur escadre. Le 19 mai, Guichen attendait la bataille : Rodney vint la présenter. Rien ne fut donné à l'impétuosité dans ce choc général. Rodney fut forcé par son adversaire d'être méthodique dans tous ses mouvemens; il ne put parvenir à rompre sur aucun point la ligne des vaisseaux français. Désespéré d'avoir fait trois efforts inutiles, il alla mouiller à la Barbade, et eut, en y entrant, le chagrin de voir périr un de ses vaisseaux qui avait été exposé au plus grand feu de la bataille. Le comte de Guichen revint avec tous ses vaisseaux à la Martinique. Il avait eu, dans ces deux combats, environ douze cents hommes tués ou blessés, et sept ou huit cents dans la bataille du 16 mai. La perte des Anglais

dut être au moins égale. Parmi les bons officiers que ces batailles enlevèrent à la marine française, on regrettait le fils du comte de Guichen.

Le résultat de la dernière action était extrêmement avantageux aux Français, parce qu'ils attendaient l'arrivée de douze vaisseaux de ligne espagnols, et que l'amiral Rodney, forcé d'entrer dans un mouillage incommode, leur ouvrait un libre passage. La jonction des deux escadres française et espagnole se fit sans obstacle, entre la Dominique et la Guadeloupe. Rodney était sorti trop tard pour l'empêcher. Que ne devait-on pas espérer d'une escadre qui, après avoir livré trois combats glorieux, se trouvait accrue de douze vaisseaux de haut bord, d'un grand nombre de frégates, et de douze mille soldats espagnols! Solano, qui avait amené un si puissant renfort, était cité pour sa loyauté et pour sa bravoure. Il avait promis à son gouvernement la conquête de la Jamaïque. Guichen avait promis au sien celle des possessions anglaises dans les îles, et surtout la reprise de Sainte-Lucie. Ces deux amiraux ne purent parvenir à s'accorder sur les opérations qu'ils allaient accomplir. La joie qu'avaient eue les soldats français, en se mêlant aux soldats espagnols, fit place au sentiment le plus pénible, quand ils virent

Jonction des escadres française et espagnole dans les Antilles.

1780.

ceux-ci frappés d'une maladie contagieuse, qui était moins le résultat d'une longue traversée, que de la malpropreté, vice héréditaire de cette nation. Les précautions de l'hygiène navale n'étaient alors bien connues que des Anglais ; elles opéraient, pour l'accroissement ou pour le maintien de leur puissance maritime, plus d'effet que leurs évolutions. Quand on combat une nation instruite et industrieuse, il faut rivaliser avec elle dans tout ce que les arts et les sciences imaginent pour le développement des moyens militaires. Les Français négligeaient différens détails pour la salubrité de leurs vaisseaux et le régime de l'équipage ; les Espagnols négligeaient ou ignoraient jusqu'aux plus simples précautions. C'était surtout à cette cause que les Anglais, menacés, l'année précédente, sur leurs propres rivages, par soixante-six vaisseaux de ligne, avaient dû leur salut ; c'est à elle qu'ils durent, en 1780, de conserver leurs îles d'Amérique. En peu de temps les Français furent frappés de la même maladie que les Espagnols. On n'était occupé que de débarquer des malades, qui rarement recouvraient la santé sous le soleil brûlant des Antilles. Rodney reçut des renforts. Guichen, qui perdait le fruit d'une campagne glorieuse, saisit le prétexte d'une escorte à donner aux convois de Saint-

Domingue et de la Havane, pour revenir en Europe avec des équipages languissans qui imploraient la terre natale. Au moins cette année fut la première où tous les retours furent heureux. L'intrépide Lamothe-Piquet avait donné aux marins l'exemple de se dévouer pour le salut du commerce. Il avait rendu fameux, par plusieurs actions d'éclat, l'*Annibal*, vaisseau de 74.

Langueur des insurgens. Ses causes.

La guerre des Antilles, le siége de Gibraltar, faisaient le désespoir des insurgens d'Amérique, qui se croyaient oubliés, et qui auraient voulu que toutes les flottes d'Espagne et de France fussent employées à la sûreté de leurs rivages. L'énergie républicaine était bien affaiblie dans une nation qui demandait à deux monarques d'arracher aux Anglais cinq ou six villes que ceux-ci possédaient encore. Les insurgens auraient été sans excuse à cette époque, s'ils avaient formé une seule nation ; mais ils continuaient d'en former treize. Leur plus grande crainte était d'être trop intimement unis entre eux. Leur commerce languissait ; un besoin continuel de munitions le rendait désavantageux. Les ressources de l'agriculture s'affaiblissaient dans un pays souvent dévasté ; le papier-monnaie, toujours funeste dès qu'un patriotisme exalté ne prête point de valeur à des hypothèques incertaines ou illusoires,

tombait avec une extrême rapidité. La guerre avait moissonné beaucoup d'ardens républicains ; les négociations appelaient ou retenaient au loin plusieurs de ceux qui, par leurs lumières et leurs vertus, étaient les appuis de la patrie ; les membres du congrès se montraient, en général, extrêmement craintifs sur l'établissement d'une force militaire qui eût survécu à la nécessité de combattre. Le général Lee venait d'être humilié : le congrès avait puni sa conduite équivoque dans la bataille de Montmouth, par une année d'interdiction du service militaire. Arnold faisait oublier sa gloire par des vices qui allaient le précipiter dans un crime. Le général Gates n'avait plus de commandement. Sullivan n'était point heureux. Washington ne voulait être ni paraître un dictateur perpétuel ; il faisait des représentations dans les jours tranquilles, et ne donnait des ordres qu'à l'approche des plus grands périls. Il reconnaissait ne pouvoir plus sauver sa patrie qu'à l'aide d'une armée française ; Franklin et le marquis de La Fayette veillaient, de Paris, à en presser la formation et le départ.

Prise de Charles-Town par les Anglais. 1780.

Des revers multipliés furent pour les Américains les suites de la fatale journée de Savanah. Les Anglais, qui reçurent des renforts considérables, reconquirent toute la Géorgie,

et ne cessèrent de désoler les deux Carolines. Le général Cornwalis, qui dirigeait cette expédition, ne permit à l'Américain Lincoln de rallier ses troupes dans aucune position. Bientôt il le força de s'enfermer dans Charles-Town; et, après un siége conduit avec vigueur, il entra dans cette ville, où il fit prisonniers tous les Américains échappés à Savanah. Les Anglais, et surtout les Hessois, qui faisaient la force principale de cette armée, parcoururent en vainqueurs impitoyables une province où tout excitait leur cupidité, où rien ne mettait plus leur courage à l'épreuve. Les patriotes abandonnaient les villes; ils avaient à craindre d'être fusillés, même après avoir posé les armes. Les femmes de la Caroline osèrent seules défendre quelquefois leurs foyers contre les Anglais: bientôt elles furent comprises dans la proscription. Elles s'estimaient heureuses d'être réunies à leurs maris, à leurs enfans, dans les prisons ou à bord des vaisseaux qui les conduisaient en exil. Les lettres qu'elles écrivaient de là étaient des manifestes qui ramenaient au combat leurs compatriotes. Souvent elles parvenaient à s'échapper avec leurs fils, avec leurs frères, et elles en faisaient des soldats intrépides.

La constance des femmes de la Caroline produisit les plus heureux effets. Des levées,

que depuis long-temps on n'osait plus faire dans l'épuisement du trésor public, se firent, comme au commencement de la guerre, au nom de l'honneur et de la patrie. Boston et tout le Massachusset revinrent à leur première ardeur. Washington eût voulu conduire les secours qui marchaient vers la Caroline, mais sa petite armée était plus que jamais nécessaire à la défense du Jersey, et même de Philadelphie. La possession de New-Yorck permettait à Clinton de renouveler souvent ses excursions et ses attaques. Le moment allait bientôt venir d'attaquer les Anglais dans un poste si inquiétant pour toute l'Amérique. Le marquis de La Fayette et le chevalier de la Luzerne, nouveau ministre de la cour de France auprès du congrès, venaient de débarquer en annonçant l'arrivée d'une escadre et d'un convoi. Washington cherchait les moyens de faire la jonction de son armée avec ce corps auxiliaire.

Bataille de Cambden. 1780.

Le général Gates, qui avait été à Saratoga le libérateur du nord de sa patrie, fut nommé pour délivrer le midi d'un conquérant plus redoutable que Burgoyne. Il fit diligence, et, le 16 août, il présenta, auprès de Cambden, la bataille à Cornwalis. Les Américains, à l'exemple de leur chef, se battirent avec courage ; mais une trop longue interruption des grands mouvemens militaires les avait rame-

nés à leur première indiscipline. Leur défaite, sans être honteuse, fut sanglante : ils perdirent plus de deux mille hommes. Cornwalis eût ardemment profité de sa victoire, si Clinton ne lui eût fait savoir dans quel péril le mettait l'arrivée, à Rhode-Island, d'une escadre de sept vaisseaux de ligne commandée par le chevalier de Ternay, et de six mille soldats français sous les ordres du lieutenant-général de Rochambeau.

Le plus pur héroïsme éclatait dans cette petite armée. Je ne puis me défendre ici de quelques réflexions sur le caractère et sur le sort de plusieurs officiers français qui furent employés à la guerre d'Amérique. Quelque conformité qui régnât alors dans leurs sentimens, ils devaient être jetés dans des partis opposés pendant la révolution de leur patrie; presque tous y figurèrent : les malheurs les plus tragiques attendaient les uns; un bonheur soutenu fut le partage des autres. Mais plusieurs traits paraissent leur avoir été communs : à une intrépidité calme chez les uns, impétueuse chez les autres, ils joignaient l'esprit d'observation, l'amour du travail, le mépris de toute espèce de fatigue. Un rapport tout-à-fait fortuit, et qui devait avoir une grande influence tant sur leur destinée que sur la nôtre, c'est qu'ils étaient presque tous d'un

âge où l'événement qu'ils venaient contempler et affermir, l'établissement d'une vaste république, devait frapper vivement leur imagination. Ceux même qui avaient le plus de crédit à Versailles trouvaient les pompes et l'agitation d'une cour languissantes, auprès des exercices et des travaux d'un peuple libre. Le gouvernement français avait voulu qu'ils reçussent les ordres de Washington : ils étaient fiers d'être subordonnés à un grand homme. Plus ils voyaient de simplicité en lui, plus ils le trouvaient semblable à ces héros de l'antiquité dont Plutarque a tracé la physionomie calme et imposante. Ceux même qui se piquaient le plus de penser en philosophes, voulaient agir en chevaliers.

La petite armée de Rochambeau resta plusieurs mois inactive à Rhode-Island, parce qu'elle y fut bloquée par l'escadre anglaise ; mais elle s'y fortifia si bien, que Clinton ne put l'y venir attaquer.

Trahison d'Arnold. 1780.

La trahison d'Arnold éclata dans cet intervalle. Cet officier s'était trop enivré des louanges et de la reconnaissance de ses concitoyens ; il voulut jouir de sa gloire comme s'il n'avait plus rien à y ajouter. Les blessures graves et nombreuses qu'il avait reçues lui prescrivaient un repos momentané : il crut l'ennoblir par un faste excessif. Dès lors il

annonça des vices qui étaient rares alors chez les Américains. Tandis que les dangers de sa patrie l'appelaient, soit dans le camp de Washington, soit à la défense de la Géorgie et des Carolines, il accepta le poste inactif de gouverneur de Philadelphie. En cessant d'être brave, il cessa d'être citoyen. Arrogant, cupide, couvrant ses dépenses par des spéculations peu honorables, il se plaignait d'être oublié, lorsqu'il s'oubliait lui-même. Le congrès eut deux fois à examiner sa conduite pour des faits de concussion, et parut ne lui épargner une sentence rigoureuse qu'en considération de ses services passés. Irrité comme s'il avait subi une condamnation formelle, il colora d'un prétexte de vengeance une trahison à laquelle il était amené par sa cupidité. Dès que les Anglais eurent connu ses dispositions, ils songèrent au parti qu'ils pourraient en tirer, et eurent la joie de trouver accessible à d'infâmes promesses l'homme qui avait le plus contribué, par son héroïsme, à leur faire essuyer l'affront de Saratoga. Ce n'était pas assez pour lui de passer dans leurs rangs, il consentait à leur vendre le salut de sa patrie.

De tous les forts que les Américains avaient élevés depuis la guerre, il n'y en avait point de plus important pour eux que celui de West-Point, bâti sur la rivière du Nord. Deux in-

génieurs français, Portail et Gouvion, y avaient fait des travaux distingués. Les Anglais, en l'occupant par surprise, pouvaient se porter rapidement sur les derrières de l'armée de Washington, et, la plaçant entre deux feux, lui fermer toute retraite. Arnold demanda au congrès le commandement de cette forteresse, et l'obtint sans peine. Celui qui s'était montré le plus vaillant des guerriers américains pouvait-il être soupçonné de perfidie? Le général Clinton avait chargé de conférer avec lui le major André, jeune homme digne d'une mission plus convenable à la loyauté de son caractère. Celui-ci revenait de cette conférence, portant avec lui le plan de la forteresse et les instructions données par Arnold sur les moyens de s'en emparer. Il était déjà près de rejoindre les siens, lorsqu'il fut rencontré par trois hommes des milices américaines. Il montre un passe-port qu'Arnold lui avait donné sous un nom supposé : on le laisse continuer sa route. L'instant d'après, sur quelques vagues soupçons, on le rappelle. Une question insidieuse qu'on lui adresse le fait connaître pour un Anglais : il est arrêté. Des offres d'argent, par lesquelles il s'est en vain flatté de tenter la foi des soldats, n'ont fait que déceler l'importance de son grade et celle de sa mission. Ses papiers, qu'on découvre, offrent une preuve

manifeste du crime d'Arnold ; mais des hommes habitués à prononcer son nom avec reconnaissance doutent de ce qu'ils lisent : ce fut là le salut du traître. On n'avait fait aucune diligence pour l'arrêter, lorsqu'il apprit le malheur de l'officier anglais. Il s'échappa : un navire le reçut et le conduisit vers Clinton. Il osa exciter, par un manifeste, les guerriers dont il abandonnait les drapeaux à suivre son exemple. Il écrivit dans ce sens à Washington, oubliant qu'il s'était rendu le dernier des hommes, et que Washington en était le premier.

La découverte de ce complot, sans produire dans l'Amérique ce vif élan de patriotisme que montraient les républiques anciennes après de semblables dangers, rendit des forces nouvelles à une révolution dont les principes languissaient. Le nombre des royalistes, loin de s'accroître, diminua sensiblement, tant chacun eût rougi d'assimiler son nom à celui d'Arnold. Clinton intercéda en vain pour le malheureux André : les guerriers français, quoique touchés du noble caractère et des qualités intéressantes qu'il déploya près de ses derniers momens, insistèrent pour qu'il fût pendu comme espion. Le supplice d'André rendit Arnold odieux aux Anglais, qui déjà prenaient peu de soin de lui cacher leur mé-

pris. Pour se délivrer d'une situation si cruelle, il obtint d'entrer en campagne ; mais il ne fit qu'ajouter à sa honte, en prouvant que les blessures qui avaient servi de prétexte à son inaction ne l'avaient point rendu inhabile aux armes. Il eut la même valeur, mais elle ne fut plus appelée que brigandage.

Revenons en Europe, et voyons quelle était alors la situation intérieure de l'Angleterre, et celle de la France.

Situation intérieure de l'Angleterre. 1781.

Lord North et lord Bute étaient confondus de la nature des obstacles qui ne cessaient de contrarier le plan qu'ils avaient conçu pour étendre l'autorité du roi de la Grande-Bretagne par un nouveau système colonial. « Tous les rois, s'étaient dit ces deux hommes d'État, applaudiront aux efforts courageux de la maison de Hanovre; ils savent combien est chancelant le trône sur lequel elle est assise. Chacun d'eux pressent aussi les nouveaux périls auxquels le sien est exposé. » L'événement avait tellement démenti leurs espérances, qu'ils voyaient tous les rois armés contre leur système; ils ne savaient plus que penser de la politique des cabinets.

Les Wighs reconquéraient lentement, dans toutes les parties de l'Angleterre, l'ascendant qu'ils avaient perdu depuis la paix de 1763. La majorité des suffrages, dans les deux cham-

bres, était si faible en faveur des ministres, que des échecs éprouvés sur la mer ou sur le continent devaient déterminer leur chute. Les Wighs maintenaient le peuple dans un état continuel d'agitation. Le sang coulait dans des émeutes et dans des duels. Deux chefs de l'opposition, Fox et le comte de Shelburne, avaient soutenu chacun un combat singulier contre les adversaires de leurs principes. Blessés l'un et l'autre, ils avaient excité plus d'intérêt que s'ils fussent sortis d'une bataille décisive contre les Français. Mais un événement bizarre et déplorable vint offrir une diversion aux esprits : les fureurs d'une populace fanatique, conduite par un fou qui s'érigeait en Catilina, forcèrent tous ceux qui se disputaient l'autorité à s'accorder momentanément pour le salut de leurs foyers.

Sédition excitée à Londres par lo d Gordon.
15 juin 1780.

Le parlement venait de modifier, par un bill, les peines atroces que les lois anglaises avaient prononcées depuis long-temps contre les catholiques, et dont la rigueur avait encore été accrue après la brillante et funeste expédition du prince Charles Édouard. Tel était à cette époque l'empire de la philosophie, que lord North, lord Germaine, Fox et Wilkes avaient voté de concert pour cet acte de tolérance. Cette union était d'autant plus remarquable, que le roi passait pour être un ennemi

implacable des catholiques. Un membre de la chambre des communes, lord Gordon, méprisé pour l'extravagance de ses discours et de sa conduite, s'était opposé à ce bill en termes séditieux. Rien n'avait paru plus ridicule que d'entendre, au dix-huitième siècle, un homme d'un rang considéré et d'une naissance honorable, imiter le ton à la fois prophétique et burlesque, mystique et factieux, d'un membre de l'armée des saints. Cinq ou six députés avaient appuyé sa réclamation. Déjà il s'était formé en Écosse une association pour le maintien de la religion protestante. Lord Gordon voulut en former une du même genre au sein de la capitale. Le ministère et le parlement même fermèrent les yeux sur un appel aux protestans, qu'il osa faire insérer dans les papiers publics. Il invita les partisans qu'il avait dans la populace à se rendre aux champs de Saint-George, avec une cocarde bleue pour signe de ralliement. Nulle mesure ne fut prise pour prévenir ou pour disperser un rassemblement si ouvertement séditieux. Cette troupe, formée de quatre à cinq mille hommes, entra dans Londres; et, après avoir commis des excès qui n'étaient qu'un faible prélude à ses fureurs, elle investit les deux chambres du parlement. L'audacieux membre de la chambre des communes osa y pénétrer pour lire la

pétition des rebelles : on eut la faiblesse de l'entendre. On délibéra sur cette pétition : elle fut rejetée. Lord Gordon éclatait en menaces, et, de la fenêtre, il s'adressait aux mutins pour désigner à leurs coups ceux de ses collègues qui se montraient le plus indignés de ses violences. Il voulut, le lendemain, empêcher le parlement de s'assembler. Deux cents membres traversèrent les groupes des rebelles pour se rendre au lieu de leurs séances ; des soldats les y protégeaient ; mais les troupes étaient trop peu nombreuses à Londres pour veiller à la fois sur tous les quartiers menacés. Trois jours d'impunité avaient accru l'audace et le délire de la multitude. Plus de frein. Londres est exposée à plus de dévastations et de meurtres que si elle était devenue la proie d'un ennemi victorieux. Tous les hommes riches et puissans sont devenus des papistes aux yeux des brigands qui feignent le fanatisme ; ceux-ci se recrutent dans les prisons, qu'ils livrent à l'incendie après les avoir ouvertes aux malfaiteurs. Ils marquent de jour les maisons qu'ils doivent brûler dans la nuit. La nuit arrive ; l'heure du pillage et du massacre a sonné. Une populace frénétique fait servir des tonneaux de liqueurs à une combustion générale. La banque est investie ; des troupes la défendent contre des brigands qui brûlent d'en piller les

trésors. Les citoyens les plus considérés, occupés à soutenir un siége dans leurs propres maisons, ne s'étaient point formés en compagnies pour repousser ces bandes incendiaires. Cette nuit allait combler la ruine et la honte de l'Angleterre, si deux régimens nouveaux ne fussent arrivés au moment de la plus épouvantable confusion. Divisés en différens pelotons, ils marchent en ordre et en silence vers les rassemblemens les plus nombreux, font un feu soutenu sur des rebelles dont l'ivresse avait augmenté le désordre, et leur ouvrent quelque issue, afin de ne pas rendre le massacre trop général. Au point du jour, Londres est délivrée de leurs fureurs; mais plusieurs rues offrent des monceaux de cadavres. Trois ou quatre mille hommes avaient péri. Lord Gordon fut arrêté, et cet extravagant scélérat ne paya point de sa tête un tel crime.

Cet événement, qui fut bientôt oublié en Angleterre, ne fit point une sensation assez profonde parmi les Français, ni surtout parmi ceux qui, sans trahir leur patrie, et sans croire l'aimer moins, ne cessaient d'exalter les institutions et les mœurs anglaises. Dans un temps où l'on recueillait les faits de l'ordre moral aussi scrupuleusement que ceux de l'ordre physique, on ne remarqua point assez com-

bien les dernières classes du peuple sont rebelles aux progrès de la civilisation, et promptes à s'armer contre les objets de leur envie invétérée.

Le gouvernement français veut conduire plus vivement la guerre.

L'admiration pour l'Angleterre s'accroissait parmi nous depuis qu'une ligue, plus imposante par son étendue que par sa vigueur, menaçait vainement son existence. On comparait sans justesse ses périls et ses ressources avec les périls bien plus pressans dont le roi de Prusse s'était tiré avec tant de bonheur et de gloire. Cette disposition à louer ses ennemis était alors regardée comme l'attribut d'une nation franche et généreuse; mais, si elle n'affaiblissait ni l'honneur ni le patriotisme, elle détruisait la confiance, qui est le gage des succès éclatans. Les marins, et surtout, parmi eux, les amiraux et les chefs d'escadre, n'avaient que trop partagé cette disposition du public, ou plutôt ce préjugé en faveur des Anglais. Après trois ans d'épreuves honorables, ils songeaient plus à éviter une défaite qu'à obtenir et poursuivre la victoire. Un fond d'inquiétude et de mécontentement commençait à régner à Versailles. La guerre répondait mal aux grandes espérances qu'on en avait conçues, et n'offrait encore aucune indemnité pour les énormes dépenses qu'elle causait. Le directeur des fi-

nances, Necker, usait sans mesure d'un crédit qui avait besoin d'être cimenté par des victoires et des conquêtes. C'était au caractère indécis du ministre de la marine, Sartine, qu'il attribuait les opérations sans résultat des escadres espagnole et française. Les marins se déclaraient contre ce ministre, et se plaignaient d'avoir été souvent arrêtés dans leurs succès par ses instructions timides et ambiguës. Sans doute il avait employé beaucoup de vigilance et même de talent pour créer des forces navales, mais il connaissait peu l'art de les diriger. Il songeait toujours à conserver, lorsqu'il y avait une pressante nécessité de vaincre. Des plaintes s'élevaient aussi contre le prince de Montbarey, ministre de la guerre. Dans le petit nombre de combats qu'avaient soutenus les troupes de ligne, on ne pouvait reconnaître aucun progrès dans l'instruction militaire : elles allaient avoir de plus grandes expéditions à suivre, soit en Amérique, soit en Europe. Le prince de Montbarey ne paraissait pas propre à leur donner une impulsion énergique. Necker résolut de faire éloigner deux ministres qui, par la faiblesse de leurs opérations guerrières, compromettaient ses opérations de finances.

Le marquis de Ségur et le marquis de Castries

Le comte de Maurepas n'inclinait vers aucun changement : que la guerre fût conduite

sans désastres, c'était assez pour l'honneur et la sécurité du ministre sybarite. Il était dangereux pour Necker de déplacer deux ministres sans le concours de celui que Louis XVI respectait toujours comme son guide politique. La conduite du directeur général des finances avait été jusque-là très-réservée dans une cour où sa naissance, sa religion et sa patrie étaient de continuels sujets d'ombrage. Ses économies si vantées n'avaient coûté aucun sacrifice important ni à la reine ni aux princes. Le clergé pardonnait à un protestant qu'il croyait être un ennemi déclaré du système de Turgot, et Necker ne cessait de parler avec un respect profond des vertus et des propriétés d'un corps si puissant. Il avait parmi les nobles plusieurs partisans zélés; ceux auxquels un amour constant du bien public avait fait une haute renommée, le prince de Beauvau, le duc de Nivernais, le marquis de Castries, étaient ses amis : ce dernier avait pour lui l'éclat de la victoire de Clostercamp; ses qualités civiles n'étaient pas moins recommandables que ses vertus militaires. Pour être un bon courtisan sous Louis XVI, il fallait être regardé comme un courtisan sincère : le marquis de Castries dédaignait les moyens de l'intrigue. Depuis long-temps désigné pour un ministère, il ne montrait nul empresse-

remplacent Montbarey et Sartine.

1780.

ment à l'obtenir. Necker aspirait à lui faire confier le département qui, après celui des finances, devait le plus influer sur la destinée de l'État, la marine. Ses vœux se trouvèrent d'accord avec ceux de la reine; elle proposait en même temps le marquis de Ségur pour le département de la guerre : c'était un ami de Castries, un digne émule de sa valeur et de sa loyauté : l'un et l'autre furent nommés.

Rien de plus heureux pour Necker que ce double choix; il lui ménageait l'appui de la reine contre le ressentiment secret du comte de Maurepas, et lui procurait un puissant moyen d'enlever l'autorité principale aux mains débiles de ce vieillard; mais la reine, de son côté, voulait tenir ou paraître tenir les rênes de l'État. Cette ambition lui était suggérée par des courtisans qui espéraient en recueillir les fruits : ils dévouaient à mille sollicitudes une princesse qui paraissait être l'objet de leur adoration. Le droit illimité qu'elle avait acquis de demander des grâces ne lui donnait que trop d'empire sur les ministres : son esprit n'était point porté vers les combinaisons graves que demande la science du gouvernement; elle n'avait reçu à la cour de sa mère qu'une instruction superficielle. Plaire aux Français avait été sa principale

étude; elle eût craint de paraître sérieuse à une nation dont elle s'exagérait la frivolité. Le jeu des intrigues de cour l'amusait, parce qu'elle avait une activité très-mobile : du désir de les connaître elle passa à celui de les conduire; mais elle était trop légère, trop bonne et trop crédule pour exceller dans un art où la dissimulation, la persévérance et la sécheresse font faire les grands progrès.

Quoiqu'elle fût portée à respecter un époux dont les vertus faisaient son bonheur, elle ne pouvait se défendre de voir en lui un roi fort embarrassé de son rôle, et dont la faible volonté avait besoin d'être soutenue par une volonté plus énergique. « Les Français, disait-» on à la reine, ne peuvent se passer d'enthou-» siasme. La guerre a pris un aspect lan-» guissant, parce qu'elle est conduite par un » vieillard dont l'indifférence glace tout. Que » votre majesté sollicite de nouveaux choix et » de nouvelles mesures; tout va prendre un » mouvement plus vif. Le temps des pré-» cautions sera passé; M. Necker assurera l'or-» dre au dedans, le marquis de Castries et » le marquis de Ségur dirigeront la victoire au » dehors. L'influence d'une reine passionnée » pour la gloire se fera sentir à tous les marins, » à tous les soldats. »

La duchesse de Polignac, le baron de Be-

senval, le comte d'Adhémar, le comte de Vaudreuil, amenaient ainsi la reine à seconder les vues de Necker. Quand celui-ci vit installer au ministère deux hommes chers à l'armée, à la nation, à la reine, à la cour et à lui-même, il crut pouvoir sortir du rôle circonspect d'un économe, et développer les plans hardis d'un homme d'État. Il lui tardait de proclamer avec orgueil les succès de son administration, afin de les étendre et de les assurer. Il espérait jouir de l'autorité d'un ministre principal, lorsqu'on verrait en lui un ministre nécessaire. Cette ambition, qu'un amour sincère du bien public légitimait à ses yeux, lui fit désirer la publication d'un compte qu'il avait rendu au roi au mois de janvier 1781. Le monarque consentit à donner cette satisfaction à un administrateur qui soutenait avec une confiance intrépide le fardeau des finances. Nulle innovation ne paraissait plus simple, plus conforme à l'esprit du jour, ni mieux indiquée par la théorie du crédit public.

Publication du *Compte rendu* de Necker. 1781.

Mais Necker avait combiné cet ouvrage de manière à lui donner le caractère d'une révolution morale et politique. Loin de dissimuler l'analogie qu'avait cette publicité avec les lois de l'Angleterre, il l'offrait directement aux esprits, et se félicitait d'avoir dérobé aux ennemis de la France le secret de leur prospérité.

Pour annoncer qu'un jour nouveau venait de luire sur les finances, il dévoilait les fautes commises jusqu'à lui, montrait les désordres d'une comptabilité mystérieuse, relevait les paroles perfides des préambules des édits d'autrefois, et faisait connaître au public en combien de manières et avec quelle impudence ses prédécesseurs l'avaient trompé. Dans ce *compte rendu*, le ministre paraissait tout, et le roi presque rien. Le ton en était solennel, oratoire et quelquefois pathétique. Les illusions qu'on répand avec le plus de succès sont celles par lesquelles on est entraîné soi-même. Necker avait trop d'orgueil pour n'avoir pas de bonne foi. Il y avait deux choses sur lesquelles il était destiné à se tromper long-temps : la rectitude constante qu'il supposait à l'opinion publique, et la confiance où il était de diriger cette opinion. En cherchant le positif, il rencontrait presque toujours le vague. Son enthousiasme était accompagné de tant de réserve et de gravité, que rien ne ressemblait mieux au calme de la sagesse. Il croyait ne pas déroger au rôle d'un homme de génie, en s'occupant beaucoup des détails ; il les jugeait avec discernement, les liait avec art, et s'en faisait un point d'appui pour se livrer aux hypothèses les plus hardies, aux spéculations les plus incertaines. *Son compte rendu*, comme tous les ouvrages qu'il

publia depuis, offrait des parties parfaitement éclairées, et d'autres complétement obscures. Le résultat de ses opérations depuis quatre années, tel qu'il le présentait, confondait l'imagination. Suivant lui, le déficit annuel du trésor royal, estimé à plus de vingt-sept millions, avait été comblé ; et l'État, après avoir ouvert d'énormes emprunts sans créer de nouveaux impôts, voyait ses recettes excéder ses charges de dix millions. Pour expliquer un tel résultat, il présentait beaucoup de bonifications partielles, de réformes insensibles, de petites économies ; il vantait la dextérité et le bonheur de ses emprunts, enfin les effets qu'il avait obtenus de l'ordre, de la bonne foi et du respect pour l'opinion publique. La somme totale de toutes ces ressources de genres si divers, si minutieux ou si vagues, échappait à l'habileté de tous les calculateurs. Le ton de conscience qui régnait dans ce *compte rendu* suppléait un peu à ce qui lui manquait en clarté.

Ses effets dans le public et à la cour.

Necker avait voulu profiter de la faveur qu'inspiraient alors toutes les innovations, pour préparer les esprits à des opérations moins faciles et plus solides que les emprunts. Cet adversaire du système de Turgot se trouvait ramené, par la force des choses et par la droiture de ses intentions, à reproduire une partie de ce système bien démontré aux yeux

de la raison, mais vivement repoussé par l'orgueil des grands : je veux parler de l'abolition des priviléges en matière d'impôts. *Le compte rendu* indiquait, en termes voilés, que le gouvernement se dirigeait toujours vers une égale répartition des charges de l'État. Les grands pouvaient dire : On nous menace; et plusieurs d'entre eux sonnèrent bientôt l'alarme. Les économistes, très-absolus dans leurs maximes, ne parurent savoir aucun gré à Necker de s'en rapprocher, parce qu'il affectait, dans ce même ouvrage, de condamner l'ensemble de leur théorie. Ainsi, deux partis, dont l'inimitié s'accroissait chaque jour, hâtèrent, de leurs communs efforts la chute du prétendu modérateur, qui, en menaçant l'un, humiliait l'autre.

Cependant la majorité du public avait reçu avec transport le *compte rendu.* Deux classes de capitalistes, l'une qui vit dans l'agitation continuelle du jeu qu'elle fait sur ses fonds, l'autre qui, dans un repos indolent, accueille tout ce qui entretient sa sécurité, exaltaient Necker comme le libérateur de la France, comme l'adversaire le plus dangereux de la puissance des Anglais. Ceux des philosophes qui n'avaient pas pris une part active aux querelles et à la vengeance des économistes, louaient dans Necker l'homme d'État qui avait fait abolir, ou du moins considérablement

modifier le droit de mainmorte. On le félicitait d'avoir eu le courage de tenter les premières réformes dans le régime des hôpitaux, où les abus invétérés et meurtriers trahissaient tous les vœux d'une charité prodigue en dotations. Rien ne paraissait plus touchant que l'association vigilante de sa femme à cette noble partie de son ministère. Des hommes passionnés pour le bien public fondaient de grandes espérances sur les administrations provinciales qu'il avait fait donner à deux provinces ; on y trouvait les élémens d'un bon régime municipal, dont toute la France pourrait recevoir le bienfait. Quelle noble émulation n'excitait-il pas entre tous les propriétaires ! Que de travaux utiles pour l'agriculture, le commerce, les chemins et la navigation intérieure du royaume ne provoquait-il pas par un si sage règlement ! Ainsi le zèle et les lumières de chacun allaient contribuer au bonheur de tous. « M. Necker, disait-on, » trouve au milieu d'une guerre dispendieuse » plus de ressources que n'en trouvaient ses » prédécesseurs au milieu de la paix. Son ac» tive philanthropie fait oublier les maux de » cette guerre, dont les divers théâtres sont » d'ailleurs si éloignés de nous. Tout est prêt » pour que nos marins et nos soldats fassent » succéder des victoires décisives à des succès

» balancés. M. Necker se hâtera d'en recueillir
» et d'en assurer les fruits. La paix doit être
» l'ouvrage de celui qui a fourni presque mi-
» raculeusement les moyens de continuer la
» guerre. »

Pendant qu'on se livrait à des espérances si conformes à l'esprit du jour, le comte de Maurepas recourait à la dextérité d'un vieux courtisan pour se venger d'un protégé qui voulait usurper toute sa puissance. La reine et sa jeune cour craignaient de prêter un appui déclaré à un homme qui commençait à exciter les murmures de la noblesse. L'adversaire de Turgot allait succomber aux mêmes intrigues et aux mêmes ennemis. Mais il est temps de reporter nos regards sur une guerre dont il est difficile de suivre et d'enchaîner les événemens. J'ai à rendre compte d'une campagne glorieuse.

Plan des opérations pour l'année 1781.

Les projets d'opérations navales pour l'année 1781 étaient imposans : depuis Louis XIV on n'en avait pas conçu de plus vastes. Les ministres de Louis XVI avaient agi avec la plus grande énergie. Les négociations du comte de Vergennes, appuyées par les ressources que le directeur général des finances mettait à sa portée, donnaient une âme nouvelle à la ligue maritime. Les Hollandais étaient excités à tirer une vengeance éclatante des humilia-

tions et des dommages que l'Angleterre venait de leur faire subir : elle s'était emparée des îles de Saint-Eustache, de Saint-Martin et de Saba, dans les Indes occidentales. Le départ inopiné du comte de Guichen pour l'Europe, sur la fin de l'année 1780, avait favorisé cette entreprise de l'amiral Rodney. Les deux mondes étaient indignés du brigandage et de la cruauté par lesquels les Anglais avaient signalé ce premier acte d'hostilité contre des républicains dont ils avaient fait depuis trente ans leurs vassaux maritimes. Rodney avait fait charger vingt bâtimens des dépouilles enlevées aux commerçans de Saint-Eustache. Le brave et vigilant Lamothe-Piquet, monté sur son vaisseau l'*Annibal*, eut le bonheur de leur ravir la plus grande partie d'une proie si riche et si honteuse. La Hollande armait en diligence, et ses marins, enflammés par le souvenir de la gloire de leurs ancêtres, ambitionnaient, pour premier triomphe, de chasser de la Baltique les escadres anglaises. Ils s'attendaient que les puissances du Nord, en vertu de la neutralité armée, les recevraient comme des libérateurs. Le comte de Vergennes se flattait de les déterminer ensuite à des efforts plus actifs.

On pressait vivement les Espagnols d'user avec plus d'activité de leurs grands moyens

maritimes : déjà ils étaient à portée de conquérir la Floride dans le continent américain. Les restes de ces troupes de débarquement que, l'année précédente, ils avaient portées avec si peu de précaution dans les Antilles, devaient servir à une entreprise précieuse à la fois pour la sûreté de leurs colonies et pour celle des États-Unis. Le vaste armement qu'on préparait pour la mer des Antilles promettait la prise, jusque-là si difficile, des îles anglaises, et celle même de la Jamaïque, présent dont on était convenu de payer la fidélité des Espagnols. En Europe, tout leur faisait espérer des succès importans pour l'honneur de leur monarchie et la renaissance des beaux jours de leur marine. Le blocus de Gibraltar se continuait. La prise de l'île de Minorque concourait, avec la soumission de cette forteresse, à repousser les Anglais de la Méditerranée. Pour porter au comble leurs terreurs et leur confusion, les flottes combinées de France et d'Espagne iraient encore une fois les chercher dans le canal de la Manche. Puisque l'Angleterre n'avait dû, en 1779, son salut qu'aux tempêtes, elle devait trembler que la dispersion de ses escadres, appelées au loin par le danger de chacune de ses possessions, ne l'exposât plus que jamais à l'incendie de ses rades, de ses magasins et de ses arsenaux. Les camps de la

Normandie et de la Picardie n'étaient point levés : au premier bruit d'une victoire des flottes combinées, quarante mille hommes étaient encore prêts à s'embarquer sur des bâtimens de transport, et à venger, sur des rivages ennemis, les vieilles injures de Poitiers et d'Azincourt.

Voilà ce qu'on devait faire avec le concours de l'Espagne. La France avait encore d'autres entreprises à suivre : on ne voulait rien négliger pour opérer enfin l'entière délivrance des États-Unis. Les Américains, désespérés d'avoir perdu, par quatre années d'irrésolution et de langueur, les fruits de la capitulation de Saratoga, demandaient tout à la France, hommes, argent, munitions, vaisseaux. Leur situation n'avait jamais été si déplorable, même à l'époque où ils combattaient sans alliés. Les Anglais possédaient la province de New-Yorck, celle de Long-Island, fondaient souvent sur le Connecticut et sur le Jersey, étaient maîtres de la Géorgie, et parcouraient en vainqueurs les deux Carolines. Point de crédit public, et presque point de revenus. Le congrès n'avait à sa disposition aucune ressource permanente : c'étaient les provinces qui s'imposaient elles-mêmes ; elles le faisaient avec un patriotisme tardif quand le danger s'approchait d'elles, et ne payaient plus que

d'insuffisantes contributions quand elles se croyaient tranquilles. Cet isolement des provinces convenait si peu à une bonne organisation militaire, qu'après sept ans de combats, la force principale de l'armée consistait encore dans des milices : les soldats aguerris étaient depuis long-temps de retour dans leurs foyers.

Louis XVI ne voulut pas s'être engagé en vain au salut d'une république ; il lui prodigua des secours de tout genre : il eût rougi d'y attacher aucune condition qui eût fait repentir les Américains d'avoir choisi un roi pour protecteur. Une escadre allait leur porter huit millions de livres tournois, des armes, des munitions, et de nouvelles troupes de débarquement, qui permettraient à la petite armée de Rochambeau de sortir de l'espèce de blocus où les Anglais la tenaient à Rhode-Island. Les instructions données à l'amiral français étaient un chef-d'œuvre de précision et d'habileté ; elles lui enseignaient les moyens d'agir avec un égal succès dans la mer des Antilles et dans la baie de Chesapeack, et d'étourdir les Anglais par la rapide audace de ses opérations.

Enfin, pour réparer une négligence dont on eût pu croire les effets irremédiables, une partie de la grande flotte qu'on équipait à Brest devait prendre la route des Indes orientales pour rétablir dans ces mers l'honneur

du pavillon français, reconquérir les établissemens qui venaient de nous être enlevés sur la côte de Coromandel, délivrer Hyder-Ali de la position périlleuse où l'avait engagé son zèle à secourir nos possessions, et prévenir l'invasion du Cap de Bonne-Espérance et des autres colonies hollandaises. L'escadre qui avait tant d'opérations à exécuter était peu considérable; mais elle était sous les ordres du bailli de Suffren. Si la France eut à s'enorgueillir des campagnes de cet habile marin dans les Indes, elle dut regretter que l'élite de nos forces navales ne lui eût pas été confiée. Le comte de Grasse, le troisième amiral français que, dans cette guerre, on envoyait aux Antilles, était plus propre à commander un vaisseau qu'à gouverner une escadre. Les meilleurs marins avaient vu avec inquiétude le commandement passer entre les mains d'un homme inhabile aux grandes combinaisons de la tactique navale.

Attaque malheureuse sur l'île de Jersey. Janvier 1781.

Des plans si étendus, et qui devaient montrer la France comme chargée, sur tout le globe, de la protection et de la vengeance des peuples qui avaient long-temps payé tribut à la cupidité anglaise, n'inspiraient pas une aveugle confiance au cabinet de Versailles : il savait par expérience tout ce qu'on doit craindre dans une guerre maritime; mais il

regardait comme un avantage inappréciable de prendre l'offensive sur tant de points différens. Cependant on préluda à de si grandes opérations par un essai déplorable. Un baron de Rulecourt avait levé à ses frais une légion de huit cents hommes, composée de déserteurs et de vagabonds, dont il espérait faire de nouveaux flibustiers. Il demanda et obtint d'être transporté, avec cette petite troupe, à l'île de Jersey. Il débarque sans obstacle, repousse un petit corps qui marche à sa rencontre, arrive de nuit à Saint-Hillier, capitale de l'île, effraie le gouverneur en lui annonçant qu'il est suivi d'une armée de cinq mille hommes, et lui fait signer la reddition de l'île entière. Mais le jour montre au gouverneur et aux habitans qu'ils ont cédé à une terreur panique; ils voient le petit nombre de leurs ennemis, et n'aperçoivent point l'escadre française dont on les avait menacés. Les milices du pays se rassemblent et fondent sur Rulecourt. Celui-ci, dans son désespoir, cherche une mort glorieuse, et l'obtient. La plupart de ses compagnons meurent avec lui: deux cents sont faits prisonniers.

Le comte de Grasse mit à la voile, de Brest, le 24 mars, avec vingt-un vaisseaux de ligne et un immense convoi. Il conduisit si habilement cette flotte, et fut si bien se-

Départ du comte de Grasse pour les Antilles. Combats dans cette mer. 1781.

condé par les vents, qu'au bout de trente jours il fut en vue de la rade du Fort-Royal de la Martinique. Une escadre anglaise de dix-sept vaisseaux de ligne osait l'attendre dans ces parages. Le vice-amiral Hood, qui la commandait, avait reçu de Rodney l'ordre d'attaquer. Un vaisseau anglais de 74, qui vint se réunir à lui, augmenta sa confiance. Il engagea le combat, sinon dans l'espoir de disperser une si forte escadre, au moins dans celui de prendre une partie du convoi. Le comte de Grasse songe d'abord à faire entrer ce convoi dans la rade; et, quand il le voit en sûreté, il se présente à l'ennemi, et combat avec beaucoup de valeur. Hood cède peu à peu, mais dans son adroite retraite il épie le moment où les Français garderont moins d'ordre dans leur ligne. L'avant-garde de ceux-ci s'écarte un peu : Hood revient à la charge. Le comte de Grasse, qui a rempli son objet principal, entre au port de la Martinique, sans chercher, en prolongeant le combat, à donner de l'éclat et une garantie à sa victoire.

Les Français prennent l'île de Tabago. Juin. 1781

Le marquis de Bouillé, gouverneur de la Martinique, avait attendu impatiemment l'arrivée de cette escadre pour recommencer des expéditions sur les îles anglaises. Cet officier, plein d'ardeur et de talent, ne ces-

sait de recueillir des informations et de combiner des stratagèmes qui pourraient faciliter la conquête de ces îles. L'escadre remet promptement à la voile, paraît menacer Sainte-Lucie, et vient se présenter devant Tabago. Le chevalier de Blanchelande y débarque avec cinq cents hommes. Le marquis de Bouillé se présente ensuite avec trois mille soldats sous les murs de la Concorde, et en forme le siége. On jugea inutile de recourir à l'assaut, et l'île fut soumise après que le gouverneur eut satisfait à tout ce que demande une défense honorable. Cette possession, jointe à la conquête de la Dominique, de la Grenade et de Saint-Vincent, accroissait beaucoup notre puissance et notre richesse coloniale. Pendant la durée du siége, le comte de Grasse avait repoussé, mais vainement poursuivi, huit vaisseaux anglais qui paraissaient vouloir secourir la garnison de Tabago.

Entrée du comte de Grasse dans la baie de Chesapeack.

1781.

Mais ce n'était pas aux Antilles qu'on pouvait trouver le dénoûment ni le prix le plus glorieux d'une guerre si dispendieuse : il fallait le chercher aux mêmes lieux où elle s'était allumée, sur les rivages de l'Amérique septentrionale. Il serait temps, après avoir rempli, en faveur des alliés de la France, les vœux de l'honneur et de la politique, de poursuivre la conquête des Antilles. Tout parut conspirer

pour le succès de nos armées navales. Rodney, jusque-là si confiant, fut pendant deux mois frappé de stupeur, et, après des mouvemens incertains, prit inopinément la résolution de ramener en Europe plusieurs de ses vaisseaux maltraités par les tempêtes et par les combats. L'escadre de l'amiral Hood et celle de l'amiral Grave, qu'il laissait en Amérique, étaient séparées, et inférieures à l'escadre française. Celle-ci, après avoir relâché à Saint-Domingue et à la Havane, entra paisiblement dans la baie de Chesapeack. On eût dit que le bon génie de la nouvelle république avait dirigé les mouvemens de cette flotte, et marqué l'instant le plus favorable pour son arrivée.

Nous avons vu que les Anglais avaient dans l'Amérique septentrionale trois points d'appui principaux, New-Yorck, Charles-Town et Savanah. Clinton se tenait le plus souvent immobile sur le premier point. Washington employait ses forces à le surveiller. La petite armée de Rochambeau, bloquée à Rhode-Island dès son arrivée, ne pouvait agir qu'au moment où des forces navales imposantes protégeraient ses opérations. Un renfort de trois mille hommes lui fut d'abord amené par une division de l'escadre française sous les ordres du comte de Barras ; mais comme les Anglais avaient à

New-Yorck un bon nombre de vaisseaux, le moment d'agir n'était pas encore venu.

Divers combats des Anglais et des Américains dans les Carolines et dans la Virginie.

1780 et 1781.

La Caroline était le théâtre de combats multipliés et sanglans, qui offraient aux Américains et aux Anglais une alternative continuelle de victoires et de défaites. A peine le général Cornwallis eut-il remporté, auprès de Cambden, un succès important, que les fruits lui en firent ravis par la déroute de deux de ses corps avancés. Dans l'un périt Fergusson, celui des officiers anglais qui avait montré la bravoure la plus brillante; dans l'autre, le général américain Morgan, autrefois compagnon d'Arnold dans la brillante expédition du Canada et son émule en valeur, défit, avec huit cents hommes de milices, le colonel anglais Tarleton, qui lui opposait plus de deux mille hommes de troupes exercées; il lui fit cinq cents prisonniers. L'officier qui venait de subir l'affront d'une telle défaite avait été le fléau des Carolines, par sa férocité bien plus que par son courage. Le général Cornwallis redoubla d'activité pour venger ses deux lieutenans, et relever l'honneur des armes anglaises. Le général Green, qu'il avait à combattre, se montra un digne élève de Washington, et fit une guerre savante avec des troupes inexpérimentées. Une action vive qui s'engagea entre les deux généraux, auprès de Guilfort,

laissa aux Anglais un champ de bataille que les Américains avaient vaillamment disputé. Cornwallis, pour profiter de ce succès, divisa son armée en deux parties, dont l'une couvrit la Caroline, et l'autre, sous sa conduite, se porta dans la Virginie. Green sut tirer un habile parti de l'absence de ce général et de la dispersion des forces anglaises. Il rentra dans la Caroline, et perdit, sans se décourager, deux batailles, l'une à Hobkirch, et l'autre à Eutaw-Spings. Vainqueur dans toutes les affaires de poste, et secondé par le zèle des habitans, auxquels il rendait une patrie, il parvint à rejeter les Anglais jusque dans Charles-Town : la Caroline fut libre. La Virginie allait l'être bientôt par des opérations dont le récit est fait pour intéresser même les guerriers français d'aujourd'hui.

Plan d'opération contre le général Cornwallis.
1781.

Le traître Arnold avait fait, avant Cornwallis, une incursion dans la Virginie, et s'était abandonné à toute la violence d'un homme qui cherche de l'or pour se dédommager de la perte de l'honneur. Le marquis de La Fayette, que Washington détacha pour aller réprimer ce brigandage, fit une telle diligence, qu'Arnold fut sur le point d'être privé de tous les moyens de se rembarquer. Cependant celui-ci put gagner à temps l'embouchure du fleuve James. Un soldat américain qui lui fut amené, et auquel

il demanda ce que ses concitoyens auraient fait de lui s'il avait été leur prisonnier, lui fit cette réponse énergique : *Nous aurions séparé de ton corps cette jambe qui fut blessée au service de la patrie, et nous aurions pendu le reste.* Le marquis de La Fayette eut bientôt en tête une armée plus imposante ; et, ne pouvant se mesurer avec Cornwallis, qui menait avec lui l'élite de l'armée anglaise, il vint jusque sur les confins de la Virginie attendre les renforts que lui envoyait Washington. Dès qu'il les eut reçus, il rentra en campagne. Cornwallis décela de l'inquiétude, rougit d'abandonner subitement sa conquête devant un corps très-inférieur au sien, et fit cependant des mouvemens rétrogrades en se rapprochant de la mer. Washington avait déjà conçu le projet de s'opposer à son embarquement, et de faire subir le sort de Burgoyne au plus actif, au plus habile des généraux anglais. L'arrivée de la flotte du comte de Grasse, qui lui était annoncée comme prochaine, secondait ce dessein, dont le comte de Rochambeau désirait ardemment l'exécution ; mais il fallait que les Anglais fussent trompés au point d'y concourir eux-mêmes. Washington avait songé d'abord à faire le siége de New-Yorck. Quand il eut abandonné ce projet pour un autre qui était à la fois moins dangereux et plus décisif, il

affecta de n'avoir en vue que New-Yorck. Clinton, qui défendait cette ville, fut confirmé dans ses craintes, quand une lettre interceptée lui révéla toutes les dispositions de l'attaque. Washington ne l'avait écrite que pour qu'elle tombât entre les mains du général anglais : celui-ci fait presser Cornwallis de se tenir à portée de marcher à son secours. Washington, par d'autres stratagèmes, réussit encore à faire croire que la flotte du comte de Grasse se dirige sur New-Yorck ; mais, le 28 août, elle s'était présentée à l'embouchure des fleuves James et Yorck, c'est-à-dire, aux seuls points par où il était possible à Cornwallis de s'embarquer. Le marquis de Saint-Simon est porté, avec un corps de trois mille hommes, sur des bâtimens de transport qui remontent le fleuve James, et vient se reunir à l'armée de La Fayette. Cornwallis, que ce dernier n'avait cessé de presser vivement, était déjà arrivé à Yorck-Town. Effrayé des obstacles inattendus qui se présentaient pour son embarquement, il avait employé tous ses soins à se fortifier dans une position favorable. Washington avait prévu cette résolution de l'ennemi ; et, d'après son invitation, le comte de Barras était parti avec quatre vaisseaux de ligne chargés de toute l'artillerie nécessaire à un siége.

Cependant l'escadre de Hood, venait de se réunir à celle de Grave, dans le mouillage de Sandy-Hook. Ce dernier, comme le plus ancien, prit le commandement; et quoiqu'il n'eût que dix-neuf vaisseaux de ligne, il résolut d'attaquer le comte de Grasse, qui en avait vingt-quatre. Il trouva l'amiral français moins disposé à prendre l'offensive qu'à recevoir la bataille. Le choc des deux avant-gardes fut terrible; celle des Anglais fut vivement repoussée. L'amiral Grave, qui n'était point poursuivi, chercha pendant quatre jours la petite escadre du comte de Barras; mais, en apprenant qu'elle avait rempli sa mission, il se retira dans le port de New-Yorck, où il fut obligé de brûler un de ses vaisseaux. Quatre autres étaient grièvement endommagés. Deux frégates tombèrent au pouvoir des Français: ils étaient maîtres, par cette victoire maritime, de toute la baie de Chesapeack. L'armée de Washington et celle de Rochambeau s'embarquèrent, et vinrent cerner de toutes parts Cornwallis, qui appelait en vain le secours de la marine anglaise. Clinton, désespéré de ne pouvoir marcher à la délivrance de celui qu'il a contribué lui-même à entraîner dans un piége fatal, fait en vain une incursion dans le Connecticut: elle ne peut détourner Washington d'une entreprise qui va faire l'étonne-

Victoire navale du comte de Grasse dans la baie de Chesapeack. 1781.

Siége d'Yorck-Town.

ment et la joie des deux hémisphères. Le siége d'Yorck-Town est vivement poussé. Les Américains sentent tout l'avantage de combattre à côté des Français. Washington veut fournir à ses compatriotes l'occasion de soutenir avec honneur cette brillante rivalité.

Yorck-Town était défendu, à droite, par des redoutes, des batteries, avec une palissade derrière; le front, du même côté, était couvert par un ravin marécageux : on y avait construit une large redoute. Le marais s'étendait le long du centre, qui était défendu par une palissade et par des batteries; sur la gauche était un ouvrage à corne, avec un fossé, un rang de fraises et un abatis soutenu par deux redoutes. La tranchée avait été ouverte le 6 octobre. Dix mille Américains et sept mille Français attendaient de Washington l'ordre d'attaquer les deux redoutes principales : il fut donné le 12; on se promit de n'user que de la baïonnette.

Les Américains furent conduits à l'attaque de l'une de ces redoutes par le marquis de La Fayette, par le colonel Hamilton, qui, après s'être distingué à la guerre, devait se montrer bientôt un administrateur plein de sagesse, et par le colonel Lawrence, fils du président du congrès. Ils comptaient dans leurs rangs le général Lincoln, qui avait à venger sur les Anglais le malheur de ses armes à Savanah et

à Charles-Town. Les Français marchèrent à l'attaque de l'autre redoute, conduits par le baron de Vioménil, le dernier défenseur de l'indépendance polonaise; par le marquis de Saint-Simon, qui, malade, vint chercher sa guérison à l'assaut; et par le vicomte de Noailles, qui avait eu une part brillante à l'exploit de la Grenade. On distinguait encore parmi eux le duc de Lauzun, à qui l'on devait la prise du Sénégal; Robert de Dillon, colonel en second de la légion de Lauzun; le comte de Deux-Ponts, colonel du régiment de ce nom; le comte Charles de Damas; le comte de Laval; le marquis de Rostaing; le comte de Rochambeau, fils du général, et colonel d'Auvergne, le plus brave des régimens de France; le comte Charles de Lameth; 2 officiers de l'état-major, Alexandre Berthier, qui essayait de grands talens et qui préludait à de grandes destinées, et Mathieu Dumas, qui joignait la même ardeur aux mêmes connaissances. Je n'ai pas besoin de dire avec quelle vivacité et quel succès cette attaque fut conduite. Presque au même instant les Américains et les Français se trouvent maîtres des deux redoutes : ceux-ci avaient fait cinq cents prisonniers, après avoir éprouvé une perte assez considérable. Le marquis de Saint-Simon et le comte Charles de Lameth furent au nombre des blessés.

Prise de cette ville.

Capitulation du général Cornwallis.

Ce succès décidait la prise de Yorck-Town. Cornwallis essaya trop tard de transporter ses troupes par eau vers Glocester : un détachement, sous les ordres du général de Choisy, fit rétrograder les navires. Cornwallis se vit réduit à signer, le 17 octobre, une capitulation plus humiliante encore que celle de Burgoyne. Sept à huit mille hommes qui restaient d'une armée affaiblie par plusieurs combats, par la désertion, par la faim et par des maladies contagieuses, furent faits prisonniers. Les forces navales que les Anglais avaient à Yorck-Town et à Glocester furent remises aux Français. Les articles de la capitulation étaient durs, parce que les Américains s'étaient fait une loi de les calquer sur ceux que Cornwallis avait imposés au général Lincoln, lors de la reddition de Charles-Town. Cornwallis sut depuis montrer, sur un autre théâtre, que les talens et les vertus militaires peuvent se perfectionner à l'école du malheur. L'Amérique retentit des mêmes acclamations qu'y avait excitées la capitulation de Saratoga. L'enchaînement merveilleux des incidens qui avaient favorisé une puissante combinaison, fit croire à la nouvelle république que, déjà reconnue par les rois de la terre, elle était avouée et protégée par le ciel. Le congrès adressa des félicitations éloquentes à Washington, au général de Rocham-

beau et au comte de Grasse; mais le premier exhortait en vain ses compatriotes à tenter de nouveaux efforts pour la délivrance entière de la république. Les Anglais, resserrés dans la province de New-Yorck et dans les villes de Charles-Town et de Savanah, n'y furent point attaqués : ils montraient, par leur timidité, que tout espoir de recouvrer l'Amérique était perdu pour eux. Des armées en présence gardèrent une trêve tacite qui devança de dix-huit mois, pour l'Amérique, les jouissances de la paix. Les officiers français se dédommagèrent de l'absence des combats, par des courses dans lesquelles ils admiraient les effets du travail, de la simplicité des mœurs, de la tolérance, de la liberté et de la victoire.

Prise de l'île Saint-Eustache par le marquis de Bouillé.

Novembre. 1781.

L'escadre du comte de Grasse avait remis à la voile aussitôt après la prise d'Yorck-Town, et le marquis de Saint-Simon s'y était embarqué avec le corps qui servait sous ses ordres : elle se dirigeait vers les Antilles. Le marquis de Bouillé n'avait pas attendu ce secours pour faire de nouvelles conquêtes. De la Martinique il ne cessait d'observer quelles possessions les Anglais, menacés sur tant de points, laissaient à découvert ou faiblement protégées. Rien ne lui avait paru plus noble, plus conforme à une généreuse politique, que de reprendre sur les Anglais les colonies hollandaises. Trois fré-

gates, quelques petits bâtimens, et deux mille hommes de troupes, lui permirent de réaliser ce projet dans l'absence de l'escadre anglaise. Il se porta d'abord sur l'île de Saint-Eustache, belle colonie que les rapines de l'amiral Rodney avaient plus ravagée que n'auraient fait les ouragans les plus désastreux de ces contrées. La négligence de la garnison anglaise fut telle, que le marquis de Bouillé put s'approcher sans obstacle de la forteresse : c'étaient des Irlandais qui ouvraient la marche. L'uniforme rouge qu'ils portaient trompa les Anglais, qui crurent recevoir un renfort de leurs compatriotes, et s'approchèrent d'eux avec tous les signes de la confiance et de la joie : un feu très-vif les avertit trop tard de leur méprise. Le gouverneur Kokburn fut fait prisonnier dès le premier choc. Les Anglais regagnent en désordre la forteresse; mais les troupes du marquis de Bouillé les serrent de si près, qu'ils n'ont pas même le temps de lever le pont-levis : on entre avec eux dans le fort. Confus, épouvantés, ils posent les armes : l'île entière est soumise. On y trouve le reste des dépouilles que Rodney n'avait point encore fait embarquer; elles ne deviennent point le butin des vainqueurs : tout est restitué aux Hollandais. Le lendemain, les îles voisines, de Saba et de Saint-Martin, se soumettent au marquis de

Bouillé. En deux mois le comte de Kersaint a reconquis les colonies hollandaises de Démérari, d'Essequebo et de Surinam. C'était un glorieux moment pour les Français que celui où toute la vivacité de leurs efforts, et toute l'habileté de leurs combinaisons, étaient employées au secours des faibles. C'était en même temps une époque bizarre que celle où le roi de France prodiguait ses trésors pour mériter les bénédictions de deux républiques.

Prise de Démérari, d'Essequebo et de Surinam par le comte de Kersaint.

Cependant il fallait porter aux Anglais des coups qui leur fussent plus sensibles. Le comte de Grasse, après avoir pris un peu de repos à la Martinique, se présenta, le 11 janvier 1792, devant Saint-Christophe, avec trente-deux vaisseaux de ligne. Le corps de troupes qu'il menait, joint à celui du marquis de Bouillé, s'élevait à six mille hommes. Une forteresse renommée, Brimstomehill, exigeait un siége régulier. On l'entreprit avec confiance, parce qu'on croyait n'avoir rien à craindre de l'escadre anglaise : elle était inférieure de dix vaisseaux à celle du comte de Grasse. L'amiral Hood, qui en avait pris le commandement, parut pourtant vouloir affronter ces forces supérieures. Aussitôt que le comte de Grasse l'aperçoit, il fait lever les ancres. L'amiral anglais feint d'abord d'accepter la bataille ; il se retire ensuite, et voit avec plaisir l'escadre

Prise de l'île Saint-Christophe.

française s'éloigner de plus en plus de l'île assiégée. Par une habile manœuvre que secondent les vents et l'extrême agilité de ses vaisseaux, il évite la ligne française, et, se glissant derrière elle, arrive au même mouillage que le comte de Grasse venait d'abandonner. Honteux de la surprise qui lui a été faite, le comte de Grasse attaque enfin la flotte anglaise, dont tous les vaisseaux embossés ne pouvaient plus manœuvrer. Il est repoussé deux fois et n'ose ou ne sait pas user du moyen par lequel l'Anglais Elphinston, monté sur une escadre russe, brûla en 1770 la flotte turque dans le port de Tschesmé. Nous ne verrons que trop tôt quelles furent, pour notre marine, les suites de la double faute de l'amiral de Grasse et du mépris que les officiers de son escadre conçurent pour ses talens. Nous avons encore quelques faits glorieux à raconter. Le marquis de Bouillé, qui se vit privé du secours de l'escadre française, n'en continua pas avec moins d'ardeur le siége de la forteresse. Il vint à la rencontre de treize cents soldats que Hood avait débarqués pour la secourir, les battit, et leur fit regagner précipitamment leurs vaisseaux. Brimstomehill capitula, et l'amiral Hood abandonna les rivages d'une île que son habileté n'avait pu conserver à l'Angleterre. Peu

de jours après, l'île de Montferrat se rendit au comte de Barras.

Les Espagnols paraissaient enfin avoir reçu des Français l'exemple de l'audace et même de la vigilance; ils attaquèrent la Floride, qu'ils avaient, dans le siècle dernier, tenté de reprendre sur les Anglais par des combats acharnés et même par des crimes. En se délivrant d'un sujet d'alarmes pour leurs immenses colonies, ils délivraient également les États-Unis d'un voisinage dangereux. La ville de Pensacola soutint un siége assez long; sa soumission décida celle de la Floride occidentale. On la dut à l'activité de l'amiral Solano.

Conquête de l'île de Minorque et du fort Saint-Philippe par le duc de Crillon. 1781 et 1782.

Un autre succès augmenta l'orgueil et les espérances des Espagnols : ce fut la prise de l'île de Minorque, que les Anglais s'étaient fait céder de nouveau par le traité de 1763. Les Français concoururent avec les Espagnols à cette conquête importante, et ce fut dans toute cette guerre la seule occasion où le mélange de ces deux milices, d'un caractère si différent, produisit, ou plutôt n'empêcha point un succès. Pour commencer cette expédition, une flotte de dix-huit vaisseaux était sortie du port de Brest, sous le commandement du comte de Guichen. Il avait avec lui deux marins chers au commerce

français, dont ils avaient été les intrépides protecteurs, Beausset et Lamothe-Piquet. Les Anglais ne purent empêcher cette escadre de se joindre, dans le port de Cadix, à trente vaisseaux espagnols que commandait don Louis de Cordova. Cet armement chassa tout devant lui dans la Méditerranée. Dix mille Espagnols et quatre mille Français débarquèrent successivement dans l'île de Minorque : ils avaient pour chef le duc de Crillon, militaire plein de bravoure et de talent, qui, fatigué d'avoir été subordonné à de mauvais généraux dans la guerre de sept ans, avait passé au service de l'Espagne. L'île de Minorque fut conquise en quelques jours, à l'exception du fort Saint-Philippe. Depuis les derniers travaux que les Anglais y avaient faits, on le considérait comme une des premières citadelles du monde. Il était défendu par quatre régimens anglais sous les ordres du gouverneur Murrai. Celui-ci fit connaître quelle serait sa résistance par la réponse noble qu'il fit à la première sommation du général espagnol. *Lorsqu'un de vos vaillans ancêtres*, écrivit-il au duc de Crillon, *fut sommé par son roi d'assassiner le duc de Guise, il répondit* : L'honneur me le défend. *J'oppose les mêmes paroles à vos propositions : l'honneur me défend de les accepter*. Le siége du fort de

Saint-Philippe fut conduit d'une manière qui mérita les plus grands éloges des hommes de l'art. Le duc de Crillon crut devoir, dans cette circonstance, s'éloigner des procédés ordinaires, et recourir beaucoup plus au corps de l'artillerie qu'à celui du génie ; il s'étudia particulièrement à communiquer aux Espagnols la témérité brillante qui cherche jusqu'aux dangers inutiles : lui-même en donna l'exemple. Il monta le premier au sommet d'une tour pour en arracher un drapeau anglais, reçut une vive décharge, et fut légèrement blessé. Comme on blâmait ce général d'avoir fait une action de grenadier : *J'ai voulu*, dit-il, *rendre mes Espagnols tout Français, afin qu'on ne s'aperçoive plus qu'il y a ici deux nations.* Murrai, après la plus honorable défense, fut réduit à capituler le 4 février 1782. Les alliés furent émus de pitié et frappés d'admiration en voyant l'état déplorable de la garnison qui se rendait prisonnière.

Bataille navale entre les Anglais et les Hollandais. 1781.

Les Hollandais eurent part aussi à la gloire de cette campagne de 1781. Les Anglais avaient résolu de leur fermer la Baltique. Une escadre de sept vaisseaux, sous le commandement du plus vieux et du plus opiniâtre de leurs marins, Hyde-Parker, était partie pour remplir ce double objet. Une escadre hollandaise, du même nombre de vaisseaux, et à laquelle s'é-

tait réunie une forte frégate américaine, sortit du Texel vers la fin de juillet, sous les ordres de l'amiral Zoutman. Les deux escadres, qui se dirigeaient en même temps vers la Baltique, se rencontrèrent à peu de distance de Doggers-Banck : l'une et l'autre montrèrent une égale ardeur pour le combat, et s'y disposèrent dans un silence terrible. Elles s'approchent à une demi-portée de fusil : les deux vaisseaux amiraux s'engagent les premiers ; le *Ruyter*, monté par l'amiral Zoutman, combat comme s'il était dirigé par l'immortel marin dont il porte le nom. L'action devient générale et dure quatre heures, sans qu'aucun des combattans obtienne un avantage signalé. Au moment où, par un dernier effort, ils voulaient décider la victoire, les deux flottes reculent tout à coup : tous les vaisseaux avaient été tellement endommagés, qu'aucun d'eux ne pouvait plus se gouverner ; la mer, qui gronde et bouillonne, s'interpose entre eux pour les séparer. La perte des Anglais dans cette bataille fut de quatre cent cinquante hommes tués ou blessés. Les Hollandais en perdirent cinq cents. Ces derniers rentrèrent au Texel, où un de leurs vaisseaux coula. Hyde-Parker regagna l'Angleterre dans un même état de détresse. Ses compatriotes donnèrent des éloges à sa bravoure ; mais il ne

cessa d'accuser l'amirauté, qui lui avait donné des forces insuffisantes. Un pareil début devait encourager les Hollandais, et cependant le combat de Doggers-Banck fut le dernier où l'on pût reconnaître une marine autrefois si vantée ; ils parurent n'être plus que les spectateurs d'une guerre où toutes leurs possessions étaient envahies ou menacées.

Les événemens des Indes orientales, dont je tracerai tout à l'heure un tableau rapide, devenaient alarmans pour l'Angleterre. Ce n'était plus seulement un chef barbare qui menaçait les conquérans, ou plutôt les tyrans des Indes : c'était un Français, un marin en qui l'on croyait voir revivre les talens de Duquesne et de Tourville, et les vues élevées de Labourdonnaie et de Dupleix. Que la guerre eût continué deux années seulement avec la vigueur que les alliés avaient déployée dans celle-ci ; qu'ils eussent renoncé à l'entreprise tout à la fois gigantesque et frivole du siége de Gibraltar ; que des nombreux vaisseaux et des trente mille hommes ridiculement employés à l'attaque de ce rocher, on eût tiré des renforts pour les utiles expéditions des deux Indes ; enfin que des vaisseaux français eussent ramené l'escadre hollandaise dans la Baltique, et décidé les puissances du Nord à venger leur pavillon, c'en était fait de la puis-

sance coloniale de l'Angleterre et de toute sa tyrannie maritime.

Discours de Fox contre les ministres. 1782.

Quatre ans auparavant, le ministère britannique avait été fortement ébranlé par la capitulation du général Burgoyne; tout indiquait qu'il ne survivrait pas long-temps à celle du général Cornwallis. Le parti de l'opposition accabla les ministres de reproches, d'invectives et d'accusations. Le roi venait de prononcer un discours dans lequel, en exprimant de faibles regrets pour des pertes qu'il affectait d'atténuer, il exprimait encore de la sécurité pour l'avenir. Trois orateurs s'élevèrent avec force contre l'adresse de remercîment : c'étaient Fox, Burke et le jeune Pitt, second fils de lord Chatam. On eût dit que chacun imitait une qualité particulière du talent de ce grand homme : Fox, l'énergie de ses pensées et de ses mouvemens : Burke, la brillante vivacité de ses images; et son fils, la lucidité de ses raisonnemens. Ce fut Fox qui poussa le plus loin la violence de ses attaques. « Je m'at» tendais, dit-il, à n'entendre d'un souverain » chéri que des paroles dignes de son cœur; » tout me faisait croire qu'il aurait le courage » de confesser une trop longue erreur au mo» ment où le peuple anglais l'expie si cruel» lement : mais qu'ai-je entendu? le système » que nous maudissons depuis dix ans, on le

» reproduit encore! Nos malheurs, on les nie! » nos dangers, on ne veut pas les voir! nos » affronts, on les supporte avec une lâcheté » flegmatique! Celui qui, ne connaissant pas » le caractère personnel de notre monarque, » lui attribuerait ce discours, et n'y ver- » rait pas l'ouvrage de ses ministres, le pren- » drait pour un despote insensible qui se fait » une horrible joie de sacrifier la vie et la li- » berté de ses sujets, et qui se montre encore » altéré de vengeance lorsqu'il ne peut plus » espérer la victoire! L'indignation m'emporte, » sans doute. Eh! puis-je la contenir, quand » je viens d'entendre un orateur nous accuser » de l'origine et des suites funestes de la guerre » d'Amérique, nous qui en avons désavoué » l'exécrable principe et prédit toutes les » conséquences? Les discours de l'opposition » sont à vos yeux une source de calamités: » hommes d'État misérables! ne voyez-vous » pas que ces terreurs sont l'aveu de votre inep- » tie? C'était par vos actes qu'il fallait con- » fondre nos paroles, par vos succès qu'il fal- » lait humilier notre prévoyance, par la gloire » et la prospérité de notre nation qu'il fallait » étouffer nos chagrins. Vos fautes ont fait la » force de tous nos discours que vous avez mé- » prisés. C'est vous qui, dans cette chambre, » avez doublé le nombre de nos partisans et

» de nos amis, et qui, dans la nation, l'avez
» rendu égal à celui de tous les généreux An-
» glais. Grâce au ciel, nous avons acquis le
» droit et la puissance de vous arrêter dans des
» mesures funestes : nous pouvons au moins
» vous empêcher d'envoyer une troisième ar-
» mée anglaise passer sous des fourches cau-
» dines ; nous pouvons plus, et la pitié ne
» nous empêchera point de remplir ce de-
» voir, nous devons vous poursuivre jusque
» devant le tribunal de la justice, et vouer de
» grands coupables à l'échafaud. »

Nouveau ministère. Mars 1782.

Les ministres n'obtinrent, dans cette occasion, qu'une faible majorité ; elle décrut encore dans les débats qui suivirent. Lord Germaine, chargé du département des colonies, et lord Sandwich, qui présidait l'amirauté, furent menacés d'être mis en accusation. Une discussion très-vive était engagée, lorsque lord North, en entrant, dit, avec son flegme accoutumé : *Cette discussion fait perdre à la chambre un temps précieux : sa majesté vient d'accepter la démission de chacun de ses ministres.* Le roi Georges fut alors obligé de subir la loi d'un parti qui voulait faire dominer les principes les plus sévères du *wighisme*. Le vertueux marquis de Rockingham fut mis à la tête du ministère ; Fox, le duc de Richemond et lord Shelburne furent

nommés secrétaires d'État. L'amiral Keppel présida l'amirauté, Burke et le colonel Barré eurent des emplois importans. Le jeune Pitt, assez sûr de son génie pour ne vouloir pas s'essayer dans un rôle secondaire, couvrit du voile de la modestie un refus ambitieux. Le triomphe complet du wighisme fut attesté par des actes humilians pour la couronne. Le parlement cassa tout ce qu'il avait fait lui-même concernant l'élection si long-temps contestée de Wilkes. On crut être arrivé au moment où se réaliserait l'importante motion que Pitt avait faite pour la réforme des élections parlementaires. Un respect raisonné pour des abus anciens, et peut-être nécessaires, sauva l'Angleterre de ces crises, de ces calamités dans lesquelles on tombe souvent en cherchant la perfection d'un système politique.

Renvoi de Necker. Mai. 1781

Les succès de la campagne de 1781 ne produisirent pas en France l'allégresse qu'ils devaient exciter; et la prise d'Yorck-Town, le plus beau fait d'armes de la guerre, fut moins célébrée que ne l'avait été la conquête de la Grenade. Après quatre ans on sentait tout le fardeau de la guerre : celui qui en avait su dissimuler aux Français les énormes dépenses, Necker, n'était plus en place; il avait succombé à toutes les inimitiés, à tous les reproches qu'avait excités son orgueilleux *Compte rendu*;

et le roi de France avait cru montrer, en l'éloignant, qu'il ne se laisserait point assimiler à un roi d'Angleterre. La disgrâce de Necker était considérée comme une calamité publique. La noblesse avait presque décerné un triomphe au duc de Choiseul, lorsqu'il fut exilé par Louis XV ; les regrets causés par le départ de Necker ne se manifestèrent point avec le même éclat, mais ils furent plus profonds et plus généralement sentis. Il y eut d'abord dans tout le royaume un silence lugubre : commerçans, capitalistes, hommes de loi, propriétaires aisés, toutes ces classes enfin dont se composait le *tiers état*, montraient l'excès de la consternation. Le *tiers état*, si long-temps dédaigné, croissait en force, et par les progrès de la civilisation, et par ceux de la philosophie. Turgot avait voulu en être le bienfaiteur ; Necker en avait été le courtisan. Le peuple préférait celui qui avait pris le plus de soins pour lui plaire, et qui avait le plus frappé son imagination par des ressources dont il semblait emporter le secret. En regrettant Necker, on pleurait sur le roi ; et le peuple, qui aimait Louis XVI, disait hautement : *On a trompé notre bon roi ; on le trompera toujours : que va-t-il devenir ?*

Des observateurs plus sévères, et que leurs emplois mettaient à portée de suivre de plus

près les mouvemens de la cour, regardaient la disgrâce de Necker comme une nouvelle et fatale révélation sur le caractère du roi. Ils ne doutaient pas que Necker ne l'eût informé avec scrupule de tous ses plans, et qu'ils n'eussent reçu l'assentiment du monarque. « Tel est » donc, disaient-ils, l'effet de la faiblesse, » qu'elle peut faire oublier à un roi, natu- » rellement probe et sincère, la honte d'être » infidèle à des promesses ou positives, ou ré- » pétées cent fois d'une manière indirecte! » Craignons que Louis XVI n'abandonne un » jour ses droits, son autorité, son trône, » avec la même facilité qu'il sacrifie ses mi- » nistres. »

Naissance d'un dauphin. 1781.

La tristesse que répandit dans le peuple le renvoi de Necker fut si profonde, que les fêtes occasionées par la naissance d'un dauphin ne la dissipèrent pas complétement. La reine était accouchée de ce prince le 22 octobre 1781. De nouveaux impôts prolongèrent le chagrin du peuple, et parurent justifier ses tristes pressentimens. Les fonctions de contrôleur général des finances avaient été rétablies pour Joly de Fleury, qui n'avait aucune renommée comme administrateur. Forcé de recourir à de nouveaux emprunts que la diminution du crédit rendait plus difficiles, il leur donna pour hypothèque un troisième vingtième, auquel

on ajouta de nouveaux sous pour livre, et une augmentation de droits sur les entrées de Paris. Les parlemens, favorables à un contrôleur général qui portait un nom cher à la magistrature, ne firent que de faibles représentations contre les emprunts et contre les impôts que nécessitait une guerre dont on pouvait enfin espérer d'utiles et de glorieux résultats.

Mort du comte de Maurepas et de Turgot. 1781.

Le conseil du roi parut changer de face par la mort du comte de Maurepas. Ce ministre, qui profana par la futilité de ses goûts la dignité de la vieillesse, et qui trahit par son égoïsme la confiance du jeune monarque dont il aurait dû affermir le règne et le caractère, expira le 21 novembre 1781. La France avait fait, au mois de mars de la même année, une perte déplorable, celle de Turgot : il mourut à l'âge de quarante-neuf ans, d'un accès de goutte, maladie qui avait frappé la plupart de ses parens à un âge peu avancé. Il avait porté dans sa retraite l'activité d'un esprit vaste et d'une âme bienveillante; il développait chaque jour ses projets avec la certitude que le roi serait bientôt forcé d'y chercher le salut de ses finances et de son autorité, mais aussi avec la crainte qu'il ne l'y cherchât trop tard. Ce genre d'alarmes troublait seul les paisibles jouissances qu'il

trouvait dans la culture des lettres, et dans le commerce d'amis qui aimaient et qui honoraient chaque jour davantage ce ministre disgracié. Le ciel privait l'infortuné Louis XVI d'un guide sage et ferme qu'il eût pu retrouver aux différentes époques de ses dangers, et dont le secours lui eût été particulièrement utile et même nécessaire dans l'année 1787, au moment où l'on voulut appliquer à la fois tous ses principes. Turgot eût-il triomphé et de la faiblesse du monarque, et de l'agitation du peuple, et des intrigues de la cour, et de la fatale résistance des grands? voilà ce qu'on ne peut affirmer; mais ce dont personne ne doute, c'est qu'il eût su mourir comme son ami Malesherbes.

Louis XIV, après la mort du cardinal Mazarin, avait annoncé et tenu la résolution de régner seul. Louis XV, après la mort du cardinal de Fleury, fit la même promesse, et l'oublia au bout de quelques jours. Louis XVI, quand il eut perdu son faible guide, crut de bonne foi pouvoir se passer à jamais d'un ministre principal. Il annonçait qu'on ne verrait pas sous son règne une autorité telle que celle du duc de Choiseul. Cependant il donna au comte de Vergennes le titre de chef du conseil des finances : c'était lui conférer une sorte de suprématie sur les autres ministres.

Il est vrai que le roi se réservait de s'occuper spécialement des finances, et en conférait avec tous les ministres d'État : leurs comptes furent soumis à un examen très-rigoureux. Le marquis de Ségur et le marquis de Castries, fiers de l'intégrité et même du succès de leur administration, s'offensèrent bientôt d'un esprit de recherche qu'on poussait envers eux jusqu'à la dureté et l'injustice. Quelquefois ils refusaient de venir au conseil où ils étaient mandés, ou bien ils y montraient un chagrin profond qui blessait et désolait le roi. La reine se déclarait contre le comité, le comte de Vergennes, et le contrôleur général Joly de Fleury, qui paraissait être le protégé de ce ministre. Louis, importuné des révélations qu'un pareil travail lui donnait sur les finances, et des tracasseries qu'il faisait naître, y renonça, et Joly de Fleury fut promptement sacrifié à l'espoir de ramener la paix dans le conseil.

Cet état de désunion entre les ministres, et ce défaut d'une action centrale, contribuèrent aux mauvais succès de la campagne de 1782; il faut en offrir le triste tableau.

Bataille navale perdue par les Français.

12 avril. 1782.

La France et l'Espagne avaient tout disposé pour la conquête de la Jamaïque. Le comte de Grasse, avec une escadre de trente-trois vaisseaux de ligne, était parti du Fort-

Royal de la Martinique pour aller chercher l'escadre espagnole à Saint-Domingue. Il avait à bord une armée bien suffisante pour jeter la terreur dans la Jamaïque, et il allait au-devant de seize mille soldats espagnols; un tel renfort n'eût plus laissé de doute sur le succès de l'expédition. Rodney, qui était revenu d'Angleterre, croisait dans le canal de Sainte-Lucie, avec une escadre de trente-cinq vaisseaux pour empêcher cette jonction. Il rencontra, le 9 avril, l'escadre française qui avait dépassé la Dominique, et qui se développait pour couvrir un nombreux convoi. Il résolut de l'attaquer. Un vent frais qui s'éleva, seconda son dessein. Les premiers vaisseaux français qui furent engagés reçurent, avec une grande intrépidité, le choc du *Formidable* et de deux vaisseaux de 90. Après quelques heures de combat, Rodney vit son avant-garde tellement maltraitée, qu'il laissa l'amiral de Grasse continuer sa route; mais il le suivit de fort près. Le 11 avril, l'escadre française était entre la Guadeloupe et les Saintes, dans une situation où l'on ne pouvait la forcer au combat. Déjà il n'y avait plus d'obstacles à sa jonction avec l'escadre espagnole. Un accident, peu fait pour déconcerter le comte de Grasse, lui fit perdre les avantages de sa position. Un de ses vaisseaux, *le Zélé*, avait abordé, vers le soir, *la*

Ville de Paris, et rompu, par l'effet de ce choc, ses mâts de beaupré et de misaine. Dans cet état déplorable, *le Zélé* tomba sous le vent de l'escadre anglaise. Le 12, au point du jour, le comte de Grasse ne vit plus ce vaisseau, et voulut le rallier à sa flotte : son armée arrive sur les Anglais ; *le Zélé* se dégage, mais la bataille devient inévitable.

Le comte de Grasse conduisait le centre, le marquis de Vaudreuil était à l'avant-garde; l'arrière-garde était commandée par le célèbre navigateur de Bougainville[1]. Les forces étaient à peu près égales de part et d'autre. Les deux escadres avaient eu, dans le combat du 9, deux vaisseaux endommagés, qui étaient entrés dans les ports voisins. Le comte de Grasse avait mis en sûreté son convoi. Cependant ses vaisseaux restaient chargés de plusieurs milliers de soldats et d'un nombreux attirail qui gênaient beaucoup les manœuvres. A sept heures du matin, le combat s'engage dans l'horrible mêlée de soixante-trois vaisseaux de guerre; tout semblait dépendre des deux plus puissantes masses. *Le Formidable*, de 98, et *la Ville de Paris*, de 110, pendant une bataille

[1] Dans le dix-septième Livre je parlerai des Voyages autour du monde de Bougainville, de Cook et de Lapeyrouse.

de douze heures, lâchèrent quatre-vingts fois leur épouvantable bordée. Les marins des deux nations montraient autant de justesse que de promptitude dans le service des batteries; mais des deux amiraux, l'un Rodney, quoique contrarié par le vent, semblait toujours prêt à percer la ligne française; l'autre, qui paraissait plus songer à son vaisseau qu'à son escadre, n'ordonnait point de grandes évolutions. Jusqu'à dix heures, les efforts de Rodney pour exécuter la manœuvre décisive avaient été inutiles. *Le Sceptre* et *le Glorieux* avaient soutenu le choc d'une grande partie de l'avant-garde anglaise; mais le vent changea, et passant de l'est au sud-est, servit les desseins de Rodney. A l'impétuosité de ses mouvemens, on eût dit qu'il commençait seulement la bataille. Les vaisseaux français du centre et de l'avant-garde avaient beaucoup souffert: l'arrière-garde restait un peu en arrière. *Le Glorieux* était dématé, quatre vaisseaux anglais viennent l'assaillir; il cède et se retire : la ligne des Français est coupée. Les signaux de Rodney sont entendus : tous ses vaisseaux viennent, dans un ordre savant, suivre la route que leur indique *le Formidable*. Les Francais vont combattre partiellement et sans concert; mais leur courage n'est point épuisé. Les Anglais seraient encore loin de la victoire, si leur ar-

tillerie, en moissonnant des rangs de soldats inutiles aux manœuvres, n'augmentait le désordre et le désespoir de nos marins. *Le Canada*, monté par Cornwallis, réussit enfin à s'emparer de *l'Hector*; *le César* se rend au *Centaure*, après avoir eu deux capitaines tués. *Le Glorieux* et *l'Ardent* éprouvent le même sort. *Le Diadème*, tout fracassé, s'enfonce. Cornwallis, qui a commencé la victoire, se précipite sur *la Ville de Paris*, que dix heures d'un combat acharné paraissaient avoir mis dans la plus grande détresse. Il en est reçu comme si ce vaisseau eût encore conservé toutes ses foudres; il insiste : six vaisseaux secondent son attaque. Tantôt *la Ville de Paris* se défend seule, tantôt elle reçoit un secours momentané du *Languedoc*, de *la Couronne*, du *Pluton* et du *Triomphant*; ils sont successivement écartés. Le comte de Grasse se défend encore. Le soleil est près de se coucher; la nuit peut amener le salut de l'amiral; mais Samuel Hood, monté sur *le Barfleur*, s'approche assez près de *la Ville de Paris* pour emporter soixante hommes d'une seule décharge. Le combat continue : une seconde décharge du *Barfleur* foudroie *la Ville de Paris*. Trois hommes seulement, y compris l'amiral, sont restés sans blessure; il cède enfin à la

fortune, et se rend à Samuel Hood. La nuit mit fin au combat.

Sans cette journée, l'équilibre était tout-à-fait rétabli entre la marine de la France et celle de l'Angleterre; sans elle, les rivages des deux continens étaient affranchis des dures lois d'un commerce dominateur. Il est vrai que la bataille du 12 avril ne fut suivie d'aucune conquête, ni même d'aucune entreprise des Anglais; mais leur triomphe était d'une importance extrême dans l'opinion, parce que les Francais n'étaient que trop disposés à reconnaître la supériorité maritime de leurs ennemis. L'effet de dix combats où notre marine les avait tenus en échec par l'habileté de ses manœuvres, fut, sinon perdu, du moins obscurci.

Rodney n'avait point mis de vigueur dans sa poursuite; mais la fortune, toujours prête à le seconder, lui fit rencontrer, le lendemain, deux vaisseaux et trois frégates qui n'avaient point pris part à la bataille : il s'en empara. Une seule frégate réussit à s'échapper. Bougainville conduisit à Saint-Eustache une partie de l'escadre battue. Le marquis de Vaudreuil conduisit l'autre à Saint-Domingue, où était arrivé le convoi, désormais inutile pour l'expédition de la Jamaïque, à laquelle il fallait renoncer. Les Anglais avaient eu, dans la bataille, plus de mille hommes tués ou blessés.

Les Français en avaient perdu trois mille, sans compter les prisonniers. Quatre cents hommes avaient été tués sur le seul vaisseau *la Ville de Paris*. Le brave capitaine Laclochetterie, celui qui, sur la frégate la *Belle-Poule*, avait commencé si glorieusement la guerre, fut au nombre des morts, ainsi que cinq autres capitaines, d'Escars, Bernard de Marigny, Saint-Césaire, Dupavillon et de Lavicomté. Les Anglais regrettaient les deux capitaines Boyne et Blair. Le vaisseau *le César* brûla durant la nuit qui suivit la bataille : le feu y prit par l'imprudence des Français prisonniers; leur désespoir était tel, qu'ils ne firent aucun effort pour l'éteindre. *La Ville de Paris* avait été en vain réparée à la Jamaïque; ce vaisseau coula après avoir conduit en Angleterre le malheureux comte de Grasse.

Tandis que, dans sa patrie, on dévouait son nom à l'outrage, et que des chansons d'une infâme et odieuse gaieté insultaient à sa défaite, il était à Londres l'objet d'une admiration et d'un enthousiasme excessifs. Il fut présenté au roi; on eut l'humanité de lui donner des fêtes. Partout il était salué du surnom de l'*intrépide Français*. Chacun voulait avoir son portrait. Ces témoignages rendus à la valeur d'un ennemi malheureux n'étaient, de la part des Anglais, qu'un moyen de prolonger la joie

du triomphe dont ils s'enorgueillissaient. La nation française le comprit ainsi, et n'en fut que plus irritée contre l'amiral qui n'avait pas su faire respecter aux Anglais le deuil profond dans lequel il devait être plongé.

Le gouvernement anglais devait une grande réparation à Rodney, dont la destitution avait été prononcée avant la bataille du 12 avril. Le roi lui donna la pairie, et le parlement pourvut à son sort avec libéralité. Cependant ses compatriotes se plaignirent de lui, lorsqu'ils apprirent que le chevalier de Lapeyrouse, avec un vaisseau et deux frégates, avait impunément dévasté un de leurs plus beaux établissemens dans la baie d'Hudson; que les Français n'avaient point été inquiétés dans les Antilles, ni les Américains sur leurs rivages, et même qu'on avait été forcé d'évacuer Savanah. Les ministres wighs, qui dominaient alors le roi, pensaient qu'il fallait se hâter de conclure la paix après une victoire éclatante; mais le gouvernement français avait encore le salutaire orgueil de différer la paix jusqu'à ce que son malheur eût été réparé. Le patriotisme des différens corps de l'État vint seconder cette noble résolution. Les princes, le clergé, les États, le commerce, firent des souscriptions pour remplacer les huit vaisseaux qu'on avait perdus à la bataille du 12 avril, et

surtout *la Ville de Paris*. On se rappelait avec douleur que ce magnifique vaisseau avait été donné au roi Louis XV après un grand désastre maritime, et l'on se livrait à de tristes présages : ils ne furent que trop confirmés par la funeste expédition de Gibraltar.

Siége de Gibraltar. 1782.

Cette forteresse, qu'une armée nombreuse et tristement inactive bloquait par terre, tandis qu'une escadre de quarante-six vaisseaux de ligne espérait fermer aux Anglais l'entrée du détroit, avait été ravitaillée, en 1780, par l'amiral Rodney, et en 1781 par l'amiral Darby. Les ouvrages des assiégeans avaient été conduits jusqu'au pied du rocher; leurs bombes avaient détruit la ville presque entièrement : mais les fortifications n'avaient été nullement atteintes. La cour d'Espagne n'en persévérait pas moins dans la résolution d'enlever aux Anglais une possession qui avait été pour eux le prix facile et inespéré d'une surprise. L'honneur national demandait à l'Espagne de rentrer dans ce fort, comme il avait demandé à la France de chasser les Anglais de Calais et de Dunkerque; mais c'était sur les côtes de l'Angleterre qu'il fallait reconquérir Gibraltar, et l'on avait trop facilement abandonné une entreprise qui avait été éprouvée, non par trois expéditions, mais par trois voyages maritimes mal conduits.

La prise de Gibraltar était un problème qui exerçait les meilleurs marins, les officiers les plus instruits et les ingénieurs les plus distingués. On vantait parmi ces derniers le chevalier d'Arçon, homme d'une âme et d'une imagination ardentes. Un projet qu'il avait conçu pour l'attaque de Gibraltar était mis au rang des grandes découvertes du génie militaire. Avec des carcasses de gros navires rasés comme des pontons, recouverts d'un blindage incliné, et qu'il croyait, par une mécanique très-compliquée, avoir mises à l'abri des bombes et des boulets, il établissait des batteries flottantes qui devaient offrir un front de cent cinquante pièces de canon, et battre d'assez près la place pour faciliter l'assaut. Les hommes les plus habiles avaient applaudi à ce moyen : la cour d'Espagne résolut de l'employer. Elle confia la direction du siége au duc de Crillon, célèbre par la conquête de l'île de Minorque. Deux princes français, le comte d'Artois et le duc de Bourbon, voulurent prendre part à une expédition qui fixait les regards de toute l'Europe. Un valeureux étranger, le prince de Nassau, qui se faisait une patrie partout où il espérait trouver des périls et de la gloire, se présenta au camp de Saint-Roch. Là, les deux nations alliées rivalisaient de luxe, en attendant l'occasion de rivaliser de bravoure.

Jamais une expédition guerrière ne s'était présentée sous un aspect plus séduisant ni plus commode. Des tentes somptueuses pour les officiers, d'élégantes baraques pour les soldats, de petits jardins dont elles étaient entourées, des tables splendidement servies, des jeux de toute espèce, des concerts et des danses, auraient fait oublier qu'il s'agissait du siége le plus difficile et d'une entreprise vraiment gigantesque, si l'intrépide gouverneur de la place, Elliot, ne l'avait de temps en temps rappelé aux assiégeans par des sorties heureuses. Loin de lui savoir mauvais gré de troubler ainsi leurs plaisirs, ils faisaient offrir diverses sortes de rafraîchissemens au gouverneur d'une garnison qu'on croyait affamée; et celui-ci, pour dissimuler sa détresse, en faisait offrir à son tour. Au milieu de ces traits de courtoisie militaire et de ces divertissemens, de sourds élémens de discorde fermentaient parmi les assiégeans. Le duc de Crillon n'approuvait point le plan des batteries flottantes; les officiers et les soldats espagnols en auguraient encore plus mal. Cependant le ministre principal de cette monarchie, le comte de Florida-Blanca, exigea que l'on fît un prompt usage des batteries flottantes, parce que, impatient de la paix, il croyait l'obtenir à des conditions honorables, si les Anglais perdaient l'espoir de conserver

Gibraltar[1]. Ce fut, dit-on, à regret, que le chevalier d'Arçon vit faire une épreuve préci-

[1] On lit sur ce fait des détails intéressans dans les Mémoires peu connus du duc de Crillon; ils montrent la prévoyance et la loyauté de ce militaire. Il venait de faire beaucoup de représentations au comte de Florida-Blanca contre le projet du chevalier d'Arçon, et il refusait d'être chargé du siége. « Ce ministre, » est-il dit dans ces Mémoires, eut l'air de penser un » moment, et dit à M. de Crillon: Laissez-moi passer » un instant dans mon cabinet, et restez ici. Il ne » tarda pas à revenir, et dit alors à M. de Crillon: » J'ai connu votre sagesse, et surtout votre discré- » tion, votre conduite dans la conquête de Mahon; » ainsi je vais vous parler avec confiance. Nous sommes » en mesure de faire la paix, et c'est la prise de » Gibraltar qui doit en décider les conditions. Toute » l'Europe a les yeux ouverts sur le projet de M. d'Ar- » çon, et le regarde comme assuré: la France n'en » doute point, et nous savons (par toutes les nou- » velles d'Angleterre) que les Anglais sont si prévenus » sur le succès de cette entreprise, qu'il y a toute » apparence que le gouverneur de Gibraltar, homme » de mérite, et aussi sage qu'il est brave, ne voudra » pas s'obstiner au parti hasardeux de se laisser em- » porter d'assaut, dès qu'il verra sa place ouverte, » ou du moins après avoir reconnu la possibilité de » le donner; vous serez d'ailleurs toujours le maître » d'en retarder le moment. Alors vous nous enverrez » un courrier pour demander au roi ses derniers » ordres, en insérant dans votre lettre vos réflexions » sur cette entreprise: voilà ce qui dépendra de vous: » et pendant que, pour son exécution, vous ferez

pitée de machines dont il n'avait pas encore perfectionné la construction. Le moyen qu'il

» traîner vos préparatifs, nous aurons le temps de
» pousser nos négociations sans vous compromettre,
» ni l'armée du roi.

» M. de Crillon fit à son tour un moment de re-
» flexion sur les dernières paroles du ministre, et lui
» dit : Monsieur, on connaît votre amitié pour moi,
» et les bontés du roi : cette justification paraîtrait
» suspecte. Ainsi je vais vous faire une proposition
» d'après laquelle j'accepterai le projet, et vous donne
» ma parole que, jusqu'à son exécution, faite ou
» manquée, j'aurai l'air de l'adopter comme s'il était
» de moi, puisque vous me faites l'honneur de croire
» que mon faible suffrage pourra y ajouter quelque
» force ; je vous promets même d'employer de la
» meilleure foi (dont je me flatte que vous êtes
» assuré de ma part) tous les moyens possibles qui
» me seront indiqués par M. d'Arçon pour la réussite
» de son projet ; j'y mettrai la plus grande activité,
» mais sans y faire rien de mon chef que ce qu'il me
» prescrira, me soumettant en cela absolument à ses
» ordres, aux conditions expresses qu'en partant
» pour Gibraltar je laisserai dans les mains d'une
» femme de mes amies, que vous connaissez et esti-
» mez, qui est madame de Marco, une déclaration
» authentique contre le projet de M. d'Arçon. Ma-
» dame de Marco ignorera le contenu du paquet,
» que je lui donnerai comme un témoignage de
» confiance en elle, sur l'exécution de mes dernières
» volontés. Ce paquet ne pourra être ouvert qu'au
» moment où elle recevra un courrier de moi ou de
» mon fils. » Cette proposition fut acceptée.

avait imaginé pour les mettre à l'abri des boulets rouges par une circulation d'eau perpétuelle et de trous qui se correspondaient, n'était point encore assuré.

Le 13 septembre, à sept heures du matin, dix batteries flottantes furent lancées d'Algésiras : trois s'approchèrent fort près de la place. Le prince de Nassau en montait une. Jusqu'à trois heures de l'après-midi, elles eurent un succès qui paraissait confirmer toutes les espérances de leur inventeur. Ce nouveau genre d'attaque était secondé par le feu des batteries du camp de Saint-Roch. Les Anglais montraient de l'hésitation et de l'étonnement. Les fortifications de la place, et surtout les murs du vieux môle, étaient vivement attaqués. Les boulets, les bombes et même les boulets rouges n'avaient produit aucun effet sur les batteries flottantes. L'alarme commença quand on vit deux de ces batteries fumer et s'embraser. De petits bâtimens et des nageurs accoururent pour éteindre la flamme; mais, pendant qu'on était occupé de ces soins, les batteries ralentissaient leur feu : celui des assiégés redoublait, ils lançaient contre elles des chaloupes canonnières qui les prenaient de flanc. Les boulets rouges déconcertaient les efforts des travailleurs. La valeur héroïque et la présence d'esprit du prince de Nassau, du cheva-

Destruction des batteries flottantes. 1782.

lier d'Arçon et d'un brave Espagnol, Moreno, retardaient le désastre général ; mais la nuit rendit plus affreux le développement de ce vaste incendie. Les bombes et les boulets ne cessaient de pleuvoir de l'inexpugnable rocher ; l'obscurité ne permettait plus ces secours empressés qui avaient arrêté le feu. Les Espagnols mirent le feu à plusieurs des batteries que les boulets rouges avaient épargnées, soit par un mouvement de rage, soit par la crainte qu'elles ne tombassent au pouvoir des Anglais. De malheureux soldats, pour échapper à l'incendie, se jetaient dans la mer, et, désespérant d'atteindre le rivage, revenaient s'accrocher aux batteries mêmes qu'ils voyaient brûler. Plusieurs officiers français, et particulièrement MM. de Rouffignac et de Grave, s'exposèrent aux plus grands dangers pour sauver leurs compagnons. L'humanité que les vainqueurs déployèrent adoucit un peu l'horreur de cette nuit terrible. Un Anglais, dont il ne faut pas que la postérité oublie le nom, le capitaine Curtis, monté sur une chaloupe canonnière, brava plus de dangers pour sauver les victimes de ce désastre, qu'il n'en avait couru dans le combat même : quatre cents hommes lui durent la vie. Plus de quinze cents Français ou Espagnols périrent. Une

seule des dix batteries flottantes ne fut point brûlée, mais elle se rendit aux Anglais.

On juge de la consternation et de toutes les discordes qui régnaient parmi les alliés après cette fatale expédition. Les marins espagnols et français ne s'entendaient plus sur aucun point. Quelque invraisemblable qu'il fût que l'amiral Howe pût, avec trente-trois vaisseaux de ligne, forcer le détroit et secourir Gibraltar en présence d'une escadre de quarante-six vaisseaux, parmi lesquels on en comptait cinq de 110 canons, et le plus beau vaisseau qu'on eût encore vu, *la Trinité*, armé de 130 canons et construit en cèdre, le découragement général rendait tout possible. L'escadre anglaise, qui avait fait voile de Plymouth le 11 septembre, était, le 9 octobre, à la hauteur du cap Saint-Vincent. Don Louis de Cordova voulait aller à sa rencontre, lorsqu'un furieux coup de vent tourmenta sa flotte pendant la nuit. Plusieurs vaisseaux rompirent leurs câbles; quelques-uns en s'abordant reçurent les plus grands dommages: le vent en chassa d'autres dans la Méditerranée. Le lendemain, un vent du sud-ouest permit aux Anglais l'entrée du détroit. Une nouvelle variation du vent les fit entrer à pleines voiles dans la baie de Rosa, et Gibraltar fut ravitaillé une troisième fois. Un seul espoir restait aux alliés après ce nouvel

Howe ravitaille Gibraltar.

affront, c'était de s'en venger par une victoire navale. Quoique onze vaisseaux, la plupart espagnols, eussent été jetés par la tempête à une distance qui ne leur permettait plus de prendre part à l'action, les marins français voulurent engager le combat. Lamothe-Piquet, qui commandait une division, arriva précipitamment sur l'escadre anglaise. Howe soutint avec vigueur le choc impétueux des Français; mais, comme il avait rempli l'objet de son expédition, il ne songea qu'à se retirer en bon ordre, et il y parvint. Dès ce moment, l'amiral Howe fut reconnu par les Anglais pour leur plus grand homme de mer.

Cependant le siége de Gibraltar fut continué sur un plan nouveau, que l'imagination vive et féconde du chevalier d'Arçon avait conçu. Le duc de Crillon était parvenu à faire brèche dans le rocher. A la faveur d'une seule nuit, il fit construire une muraille d'où l'on bravait le feu des assiégés. Les militaires les plus instruits peuvent seuls prononcer sur les résultats qu'on devait attendre de ce nouveau plan d'attaque. La paix arrêta les travaux difficiles du siége de Gibraltar.

Puisque nous sommes arrivés à la conclusion de cette guerre maritime, nous ne nous arrêterons pas long-temps à rendre compte des opérations militaires dans les Indes orientales.

Les événemens de cette contrée n'ont point, comme ceux de l'Amérique, de liaison intime avec le développement des mœurs nationales, but principal de cette histoire. D'ailleurs, les Français n'y figurèrent que fort tard, et leurs derniers exploits furent inutiles, parce qu'ils étaient postérieurs à la signature des préliminaires de paix. De quel intérêt serait-il de suivre avec détail les actions militaires d'Hyder-Ali et de son fils Tippoo-Saïb? Des combats où quelques centaines d'Européens, moins animés par la gloire que par l'avarice, guident des milliers de cipayes, offrent des tableaux froids et confus. C'est aux annales anglaises à les retracer, puisqu'une grande partie de la puissance de cette nation est fondée sur des combats de cette nature.

Affaires de l'Inde durant tout le cours de cette guerre.

Dès l'année 1778, et même avant que la guerre maritime eût commencé en Europe, la France avait perdu presque toutes les possessions qui lui restaient sur la côte du Coromandel; elles avaient été prises successivement à la suite d'un engagement maritime où le chef d'escadre français Tronjoli fut battu et forcé de se retirer à l'Ile-de-France. Hyder-Ali avait eu la générosité de marcher au secours de Pondichéry, assiégé par les Anglais. Ses efforts ne purent que retarder la prise de cette ville. Le gouverneur Bellecombe capitula le

17 octobre 1778, après quarante jours de tranchée ouverte. Hyder-Ali, sans alliés, continua d'inquiéter les Anglais. Il employa trois ans à soumettre une partie du Carnate. Au mois de septembre 1781, il assiégeait Arcate, capitale de cette province. Quelques artilleurs français qu'il avait dans son armée lui firent remporter une victoire complète sur l'armée anglaise qui s'approchait pour faire lever le siége. Des renforts fournis par le gouverneur du Bengale, Hastings, et des troupes nouvelles qu'une flotte anglaise avait conduites dans les ports de la presqu'île, eurent bientôt réparé cette défaite : Hyder-Ali fut battu à son tour. Dans cette même année 1781, les Anglais attaquèrent avec autant de vigueur que de succès plusieurs possessions des Hollandais dans l'Inde. Ces colonies, restes encore magnifiques d'une puissance qui avait coûté à ces républicains tant d'efforts de patience et de courage, étaient, pour la plupart, bien fortifiées, et furent mal défendues. La forteresse de Negapatnam, sur la côte du Coromandel, fut livrée aux Anglais, si ce n'est par la trahison, au moins par la lâcheté du gouverneur. La conquête de la baie de Trinquemale et d'une partie de l'île de Ceylan fut encore moins disputée. Enfin, les Hollandais perdirent leurs établissemens sur la côte occiden-

tale de Sumatra. Dans leur désespoir et leur humiliation, ils avaient imploré la France. Ce gouvernement, qui s'était montré insensible à la perte de ses comptoirs sur la côte du Coromandel, et qui, depuis la guerre, n'avait envoyé aux Indes qu'un seul vaisseau, *le Protée*, dont les Anglais s'emparèrent, fut ému de la situation de ses alliés. Une escadre de onze vaisseaux de ligne, commandée par le bailli de Suffren, suivi d'un convoi qui portait trois mille hommes, parut dans la mer des Indes.

Depuis que les Européens se disputaient l'empire de cette mer et la possession de ses rivages; depuis trois siècles où les Portugais, les Hollandais, les Français et les Anglais s'annoncèrent successivement en maîtres de ces belles contrées, il n'y eut point d'actions plus vivement, plus savamment disputées que les quatre batailles navales qui, dans l'année 1782, furent livrées par le bailli de Suffren à l'amiral Hughes; elles sont faites pour être méditées par les marins; mais eux seuls peuvent les décrire. Quoique le bailli de Suffren n'y remportât pas d'avantages décisifs, il sut presque toujours en profiter comme de victoires complètes. Il compta quelquefois un ou deux vaisseaux de plus que l'ennemi; mais quelle difficulté pour lui de réparer ses pertes, et de trouver des mouillages sur des côtes où sa pa-

trie ne possédait plus rien! Jamais plus exacte discipline ne fut observée sur les vaisseaux français. Dès le premier coup de canon Suffren communiquait à tous ses équipages sa fermeté, son coup d'œil vif, son courage indomptable. J'ai entendu quelques marins faire le récit de ces combats où ils avaient assisté; on voyait, à la chaleur dont ils étaient encore animés, qu'ils rappelaient les plus beaux jours de leur vie. Ce qu'il y eut de vraiment extraordinaire, c'est que les Anglais, habitués depuis si long-temps aux mers des Indes, paraissaient connaître beaucoup moins que l'amiral français une navigation qui demande tant d'études.

Au sortir du premier de ces combats, celui du 15 février 1782, Suffren se présenta devant Pondichéry, et, voyant flotter le pavillon anglais, vint dans la rade de Porto-Novo, amener un renfort de troupes à Hyder-Ali, et lui faciliter la conquête importante de Gondelour. Le second et le troisième combats furent si heureux, que Suffren parvint à reprendre Trinquemale dans l'île de Ceylan. Les Hollandais respirèrent : Suffren faisait pour eux tout ce qu'auraient pu faire leurs meilleurs marins dans leurs jours de gloire.

Mort d'Hyder-Ali.

Hyder-Ali, secondé par les Français, qu'il avait si long-temps attendus, et tranquille sur ses possessions du Malabar, parvint à s'établir

dans le Coromandel. Tout cédait à ses armes, lorsque la mort le frappa inopinément. Quoique son fils Tippoo-Saïb eût hérité de sa bravoure, ce prince n'avait point assez d'autorité pour contenir sous ses drapeaux les petits souverains dont son père s'était fait le chef suprême. Il éprouva des défections; les Anglais en profitèrent. Ses États furent ravagés; sa capitale, Hyder, fut prise avec d'immenses trésors. Enfin, il put se venger. Une victoire qu'il remporta lorsqu'on le croyait tout-à-fait abandonné, lui rendit ses États du Malabar; mais les Anglais assiégeaient ses troupes dans Gondelour. Le comte de Bussy s'était enfermé dans cette ville, et la défendait vaillamment. Le sort de Gondelour dépendait d'une cinquième bataille maritime : elle eut lieu le 20 juin 1783, et mit le sceau à la gloire de Suffren. Avec quinze vaisseaux il maltraita et mit en fuite une escadre de dix-huit vaisseaux qui voulaient lui fermer l'entrée de la rade de Gondelour. L'amiral français avait combattu à bord d'une frégate, afin de veiller mieux aux mouvemens de toute son escadre. Une action si glorieuse était inutile pour la paix, dont les préliminaires furent signés le 20 janvier 1783 : elle ne fut proclamée que le 25 novembre de la même année.

L'avénement du marquis de Rockingham, du duc de Richemond et de Fox au ministère

Négociations pour la paix. 1782.

avait été la circonstance la plus décisive pour cette paix. Depuis long-temps ils annonçaient la résolution de reconnaître l'indépendance des États-Unis. Ils n'en craignaient point les conséquences commerciales; aucun d'eux ne doutait que le besoin, l'habitude et l'intérêt n'engageassent bientôt les Anglo-Américains à ouvrir des relations libres et faciles avec la métropole dont ils avaient secoué le joug. Les principes de la constitution anglaise leur paraissaient affermis par l'humiliation même que la couronne allait subir après tant d'inutiles efforts pour étendre sa prérogative.

C'était pour eux une joie particulière que de montrer à lord Bute que tous ses projets avaient été confondus. D'ailleurs ne valait-il pas mieux, pour l'Angleterre, reconnaître l'indépendance des États-Unis par un traité particulier avec cette nouvelle puissance, que de paraître forcée à ce sacrifice par la maison de Bourbon? Si la guerre devait continuer encore, et survivre au motif qui l'avait allumée, la France et l'Espagne, après leurs nouveaux revers, n'auraient-elles pas tout à craindre d'une armée anglaise qui, de Charles-Town et de New-Yorck, pourrait être portée dans les Antilles? D'après ces considérations, le ministère britannique ouvrit avec les États-Unis des négociations particulières, dont la France fut loin de s'offenser : le

succès en pouvait-il être douteux, lorsque l'Angleterre cédait tout? Cependant ces espérances de paix parurent compromises par la mort du marquis de Rockingham, chef de la nouvelle administration, l'homme alors le plus considéré de l'Angleterre, et qui tempérait par les qualités les plus aimables les maximes d'un patriotisme rigide. Deux des secrétaires d'État prétendaient à exercer après lui la suprématie ministérielle; l'un était Fox, et l'autre lord Shelburne. Le premier avait affaibli sa renommée en montrant que les fonctions publiques ne réprimaient point l'emportement de ses goûts et de ses passions. Le second avait la dignité de mœurs qui fait la plus belle décoration de l'homme d'État. Pitt profita de leur division, et se liant avec lord Shelburne, auquel il paraissait céder le premier rang, il éconduisit du ministère Charles Fox; et dès lors commença entre eux une lutte politique qui devait suivre tout le cours de leur vie. Cependant Pitt et lord Shelburne se gardèrent d'abjurer les principes des wighs; ils tinrent à honneur de proclamer les premiers l'indépendance des États-Unis, et même ils consentirent à faire à cette république quelque cession de territoire. Franklin eut la gloire d'obtenir cette reconnaissance solennelle de la liberté de sa patrie; mais il ne voulut point que l'Amérique

que l'Amérique offrit immédiatement après la fin de la guerre.

Fermeté et désintéressement de Washington. 1782.

Une crainte sérieuse, celle d'une guerre civile et de tous les fléaux de l'anarchie militaire, troubla bientôt la joie qu'éprouvaient les Américains en voyant toute l'étendue de leurs rivages affranchie de la présence d'un ennemi qui dépouillait devant eux toute sa fierté, et ne semblait plus occupé qu'à fléchir

ront immédiatement élargies, et les poursuites commencées seront annulées.

VII. Il y aura paix solide et permanente entre l'Angleterre et les États-Unis de l'Amérique ; tous les prisonniers de part et d'autre seront remis en liberté sans rançon. Les flottes et armées britanniques seront retirées du territoire des États-Unis, laissant dans les fortifications l'artillerie américaine qui peut s'y trouver, et sans enlever les nègres ou toutes autres propriétés des Américains. Les archives et les autres actes ou papiers, publics et privés, qui peuvent être tombés dans les mains des officiers britanniques, seront restitués.

VIII. La navigation du Mississipi, depuis sa source jusqu'à l'Océan, restera pour toujours libre à tous les sujets de la Grande-Bretagne et des États-Unis.

IX. En cas qu'il arrivât que quelque place ou territoire appartenant à la Grande-Bretagne ou aux États-Unis fût conquis par les armes de l'un ou de l'autre peuple avant l'arrivée de ces articles en Amérique, ces places ou territoires seront restitués sans exiger de compensation.

leur ressentiment. Le congrès qui, depuis quelque temps, ne soutenait plus ses opérations qu'avec les subsides de la France (ils s'élevèrent en tout à dix-huit millions), avait laissé un arriéré considérable dans la solde de l'armée, et surtout dans celle des officiers. L'empressement qu'on mettait à les licencier les choqua, et leur donna de vives inquiétudes sur leur paiement et sur les récompenses qu'ils avaient méritées. Plusieurs d'entre eux s'assemblèrent, et tinrent un langage hostile contre leur patrie même : ils parlaient de ne poser les armes, de ne se disperser qu'après que le congrès aurait satisfait à leurs réclamations. Ceux qui montraient le plus de turbulence et qui avaient conçu les desseins les plus pernicieux, ne s'étaient pas flattés de pouvoir séduire leur général par la perspective de substituer son autorité à celle du congrès, et ses volontés aux lois de la patrie ; mais ils espéraient abuser de sa vive affection pour ses frères d'armes, et de sa sollicitude pour le sort qui les attendait. Washington n'éclata point d'abord contre les fauteurs d'un mouvement si dangereux ; mais il les confondit dans une assemblée générale des officiers, auxquels il sut communiquer son civisme et son désintéressement. On eût craint, en se rangeant encore parmi les mécontens,

de s'avouer un traître. De tous les malheurs qu'on avait envisagés, aucun ne parut plus grave que celui de perdre l'estime de Washington. L'armée prit le parti de se confier à l'équité du congrès et aux promesses que faisait cette assemblée à un guerrier citoyen; elle n'eut pas à s'en repentir.

Ainsi s'exécuta sans tumulte, ou plutôt au milieu d'un attendrissement général, ce passage difficile d'un état de guerre et même de révolution à l'état de paix. Washington jugea sa patrie; il ne vit point d'ambition parmi les premiers magistrats, point de turbulence dans le peuple. Les lois étaient peu sévères, mais elles tiraient une grande force de leur ancienneté, puisqu'enfin c'étaient les lois mêmes que chacune des provinces s'était données ou avait reçues à sa naissance; elles étaient également corroborées par l'autorité de la religion qui subsistait, avec une douce ferveur, entre des cultes divers habitués à se tolérer. Le luxe ne régnait point dans les villes; l'extrême misère n'était point connue des campagnes. Les finances étaient fort embarrassées; mais nul établissement dispendieux, nulle habitude de prodigalité ne s'opposaient à leur restauration graduelle. Une longue interruption du commerce avait ramené les Américains à l'agriculture, source des véritables richesses, et

paisible école des bonnes mœurs. Les fonctions les plus importantes étaient remplies par des hommes entre lesquels régnait une émulation de vertus aussi-bien que de connaissances utiles et variées, tels que Franklin, Hamilton, Adams et Jefferson.

Washington reconnut qu'il était temps de sanctionner par sa retraite la république dont il était le véritable fondateur; heureux de voir l'intérêt de sa patrie d'accord avec la noble modération de ses goûts et de son caractère! Quand il eut pris cette résolution, il parut mettre ses soins à ce qu'elle ne fût pas jugée un sacrifice, et qu'on ne fût pas tenté de lui en faire un mérite. « Ne croyez pas (disait-il » à tous ses officiers assemblés pour recevoir » ses adieux), ne croyez pas que je renonce à » la gloire; je m'en propose une très-élevée : » c'est celle d'être un bon cultivateur dans un » pays qui doit tout tenir de l'agriculture. Si » nous nous sommes donné réciproquement » de bons exemples à la guerre, je veux vous » en donner encore ou en recevoir de vous » dans des travaux paisibles. Nous nous visite- » rons, mes amis, et c'est dans nos champs » bien cultivés, au sein de nos heureuses famil- » les et de nos joyeux domestiques, que nous » rappellerons tant de dangers, tant de tra- » vaux et tant de bienfaits de la Providence.

» Je prends congé de vous le cœur plein de
» l'affection la plus pure, et pénétré de la plus
» grande reconnaissance. Puissent les jours
» qui vont suivre être aussi heureux pour
» vous que ceux qui les ont précédés ont
» été glorieux ! Je ne puis aller à chacun de
» vous lui dire adieu, mais je serai reconnaissant
» si chacun de vous vient me serrer la main. »
Tous vinrent en silence, et avec les signes de la plus vive émotion, serrer la main de leur général. Peu de temps après, ils le virent monter sur un bateau qui le portait sur l'autre rivière du Nord. Le général et toute son armée prolongeaient leurs adieux en élevant leurs chapeaux en l'air.

Son discours et ses adieux au congrès.

Washington se rendit à Annapolis, où le congrès tenait alors ses séances. Voici le discours qu'il tint en présence de cette assemblée:

« Les grands événemens qui devaient amener ma retraite sont enfin réalisés ; je viens
» en offrir au congrès mes sincères félicita-
» tions. J'ai l'honneur de me présenter devant
» lui pour déposer le commandement dont il
» a daigné m'honorer, et je lui demande la
» permission de quitter la carrière où je n'étais
» entré que pour le service de mon pays.

» Heureux de voir enfin l'indépendance des
» États-Unis assurée, je quitte avec plaisir des
» fonctions dont je ne m'étais chargé qu'a-

» vec la plus grande défiance. La tâche était
» difficile, et je sentais toute la faiblesse de mes
» moyens ; mais, d'un autre côté, la justice de
» notre cause, l'union de tous les citoyens, et
» surtout la protection du ciel, qui dispose et
» des hommes et des empires, tant et de si
» puissans motifs m'ont soutenu...

» Le succès qui a couronné nos armes a
» surpassé nos plus hautes espérances. Plus je
» porte mes regards sur les effets merveilleux
» de la protection céleste qui s'est manifestée
» en notre faveur, plus je sens augmenter ma
» reconnaissance.

» En répétant ici les obligations que je dois
» au zèle de toute l'armée, j'aurais de grands
» reproches à me faire si je ne témoignais,
» dans cette circonstance solennelle, ce que je
» dois en particulier aux services et aux talens
» des officiers qui m'ont été personnellement
» attachés pendant le cours de cette guerre.
» Quand ils m'auraient été unis par les liens
» du sang, je n'aurais pas été mieux servi par
» leur affection et leur dévouement. Permet-
» tez-moi de recommander surtout à la bien-
» veillance du congrès ceux qui ont continué
» leur service jusqu'à ce moment : ils ont des
» droits aux égards les plus distingués.

» Un devoir indispensable en terminant
» mes fonctions publiques, c'est de recom-

» mander les intérêts de ma chère patrie à la
» protection de l'Être tout-puissant qui dispose
» des empires : qu'il daigne étendre ses bé-
» nédictions sur tous ceux qui sont chargés
» de veiller au bonheur et à la tranquillité de
» l'État!

» J'ai rempli mon devoir : je me retire du
» théâtre des affaires publiques. Je prie cette
» auguste assemblée, dont j'ai long-temps
» exécuté les ordres, de recevoir de ma part
» les adieux les plus affectionnés. Je remets
» ma commission, et je me retire de tous les
» emplois de l'administration publique. »

Le président du congrès, Thomas Mifflin, lui répondit en ces termes :

« Les États-Unis, assemblés en congrès, re-
» çoivent avec la plus vive émotion la remise
» que vous faites ici des pouvoirs qui vous
» avaient été confiés. Vous ne vous en êtes
» servi que pour conduire nos troupes de vic-
» toires en victoires, dans le cours d'une guerre
» périlleuse dont le succès était si douteux.

» Appelé par votre pays à la défense de ses
» droits attaqués, quand vous avez accepté
» cette auguste fonction, les États-Unis n'a-
» vaient aucune alliance ; ils étaient sans amis
» et même sans gouvernement national qui
» pût vous seconder.

» Vous avez conduit avec sagesse et courage

» cette importante guerre, et, dans les circon-
» stances les plus pénibles, inviolablement
» attaché à l'autorité civile, vous en avez tou-
» jours respecté les droits. Vous avez déployé
» la plus grande persévérance jusqu'au mo-
» ment où les États-Unis, aidés par un roi et
» une nation magnanimes, ont pu terminer
» heureusement cette guerre. Vous avez vu
» la liberté, l'indépendance, la sûreté de votre
» pays affermies sur des bases solides.

» Vous avez défendu la liberté dans ce nou-
» veau monde; vous avez donné de terribles
» leçons à ceux qui exercent ou qui souffrent
» l'oppression, et vous vous retirez du théâtre
» où se sont passées tant d'actions mémora-
» bles, emportant avec vous les bénédictions
» de tous vos concitoyens. La gloire de vos
» vertus survivra à votre autorité militaire;
» elle ira instruire et animer les siècles les plus
» reculés. Comme vous, nous sommes con-
» vaincus de ce que nous devons à l'armée qui
» a servi sous vos ordres. Nous nous chargeons
» spécialement du sort des officiers attachés à
» votre personne jusqu'à l'époque glorieuse
» dont nous sommes les témoins.

» Nous nous joignons à vous pour recom-
» mander les intérêts de notre cher pays à la
» protection du Tout-Puissant. Nous le prions
» de disposer les cœurs et les esprits des ci-

» toyens, de manière qu'ils ne laissent échap-
» per aucune occasion de devenir une nation
» aussi heureuse que respectable. Nous lui de-
» mandons surtout qu'une vie qui nous est si
» chère soit l'objet de sa protection spéciale.
» Nous le prions de répandre sur vos jours
» toutes ses faveurs, et de vous accorder cette
» récompense que le monde ne peut donner. »

Une lettre que Washington écrivit de sa retraite exprime en termes bien nobles et bien touchans le bonheur qui fut le prix de ses travaux. En voici un fragment :

« Un voyageur chargé d'un pesant fardeau,
» arrivé au terme de son voyage après une
» longue et pénible route, n'est pas plus heu-
» reux que moi. Du haut de son habitation il
» promène ses regards sur l'espace immense
» qu'il a parcouru. Là il reconnaît les marais,
» ici les passages dangereux, les précipices qui
» se sont rencontrés dans son chemin, et qu'il
» n'a franchis que par la seule protection du
» grand arbitre de nos destinées.

» Maintenant, simple particulier sur les
» bords du Potowmac, *à l'ombre de ma*
» *vigne et de mon figuier*, loin du tumulte
» des camps et des embarras des affaires pu-
» bliques, je m'abandonne à ces douces jouis-
» sances que fuient ou le guerrier qui aspire
» à la renommée, ou le ministre qui nuit et

» jour s'occupe du soin de rendre son pays
» heureux, et peut-être de ruiner les États
» voisins, comme si ce globe ne pouvait suffire
» à tous les hommes. Le courtisan, qui attend
» du sourire gracieux de son souverain l'arrêt
» de sa destinée, ne peut avoir l'idée du bon-
» heur qui est devenu mon partage. Non-seu-
» lement je me suis éloigné d'un théâtre rem-
» pli d'agitations, mais dans le recueillement
» je savoure les douceurs de la vie privée. Sans
» porter envie à personne, je me laisserai tran-
» quillement entraîner par le fleuve de la vie,
» jusqu'au moment où j'irai m'endormir avec
» mes ancêtres. »

J'ai montré dans le livre précédent l'effet qu'avaient produit les maximes générales du congrès et la déclaration des droits de l'homme ; mais, quel que fût alors le prestige de ces principes abstraits dont on attendait une félicité commune, ils ne pouvaient exercer une influence aussi profonde que des tableaux faits pour élever l'âme et l'attendrir. Les jeunes officiers français avaient été témoins de plusieurs scènes touchantes ; ils étaient aussi les amis et les frères d'armes de Washington. Ils avaient reçu ses adieux et ceux de tant de familles dont ils avaient protégé les foyers. Ils exaltaient à l'envi un peuple qui les bénissait, et qui n'eût pu être libre sans leur secours. Ils

dissimulaient les fautes de ce peuple, ses longs momens de langueur, et cet égoïsme de provinces qui avait souvent trahi la cause commune. Le congrès avait fait fléchir l'austérité de ses principes démocratiques, en permettant une décoration militaire qui, par allusion au caractère de Washington, fut appelée l'*ordre de Cincinnatus*. Plusieurs officiers français la portèrent : c'était un nouveau lien avec la patrie qu'ils avaient un moment adoptée. D'autres Français voulurent, après la paix, visiter la république naissante, et confirmèrent les éloges qu'en avaient faits les militaires par lesquels elle avait été défendue. Huit ou dix ans après, quelques-uns de ces hommes proscrits dans leur patrie furent conduits sur ces mêmes rivages, et ne les trouvèrent point inhospitaliers. Mais quoique la population, l'agriculture et le commerce des États-Unis se fussent accrus dans une proportion étonnante; quoique Washington, une seconde fois arraché de sa retraite, se montrât un administrateur aussi ferme qu'il avait été un général intrépide, le temps des illusions était passé pour ces Français, et ils virent les Américains sous un aspect beaucoup moins favorable.

La paix entre l'Angleterre et les États-Unis fut signée définitivement le 21 janvier 1783.

La veille, les préliminaires de paix entre l'Angleterre, la France, l'Espagne et la Hollande avaient été signés à Versailles. La Hollande avait perdu plusieurs de ses belles possessions; elles lui furent restituées. L'Angleterre fit à l'Espagne la cession de l'île de Minorque et de la Floride occidentale. La France et l'Angleterre se restituèrent réciproquement les conquêtes qu'elles avaient faites l'une sur l'autre dans les deux Indes, à l'exception de l'île de Tabago, qui fut cédée à la France, et de l'établissement du Sénégal, dont elle recouvra la possession. Les autres avantages que la France obtint furent une augmentation de territoire autour de la ville de Pondichéry, et celle des pêcheries du banc de Terre-Neuve; enfin, la suppression de la condition humiliante que le traité de 1763 avait imposée relativement à Dunkerque. Voici les articles de ce traité.

ARTICLE PREMIER. Oubli et amnistie de tout ce qui a pu être fait ou commis avant ou depuis le commencement de la guerre qui vient de finir. Traité de Paix entre la France, l'Espagne, la Hollande et l'Angleterre. 1783.

II. Les traités de Westphalie, de 1648; de Nimègue, de 1678 et de 1679; de Ryswick, de 1697; de Paris et d'Utrecht, de 1713; de Baden, de 1714; de la triple alliance, de 1717; de la quadruple alliance de Londres, de 1718; d'Aix-la-Chapelle, de 1748; et de Paris, de 1763,

doivent servir de règle dans tous les points auxquels il n'est pas dérogé par ce traité.

III. Tous les prisonniers seront élargis sans rançon, chaque couronne soldant les avances qui auraient été faites pour la subsistance et l'entretien de ses prisonniers. Tous les vaisseaux de guerre ou marchands, pris depuis l'expiration des termes convenus pour la cessation des hostilités, seront pareillement restitués de bonne foi, avec leurs équipages et cargaisons.

IV. Le roi d'Angleterre est maintenu dans la propriété de l'île de Terre-Neuve et des îles adjacentes, excepté des îles de Saint-Pierre et Miquelon, lesquelles sont cédées en toute propriété à la France.

V. Le roi de France renonce au droit de pêche qui lui appartenait en vertu de l'article XIII du traité d'Utrecht, depuis le cap Bonavista jusqu'au cap Saint-Jean, sur la côte orientale de l'île de Terre-Neuve, par le cinquantième degré de latitude nord; et le roi d'Angleterre consent que la pêche assignée aux Français, commençant audit cap Saint-Jean, passant par le nord, et descendant par la côte occidentale de l'île de Terre-Neuve, s'étende jusqu'à l'endroit appelé *Caprayé*, au quarante-septième degré cinquante minutes de latitude. Les Français jouiront de

la pêche qui leur est assignée par le présent article, comme ils ont eu droit de jouir de celle qui leur était assignée par le traité d'Utrecht.

VI. Les Français exerceront la pêche dans le golfe Saint-Laurent, conformément à l'article V du traité de Paris.

VII. Le roi d'Angleterre restitue à la France l'île de Sainte-Lucie, dans l'état où elle était lorsque les armes britanniques en ont fait la conquête. Il cède aussi et garantit à la France l'île de Tabago.

VIII. Le roi de France restitue à la Grande-Bretagne les îles de la Grenade, des Grenadins, de Saint-Vincent, la Dominique, Saint-Christophe, Montserrat, et Nevis dans l'état où elles étaient, lorsque la conquête en a été faite par la France.

IX. Le roi d'Angleterre cède et garantit à la France la rivière de Sénégal et ses dépendances, avec les forts de Saint-Louis, Pador, Galam, Acquin et Portendich ; il lui restitue aussi l'île de Corée dans l'état où elle se trouvait lorsque la conquête en a été faite.

X. Le roi de France garantit à l'Angleterre la possession du fort James et de la rivière de Gambie.

XI ET XII. Des commissaires seront chargés de fixer les bornes des possessions res-

pectives dans l'Afrique ; et, quant à la traite de la gomme, les Anglais pourront la faire depuis l'embouchure de la rivière Saint-Jean jusqu'à la baie et fort de Portendich ; bien entendu que dans la rivière Saint-Jean, sur la côte, et dans la baie de Portendich, ils ne pourront faire aucun établissement permanent de quelque nature que ce soit.

XIII. L'Angleterre restitue à la France tous les établissemens qui lui appartenaient au commencement de la guerre sur la côte d'Orixa et dans le Bengale, avec la liberté de faire entourer Chandernagor d'un fossé pour l'écoulement des eaux. Le roi d'Angleterre s'engage à prendre les mesures qui seront en son pouvoir pour assurer aux Français, dans cette partie de l'Inde, comme sur les côtes d'Orixa, de Coromandel et de Malabar, un commerce sûr, libre et indépendant, tel que le faisait la compagnie Française des Indes orientales, soit qu'ils fassent ce commerce individuellement ou en corps de compagnie.

XIV. Pondichéry sera également rendu et garanti à la France, de même que Karical; et le roi d'Angleterre procurera, pour servir d'arrondissement à Pondichéry, les deux districts de Vélanour et de Bahour ; et à Karical les quatre magans qui l'avoisinent.

XV. La France rentrera en possession de

Mahé, ainsi que de son comptoir à Surate; et les Français feront le commerce dans cette partie de l'Inde, conformément aux principes établis dans l'article XIII de ce traité.

XVI. Les alliés respectifs des deux puissances, dans les Indes, seront invités à accéder à cette pacification.

XVII. Le roi d'Angleterre consent à l'abrogation et suppression de tous les articles relatifs à Dunkerque, à compter du traité de paix conclu à Utrecht en 1713 inclusivement jusqu'à présent.

XVIII. Les deux puissances contractantes travailleront à de nouveaux arrangemens de commerce sur le pied de la réciprocité et de la convenance mutuelle.

XIX. Tous les pays conquis de part et d'autres, et qui ne sont pas compris dans ce traité, à titre de cession ou de restitution, seront rendus sans compensation.

XX. On assigne le temps où les restitutions ou évacuations seront effectuées dans toutes les parties du monde.

XXI. La décision des prises faites antérieurement aux hostilités sera remise aux cours de justice respectives.

XXII. Pour empêcher le renouvellement des procès terminés dans les îles conquises par l'une ou l'autre des puissances contractantes,

il est convenu que les jugemens rendus en dernier ressort, et qui ont acquis force de chose jugée, seront maintenus.

XXIII. Les deux puissances se garantissent généralement et réciproquement toutes les spécifications du présent traité.

XXIV. Les ratifications seront échangées le plus tôt possible.

Murmures en Angleterre. Nouveaux changemens dans le ministère.

Comment lord Shelburne et William Pitt furent-ils amenés à signer deux traités par lesquels l'Angleterre renonçait à la plus grande partie de ses colonies dans l'Amérique, à une possession importante dans la Méditerranée, à l'orgueil d'exercer une domination exclusive dans les Indes et sur les rivages de l'Afrique, et surtout au plaisir d'insulter journellement la France dans une de ses villes? Pitt et lord Shelburne devaient être effrayés, à la fin de 1782, de continuer une guerre qui avait ajouté à la dette déjà immense de l'Angleterre, cent dix millions sterling (environ deux milliards cinq cents millions de livres tournois)! Ils craignaient que la ligue formée entre presque toutes les puissances européennes ne prît un caractère alarmant pour le commerce britannique. Les batailles de Suffren leur donnaient des alarmes sérieuses pour les Indes. Une vingtaine de vaisseaux de guerre qui avaient été successivement enlevés à la France, à l'Espagne

et à la Hollande, n'empêchait point que la marine de ces trois nations ne fût de plus d'un tiers supérieure à la marine anglaise. Que d'efforts et de sang même n'eût-il pas fallu pour reconquérir des îles d'une médiocre valeur? Deux grandes victoires récemment obtenues donnaient un air de générosité à des sacrifices nécessaires. Pitt et lord Shelburne n'avaient que trop de raisons de penser que le commerce britannique ferait, en quelques années de paix, des conquêtes plus importantes. Les principes qui dominaient alors en Europe, et particulièrement en France, donnaient l'espoir que ce pays consentirait à un traité de commerce avec l'Angleterre. Quels avantages Pitt ne se promettait-il pas de la lutte commerciale d'un peuple essentiellement calculateur sur un peuple fier alors de sa légèreté! On s'était expliqué sur ce sujet, et le comte de Vergennes avait fait des promesses qui, jointes à d'autres ressources de son adroite politique, contribuèrent beaucoup à la conclusion d'une paix dont ce ministre put tirer un légitime orgueil. Heureux si les trois années pendant lesquelles on put méditer le traité de commerce avaient été employées à bien préparer cet essai périlleux!

La paix de 1783 excita les plus vives réclamations en Angleterre. L'orgueil de cette

nation éclata en murmures. Ce fut dans cette rumeur générale que se forma contre les ministres une ligue parlementaire que les Anglais nomment encore aujourd'hui la *ligue monstrueuse*. On vit avec étonnement et scandale Charles Fox s'unir avec ce lord North que, dans plusieurs de ses discours, il avait menacé de l'échafaud. Des hommes entre lesquels l'amitié était devenue impossible après mille déclarations d'un mépris réciproque, annoncèrent au parlement leur union nouvelle. Les ministres, auteurs de la paix, perdirent la majorité; Fox et lord North prirent leur place. Pitt, à qui les injustes procédés de ses rivaux avaient ramené la faveur de la nation, ne les laissa pas long-temps jouir d'un triomphe honteusement acheté : il trouva bientôt l'occasion de les renverser à son tour, fut lui-même infidèle à lord Shelburne, dont il eût dû être l'allié constant, et s'empara de l'autorité principale. La faute que Fox avait commise en s'unissant à lord North était aussi opposée à la loyauté de son caractère qu'à la rigidité de ses principes politiques. Les Français, qui s'indignaient des intrigues de la cour de Versailles, connurent trop peu et ne surent point assez improuver les intrigues qui, chez leurs présomptueux voisins, dégradaient les plus beaux caractères.

Quelques objections faites en France contre la paix.

Un petit nombre de censeurs obstinés condamnaient en France la paix de 1783, ou du moins ne partageaient pas la vive allégresse qu'elle avait fait naître. « Où sont donc, di-
» saient-ils, les avantages politiques et commer-
» ciaux que nous avons acquis en indemnité de
» quinze cents millions empruntés, dont l'in-
» térêt va coûter à l'État une charge annuelle
» de soixante-dix millions? Quelques villages
» autour de Pondichéry, la petite île de Ta-
» bago, voilà ce qu'on nous offre pour nous
» consoler de ces charges nouvelles et intoléra-
» bles. La conquête de l'Alsace, de la Franche-
» Comté et de la Flandre coûta trois fois
» moins à Louis XIV. Il est vrai que le roi
» de France goûte la satisfaction d'avoir fondé
» une république. Louis XIV eût attaché moins
» de prix à une création de ce genre, et eût
» pu en voir les conséquences sous un jour
» différent. La reconnaissance est-elle donc
» une vertu fort pratiquée dans les républi-
» ques? N'y a-t-il plus rien d'anglais dans le
» cœur des Anglo-Américains? Ce peuple,
» malgré son enthousiasme républicain, cal-
» cule avec beaucoup d'exactitude. Il jugera
» des productions des manufactures anglaises
» et des nôtres d'après ses besoins, ses goûts
» et ses habitudes. Dans toutes ses transactions
» mercantiles, le souvenir des exploits du comte

» de Rochambeau et du marquis de La Fayette
» aidera bien peu à faire pencher la balance
» en notre faveur. Mais, dit-on, la France a
» montré une politique magnanime en veil-
» lant aux intérêts de ses alliés. Peut-être se-
» rait-il plus juste de dire qu'on s'est sacrifié
» pour eux dans la paix comme dans la guerre.
» Les Hollandais ont si peu agi pour nous et
» pour eux-mêmes, que l'équité n'eût point été
» blessée s'ils avaient perdu quelques-unes de
» leurs colonies, et si nous avions acquis une
» colonie de plus. Quant à l'Espagne, fallait-
» il la récompenser d'avoir montré tant de né-
» gligence et de maladresse dans toutes ses ex-
» péditions navales? d'avoir fait manquer nos
» expéditions contre les rivages de l'Angle-
» terre? de nous avoir attiré un grand désastre
» dans les Antilles, et plus d'un affront devant
» le rocher de Gibraltar? ».

La majorité du public applaudit à cette paix; vives espérances qu'on en conçoit.

Toutes ces objections contre une paix qui faisait oublier les affronts du traité de 1763, devaient faire peu d'impression dans un temps où l'on voulait que la politique eût le caractère le plus noble, le plus désintéressé, et devînt en quelque sorte l'auxiliaire de la philosophie. La paix fut célébrée avec beaucoup d'enthousiasme. On revint à des vœux, à des projets philanthropiques, qu'une guerre peu sanglante avait faiblement interrompus. On voyait les

deux mondes liés par une chaîne plus douce et plus intime que l'ancien système de colonisation. Les peuples, disait-on, n'auraient plus seulement à faire l'échange des productions de leur sol et de leur industrie, mais celui de leurs lumières. Ni différence de culte, ni différence de gouvernement, n'arrêterait cet utile commerce de pensées.

Voyons comment l'Europe se présentait aux yeux des Français, et surtout de ceux qui conduisaient tous les ressorts de l'opinion publique.

Coup d'œil sur l'Europe à l'époque de la paix.

Autriche.

L'empereur Joseph II, après la mort de la reine sa mère, en l'année 1780, put se livrer à son esprit réformateur, et le fit avec une philanthropie impétueuse. Il avait aboli la peine de mort dans ses États, et s'était prononcé pour l'abolition de la servitude; mais les seigneurs hongrois refusèrent d'affranchir leurs serfs, et l'empereur ne put vaincre leur résistance. Souvent les philosophes s'inquiétaient de la précipitation qu'il mettait à réaliser leurs vœux; mais ils donnèrent de grands éloges à la conduite ferme et mesurée qu'il tint envers le pape Pie VI, qui, dans l'année 1774, avait succédé au judicieux Ganganelli. L'empereur Joseph II, par divers règlemens, avait attaqué l'autorité ecclésiastique, qu'il se proposait de restreindre encore dans de plus

sévères limites. Rome resta sans foudres contre cette entreprise. Pie VI crut fléchir l'empereur en se présentant à Vienne presque dans l'attitude d'un suppliant. Les signes de respect et de déférence filiale qui lui furent prodigués ne le consolèrent point d'un refus permanent par lequel Joseph II semblait venger, après plusieurs siècles, ceux de ses prédécesseurs qui avaient été excommuniés, avilis, et même exhumés par des pontifes ambitieux.

Prusse. Le grand Frédéric, qui approchait de sa fin, avait moins de ferveur pour les principes des philosophes français : mais il entretenait avec plusieurs d'entre eux une correspondance dans laquelle le monarque absolu, et le héros conquérant, empruntait les formes d'une amitié délicate. La principale occupation de sa vieillesse était de veiller au bonheur de son peuple; mais soit par l'effet d'un injuste dédain pour l'esprit des Allemands, soit par un secret ombrage de tout ce qui pouvait limiter son pouvoir, il fit prospérer un État sans créer une nation.

Russie. Catherine II, en abolissant la servitude dans ses domaines, et en proclamant dans ses ukases quelques maximes de philosophie, tâchait de faire oublier la catastrophe qui l'avait fait monter sur le trône de son époux. Le prince Potemkin, qui avait acquis sur son esprit plus

d'ascendant que les Orlof mêmes, était alternativement philosophe et superstitieux. La cour de Saint-Pétersbourg offrait un singulier sujet d'observation : tout y était européen, français à la surface; mais l'empreinte d'une origine tartare se faisait encore sentir au fond des caractères.

Suède.

Gustave III régnait paisiblement en Suède; mais il supportait impatiemment une paix qui reculait pour lui l'époque de la gloire. Il faisait fleurir les lettres, l'agriculture et le commerce autant qu'il se pouvait dans un pays très-appauvri. Comme il avait abaissé les grands, et paraissait indifférent sur les croyances religieuses, c'était un disciple de plus que les philosophes français croyaient compter sur le trône.

Danemarck.

Le sage ministre Bernstorf faisait goûter au Danemarck le bienfait d'une administration paternelle. La liberté des opinions et des écrits s'introduisait sans danger apparent dans cet État despotique.

Pologne.

Stanislas-Auguste, roi de Pologne, avait besoin de la philosophie pour adoucir l'ennui de sa position, et pour trouver quelques moyens de l'améliorer. Si les Polonais s'éclairaient, ils calmeraient leurs préjugés et leurs discordes, et donneraient à leur roi le pouvoir de faire

autant de bien que des voisins impérieux le permettraient.

Toscane.

En portant ses regards au midi, on voyait le sage Léopold exécuter paisiblement, en Toscane, tout ce que son frère n'opérait pas sans secousse au milieu d'un peuple nombreux et stationnaire dans ses goûts, ses mœurs et ses opinions.

Espagne.

En Espagne, les cachots de l'inquisition ne s'ouvraient point, mais les bûchers en étaient à peu près éteints. Le lustre momentané qu'avait recouvré cette puissance, non par ses armes, mais par un traité honorable, donnait quelque espoir qu'elle se laisserait entraîner au mouvement commun de l'Europe.

Portugal.

Quant au Portugal, tout indiquait qu'il resterait long-temps dans l'état où les Anglais avaient intérêt de le maintenir. Depuis la mort du roi Joseph, auquel succéda, en 1777, sa fille Marie, et depuis la disgrâce du marquis de Pombal, ce royaume, malgré la ferveur de son catholicisme, était plus soumis aux Anglais que l'Irlande même; ils conspiraient, avec l'inquisition, pour prolonger l'ignorance des peuples et des grands.

Républiques de l'Europe.

Les républiques de l'Europe présentaient en général un aspect plus calme qu'imposant. Entre elles se distinguait, par la douceur permanente de son administration, le sénat de

Berne, qui ne méritait d'autre reproche qu'un peu de fierté envers les sujets dont il faisait le bonheur. Venise se consolait, par des plaisirs, de sa décadence graduelle. La Hollande retardait la sienne par ses vertus commerciales. L'indignation que cette république avait conçue contre un chef qui, pendant la guerre, avait arrêté l'essor du patriotisme renaissant, préparait des troubles dans lesquels la France devait être invitée à jouer le même rôle que dans la guerre d'Amérique. Les villes anséatiques étaient si heureuses, que leur existence politique avait depuis long-temps cessé d'être aperçue. La république de Genève se livrait à des dissensions qui faisaient briller les talens de plusieurs de ses citoyens; elle s'étourdissait sur le danger de recourir une seconde fois à la médiation de la France.

La paix ne tarda pas à développer mille germes de prospérité dans toutes les colonies. Saint-Domingue et la Martinique faisaient de continuels prodiges de culture; heureuses ces colonies, heureuse la métropole qu'elles enrichissaient, si leurs travaux eussent excité assez de reconnaissance pour modérer les réclamations qui se faisaient en faveur des nègres! Les îles anglaises étaient florissantes. Le Brésil triomphait, par la fertilité de son sol, des lois ineptes d'un gouvernement qui s'était livré à

Colonies.

l'Angleterre. Le Mexique, le Pérou, le Chili et le Paraguai s'annonçaient comme le berceau d'empires puissans dont l'esprit monastique retardait seul les progrès.

Empires d'Asie.

En Asie, l'Angleterre pressait par des intrigues et par des crimes la chute de l'empire du Mogol, que l'anarchie féodale plaçait dans la situation où fut l'Europe sous les descendans de Charlemagne. Le gouverneur du Bengale, Hastings, qui s'était annoncé par la famine de ce malheureux pays, suivait les traces tortueuses et sanglantes du lord Clive, son prédécesseur. La Perse avait obtenu quelque intervalle dans les guerres civiles qui la déchiraient depuis un siècle. La Chine, sous le règne long et paisible de l'empereur Kien-Long, croissait, sinon en prospérité réelle, du moins en population. En attirant l'or des Européens, elle persistait dans la précaution de ne leur ouvrir qu'un seul de ses ports. L'ignorance où l'on était du véritable état de cet empire prêtait à des exagérations, à des fables sur son bonheur.

Quelques symptômes de civilisation commençaient à se manifester en Turquie. Il s'agissait de savoir qui l'emporterait, ou des sultans qui voulaient combattre les Européens avec les armes et quelques-uns des arts de l'Europe, ou des janissaires dont de telles in-

novations auraient détruit la milice anarchique; lutte cruelle, qui n'est point encore terminée aujourd'hui.

Résultats généraux de la guerre d'Amérique.

Cette situation de l'Europe et du monde favorisait l'esprit cosmopolite, et l'on croyait être arrivé au moment où le genre humain allait être gouverné par des sages. On admirait la puissance progressive de l'opinion, et l'on ne voulait pas voir les maux qui résulteraient d'un affaiblissement général de l'autorité. On voulait faire régner les principes, et les lois régnaient moins. En France, surtout, la religion était sans empire, et l'autorité royale sans vigueur. Les mœurs devenaient chaque jour plus aimables et plus relâchées. On cédait avec délices au sentiment de la bienveillance générale, et l'on portait peu de scrupule dans l'observation des devoirs domestiques. On croyait gouverner le monde, et toutes les familles étaient faiblement gouvernées. Je n'arriverai que trop tôt à dire quelle longue succession de coups de foudre dissipa des illusions que les sciences, les arts et les lettres entretenaient à l'envi. Les hommes d'un esprit plus calme, et qui trouvaient du danger ou du vide dans des espérances illimitées, applaudissaient, sous d'autres rapports, à la paix de l'Amérique, et se félicitaient de ce qu'elle arrêtait des relations trop intimes et trop fraternel-

les avec une république ; de ce qu'elle permettait d'établir l'ordre dans les finances, et surtout de ce qu'elle humiliait l'Angleterre. « Une paix,
» disaient-ils, qui prive l'Angleterre de ses
» colonies les plus florissantes, prouve la puis-
» sance de nos ressources, l'habileté de nos
» négociateurs, l'ascendant que notre cabinet
» exerce sur l'Europe ; enfin, ce qui est
» important encore, elle atteste les progrès
» de notre marine. Le but de la guerre est
» rempli ; elle laissera de glorieux souvenirs,
» et permet les plus belles espérances. Quel
» eût été l'éclat de nos triomphes, si les ma-
» rins espagnols avaient rivalisé d'habileté,
» de science et de courage avec les nôtres ! Une
» seule bataille, perdue par l'inhabileté d'un
» chef qui n'était que valeureux, doit-elle
» faire oublier ce combat d'Ouessant où les
» Anglais furent étonnés de voir leur tactique
» confondue par une marine qui venait d'être
» créée presqu'à l'instant ? Doit-elle faire ou-
» blier la victoire navale remportée par le comte
» d'Estaing après la prise de la Grenade ? trois
» victoires du comte de Guichen dans les Antil-
» les, cinq victoires du bailli de Suffren dans les
» Indes, et celle par laquelle le comte de Grasse,
» depuis si malheureux, enleva au général
» Cornwallis, errant sur les rivages de la Virgi-
» nie, le secours de la marine anglaise ? Doit-

» elle faire oublier les combats particuliers » où Lamothe-Piquet, Beausset, Laclochet- » terie, Dupavillon, Kersaint, Bougainville » et Lapeyrouse attaquèrent et vainquirent » des forces supérieures? La France dont la » marine vient de fournir tant d'exploits, a dû » se montrer généreuse envers des alliés qui » ont été loin d'égaler sa gloire, mais dont il » importait de prévenir le découragement. » C'est à l'Angleterre à l'éprouver, enfin, ce » découragement qui maintiendra la liberté » du commerce et la paix du monde [1]. »

[1] Je crois devoir indiquer les ouvrages que j'ai particulièrement consultés pour écrire l'histoire de la guerre d'Amérique. Ce sont plusieurs volumes de l'*Annual Register*, collection féconde en matériaux historiques (il serait à souhaiter que la France eût un Ouvrage de ce genre); l'*Histoire de la Révolution d'Amérique, par David Ramsay*, et la *vie de Washington*, par le même auteur; une autre *vie de Washington, par John Marshal;* l'*Histoire de l'indépendance des États-Unis, par William Gordon;* l'*Histoire de l'administration de lord North; l'Histoire impartiale des événemens de la dernière guerre dans les quatre parties du monde;* les *Mémoires du règne de George III, par Belsham.* Tous ces ouvrages m'ont été fort utiles; mais je me fais un plaisir de reconnaître les obligations particulières que j'ai à l'excellente *Histoire de la guerre d'Amérique*, écrite en italien par M. *Botta*.

Le point de vue sous lequel j'ai considéré une épo-

que si intéressante n'était point l'objet des différentes histoires que je viens de mentionner. Je ne connais qu'un seul ouvrage historique où l'on ait envisagé l'influence qu'eut la révolution d'Amérique sur l'esprit, les vœux et la destinée des Français. M. *Dampmartin*, dans le cinquième volume de *la France sous ses Rois*, a présenté quelques vues sur ce sujet, et l'a fait avec beaucoup de sagacité.

Je m'étais proposé d'abord de traiter la guerre d'Amérique avec autant de rapidité que j'ai traité celles de 1741 et de sept ans, et, d'après ce plan, j'aurais terminé mon Ouvrage au cinquième volume. Mais je n'ai pu me résoudre à sacrifier des développemens qui sont nécessaires pour faire connaître la marche du dix-huitième siècle.

Je n'indique point les ouvrages où j'ai puisé des renseignemens pour tout ce qui concerne l'administration et la politique du Gouvernement français, les intrigues de cour, le caractère de différens personnages, les anecdotes du temps. Ces ouvrages sont nombreux; mais on sent que les souvenirs et les conversations doivent offrir encore plus de faits pour une histoire contemporaine.

FIN DU LIVRE XVI ET DU TOME CINQUIÈME.

TABLE

DES SOMMAIRES DE CE VOLUME.

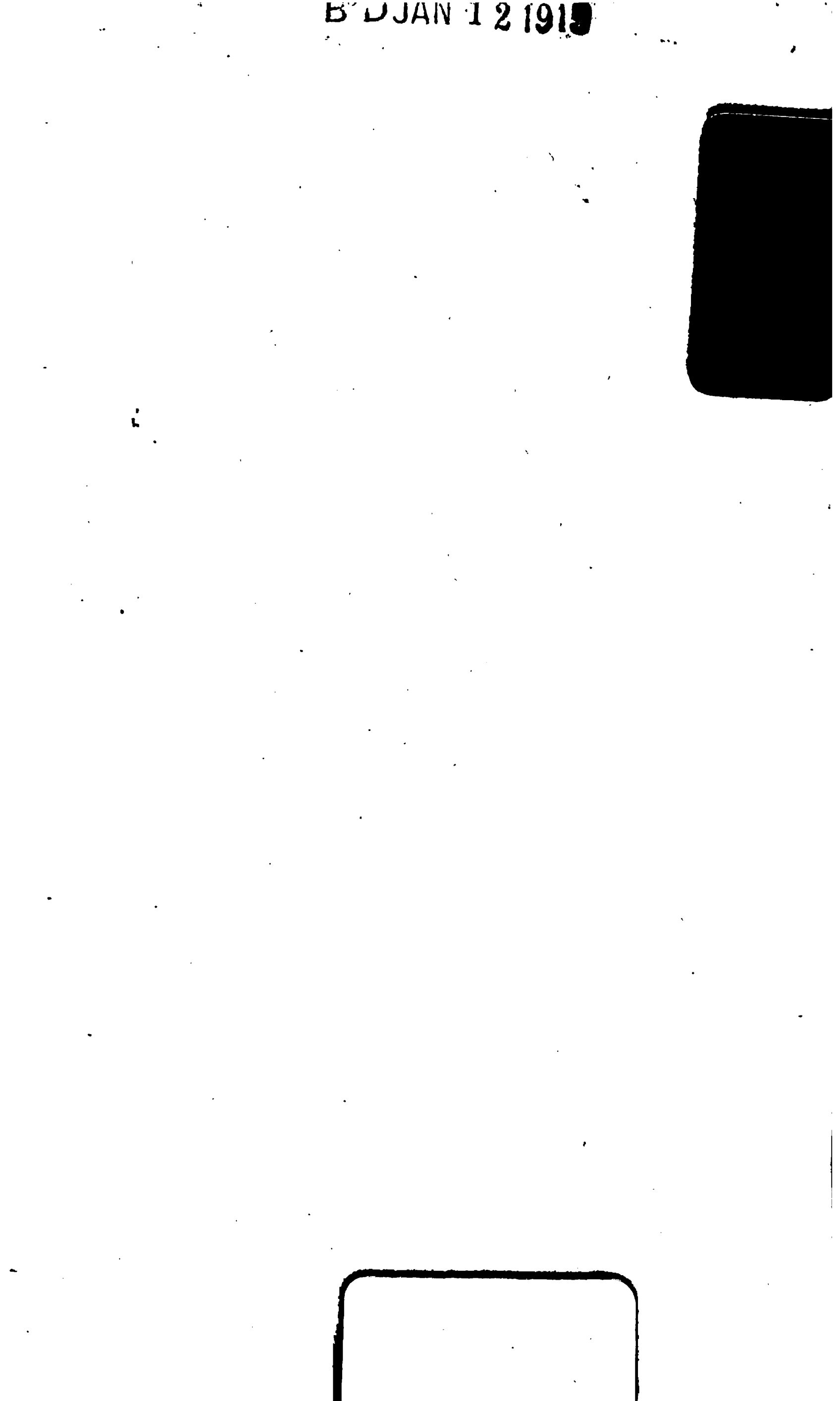
LIVRE QUINZIEME.

RÈGNE DE LOUIS XVI. — MAUREPAS, NECKER, VERGENNES.

LIVRE SEIZIÈME.

RÈGNE DE LOUIS XVI : GUERRE D'AMÉRIQUE. — MAUREPAS, NECKER, VERGENNES, SÉGUR, CASTRIES.

FIN DE LA TABLE DU CINQUIÈME VOLUME.


B D JAN 12 191

